TRENTE-TROISIÈME ANNÉE — N° 9683 36 PAGES — JEUDI 11 MARS 1976

Sur le marché des changes

Le franc est à son plancher

LIRE PAGE 36

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : Jacques Fauvet

1,30 F

Algérie, 1 DA ; Maroc, 1,30 dir. ; Tunisie, 100 m. ; Allemagne, 1 DM ; Autriche, 10 sch. ; Belgique, 11 fr. ; Canada, 60 c. cts ; Danemark, 3 kr. ; Espagne, 25 pes. ; Grande-Bretagne, 18 p. ; Grèce, 18 dr. ; Iran 45 rls. ; Italie, 250 l. ; Liban, 125 p. ; Luxembourg, 11 fr. ; Norvège, 2,75 kr. ; Pays-Bas, 1 fl. ; Portugal, 12,50 esc. ; Suède, 2,25 kr. ; Suisse, 1 fr. ; U.S.A., 65 cts ; Yougoslavie, 10 n. din.

Tarif des abonnements page 25

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 Paris
Télex Paris n° 650572
Tél. : 770-91-29

Washington espère toujours faire renoncer Paris et Bonn aux ventes d'usines nucléaires

RETARDER L'INÉVITABLE

Trente ans ou presque après la fin du plan Marshall, les Etats-Unis découvrent avec désagrément que les pays européens ont atteint leur majorité. Le temps est passé où ils achetaient des missiles, des avions, des calculateurs américains, en fonction du bon vouloir du département d'Etat. L'Europe offre aujourd'hui sur le marché international des matériels que les Etats-Unis ne peuvent ou ne veulent pas importer, qu'il s'agisse des avions Concorde ou d'usines d'enrichissement et de retraitement de combustible nucléaire. Le contrôle total du transfert des technologies avancées échappe à Washington, qui prend mal cette atteinte de l'Europe à sa position de monopole.

Si les arguments écologiques opposés à la mise en service du Concorde paraissent de peu de poids, ceux qui sont avancés pour éviter la prolifération nucléaire méritent davantage attention. Des pays comme la Corée du Sud, l'Inde, le Pakistan, l'Argentine, l'Egypte ou Israël ont-ils atteint la maturité politique suffisante pour disposer des moyens de la dissuasion atomique ? La tentation est grande pour les puissances nucléaires de considérer qu'il vaut mieux jouer le rôle de gendarme international que compter sur la sagesse des nations.

Les Etats-Unis sont pourtant sans illusion. Ils savent, comme le gouvernement français, que la prolifération des armes nucléaires est probablement inévitable à long terme. Mais, pour eux, le plus tard sera le mieux, et ils ne partagent pas le point de vue par trop fataliste de Paris. La France et l'Allemagne devraient donc, comme les autres pays exportateurs de matériels nucléaires, s'abstenir de vendre des usines de retraitement et d'enrichissement permettant d'obtenir du combustible nucléaire. Les Américains ont quelques raisons d'insister, mais ils le font avec leur force de puissance et leur maladresse habituelles, et avec des motivations qui ne sont pas sans arrière-pensées.

A Washington comme à Moscou on s'est d'ailleurs bien gardé jusqu'à présent de poser le problème de la prolifération dans sa totalité. L'atome servant aussi bien à fabriquer de l'électricité qu'une bombe, la question de la multiplication des armes atomiques est indissociable à la fois de la dissémination des centrales et de la poursuite des négociations sur le désarmement. Les nations exportatrices de centrales nucléaires n'ont eu de cesse de convaincre les pays pauvres en charbon et en hydrocarbures, et même des pays aussi riches en pétrole que l'Iran et l'Arabie Saoudite, de se convertir à l'électricité nucléaire. Que les pays aujourd'hui acquis à cette idée et soucieux par surcroît de se familiariser avec des techniques nouvelles ne veuillent plus se contenter de dépenser leurs devises n'est qu'une répétition de l'histoire passée. Plutôt que de vendre le pétrole brut, les pays producteurs préfèrent aujourd'hui le raffiner avant de l'exporter. Si demain ces mêmes pays construisent des centrales nucléaires, ils désireront enrichir eux-mêmes le combustible et le retraiter.

La seule manière d'empêcher que l'uranium enrichi et le plutonium ne soient aussi utilisés à des fins militaires est de rendre les bombes atomiques sans objet.

Les puissances nucléaires ne pourront pas, à terme, gagner sur tous les fronts. Ou bien le désarmement sera général, et la prolifération des armes nucléaires sera jugulée. Ou bien Moscou et Washington continueront, sous couvert d'un désarmement partiel, à raffiner leur armes nouvelles, et de nombreux pays se doteront de centrales nucléaires pour accéder à la technologie et à la puissance.

Plusieurs sénateurs américains ont réclamé des mesures sévères contre Paris et Bonn, afin de les dissuader d'exporter des usines nucléaires. M. Kissinger a plaidé pour la modération, ne désespérant pas d'obtenir leur renonciation à certains contrats en cours.

L'offensive lancée il y a un an par certains milieux de Washington contre la France et la République fédérale d'Allemagne, qui acceptent de vendre à l'étranger des usines pouvant favoriser la prolifération des armes atomiques, se poursuit sans relâche outre-Atlantique. Appelé à témoigner devant une commission du Sénat américain, M. Kissinger s'est trouvé dans la position quelque peu inhabituelle d'avoir à défendre Paris et Bonn contre les attaques des sénateurs, qui souhaiteraient voir annuler les ventes d'usines de retraitement de combustibles nucléaires conclues entre l'Allemagne et le Brésil d'une part, entre la France et le Pakistan d'autre part.

Le sénateur démocrate Abraham Ribicoff (Connecticut), qui présidait la commission, a suggéré que les Etats-Unis et l'Union soviétique s'entendent pour suspendre les livraisons d'uranium enrichi à la France et à l'Allemagne, tant que les transactions sur les usines de retraitement ne seraient pas abandonnées. Washington et Moscou ont, en effet, pour l'instant, le quasi-monopole du marché de l'enrichissement de l'uranium dans le monde, et cet uranium enrichi est le combustible des centrales nucléaires existantes. Quant au sénateur républicain Charles Percy (Illinois), il a demandé que les Etats-Unis menacent de retirer leurs troupes stationnées en Europe.

M. Kissinger a fait remarquer que Paris et Bonn avaient accepté de se joindre aux Etats-Unis et à quatre autres pays exportateurs de matériels et de combustibles nucléaires pour formuler, au cours de l'année 1975, des règles strictes de surveillance et de contrôle de leur utilisation par les pays acheteurs. Il a reconnu que Paris et Bonn avaient accompli des « *efforts substantiels* » durant les négociations, tout en admettant que le principal point de divergence qui subsistait était le problème de l'exportation des usines de retraitement. Ces usines permettent d'extraire des combustibles irradiés dans les réacteurs du plutonium, qui peut ensuite servir à fabriquer des bombes atomiques. M. Kissinger a estimé qu'un accord pourrait se faire « *dans un laps de temps raisonnable d'ici à quelques années* ». Les pressions américaines sur la Corée du Sud ont déjà abouti à l'annulation de la vente d'une petite usine de retraitement par la France à Séoul.

(Lire la suite page 11.)

AU JOUR LE JOUR

DÉFOULEMENT

Les gens, qui ont l'air si triste, profitent de la moindre occasion pour se défouler. Même les élections cantonales peuvent faire l'affaire, si l'on en croit M. Chinaud. Mais c'est assurément insuffisant pour canaliser le besoin de défoulement collectif d'un pays où le citoyen — vigneron, commerçant, « prof » ou éboueur — est un rigolard qui aime de toute évidence se défouler assez régulièrement.

Au point qu'on peut se demander si les Français ne vont pas continuer allègrement à se défouler en 1977 et même en 1978...

Pourvu qu'on s'arrête là ! Oh ! je ne pense pas nécessairement aux revenants d'un certain mai lointain, qui étaient d'ailleurs des enfants de chœur en comparaison avec certains honnêtes citoyens munis de rifles à chasser le sanglier...

PABLO DE LA HIGUERA.

MM. Ford et Carter sont les vainqueurs des «primaires» de Floride

Net recul du gouverneur Wallace

Les élections « primaires » de Floride du mardi 9 mars ont confirmé l'avance prise au New-Hampshire, le 24 février, par le président Ford sur son unique rival, l'ancien gouverneur de Californie, M. Ronald Reagan. C'est au pays natal de M. Reagan, l'Illinois, dont les « primaires » auront lieu le 16 mars, que M. Ford fait maintenant campagne. Le scrutin de Floride a déplacé plus de six cent mille électeurs républicains et un million de démocrates.

Dans ce camp, le nouveau succès de M. Jimmy Carter, qui l'emporte sur le gouverneur Wallace, encourage l'ancien gouverneur de Georgie à persévérer. Sa courte victoire sur le champion des « petits Blancs » du Sud, relègue d'autre part le sénateur Jackson à une place plus modeste que prévu.

De notre correspondant

Washington. — Conformément aux prévisions, le président Ford a remporté l'élection primaire républicaine de Floride. Mais son succès a été éclipsé par la nette victoire dans le camp démocrate de M. Jimmy Carter sur M. Wallace. La défaite du gouverneur de l'Alabama est la grande surprise du scrutin. On pensait qu'il n'obtiendrait pas les 42 % récoltés en 1972 dans un Etat considéré alors comme son fief, mais sa chute est beaucoup plus sensible que prévu, puisqu'il ne recueille que 31 % des suffrages, derrière M. Carter (34 %), mais avant le sénateur Jackson (24 %).

Ce recul — tout comme le succès de M. Ford chez les républicains — confirme les changements amorcés depuis plusieurs années en Floride, Etat dont la population n'a cessé de croître, en raison de l'afflux des migrants du Middle West et des villes industrielles du Nord-Est. Ceux-ci ont conservé leurs convictions politiques. La Floride a donc cessé d'être un Etat « sudiste » au sens péjoratif du terme, et son électorat s'est détourné sensiblement du gouverneur Wallace, représentant le Sud traditionnel, ex-défenseur de la « suprématie blanche », pour lui préférer des hommes relativement nouveaux ou plus modérés, comme MM. Carter et Jackson, qui ont mené leur campagne sur des problèmes d'un intérêt plus actuel.

M. Jimmy Carter a donc remporté le duel décisif qu'il entendait livrer au gouverneur Wallace. Sa performance est d'autant plus méritoire que l'intervention vigoureuse du sénateur Jackson, « mordant » sur sa clientèle électorale, lui a fait perdre des voix. Il recueille le fruit d'un travail de longue haleine, et sa victoire redonne à sa campagne l'élan que la médiocrité de son score au Massachusetts (il avait terminé quatrième) avait ralenti.

HENRI PIERRE.

(Lire la suite page 4.)

Le C.N.P.F. fait des propositions pour «vaincre le chômage des jeunes»

Des contrats de six mois et d'un an

M. Yvon Chotard, vice-président du C.N.P.F., a présenté ce mercredi 10 mars, en fin de matinée, une série de propositions destinées à « vaincre le chômage des jeunes ». Le patronat propose d'offrir aux demandeurs d'emploi âgés de moins de vingt-cinq ans des contrats de six mois à un an, un salaire « normal » et une réelle formation, dont le financement serait pris en charge par l'Etat. Il s'agit en quelque sorte d'institutionnaliser, en l'améliorant, le système des « contrats emploi-formation » mis en place il y a quelques mois par les pouvoirs publics.

« *L'indemnisation du chômage, aussi sophistiquée soit-elle, ne peut être une solution durable pour résoudre les problèmes d'emploi des jeunes* », a déclaré M. Chotard, en présentant à la presse les propositions du C.N.P.F. Une des formules avancées par le patronat consiste à offrir aux jeunes demandeurs d'emploi de moins de vingt-cinq ans sortis de l'appareil scolaire ou universitaire au cours de l'année précédente des contrats de six mois ou d'un an, avec priorité d'embauche à l'expiration de ce délai.

Les jeunes sous contrat percevraient une indemnité normale, même pour les heures passées en formation, et pas seulement une indemnité, comme c'est le cas actuellement. La formation serait de 120 à 500 heures pour les contrats de six mois, de 500 à 1 200 heures pour les contrats d'un an ; elle serait dispensée par un établissement public ou par l'entreprise.

Le patronat demande en contrepartie une double aide financière de l'Etat : pour la période de travail, une indemnité égale à 50 % du SMIC, pour le temps de formation, une indemnité égale au SMIC et la prise en charge des frais d'enseignement.

Le C.N.P.F. souhaite aussi que les jeunes puissent créer eux-mêmes des entreprises. Il propose pour cela que soit institué « *un cadre juridique spécial adapté à leur mentalité et à leurs possibilités* ».

« *Il manque en France 300 000 artisans qui pourraient chacun créer deux ou trois emplois*, a souligné M. Chotard. *C'est donc de 600 000 à 900 000 emplois qui pourraient voir le jour, si l'esprit d'initiative était stimulé chez les jeunes.* »

Les propositions de C.N.P.F. rejoignent les initiatives du gouvernement : d'une part, le ministre du travail a décidé de prolonger au-delà du 31 mars 1976 la formule, initialement temporaire, des « contrats emploi-formation » et d'en modifier le système ; d'autre part, le commissariat du Plan se propose de permettre aux chômeurs de réaliser eux-mêmes des projets d'intérêt général, à l'exemple de la formule canadienne : une dépense d'un milliard de francs serait envisagée à ce propos, qui permettrait, espère-t-on, l'emploi de trente mille personnes.

La lutte contre les accidents du travail

Le plan d'action contre les accidents du travail, que MM. Michel Durafour, ministre du travail, et Lionel Stoleru, secrétaire d'Etat à la condition des travailleurs manuels, ont présenté mardi 9 mars, ne sera pas « opérationnel » avant plusieurs mois. Parmi les mesures, « nombreuses et variées », en faveur de la prévention, certaines doivent encore être étudiées par un groupe « ad hoc » : c'est notamment le cas de l'aménagement des cotisations ; d'autres dispositions doivent être intégrées dans un projet de loi qui serait soumis au Parlement à la session de printemps.

Ce plan est plutôt bien accueilli au C.N.P.F., où l'on se félicite de la meilleure délimitation du champ de responsabilité du chef d'entreprise. La C.G.T., en revanche, estime que les mesures proposées sont d'une « indigence criante » et s'étonne du « mutisme le plus total » du ministre du travail sur « les causes réelles des accidents ».

M. Chaeu, secrétaire général de la Fédération des mutilés du travail, estime que « l'imprudence d'un salarié n'enlève pas la responsabilité de son employeur ». Il considère aussi que les victimes devraient pouvoir bénéficier d'une réparation du préjudice moral comme du préjudice corporel. Le plan du gouvernement comporte peu d'améliorations sur ce dernier point. Pourtant, l'indemnisation des victimes d'accidents revêt bien des incohérences et des injustices, comme le relate ci-dessous Jean Benoit.

I. — Le châtiment des victimes

De notre envoyé spécial
JEAN BENOIT

Dunkerque. — Le chemin détrempé mène à une cour de béguinage : le château des Dames, à Gosnay, entre Béthune et Bruay-en-Artois. Un pays noir, comme toute cette partie du Nord et du Pas-de-Calais, où les fumées d'usines disent, au lieu des arbres, le temps qu'il fera demain. Le château des Dames, c'est plutôt un coron entouré de vieilles bâtisses aux volets blancs, mais aux façades couvertes de suie. C'est là qu'habite la famille Delalleau : deux pièces en bas, une pièce en haut.

Il y a plus d'un an, en juin 1974, Jean Delalleau, vingt-sept ans, ouvrier embauché depuis peu à Usinor-Dunkerque, était brûlé vif par l'explosion d'une tuyère au HF-4, le haut fourneau numéro quatre. D'habitude, il travaillait au au HF-3. Mais, ce jour-là — c'était le dimanche de la Pentecôte, — on l'avait changé de poste en raison du manque d'effectifs. Connaissant mal les lieux, il se sauva dans une mauvaise direction, trébucha, fut rejoint par la coulée de feu.

Cet accident fut à l'origine d'une grève de quatre cents ouvriers fondeurs, à laquelle la direction répliqua par un lock-out affectant plus de deux mille travailleurs. En quelque dix ans, c'était le soixante-douzième accident mortel sur le site d'Usinor — le quinzième environ, selon la direction, pour le seul personnel non extérieur à l'usine.

(Lire la suite page 33.)

Au conseil des ministres

VINGT MESURES POUR ASSOUPLIR LE RYTHME DU TRAVAIL ET DES LOISIRS

Dans la très riche palette des recommandations formulée par le rapport Lebrusse sur l'aménagement du temps (voir « le Monde » daté 7-8 mars), M. André Fosset, ministre de la qualité de la vie, a sélectionné une vingtaine de mesures qu'il a présentées au conseil des ministres de ce mercredi 10 mars.

Il s'agit pour le gouvernement de réduire le coût — évalué à 19 milliards de francs par an — des encombrements qui, aux heures, aux jours et aux périodes de « pointe », paralysent l'activité du pays et nuisent à la fois à la qualité du travail et à celle des loisirs. Ces changements dans le rythme de vie des Français seraient les suivants.

(Lire page 31.)

MARIO SOARES

PORTUGAL QUELLE RÉVOLUTION ?

Entretiens avec Dominique Pouchin

"Le premier grand récit politique de ce difficile réapprentissage de la démocratie".
Le Nouvel Observateur

PUBLICIS N 630

CALMANN-LEVY

SOLJENITSYNE AUX «DOSSIERS DE L'ÉCRAN»

De l'intransigeance à l'intolérance

Mardi soir, aux « Dossiers de l'écran », Alexandre Soljenitsyne a été égal à ce qu'il est devenu : l'écrivain de génie que rien ne saurait ébranler, qui peut dessiner pendant des heures l'histoire passée et à venir de la planète. Sans doute s'abuse-t-il quelque peu quand il affirme que l'Occident ne s'était jamais intéressé au système concentrationnaire soviétique avant la publication de son « Archipel du Goulag ». Qu'il se fasse montrer, par exemple, les articles publiés par « le Monde » à l'époque du procès Kravtchenko ou de celui qui a opposé, à propos des camps soviétiques, l'écrivain David Rousset aux « Lettres françaises ».

Il est incontestable cependant qu'il a fait revivre le bagne comme aucun autre témoin n'avait su le faire. Il a aussi donné à l'opposition au régime établi en U.R.S.S. une voix qui a porté dans le monde entier. La Russie de ce demi-siècle aura sans doute été marquée au moins autant par Soljenitsyne que par M. Brejnev.

Mais le prophète se laisse trop souvent emporter par sa vision. Tout empli de la « grande vérité » qu'il veut répandre, il en vient à oublier mille et une petites vérités. Ce géant qui compose d'interminables fresques est un terrible simplificateur.

BERNARD FÉRON.

(Lire la suite page 2.)

Douze films-témoignages de Joris Ivens et Marceline Loridan

LA PAROLE DES CHINOIS

(Lire pages 16 et 17 les articles de Maria-Antonietta Macciocchi et de Louis Marcorelles, et un entretien avec les réalisateurs.)

EUROPE

Aux « Dossiers de l'écran »

Soljenitsyne dénonce l'« apathie de l'Occident »

Tout compte fait, Alexandre Soljenitsyne aime bien le film que Casper Wrede a tiré de son récit *Une journée d'Ivan Denissovitch* et qui servit d'introduction, mardi soir, aux « Dossiers de l'écran ». Il l'a trouvé « *honnête, pénétrant* », bien que « *l'imagination occidentale ne puisse se représenter les détails* » de la vie dans les camps soviétiques.

Les premières questions posées par les téléspectateurs au prix Nobel de littérature ont porté naturellement sur cette réalité présente et passée. S'appuyant sur les recherches de Sakharov, Soljenitsyne estime qu'il y a actuellement un million cinq cent mille détenus en U.R.S.S. La différence entre hier et aujourd'hui ? Jadis, dans les camps à régime spécial, « *il n'y avait pas de cours politiques. C'était un privilège par rapport à ce qui se fait maintenant* ». Encore un mot du bilan : l'auteur du *Goulag* calcule que, depuis la révolution, il y eut en U.R.S.S., du fait de guerres, de famines et d'épurations, soixante-six millions de morts.

Pourquoi en 1962 le parti a-t-il autorisé la publication d'*Ivan Denissovitch* ? « *Khrouchtchev luttait contre les Chinois. Il a voulu se servir de mon livre, mais il ne l'a pas compris. Il y a vu un témoignage de la souffrance et une glorification du travail, ce travail qui, en réalité, était pour le détenu la façon de préserver spirituellement son être. Il ne découvrit pas qu'une goutte de vérité pouvait provoquer l'explosion. Il n'en pressentait pas les conséquences, parce que les dirigeants du parti ne saisissent pas l'importance de l'art.* »

De même, les dirigeants actuels ont exilé l'écrivain parce qu'ils ont eu peur, mais ils ont fait une erreur de calcul : « *Ils pensaient qu'on ne s'intéresserait plus à moi en Occident.* » Il est bien décidé, pour sa part, à déjouer ce pronostic et à mener jusqu'au bout le combat qu'il a entrepris. Dans cette bataille, il n'y a guère de place pour les tièdes. Même Pliouchtch est rabroué par l'auteur du *Goulag*. Pliouchtch « *a dit sincèrement, dans quelques déclarations publiques et privées, qu'il ignorait beaucoup de choses de l'histoire de notre pays, du régime des répressions, qu'il voulait consacrer son temps à l'étudier. Il est dommage que, de lui-même ou poussé par d'autres, il ait fait des déclarations avant d'étudier ces problèmes. Il jette des mots qui n'ont pas une signification très précise. Il se dit fidèle aux idéaux lumineux du communisme, mais il nie le régime depuis le commencement. Or, dès 1903 — création du parti de type nouveau, — le régime était condamné à être ce qu'il est.* » L'écrivain fait même remonter le mal à Marx.

Si le Chili n'existait pas...

Soljenitsyne professe donc une opposition absolue au communisme. Il est énervé d'entendre parler du Chili plus que du mur de Berlin, de la Tchécoslovaquie ou de la Hongrie. « *Si le Chili n'existait pas, il faudrait l'inventer.* » Il ajoute :

« *Je me souviens de ce cas : le Chili a proposé à la Russie soviétique :* « Nous allons tous deux » libérer nos détenus politiques. » Chacun les siens. » *L'Union soviétique, bien entendu, n'a même pas prêté l'oreille. Mais pourquoi l'opinion publique occidentale n'a-t-elle pas profité de ce moment ? Pourquoi n'a-t-on pas essayé de mettre en pratique ce pari ? (...) Le Chili aurait libéré ceux qui ont attaqué ou se sont défendus les armes à la main, qui ont tiré, tandis que la Russie soviétique devait libérer ceux qui, simplement, lisent l'Evangile, qui pensent autrement. Nous n'avons pas chez nous de gens qui ont été coffrés parce qu'ils ont organisé des soulèvements ou parce qu'ils ont pris les armes, qu'ils ont créé des partis. La Russie soviétique n'a pas libéré un seul détenu. A ce moment, le Chili a commencé à libérer un certain nombre de détenus. Je ne sais pas combien, peut-être une partie, peut-être la moitié des détenus, peut-être les trois quarts ?*

» *Je me souviens : Fidel Castro, le héros de l'agression d'aujourd'hui en Angola, et bientôt il va nous montrer d'autres choses en Afrique et en Amérique du Sud ; il a été au Chili en 1971. Là, il a été triomphalement reçu pendant longtemps, et il s'y est exprimé non pas comme un hôte, mais comme un maître. Il a dit :* « Le socialisme ne peut être établi par des voies pacifiques, il faut toujours les armes pour instaurer le socialisme. » Il n'a pas réussi à le faire au Chili, maintenant il le montre en Angola. »

Un tel homme ne peut comprendre « *l'apathie générale de l'Occident, qui ne s'intéresse pas à la liberté des autres* ». Depuis deux ans qu'il est exilé, il constate une aggravation. Cependant, pour lui, le déclin de l'Ouest a commencé il y a trois siècles, lorsque l'appétit de confort a étouffé le spirituel. Dans cette vision du monde, la détente n'a pas sa place. D'ailleurs, « *l'initiateur américain de la détente refuse maintenant ce terme. Pour l'Occident, la détente, cela signifie des choses agréables. En U.R.S.S., il n'y a pas un seul jour de détente. La guerre froide s'appelle maintenant rivalité idéologique. Par vos concessions, vous confortez l'U.R.S.S. Vous n'avez même pas réussi à obliger les autorités soviétiques à autoriser Sakharov à aller recevoir son prix Nobel* ».

Bien entendu, les perspectives d'évolution du régime sont décourageantes. Un téléspectateur lui fait-il remarquer qu'en dépit de ses fautes l'U.R.S.S. a connu des réussites techniques incontestables ? N'est-ce pas incompatible avec le Goulag ? Il observe, non sans raison, que les deux phénomènes ne sont pas du même ordre. « *Le Goulag est contraire à l'éthique, non à l'industrie.* »

Il affirme aussi que l'U.R.S.S. a besoin de commerce parce qu'elle utilise les ressources techniques de l'Occident. Mais, poursuit-il, « *je pensais que nous amènerions le régime à céder. Ce n'est pas le cas, par la faute de l'Occident... La question de l'évolution du régime n'est pas actuelle.* »

Pendant la plus grande partie de l'émission, Soljenitsyne est apparu comme un militant qui a entrepris de réveiller l'Occident. Il affirme pourtant que la politique ne l'intéresse guère. « *Nos souffrances ne sont pas anticommunistes, elles sont humaines.* » Il ajoute aussitôt : « *Le régime communiste est antihumain.* »

Lui reproche-t-on d'apporter au « *concert anticommuniste* » sa voix puissante ? Il s'indigne : comment parler de « concert » à propos d'un tel drame ? Et puis : « *Nous ne devons pas nous limiter au plan politique, qui est misérable. La crise actuelle est beaucoup plus profonde ; elle est spirituelle... Lorsque je dis à l'Occident : soyez ferme, je ne parle pas en homme politique. Ce sont les esprits qui devront faire preuve de fermeté.* »

D'après les questions posées mardi soir, on peut penser que l'algarade, adressée à l'Ouest aussi bien qu'à l'Est, était ressentie par beaucoup comme aussi et peut-être d'abord une prise de position politique : celle d'un homme que le manichéisme soviétique a conduit au manichéisme opposé.

B. F.

De l'intransigeance à l'intolérance

(Suite de la première page.)

Une fois encore il en a administré la preuve à la télévision. Le monde se partage radicalement en deux : le communisme qui incarne le mal absolu, le reste qui se laisse aller à la dérive. L'écrivain a entrepris de remonter le courant, et ce n'est pas mince affaire : il ne lui suffit pas de dénoncer l'usage qui est fait de la détente, il veut s'attaquer à la pourriture qui s'est installée en Occident « il y a trois siècles ». Il prêche une gigantesque réforme des comportements et des esprits.

C'est un combat au premier chef spirituel qu'il entend mener : on le croit volontiers quand il affirme qu'il a participé à l'émission de télévision sans savoir qu'une partie de la France était en campagne électorale. Mais son propos débouche naturellement sur un projet de société aux contours encore bien vagues. On croit comprendre qu'il a quelque nostalgie d'une chrétienté depuis longtemps disparue. Et puis, peut-il trancher de tout ce qui importe au monde contemporain et conclure que le discours « politique » est misérable ?

Qu'ils aient ou non souffert en même temps que lui, ceux qui ne partagent pas son dessein s'exposent à son courroux. Dans « les Voix sous les décombres », il s'en prenait même à Sakharov. Maintenant, il traite avec condescendance Leonid Pliouchtch qui veut encore croire à l'idéal communiste de sa jeunesse. Le choc était inévitable : il n'y a pas de débat libre sans affrontements parfois violents.

Du moins peut-on attendre d'un homme qui a admirablement mis en garde ses compatriotes contre toute forme de mensonge qu'il fasse preuve d'une extrême rigueur. Ce n'est pas toujours le cas. C'est ainsi qu'il affirme qu'en échange de « quelques libertés » les correspondants occidentaux à Moscou ont cessé de s'intéresser aux contestataires soviétiques. N'a-t-il pas eu connaissance, pour citer ce seul exemple, de ce qui fut écrit à l'Ouest avant la libération de Pliouchtch ? Et combien de fois faudra-t-il répéter qu'après avoir eu vent d'une information erronée de dix lignes publiée dans « le Monde » la moindre des choses de sa part aurait été de reconnaître qu'un démenti sans équivoque et d'une longueur triple a été aussitôt publié.

S'il avait su, descendre de son socle de prophète, regarder d'un peu plus près le monde où il vit, il eût reconnu que la liberté et le goût de la liberté n'y ont pas disparu. Si lui-même et d'autres n'ont pas connu à nouveau la relégation, n'est-ce pas grâce à cet Occident si décrié par lui, son opinion publique et d'abord sa presse ?

Pressé de remplir la mission qu'il s'est assignée, Soljenitsyne oublie d'appliquer une règle classique : il faut connaître celui auquel on adresse une leçon, surtout quand on parle aussi de ses affaires. Et s'il n'y prend garde, il passera de l'intransigeance qui sauve à l'intolérance qui aveugle.

BERNARD FÉRON.

Un procès d'intention au « Monde »

Alexandre Soljenitsyne ne parle ni ne lit le français. On ne saurait le lui reprocher, mais alors, pourquoi s'érige-t-il en censeur de la presse occidentale en général, et du Monde en particulier ? Qui lui fournit des informations à ce sujet et sous quelle forme ?

L'écrivain soviétique fait ce qu'il faut bien appeler un procès d'intention à notre journal, en avançant deux griefs. D'abord à propos de la fausse nouvelle qu'était son intention de visiter le Chili. Sans doute, admet-il, « le Monde n'est peut-être pas le seul journal qui a publié cette invention ; *peut-être est-ce une agence de presse* ». *Mais c'est en tout cas au Monde qu'il en a. Certes ce journal a publié un démenti,* « mais de façon assez voilée, en mauvaise place ».

Rafraîchissons donc, pour la deuxième fois, la mémoire de Soljenitsyne et de ceux qui l' « informent ». Le Monde *a bien publié le 12 septembre (page 28) une brève information (onze lignes) annonçant que l'écrivain comptait se rendre au Chili. La source n'était pas* « peut-être », *mais très certainement une agence de presse, en l'occurrence l'A.F.P., qui se référait à une déclaration faite le 10 septembre à Santiago, par le président des étrangers au Chili. Tout cela était indiqué dans notre information. Le démenti de l'écrivain,* communiqué par le Seuil, *a été publié dans nos colonnes (page 4) dès le lendemain : il occupait trente et une lignes, soit le double de la place accordée à la première information et affirmait notamment :* « Aucune invitation n'a été faite à l'écrivain de se rendre au Chili. Il n'y a *par conséquent pas* répondu et les déclarations concernant ce voyage sont dénuées de tout fondement. » *Est-ce là un démenti* « *voilé* » ?

Nous sommes d'ailleurs revenu sur l'affaire le 8 octobre, en publiant — intégralement — un communiqué publié par Soljenitsyne et nous mettant en cause. Nous rappelions à cette occasion notre démenti, mais Soljenitsyne fait comme si, aujourd'hui encore, il n'en était pas informé.

Deuxième accusation. « Le *même journal le Monde a réussi à publier en gros caractères que* mon discours américain *(à Washington, le 30 juin 1975)* était un discours pro-hitlérien. » *De quoi s'agit-il ? D'un billet* « Au jour le jour » *publié le 3 juillet 1975 et dans lequel l'auteur notait :* « Alexandre Soljenitsyne regrette que l'Occident ait soutenu l'U.R.S.S. contre l'Allemagne nazie lors du dernier conflit mondial. » *L'interprétation qui suivait, assimilant l'écrivain russe à Pierre Laval, a légitimement choqué Soljenitsyne. Mais le fait qui lui servait de point de départ n'est pas vraiment contesté par l'écrivain russe, puisque celui-ci regrette toujours, comme il l'a dit à la télévision, que l'Occident se soit allié à Staline contre Hitler au lieu de* « le vaincre de ses propres mains ». *En tout cas, et pour dissiper toute équivoque, nous avons publié le 22 juillet le passage incriminé du discours de Washington, assorti de notre commentaire :* « Rien ne permet de lui prêter (à Soljenitsyne) des sentiments pro-hitlériens. »

De toute la presse française, le Monde est sans doute le journal qui publie le plus d'opinions diverses et même contradictoires. C'est dans nos colonnes que Soljenitsyne a publié, dès le 31 mars 1975, sous le titre Troisième Guerre mondiale, *les thèses fracassantes qui sont le thème de ses interventions depuis un an. Mais l'écrivain continue d'exiger l'adhésion totale à ses thèses et de ne retenir, dans l'information, que ce qui lui convient. Il fait sans preuve, ni même le moindre souci de précision, des procès d'intention. Aurait-il gardé, à son insu, quelques vieilles habitudes soviétiques ?*

MICHEL T...

DANS LA PRESSE PARISIENNE

LE FIGARO : Soljénitsyne a changé le regard de l'Occident sur l'U.R.S.S.

« *Soljenitsyne a pour ainsi dire changé le regard que l'Occident portait sur l'Union soviétique. Il n'était pas le premier à dire ce qu'il a dit, mais il a été celui dont les paroles ont eu le plus grand retentissement et ont fait qu'il est devenu impossible, pour un Occident longtemps inquiété mais fasciné par les réalisations de l'Union soviétique, d'ignorer certaines choses. (...)*

» *Pourquoi cette difficulté de l'Occident à admettre certaines évidences ? Soljenitsyne :* « *Parce qu'on ne veut pas croire les vérités désagréables, soit que l'on n'ait pas envie d'aider, soit que l'on ait peur de savoir.* »

(THIERRY MAULNIER.)

L'HUMANITE : son hostilité s'étend à tous les hommes de progrès.

« *La révélation d'un tel système carcéral a douloureusement retenti dans la conscience des communistes du monde entier. Elle a suscité une profonde émotion, une catégorique réprobation. (...)*

» *Soljenitsyne a hier soir montré que son hostilité au socialisme, dont la réalité est pour lui réduite aux seules prisons et camps, s'étend à tous les hommes de gauche, de progrès. Il les accuse de demeurer comme des nouveaux-nés aveugles devant les dangers qui les menaceraient. (...)*

» *On ne peut que rejoindre la voix des téléspectateurs qui se sont étonnés hier soir de voir la télévision française se prêter à un tel « récital » qui répondait bien peu aux questions qui se posent, par exemple sur les libertés individuelles et la liberté de création. Il n'apparaissait que comme une suite de variations antisoviétiques et anticommunistes dirigées contre toute idée de progrès, tout espoir de réelle détente (...).* »

(GEORGES BOUVARD.)

COLLECTIONNEUR ESPAGNOL
achète
TABLEAUX ESPAGNOLS XIXe et XXe siècles

Agrasot, Anglada-Camarasa, Arteta, G. Bacarisas, Barcia, J. Benlliure, Aureliano de Beruete, G. Bilbao, R. Canals, Cardona, Casanova y Estorach, R. Casas, Pancho Cossio, J. Cusachs, V. Cutanda, U. Checa, Fl Delaserra, Domingo-Marquez, Domingo Munoz, Roberto Domingo, Echevarria, Fortuny, J. Gallegos, B. Galofre, Garcia Ramos, Gessa, F. Gimeno Gutierrez Solana, F. Goya, Iturrino Jimenez-Aranda, Leon Y Escosura, Lizcano, E. Lucas, Lucas-Villaamil, F. Madrazo, R. Madrazo, Marcelino de Unceta, Marti y Alsina, Martinez-Abades, E. Martinez-Cubells, S. Martinez-Cubells, Mas y Fondevila, R. Mattilas, Meifren, J. Mir, F. Miralles, Mongrell, J. Morillo, Munoz-Degrain, J. Navarro, Nicolau-Cutanda, I. Nonell, Benjamin-Palencia, Palmaroli, G. Perez-Villaamil, I. Pinazo, C. Pla, F. Pradilla, Dario de Regoyos, A. Riera, Riancho, M. Rico, J. Romero de Torres, S. Rusiñol, E. Sala, Salinas, Sanchez-Barbudo, Sanchez-Perrier, J. Maria-Sert, E. Simonet, J. Sorolla, M. Urgell, Ramon de Zubiaurre, Valentin de Zubiaurre, J. Zuloaga, Zabaleta.

HOTEL DE CASTIGLIONE, 40, Fg Saint-Honoré - 75008 Paris
Mme OLIVER
Téléphone 265 07 50 ou 265 77 80

Pologne

Un hebdomadaire fait l'éloge de Bierut chef du parti pendant la période stalinienne

De notre correspondant

Vienne. — « Le fait est que, exception faite du P.C. de l'Union soviétique, aucun parti, depuis le vingtième congrès du P.C.U.S., n'a déployé des efforts aussi acharnés que le nôtre pour liquider les effets du culte de la personnalité », écrit l'hebdomadaire polonais Polityka.

Ce journal, du temps de M. Gomulka, prit maintes positions anti-dogmatiques et préconisa une certaine libéralisation. Il n'est pas très surprenant qu'il combatte le culte de la personnalité. Ce qui est plus troublant, c'est que cette proclamation figure dans un article consacré au vingtième anniversaire de la mort de Boleslaw Bierut et destiné à rectifier l'image incorrecte donnée pendant trop longtemps, selon Polityka, *de l'ancien chef du Parti ouvrier unifié. Bierut assume les fonctions de premier secrétaire du POUP de 1948, date de la première éviction de M. Gomulka, à 1956 : cela lui valut d'être considéré comme le « petit Staline » polonais.*

« La coïncidence de la mort de Boleslaw Bierut avec les incidents de Poznan, qui se produisirent la même année, et avec le prétendu Octobre polonais, ont abouti à ce que pendant de nombreuses années le rôle de cet éminent dirigeant a été décrit de façon erronée », *affirme* Polityka. *L'auteur de l'article, l'historien Henryk Rechowicz, s'emploie ensuite à présenter les mérites injustement oubliés de l'ancien émule du « génial père des peuples » : il défendit les intérêts de la Pologne avec un grand sens des responsabilités, attachant une attention particulière au règlement fraternel des relations polono-soviétiques — Bierut, il est vrai, fut très dévoué à Moscou, — il s'opposa vigoureusement aux efforts des politiciens occidentaux qui cherchaient à réviser les frontières de la Pologne, il joua un rôle éminent dans l'unification du mouvement ouvrier polonais, il apporta une grande contribution à la théorie marxiste-léniniste — ce qui, il faut bien le dire, est une révélation — il lutta sincèrement pour la liquidation du culte de la personnalité et la restauration des normes léninistes dans le parti. Etant donné que la mort de Bierut suivit de près la tenue du XXe congrès soviétique — le même foudroyant phénomène se produisit avec le numéro un tchécoslovaque de l'époque Clément Gottwald — doit-on remarquer que ce combat ne put, hélas ! être de très longue durée ?*

L'argument massue assené par M. Rechowicz pour réhabiliter Bierut est toutefois d'un autre ordre. Ceux qui le critiquent, en insistent sur les erreurs et les déformations, oublient « que pendant toutes ces années la Pologne avait réussi à réaliser une industrialisation socialisée, et que c'est à cette époque que furent posés les fondements du développement futur du pays ». *A ce compte-là, on ne voit pas très bien pourquoi l'auteur de l'article de* Polityka *a limité son éloge au Polonais Bierut : après tout, n'est-ce pas sous Staline qu'ont été posés les fondements qui ont permis le développement ultérieur de l'Union soviétique ?*

MANUEL LUCBERT.

Autriche

AU COURS DE SON XXIIIe CONGRÈS

Le parti socialiste va esquisser les traits de l'« après-Kreisky »

Cinq mois après un second succès aux élections législatives, le 5 octobre dernier, le parti socialiste autrichien (S.P.Oe.) ouvre, jeudi 11 mars, à Vienne, son vingt-troisième congrès. Dans un climat intérieur un peu alourdi depuis l'automne dernier, quelque cinq cents délégués participeront, durant trois jours, à des débats dominés par deux thèmes : projet de réforme du parti et mise en route de la discussion d'un nouveau programme, le quatrième depuis la création de la social-démocratie en Autriche.

De notre correspondante

Vienne. — Quel parti socialiste pour la fin des années 70 et quel programme pour le S.P.Oe. dans la décennie à venir ? Telles sont les questions fondamentales qui se posent à une formation qui, lors des prochaines élections générales, en 1979, aura derrière elle presque dix ans d'exercice solitaire du pouvoir. Après avoir obtenu par deux fois la majorité absolue, le S.P.Oe. occupe aujourd'hui une situation solide dans le pays. Il le doit sans nul doute à la présence à sa tête de M. Bruno Kreisky.

« *Kreisky, qui donc d'autre ?* », disaient les affiches du S.P.Oe. lors de la dernière campagne électorale. Cette personnalisation du pouvoir, certes gage de succès, n'est pas sans risque : à l'intérieur du S.P.Oe., certains s'inquiètent de l'immobilisme qui envahit peu à peu le parti et du vide idéologique qui le menace. D'autres sont aussi conscients de la nécessité de passer à « *l'après-Kreisky* ». Le chancelier, qui vient de fêter son soixante-cinquième anniversaire, y songe lui-même. N'a-t-il pas récemment déclaré qu'il ne « *voulait pas être un deuxième Adenauer* » ?

La montée des héritiers

Ce souci l'a amené à rajeunir certains cadres de la direction du parti. Après les dernières élections, M. Heinz Fischer, parlementaire aguerri, en dépit de sa jeunesse — il est âgé de trente-huit ans, — a été placé à la tête du groupe socialiste de l'Assemblée nationale. Certains n'hésitent pas à voir en lui un successeur possible du chancelier Kreisky. Il y a quelques semaines, M. Karl Blecha, âgé de quarante-deux ans, a été élu secrétaire du S.P.Oe., aux côtés de M. Fritz Marsch, en place depuis plusieurs années.

Plutôt proches de l'aile gauche du S.P.Oe., les deux nouveaux venus, hommes actifs et compétents, sont une sorte de gage pour ceux qui, dans le parti, souhaitent une décentralisation des responsabilités et appellent à un renouveau idéologique des socialistes. Le congrès devrait accentuer ce rajeunissement : en particulier, M. Bruno Pittermann, ancien vice-chancelier et actuel président de l'Internationale socialiste, devrait disparaître de la scène.

L'une des premières tâches de M. Blecha a été de présenter un projet de démocratisation de l'organisation du parti.

Le parti doit être « *ouvert et démocratisé* », affirme M. Blecha. Chacun des sept cent mille membres — le S.P.Oe. est l'un des partis les plus importants de l'Internationale socialiste — doit être informé des décisions prises par les responsables, il doit pouvoir les discuter et devra, à l'avenir, recevoir dans un délai déterminé une réponse aux questions qu'il aura le droit de poser directement au « sommet », en passant par-dessus les instances intermédiaires.

Les exigences nouvelles

D'autre part, un projet va être discuté au congrès, visant à interdire aux soixante-dix mille « permanents » du S.P.Oe. de détenir plus de deux fonctions. Le cumul des responsabilités au sein du parti, du syndicat et de la Chambre des travailleurs ne sera plus possible. Il s'agit de lutter contre la bureaucratisation croissante et, en élargissant l'éventail des responsables, de rapprocher sensiblement la « base » du « sommet ».

A plus long terme, le S.P.Oe. va devoir se doter d'un nouveau programme. Devenu parti de masse et, qui plus est, un parti assumant seul le pouvoir, après avoir été un parti de classe, le S.P.Oe. s'est trouvé confronté ces dernières années à de nouvelles exigences.

Deux tendances s'y dessinent actuellement. Les uns — ils sont les plus nombreux — sont partisans d'un programme de réformes pragmatiques qui n'éloigne pas l'électorat des classes moyennes gagné depuis 1970. Les autres, souhaitant un retour aux sources, prônent un net infléchissement à gauche de la ligne du S.P.Oe. Ils plaident en faveur de réformes telles que le contrôle des investissements, la lutte contre la spéculation foncière susceptibles de modifier les règles du jeu du système actuel.

ANITA RIND.

Espagne

Quarante mille personnes ... obsèques de l'ouvrier tué au ...

... GUERRE DE MADRID

Des militaires ultras insultent ... officiers jugés pour « sédition »

Un appel pour l' ... du Parlemen...

هكذا في الأصل

EUROPE

Espagne

Quarante mille personnes ont assisté aux obsèques de l'ouvrier tué au Pays basque

Madrid *(A.F.P.)* — De Bilbao, un appel à la grève générale illimitée a été lancé mardi 9 mars au cours d'une manifestation qui a rassemblé environ quinze mille personnes et était organisée pour protester contre les événements de Basauri, qui ont fait un mort et plusieurs blessés. Les organisateurs ont lancé un appel à la grève générale tant que les personnes arrêtées par la police au cours des manifestations n'auront pas été libérées. Les participants se sont dirigés en cortège vers le lieu où a été abattu le jeune ouvrier.

Environ quarante mille personnes ont assisté, d'autre part, à Basauri, aux obsèques. La cérémonie s'est déroulée sans incident. Une quinzaine de prêtres ont dit la messe en basque et en castillan. Dans une homélie, l'un des prêtres a exprimé les aspirations des ouvriers de la Biscaye. Des délégations d'ouvriers, dont beaucoup portaient des brassards noirs, ont également pris la parole, et une ouvrière a demandé que l'on détermine les responsabilités dans la mort du jeune homme.

Après les obsèques, la foule a parcouru les rues de Basauri pendant près de trois heures sans que les forces de police interviennent.

En Catalogne, cinquante-cinq mille ouvriers du textile se sont mis en grève, mardi, dans diverses usines, notamment à Sabadell et Tarrasa. Un appel à la grève générale a été également lancé dans toute la région de Barcelone, mais il semble peu probable qu'elle ait réellement lieu.

A Vitoria, trois membres de la commission de coordination des grévistes ont été arrêtés mardi. Selon les autorités, ces trois personnes étaient en train d'organiser une nouvelle série de grèves. M. Fernandez Naves, ancien jésuite, et l'un des dirigeants syndicaux les plus actifs lors des récents mouvements sociaux à Vitoria, figure parmi les personnes arrêtées.

A Madrid, un avocat, Mᵉ Julia Martinez, a été arrêté mardi alors qu'il assistait à une réunion des grévistes de l'entreprise Roca. Plusieurs représentants des ouvriers ont également été arrêtés.

DEVANT LE CONSEIL DE GUERRE DE MADRID

Des militaires ultras insultent les officiers jugés pour « sédition »

Madrid *(A.F.P.)*. — De violents incidents provoqués par un groupe d'officiers ultras présents dans l'assistance ont marqué les dernières minutes du procès des officiers espagnols accusés d'« *incitation à la sédition* », qui a pris fin mardi à Hoyo-de-Manzanares.

Des peines de douze ans de prison ont été requises par le procureur contre les deux principaux inculpés, le commandant Luis Otero et le capitaine Ibarra Renes, accusés d'être les dirigeants de l'U.M.D. Les autres peines requises s'échelonnent entre huit et trois ans de prison.

Les incidents ont éclaté au moment des dernières déclarations, lorsque les huit officiers — qui avaient invoqué lundi leur droit au silence après que leurs avocats civils eurent été récusés — ont réfuté, l'un après l'autre, toutes les accusations et exprimé leurs conceptions personnelles. Le groupe des officiers ultras, regroupant une vingtaine des cent cinquante membres de l'assistance, ont interrompu par des cris et des huées la déclaration d'un des officiers accusés, le capitaine Manuel Fernandez Lago, qui réaffirmait ses sentiments démocratiques. Le président du tribunal, le général Gomez de Salazar, est alors intervenu pour faire cesser les cris et demander à l'accusé de ne pas aborder de sujets politiques.

Un des officiers ultras a même été jusqu'à frapper un membre de la famille d'un des accusés, qui se trouvait devant lui. Tous les accusés ont affirmé de la même façon leurs convictions démocratiques. Le capitaine Valero Ramos a affirmé son attachement à « *la démocratie, la justice sociale et les droits de l'homme* ». Il a également déclaré que « *l'unité des forces armées ne peut être que renforcée lorsque les officiers décident de s'intéresser aux problèmes de la patrie et de l'armée* ».

Le capitaine Ibarra Renes, considéré par le procureur comme le cerveau de l'U.M.D., s'est exprimé après les incidents et a réaffirmé, dans le calme, les conceptions démocratiques déjà exposées par ses camarades.

A l'exception des deux accusés, contre lesquels les peines les plus légères ont été requises, tous les autres officiers ont rejeté les « *incroyables accusations* » portées contre eux, notamment celles d'incitation à la sédition et de provocation à la rébellion armée. Ils ont tous répudié l'usage de la violence, et réaffirmé leur respect de la discipline militaire et de la hiérarchie. Le Conseil de guerre, composé de quatre généraux, a ensuite levé la séance. Le verdict devrait être connu dans la semaine.

LES ANCIENS COMBATTANTS RÉPUBLICAINS NE TOUCHERONT PAS DE PENSIONS

Madrid *(A.P.)*. — Les anciens combattants républicains ne bénéficieront pas des pensions qui ont été accordées mardi 9 mars par les Cortès aux mutilés de la guerre civile.

Le décret-loi, qui a été adopté à l'unanimité moins 8 voix, exclut en effet du bénéfice de la mesure quelque dix mille vétérans qui combattirent dans le camp républicain et qui n'ont reçu jusqu'ici aucune aide de l'Etat.

Les Cortès ont également accordé à la veuve du général Franco une « *pension exceptionnelle* » dont le montant n'a pas été divulgué.

● *Don Juan, comte de Barcelone* et chef de la maison royale d'Espagne a quitté Madrid mardi soir après avoir déjeuné au palais de la Zarzuela et s'être entretenu avec son fils, le roi Juan Carlos, de « *problèmes exclusivement familiaux* », annonce un communiqué officiel.

Le communiqué ne fait aucune allusion aux rumeurs qui couraient ces derniers temps sur la volonté de Don Juan d'abdiquer ses droits à la couronne d'Espagne en faveur de son fils. Arrivé mardi matin, le comte de Barcelone se rendait pour la première fois en Espagne depuis l'interdiction de séjour qui lui avait été signifiée en juin 1975, à la suite des propos antifranquistes qu'il avait tenus à cette date à Estoril. — *(A.F.P.)*

● *La campagne contre la presse* a connu un nouveau rebondissement mardi 9 mars à Madrid. L'hebdomadaire *Guadiana* a en effet reçu trois appels téléphoniques annonçant que son immeuble et ses occupants allaient « *voler en éclats* ». — *(A.F.P.)*

● *M. Felipe Gonzalez*, secrétaire général du parti socialiste ouvrier espagnol (P.S.O.E.), se rendra à Alger pour une visite de trois jours à l'invitation du gouvernement du président Boumediène, a déclaré un porte-parole du parti, mardi 9 mars. La mission comprendra d'autres membres de la plate-forme démocratique, alliance de l'opposition espagnole dominée par les socialistes. — *(Reuter.)*

● *Le Comité d'information et de solidarité avec l'Espagne* fait savoir qu'il organise un meeting vendredi à Paris, au palais de la Mutualité, à 20 h 30, pour exprimer sa solidarité avec les travailleurs espagnols et son « *indignation* » contre « *la répression sanglante qui marque la continuité du régime* ».

Portugal

Leader du parti populaire démocratique

M. Sa Carneiro estime que sa formation sera en tête aux élections du 25 avril

Reçu le lundi 8 mars par le président Giscard d'Estaing, M. Sa Carneiro, secrétaire général du parti populaire démocratique (P.P.D.), a donné mardi une conférence de presse au cours de laquelle il a proposé la création d'un comité international de travail pour aider à la reconstruction économique de son pays.

M. Sa Carneiro achevait à Paris une tournée de quinze jours qui l'a conduit dans les pays suivants : Belgique, Hollande, Danemark, Canada, Etats-Unis. Dans les différentes étapes de son voyage, il avait suggéré à ses interlocuteurs que les « gouvernements du monde libre » et les organisations internationales associent leurs efforts en faveur du Portugal. Selon lui, ce comité international, institué dans le cadre de l'O.C.D.E., devrait établir un plan quadriennal d'assistance économique, financière et technologique au Portugal. Cette idée a reçu un bon accueil, a déclaré M. Sa Carneiro, en particulier M. Giscard d'Estaing, qui, a-t-il dit, « *a estimé nécessaire que soit fourni un support à la démocratie au Portugal, notamment de la part des pays du Marché commun.* »

Le secrétaire général du P.P.D. a défini son parti comme « social-démocrate, non collectiviste, non marxiste ». Il a déclaré que le P.P.D., au lendemain des élections d'avril, refuserait de participer à un gouvernement de coalition avec les communistes. « *Nous entendons exclure*, a-t-il souligné, *toutes les forces antidémocratiques du futur gouvernement, qu'elles se situent à droite ou à gauche. En revanche, nous n'acceptons pas qu'une discrimination soit exercée à l'égard de partis politiques quelconques, que ce soit le parti démocrate-chrétien ou le parti d'extrême gauche M.R.P.P., qui n'avaient pas été autorisés à participer aux élections de l'an dernier.* »

M. Sa Carneiro estime que son parti deviendra, après les élections du 25 avril prochain, le premier du Portugal. Il base notamment sa conviction sur un sondage récemment publié par le *Financial Times* de Londres, qui accorde 37 % des voix en P.P.D. au prochaines législatives, 22 % au P.S., 18 % aux centristes du C.D.S. (Centre démocratique et social) et 8 % seulement aux communistes.

Grande-Bretagne

PRENANT LA DÉFENSE DE M. THORPE

M. Wilson met en cause des « organisations sud-africaines »

De notre correspondant

Londres. — L'affaire Thorpe évoque à bien des égards les scandales de l'époque victorienne. Depuis plus de six semaines, le leader du parti libéral est en butte à une campagne dont l'inspiration est suspecte et l'*objectif* pour le moins déplaisant. A l'*occasion* d'un procès secondaire devant un tribunal du Devon, un personnage plutôt bizarre, M. Norman Scott, qui se dit à la fois écrivain et « *modèle masculin* », a affirmé être persécuté pour avoir eu « des *relations sexuelles* » avec M. Thorpe.

Le leader libéral a démenti de façon catégorique les allégations de M. Scott, qu'il n'aurait pas vu depuis plus de quinze ans. Mais toutes les *télévisions britanniques* et tous les grands journaux londoniens avaient envoyé leurs correspondants pour suivre la séance du tribunal du Devon.

Ces jours-ci, un ami très proche du leader libéral a reconnu qu'à la veille des élections de 1974 il a payé 2 500 livres à M. Scott en échange de certaines lettres reçues par ce dernier d'un ancien député libéral qui depuis lors a émigré aux Etats-Unis, après avoir laissé des dettes. Là encore M. Thorpe affirme qu'il n'a jamais eu connaissance de ces transactions pour le moins curieuses.

Ces développements ont compromis la situation de M. Thorpe à la tête du parti libéral. Le troisième parti a beau ne compter qu'une douzaine de représentants à Westminster, il ne manque pas de candidats prêts à revendiquer la première place.

Face à ces attaques, M. Thorpe a fait front de la manière la plus résolue. Il a proclamé sans ambages qu'il ne voit pas de raison de quitter son poste.

Un aspect tout à fait surprenant de cette affaire est l'attitude de M. Wilson. Loin de participer à la destruction d'un adversaire politique, le premier ministre avait déjà, il y a quelque temps, dénoncé avec vigueur la campagne de presse menée contre le chef libéral. Mardi, M. Wilson a fait sensation aux Communes. Selon lui, une « *forte participation sud-africaine* » serait évidente dans les manœuvres visant à discréditer des personnalités libérales en Grande-Bretagne. Une Chambre plutôt somnolente a été secouée par les propos de M. Wilson qui a intrigué les parlementaires en parlant de « *ressources massives* » dont disposeraient certaines organisations sud-africaines dotées de « *nombreux agents* » en Grande-Bretagne. Ces derniers auraient sans aucun doute « *combiné* » des opérations qui attireraient l'attention de la police.

JEAN WETZ.

● *M. Jean Sauvagnargues*, ministre des affaires étrangères, passera la journée du 18 mars à Londres, à l'invitation de son collègue britannique, M. James Callaghan. Les conversations porteront notamment sur la préparation de la visite officielle que M. Giscard d'Estaing fera en Grande-Bretagne en juin prochain.

Un appel pour l'élection directe du Parlement européen

Un certain nombre de personnalités françaises nous communiquent un appel en faveur de l'élection directe du Parlement européen. En voici les principaux passages :

« *(...) Presque personne n'ose plus contester ouvertement la nécessité de construire une Europe politique, capable d'assurer l'indépendance de nos pays vis-à-vis des superpuissances, de consolider une démocratie pluraliste assurant les libertés fondamentales et les droits de l'homme, de réaliser une politique sociale plus juste et plus humaine, de réduire les distorsions entre les pays de la Communauté et entre les régions qui les composent, et enfin d'apporter une contribution majeure à la solution des problèmes des pays en voie de développement.*

» *Mais une telle Europe restera un rêve tant qu'elle ne fondera pas sa légitimité sur le suffrage populaire en associant directement les citoyens à sa construction. L'élection du Parlement européen contribuera en même temps à développer chez les peuples de nos pays la conscience d'une solidarité sans laquelle ils risqueraient soit de se désintéresser de leur destin, soit de se laisser aller à des manifestations chauvines qui n'aboutiraient en fait qu'à accentuer notre dépendance vis-à-vis des Etats-Unis d'Amérique ou de l'Union soviétique.*

» *Les soussignés demandent instamment au gouvernement français d'user de toute son influence pour que le Conseil européen adopte, le 1ᵉʳ avril prochain à Luxembourg, les dispositions du projet d'élection, sur lequel une forte majorité du Parlement européen a voté il y a déjà plus d'un an.* »

Ont signé : M. Jean-Louis Barrault ; le recteur Capelle ; MM. Henri Cartan et Jean Dieudonné, de l'Académie des sciences ; Jean Dorst, directeur du Muséum ; le pasteur André Dumas, de la Faculté de théologie protestante ; MM. Robert Flacelière, de l'Académie des inscriptions ; Maurice Genevoix, de l'Académie française ; le professeur Hamburger, de l'Académie des sciences ; MM. Hirsch, ancien commissaire au Plan, Kastler, prix Nobel ; Leprince-Ringuet, de l'Académie française, Lwoff, prix Nobel ; le doyen Paul Milliez ; M. Jacques Monod, prix Nobel ; Mᵉ Louis Pettiti, président des juristes européens ; Mme Madeleine Renaud ; MM. Maurice Rolland, président des magistrats résistants ; Philippe Saint-Marc, conseiller référendaire à la Cour des comptes ; Laurent Schwartz, de l'Académie des sciences ; Pierre Uri, du Conseil économique et social et le doyen Georges Vedel.

Les adhésions sont reçues par M. Cartan, 95, boulevard Jourdan, 75014 Paris et M. Leprince-Ringuet, 86, rue de Grenelle, 75007 Paris.

● *Le général ouest-allemand Johannès Steinhoff*, ancien président du comité militaire de l'OTAN, estime « *qu'en raison de l'évolution alarmante au sein de l'alliance et de l'affaiblissement du potentiel de dissuasion militaire et politique de l'OTAN, le nationalisme français exacerbé fait peser une lourde hypothèque sur l'alliance atlantique* ».

Dans une série d'articles parus dans *Die Welt*, le général, actuellement à la retraite, écrit notamment : « *Là où se trouve la plus forte concentration de part et d'autre du rideau de fer, l'OTAN souffre de l'anomalie qu'un pays important et puissant du point de vue géostratégique ne partage pas l'évaluation de la « menace » de l'OTAN, et ne soutient pas sa stratégie : la France.* » — (A.F.P.)

Allemagne fédérale

LE VICE-PRÉSIDENT DU S.P.D. N'EXCLUT PAS DES « ACTIONS COMMUNES » AVEC LES COMMUNISTES

(De notre correspondant.)

Bonn. — Interrogé par la presse étrangère, M. Koschnick, bourgmestre de Brême, et vice-président du parti social-démocrate, n'a pas exclu la possibilité « d'actions communes » dans des secteurs particuliers avec les communistes à condition que ceux-ci reconnaissent les principes démocratiques du pluralisme, de l'alternance et des élections libres.

Il a estimé qu'il était « enfantin » de fermer les yeux sur l'évolution de certains partis communistes européens (notamment en France et en Italie), et il a mis en garde contre « une hystérie anticommuniste » qui pourrait se développer en République fédérale à la faveur de la campagne électorale. Il a cependant estimé qu'une coopération avec les communistes au Parlement européen, après 1978, serait difficile dans la mesure où les partis socialistes et sociaux-démocrates éprouveront déjà bien des difficultés à se mettre d'accord entre eux. — D. V.

Soljénitsyne

L'archipel du Goulag

DERNIER VOLUME

tome 3 la résistance

Le bagne. La grande épopée des grèves, évasions, soulèvements dans les camps.

La relégation. Les déportations paysannes, les fausses amnisties de la déstalinisation, les déportations de *populations entières*.

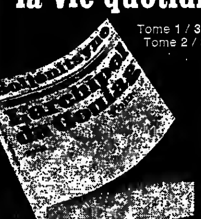
Staline n'est plus. Le Goulag sous Khrouchtchev et sous Brejnev.

Traduit du russe par G. et J. Johannet

480 pages 39 F
(Prix de lancement)

tome 1 l'arrestation
tome 2 la vie quotidienne

Tome 1 / 33 F
Tome 2 / 36 F



SEUIL

ASIE

Chine

TOUT EN POURSUIVANT SA CRITIQUE DE « LA BOURGEOISIE »

La presse insiste sur la nécessité de ne troubler ni l'ordre public, ni la production

De notre correspondant

Pékin. — Deux citations « récentes » du président Mao servent de base au premier éditorial du *Quotidien du peuple* consacré exclusivement à la lutte en cours contre le « *vent déviationniste de droite* » et publié, mercredi 10 mars.

La première est une sorte de verdict. « *Le peuple*, déclare le président, *n'est pas de cœur avec la remise en cause des conclusions formelles* [de *la révolution culturelle*]. » En d'autres termes, M. Mao Tse-toung, qui a lui-même lancé le présent débat, estime que les conclusions en sont déjà claires, que le peuple a pris parti, qu'il a jugé, et que son opposition au courant révisionniste ne fait aucun doute.

La seconde citation, présentée comme « *une analyse faisant le bilan des expériences historiques de la révolution socialiste entreprise depuis plus de vingt ans en Chine* », et qui paraît extraite d'un texte plus complet, se réfère aux dirigeants incapables de suivre le mouvement de la révolution. « *La révolution socialiste*, écrit le président, *retombe sur leurs propres têtes ; à l'époque, il y a eu au sein du parti des gens qui se sont opposés au mouvement des coopératives (agricoles) ; la critique du droit bourgeois a également suscité leur mécontentement. Quand il s'agit de faire la révolution socialiste, ils ne savent pas où se trouve la bourgeoisie, alors que cette bourgeoisie se trouve au sein même du parti, que des responsables au sein du parti sont engagés dans la voie capitaliste. Ces responsables marchent toujours sur la même voie.* »

L'éditorial du *Quotidien du peuple* comporte plusieurs points importants. Il fait d'abord le bilan des accusations portées contre les dirigeants qui ont participé au « *courant déviationniste de droite* », tant sur le plan théorique que pratique, leur reprochant d'avoir « *répudié les nouveaux socialistes sur tous les fronts* » et d'avoir mené leurs activités suivant leurs propres « *théorie, programme* et *organisation* ». La critique contre M. Teng Hsiao-ping, qui n'est toujours pas nommé, est forte et précise. « *Celui qui a inspiré ce vent déviationniste de droite*, écrit le *Quotidien du peuple*, *est un responsable engagé dans la voie capitaliste qui refuse de corriger ses fautes, qui appliquait avant la révolution culturelle la ligne révisionniste de Liu Shao-chih et s'opposait à toutes les révolutions socialistes, qui a été critiqué pendant la révolution culturelle. Il avait soit-disant juré qu'il ne « remettrait jamais en » cause les conclusions formelles »* [de cette révolution], *mais, sitôt de retour à son poste de travail, la maladie chronique lui revenant, il a repris sa marche sur la voie capitaliste. Les gens de ce genre ne sont jamais marxistes, mais sont des démocrates bourgeois qui gardent toujours l'idéologie qu'ils avaient pendant la révolution démocratique.* »

« Aider les cadres égarés »

Le journal, s'appuyant sur l'opinion du président Mao, suggère d'autre part que l'incertitude sur l'issue de la lutte est désormais levée. La campagne, selon lui, a permis d'« *isoler* » les responsables condamnés, et les faits ont démontré que, « *pour plus de 95 %, la population veut la révolution, soutient le socialisme et refuse d'être soumise à la pression de gens qui suivent la ligne révisionniste* ».

Parallèlement, et suivant la seconde citation du président Mao, l'éditorial replace la lutte en cours dans un vaste contexte historique et rappelle que « *la persistance de la lutte de classe en période socialiste* » rend inévitables de tels affrontements. L'existence, dit-il, de responsables « *communistes de nom, mais qui représentent en fait la nouvelle et l'ancienne bourgeoisie à l'intérieur et à l'extérieur du parti* », constitue un phénomène « *naturel* » et qui subsistera longtemps. « *Les luttes de ce genre continueront*, ajoute-t-il, *nous devons voir cela avec lucidité.* »

Fort de la certitude de la victoire, *le Quotidien du peuple* met enfin des limites précises aux formes que doit prendre la campagne actuelle. Déjà l'éditorial du Nouvel An avait exclu la formation de « *groupes de combat* » dans le débat déjà engagé à l'époque au sein des universités. A cette recommandation renouvelée s'en ajoute une autre, sans doute justifiée par le risque de débordements inopportuns : « *Il ne doit pas y avoir d'échanges révolutionnaires.* »

Il s'agit là d'une référence aux déplacements effectués — gratuitement — d'une région à l'autre pendant la période la plus agitée de la révolution culturelle et qui permettaient aux gardes rouges de participer aux expériences des uns et des autres à travers le pays. Il n'est pas question de revenir à ces méthodes, et chacun doit rester à son poste de travail. La lutte est d'ailleurs « *dirigée par les comités du parti à tous les échelons* ». « *On doit aider les cadres dirigeants qui se sont égarés sur une fausse voie à modifier leurs positions et accueillir ceux qui corrigent leurs fautes.* » On doit aussi « *se garder de ceux qui sabotent la révolution en sabotant la production* », et, finalement, « *renforcer la stabilité et l'unité* » du pays. Si « *les cadres dirigeants doivent prendre la tête du mouvement* », l'heure est surtout à « *l'étude* » et à « *l'union dans la critique de la ligne révisionniste* ».

La lecture de l'éditorial du *Quotidien du peuple*, avec l'autorité que lui donnent les citations présidentielles, crée pour la première fois depuis le début de la crise l'impression d'une volonté de modération : il n'y aura pas de nouvelle révolution culturelle — du moins sous la forme violente que celle-ci a prise il y a dix ans — et ni la production ni l'ordre public *ne* doivent être troublés. Si le sort de M. Teng Hsiao-ping reste incertain, les dirigeants qui l'ont suivi au cours des derniers mois — et l'on sait qu'ils sont nombreux — ont toute latitude de s'amender et il ne devrait pas en principe leur être tenu rigueur de leur erreur d'un moment. On admet en somme qu'ils ont pu se tromper *ou* être trompés et ils sont essentiellement invités à se montrer plus vigilants à l'avenir, à mieux s'armer par conséquent pour reconnaître à temps les courants révisionnistes qui ne manqueront pas de se manifester à nouveau.

Le sommet de la vague est-il passé ? On serait tenté de le croire dans la mesure où l'éditorial du *Quotidien du peuple* donne les consignes précises au sujet d'un mouvement qui, s'il doit continuer à se développer dans la population à titre éducatif, paraît avoir surmonté la phase des affrontements incertains. Toute référence à une scission dans les rangs du parti et du comité central a disparu.

ALAIN JACOB.

AMÉRIQUES

États-Unis

Les « primaires » de Floride

(Suite de la première page.)

Malgré son attitude ambiguë sur le problème racial, il emporte 71 % des suffrages des Noirs, contre 40 % à M. Wallace, ce qui lui permet d'envisager avec confiance le nouveau match qui l'opposera au gouverneur de l'Alabama, en Caroline du Nord, le 23 mars.

M. Jimmy Carter se trouve aussi en tête de la « collecte » des délégués à la convention. Son total général est de 71, contre 58 à M Wallace, 54 à M. Jackson et 22 à M. Udall. Mais il est loin d'avoir gagné la partie (le nombre des délégués à la convention peut dépasser 3 000, et vingt-six « primaires » doivent encore avoir lieu), notamment contre le sénateur Jackson, qui obtient un nombre appréciable de suffrages dans un Etat où il était intervenu tardivement. Le sénateur s'est montré confiant dans ses chances et compte sur les « primaires » de l'Etat de New-York, le 6 avril, pour lui apporter un contingent massif de délégués.

A brève échéance, M. Jimmy Carter devra affronter en combat singulier le sénateur Jackson dans des Etats à forte population ouvrière, où les syndicats penchent plutôt pour son rival. Enfin, il faut prévoir un regroupement des électeurs démocrates libéraux, d'abord derrière M. Udall (il ne se présentait pas en Floride) et éventuellement, plus tard, derrière le sénateur Humphrey, qui, objectivement, bénéficie de la polarisation de l'électorat sur les candidats de la droite et de la gauche.

Du côté républicain, la troisième victoire (ou plus précisément la seconde, puisque M. Reagan n'était pas candidat dans le Massachusetts) du président Ford confirme sa force auprès de l'électorat modéré, qui estime que cet homme « honnête », ce « *good guy* », ce « brave type », a plus de chances d'être élu par le pays, en novembre, que M. Reagan. La conjoncture économique, nettement améliorée, l'a favorisé, sans parler des avantages et faveurs collectives et privées qu'un président en exercice est en mesure de prodiguer. En outre, en Floride, la grande masse des retraités s'inquiète des positions extrêmes adoptées par M. Reagan en matière de sécurité sociale, à laquelle ils doivent une bonne part de leurs ressources.

Néanmoins le président Ford, avec 53 % des suffrages, n'a pas écrasé M. Reagan, qui, en obtenant 47 %, explique par ce pourcentage sa décision de rester dans la course, au besoin jusqu'à la convention républicaine du 16 août. Au-dessous de 45 %, sa « crédibilité » aurait été gravement compromise. L'ex-gouverneur de Californie peut encore marquer des points au Texas et, bien sûr, dans son Etat d'origine, mais M. Reagan, qui espérait porter des coups décisifs dans les premières « primaires », a déjà échoué dans son entreprise. Le président Ford est donc maintenant assuré d'être nommé candidat du parti républicain.

HENRI PIERRE.

Jimmy Carter, Sudiste de charme

En quelques semaines, Jimmy Carter a accompli le tour de force d'être à la fois le plus adulé et le plus détesté des candidats à la présidence des Etats-Unis. Et cela, bien sûr, parce que « Jimmy » (il refuse délibérément de se faire appeler James) a cessé d'être un personnage folklorique, considéré d'abord avec un dédain amusé par ses concurrents. Ceux-ci sont maintenant obligés de le prendre au sérieux, au point de l'attaquer personnellement, en soulignant les contradictions et les ambiguïtés d'un homme qui ose affirmer tranquillement comme George Washington « ne pouvoir jamais mentir »...

Mais Jimmy le Sudiste a réussi à imposer l'image d'un homme nouveau, d'un outsider d'humble origine, d'un provincial fustigeant les politiciens professionnels de Washington, bref, un peu le Mister Smith *du film célèbre, champion des valeurs traditionnelles, venant livrer au Capitole le bon combat de la droiture et du civisme. Apparemment, ce gentil croisé touche le public, peut-être, comme le note l'éditorialiste, James Reston, parce qu'il est « un reflet* du passé, le symbole d'un *monde* plus simple *qui* a disparu ».

Or Jimmy Carter est un faux Mr. Smith. Cet antipoliticien est lui-même un homme politique habile, qui a médité et préparé sa campagne de longue date. Bien avant les autres, il s'est lancé dans la course électorale, mobilisant sa femme Rosalynn et trois de ses quatre enfants, déterminé à se faire connaître hors de sa Georgie natale, où il a serré plus de six cent mille mains. A la différence de ses concurrents, il ne se bat pas sur un programme, et mise tout sur sa personnalité. « Le peuple *ne va pas choisir son président* en fonction de l'idéologie », *a-t-il déclaré. Et, de fait, il* « vend » *(son* expression traditionnelle) *non pas des idées, une doctrine, mais son charme et quelques maximes de vie.*

Son message est simple : « Trust me » (« Ayez confiance en moi... »), *et beaucoup ne résistent pas à cet aimable quinquagénaire tout sucre et miel qui, l'œil bleu sous des cheveux argentés, d'un lion étudié, sourient de toutes ses dents en touches de piano (un sourire « à* la Steinway », dit-on ici), *avançant de sa démarche nonchalante d'ancien cueilleur de cacahuètes, et qui, d'une voix* douce, *à l'accent traînard du Sud, leur parle d'amour.* « Ma force vient de gens comme vous, *répète-t-il partout.* Nous voulons ensemble refaire un gouvernement qui sera aussi bon, honnête et rempli d'amour que le peuple américain... »

Cette homélie, Jimmy l'a prononcée avec une sincérité naturelle et le zèle d'un ancien prédicateur, très actif dans les années 60 dans l'organisation des Eglises baptistes. « Je suis né *une* seconde fois quand je me suis lié à Jésus », *dit-il fréquemment. Ce ton touche une partie de l'électorat, mais irrite évidemment ses adversaires, déconcertés par un homme qui invoque Dieu à chaque* instant. *Même sa mère, robuste octogénaire, à laquelle il doit d'être le seul de la famille à avoir fait des études, trouve* « qu'il en rajoute » *un peu. Mais, apparemment, l'évangélisme militant, l'appel aux valeurs morales, restent politiquement « payants » aux Etats-Unis.*

Un petit Blanc qui a bien tourné

Pourtant l'homme et sa carrière ne sont pas dépourvus d'équivoque. Jimmy ne manque jamais d'évoquer son enfance dans une ferme sans électricité ni eau courante. Mais le petit garçon de ferme s'enrichit rapidement, avant même de devenir officier de marine, son rêve d'enfance. La mort de son père l'oblige à quitter la Navy, à retourner à la terre pour reprendre en main l'affaire familiale qu'il dirige avec succès. Rapidement le cueilleur de cacahuètes devenu millionnaire commence une carrière politique qui, en Georgie, l'oblige inévitablement à des accommodements avec les petits Blancs et autres champions de la « suprématie blanche ». Mais une fois élu gouverneur, après un court passage au Sénat de Georgie, il devient un champion de l'égalité raciale. Ses anciens amis ne le lui pardonneront jamais, mais les Noirs le soutiennent. « C'est *un* sale petit Blanc qui a bien tourné », *a dit de lui un député noir d'Atlanta. Et jusqu'à présent il est parmi les concurrents à l'investiture, celui qui a réuni le plus grand nombre de suffrages noirs.*

Il fut un bon gouverneur, soucieux de l'argent des contribuables, un administrateur honnête qui réorganise de fond en comble les structures administratives et améliore le système pénitentiaire de l'Etat de Georgie. Mais, en matière économique et sociale, Jimmy a toujours pratiqué un slalom compliqué, virant de la gauche à la droite selon les circonstances et réussissant à plaire un peu à tout le monde. Sa pensée politique est courte, comme sa connaissance des problèmes économiques et de politique étrangère. Il est pour la détente, à condition que les Etats-Unis y trouvent leur compte. Il veut réduire le budget militaire, mais pas trop : il est d'accord pour le désarmement nucléaire multilatéral mais prévoit que l'objectif ne sera pas atteint de son vivant. Il dénonce les abus de la C.I.A. mais ne veut renoncer ni à l'institution ni à ses opérations clandestines. Il avait pris parti contre « l'exploitation partisane » *de l'affaire du Watergate, position qu'il abandonne rapidement après les premières démissions des collaborateurs de M. Nixon.*

Un mensuel, en évoquant le vague de ses conceptions en matière de politique et d'économie, a vigoureusement dénoncé les « mensonges pathétiques » *de Jimmy Carter. Mais c'est délibérément que Jimmy reste dans le clair-obscur, préférant répondre aux questions plutôt que d'exposer un programme. Ce que l'ancien diacre de l'Eglise baptiste demande aux électeurs, c'est un acte de foi. Il semble sûr de l'obtenir, à en juger par ses allocutions où il affirme toujours :* « Quand je serai président... » ; *une formule qu'il colore parfois d'une note d'humilité :* « Je ne prétends pas tout savoir... je ne suis pas plus capable *ou* intelligent que vous... mais je sens que vous êtes *en* train *de* parier *au* prochain *président* des Etats-Unis... »

H. P.

A TRAVERS LE MONDE

Grande-Bretagne

● LE CONTRE-ESPIONNAGE BRITANNIQUE cherche à identifier une haute personnalité du parti conservateur britannique qui aurait travaillé pour les services secrets soviétiques, à l'époque du gouvernement Heath, affirme le *Daily Express* du 10 mars. —

Italie

● LA JOURNALISTE ORIANA FALLACI, déposant au procès du meurtrier présumé du cinéaste Pasolini, s'est retranchée derrière le secret professionnel pour refuser de livrer ses sources. Elle a affirmé, en effet, qu'il y avait eu plusieurs assassins. Le procès a été renvoyé en attendant que la Cour constitutionnelle statue sur le secret professionnel en matière de presse. — *(A.F.P.)*.

Japon

● L'AMIRAL HIROICHI SAMEJIMA a été nommé, mardi 9 mars, président de l'état-major interarmes des forces d'autodéfense japonaises.

● LE ROI HUSSEIN DE JORDANIE est arrivé mercredi 10 mars à Tokyo pour une visite officielle de six jours, en provenance d'Australie.

Nigéria

● LE NIGERIA A ROUVERT SES FRONTIERES TERRESTRES, fermées le 13 février à la suite d'une tentative de coup d'Etat. Les aéroports avaient été rouverts il y a deux semaines. Toutefois, un couvre-feu allégé reste en vigueur à Lagos et dans ses environs. — *(A.F.P.)*

Philippines

● DE VIOLENTS COMBATS ont lieu depuis plusieurs jours entre forces gouvernementales et rebelles musulmans dans les villes de Ganassi, Masiu et Ramain, dans la province de Lanao-Sur, où un nombre non déterminé de rebelles auraient été tués et où dix mille personnes auraient été contraintes d'abandonner leurs demeures, indique une source officielle. — *(A.F.P.)*

Thaïlande

● TROIS SOLDATS ONT ETE TUES, et quatre autres blessés, au cours d'une embuscade tendue par des communistes sur une piste de l'est du pays, à 400 kilomètres de Bangkok. Un hélicoptère a été détruit. D'autre part, un sergent a été tué, et dix hommes ont été blessés, au cours d'une bataille qui a opposé pendant deux jours, dans le sud, l'armée à deux camps d'insurgés dans la province de Songkhla. — *(A.F.P.)*

Vietnam

● SEPT RESSORTISSANTS VIETNAMIENS SE SONT REFUGIES EN THAILANDE à bord d'un hélicoptère. L'appareil, à bord duquel avait pris place un ancien officier de l'armée de l'air, sa femme, quatre enfants et un technicien, s'est posé lundi 8 mars dans la province de Chantaburi. — *(A.F.P.)*

SEUL BOUCHARA VOUS OFFRE LA MODE A CE PRIX LA !..

Toile fibranne "CAPUCINE" Largeur 150 cm. Coloris printemps 76. Votre blazer: 1,50 x 8 F = 12 F

Batiste polyester et coton. Largeur 90 cm. Impression: petites fleurs. Votre robe: 3 m x 8 F = 24 F

8 F LE MÈTRE 8 F LE MÈTRE

1re CHAINE NATIONALE DE TISSU AU MÈTRE

TISSUS BOUCHARA

54, Bd HAUSSMANN - 74, CHAMPS-ELYSEES - REPUBLIQUE - TERNES - VAUGIRARD - 5 centres commerciaux: PARLY 2 - VELIZY 2 - ROSNY 2 - BELLE EPINE - CRETEIL SOLEIL - ET DANS TOUTE LA FRANCE

POTS DE VIN AMÉRICAINS A L'ÉTRANGER

Trois firmes pharmaceutiques avouent

Washington *(A.F.P.)*. — Trois importantes firmes pharmaceutiques américaines ont révélé, le 9 mars, à la Commission des bourses et des valeurs qu'elles avaient effectué pour plusieurs millions de dollars de paiements, dont certains illégaux, à des fonctionnaires étrangers. Ces sociétés, Merck and Co, Johnson and Johnson et Sterling Drug, n'ont pas précisé dans quels pays ces paiements avaient été faits.

L'AMAZONIE

III. —

AMÉRIQUES

Brésil

L'AMAZONIE EN TRAIN DE NAITRE

III. — Nouvel homme et vieux problèmes

Dans les précédents articles (« le Monde » des 9 et 10 mars), Charles Vanhecke a indiqué pourquoi les militaires au pouvoir au Brésil ont décidé d'« inonder de civilisation » l'Amazonie, immense région d'importance stratégique.

Puis il a décrit le chantier de la Périmétrique nord, la nouvelle route transamazonienne longue de 4 000 kilomètres qui doit jouer un rôle « intégrateur », mais suscite les critiques des écologistes.

De notre envoyé spécial CHARLES VANHECKE

Altamira. — L'Amazonie porte aux superlatifs. A Altamira, l'une des villes de la Transamazonienne, les commerces noyés dans la poussière sont tous les « empires » de quelque chose — des tissus, des hamacs, voire des tournevis. Dès qu'elles s'installent sous les arbres, les *fazendas* s'intitulent « Terre de promission », « Royaume de l'espérance ». La première agroville de la route a reçu le nom — c'était inévitable — de « Brésil-Nouveau ». Avec leurs isbas tropicales, leurs parcs à machines et leurs groupes électrogènes, les agrovilles doivent jalonner la Transamazonienne tous les 40 kilomètres. Voici cinq ans que le gouvernement Medici (1969-1974) lançait, avec la route, le premier programme de colonisation agricole. Au cœur de la forêt, il prétendait créer une nouvelle civilisation, former un nouveau type d'homme, l'Amazonien. Ambition redoutable de la part de dirigeants dont l'humanisme a si souvent laissé à désirer.

Sur un point, au moins, ils ont réussi. D'Altamira à Itaitube, sur environ 500 kilomètres, le maïs, le riz, les orangers, les bananiers, ont égayé, humanisé la jungle. On dirait qu'ils font chanter les ruisseaux, ondoyer le paysage. Propriétaires d'un lot de 100 hectares, d'une maison et de quelques outils, achetés à crédit, les premiers colons ont engrangé deux, trois récoltes. Hommes nouveaux ? En tout cas, paysans satisfaits. Avant, « *ils passaient la faim* » dans les broussailles du Nord-Est, ou bien vivaient sur les marges des grandes propriétés méridionales, victimes de la mécanisation et de la concentration agraires. Aujourd'hui, au moins, « *ils défendent leur pain* ».

Visages boucanés, langage archaïque, mains qui égrènent les cosses ou pilent le riz en même temps qu'ils parlent, intérieurs désespérément vides (une machine à coudre, un Disney de faïence) : ils vivent loin des civilisations traditionnelles, mais ils viennent d'encore plus loin. Les femmes sont naines, les hommes édentés et les enfants nombreux. Eternel voyageur, un colon présente ses enfants selon leur lieu de naissance : « *J'en ai quatre du Panama, quatre de Sao-Paulo et deux d'ici.* »

Des « fumées » de moustiques

Au début, ils ont eu du mal à s'habituer aux moustiques. Des « *fumées* » de moustiques qui « *leur suçaient le sang et ne leur laissaient plus que l'eau* ». Encore aujourd'hui, ils ne cessent de se gratter en bavardant. A l'école voisine, une sœur clarisse, qui a quitté l'« habit » pour être la première institutrice de la première école, est depuis deux jours dans un hamac, les jambes paralysées par des piqûres. Sur le chemin des cultures, il y a souvent un *igarapé* (1) avec ses traîtrises parfois exagérées : l'*arraia*, qui enflamme les membres, le *pirarara* — autre poisson — qui « *attrape les enfants pour les manger* ». Brontilles, en fin de compte : « *Le pauvre, il doit s'éduquer dans ce qu'il a.* »

Près d'Altamira, les terres sont bonnes. Avec de vrais paysans, des engrais, des machines, les rendements auraient pu être mirobolants. Mais les vrais paysans n'abondent pas au Brésil. Entre le latifundiste et l'ouvrier agricole, il n'y a pas souvent eu place, sauf dans le Sud, pour ces exploitants si aptes, dans tous les pays, à faire des citoyens. Quand ils sont arrivés, les colons n'avaient que leurs bras. Malgré les conseils de l'INCRA (Institut national de colonisation et de réforme agraire), maître d'œuvre du programme, ils ont travaillé la terre à l'ancienne mode : en la brûlant. Pas de charrue, pas d'engrais, tout juste des pioches. Et pas d'argent pour acheter du calcaire, afin de corriger l'acidité des sols. L'eau, les femmes vont la chercher « sur la tête » dans les igarapés. Les récoltes, on les porte à l'agroville à dos d'animal. L'INCRA promet des patrouilles de machines qui iraient d'une « glèbe » à l'autre. En attendant, les rendements sont inférieurs à ceux escomptés et pas en rapport, ajoutent les critiques, avec le coût de la colonisation : environ 100 000 cruzeiros par famille, soit 50 000 F.

Du coup, c'est toute la philosophie de la Transamazonienne qui est mise en cause. Au départ, l'objectif était double : transférer les « excédents » de main-d'œuvre du Nord-Est vers les « excédents » d'espace de l'Amazonie ; peupler une région, tout en soulageant les « zones de tension sociale » de l'autre. Philosophie sommaire, selon les techniciens de la SUDAM (organisme chargé du développement de l'Amazonie) : « *On n'a fait que transférer les problèmes d'une région à une autre* » — l'exploitation déprédatrice des sols ; le maintien d'une agriculture de subsistance qui dégage peu d'excédents commercialisables. Les plans initiaux prévoyaient d'installer cent mille familles. Six mille seulement sont en place. Et on dit que c'est déjà trop. Une page est tournée. L'heure est désormais à la grande entreprise, à l'appel — pressant — aux *empresarios*.

Occupation économique non démographique

« *Nous pensons qu'il faut occuper l'Amazone économiquement, non démographiquement*, dit M. Olegario Reis, chargé de la planification à la SUDAM. *En raison de l'immensité de la région, du déclin prévisible du taux de natalité, on ne peut pas espérer, en étant très optimiste, plus de trente millions d'habitants en l'an 2000, contre huit millions et demi aujourd'hui. C'est-à-dire une densité deux fois inférieure à celle du Brésil actuel. Faire de la colonisation avec des lots de 100 hectares, ça ne correspond pas à la réalité amazonienne. Jusqu'à 3 000 hectares, l'Amazonie, ce n'est rien !* »

Agronomes, ingénieurs forestiers, sont du même avis. Pour M. Alfonso Wisnievski, professeur à l'université du Para, deux raisons au moins plaident en faveur d'une agriculture extensive plutôt qu'intensive : la basse fertilité de la plupart des sols et l'« agressivité » du climat, qui rendent anti-économiques la protection contre l'érosion, l'usage de fertilisants sur de petites surfaces. En outre, le paysan isolé pratique une culture de subsistance, à cycle court, qui laisse les sols à découvert et les épuise. Alors que les grands *fazendeiros* peuvent s'adonner aux cultures permanentes, comme le caféier, le poivrier, le cacaotier, le palmier à huile, l'hévéa, qui abritent la terre de l'érosion pluviale. Et puis, comment douter de la vocation capitaliste de l'Amazonie ? « *Là où les hommes manquent, il faut des entreprises.* »

Propriétaire de près de la moitié de la région, puisqu'elle a exproprié en 1971 les terres situées sur 100 kilomètres de part et d'autre des routes fédérales, l'Union a les moyens de n'importe quelle politique. Après un essai — timide — de colonisation sociale, elle veut maintenant « capitaliser » la forêt, attirer les industriels en quête de bons placements, développer les cultures commerciales, implanter une agro-industrie. Mais il lui arrive de se contredire : comme dans l'Acre, où elle veut à la fois favoriser la conquête « économique » de la forêt et protéger le *caboclo* contre les entrepreneurs.

La Cendrillon du pays

Après avoir connu le « boom » du caoutchouc, au début du siècle, l'Acre était devenu la cendrillon du pays : route et fleuve praticables quelques mois par an, aérodrome en terre, économie d'extraction. En 1972, pourtant, un nouveau « rush » a commencé : aux Nordestins en quête de l'« or blanc » ont succédé les *empresarios* du Sud affamés de pâturages. Près des deux tiers de l'Etat ont été vendus « pour des bananes », c'est-à-dire pour rien.

Avec les nouveaux venus, un vent de modernisation a soufflé sur Rio-Branco, la capitale : on voit du bitume, des hôtels, une université, des *jets* qu'on ne voyait pas il y a cinq ans. Traditionnellement terre de mission, et de punition, pour tous les fonctionnaires, l'Acre vient au monde pour la deuxième fois, mais c'est avec les fers.

Car les *seringueiros* ont été arrachés à leur travail de guêpes qui butinent d'arbre en arbre. Expulsions, exactions, *jaguncos* (hommes de main) : chaîne classique des violences. Des dix à quinze mille *seringueiros* de l'Acre, environ la moitié ont été obligés de partir, certains d'émigrer en Bolivie. L'évêque a protesté, et a été accusé de « démagogie » par le principal quotidien de Sao-Paulo, *O Estado*, défenseur du capitalisme moderne... et conquérant. Le S.N.I. (services de sécurité) a envoyé un enquêteur : le gouvernement n'aime jamais les troubles, surtout près des frontières. L'INCRA a défendu les expulsés comme il a pu, en jouant sur l'incertitude du régime de propriété et en bloquant l'offensive « empresariale » : sollicitude inhabituelle, donc suspecte, aux yeux des latifundistes. Ils en ont vite conclu que l'Institut était devenu un repaire de « communistes ». Argument massue, et qui laisse toujours des marques.

A l'Inacio Palace, M. Eric est en pension depuis plusieurs mois. Gros ceinturon, visage cousu de rides, M. Eric trouve les Français acceptables — mais ne lui parlez pas des Italiens ! Allemand de naissance, et national-socialiste jusqu'aux ongles, il a fait la guerre en France, avant de partir pour le front russe. Il est au Brésil depuis... trente ans. Il parle sans gêne du passé (« *Hitler avait raison* ») et de la façon dont il a fait fortune dans le Mato-Grosso à la force du poignet. Il est ici pour acheter du bois — un sourire. « *On peut faire beaucoup d'argent avec du bois.* »

Fabriquer la terre

Ernesto et Joao Batista s'intéressent eux au caoutchouc. Peut-on faire beaucoup d'argent avec le caoutchouc ? En tout cas, on peut s'y consacrer sans grand capital au départ. Le gouvernement finance entièrement la plantation d'hévéas, à un taux d'intérêt (7 %) bien inférieur à l'inflation, et n'exige le remboursement que lorsque les arbres entrent en production.

Une telle générosité a son explication. Obligé d'importer les deux tiers du caoutchouc naturel qu'il consomme, le Brésil a peur de l'« instabilité » des principaux producteurs, tous situés dans le Sud-Est asiatique. La crise du pétrole et la hausse du caoutchouc synthétique ont achevé de le convaincre de relancer la culture du latex. Mais cette fois, en plantant les arbres. « *Un hectare planté*, dit Joao Batista, *porte quatre cents arbres et peut produire 1 tonne et demie de latex. Alors qu'un hectare sauvage n'a que quatre à cinq arbres. Avec les 5 000 hectares déjà financés, l'Acre peut produire dans dix ans ce qu'il récolte actuellement, de façon anarchique, sur ses 15 millions d'hectares.* » Et le pays, qui a planté 18 000 hectares et s'apprête à en planter 50 000 autres dans les quatre ans à venir, peut produire tout le caoutchouc dont il a besoin, en écornant à peine la forêt.

Hévéas ici, poivriers, caféiers, cacaotiers ailleurs. « *Il s'agit en somme de remplacer une forêt polymorphe, de faible rentabilité, par une forêt homogène, de haute rentabilité* », dit le professeur Wisnievski. Et, à ceux qui parlent de massacre écologique, il répond : « *Planter du café ou de l'hévéa, c'est faire du reboisement.* » Un peu partout, c'est en termes de capital, d'investissements massifs, d'espace à défricher, voire à créer, qu'est envisagé l'avenir de l'Amazonie. La société qui exploite le manganèse de l'Amapa se dit prête à se convertir à la canne à sucre : « *Mais, pour que ce soit rentable, il faut voir grand. Car ce n'est pas de la terre que nous achetons, c'est de l'espace. La terre, il faut la fabriquer entièrement : casser la couche de latérite, perméabiliser le sol, corriger son acidité avec du calcaire. 400 000 tonnes de calcaire pour les 100 000 hectares de notre projet.* » Et d'ajouter : « *Avec son soleil et ses pluies, et le bas prix de ses terres, l'Amazonie peut révolutionner le marché mondial de la canne à sucre.* »

Déjà, la SUDAM disait qu'elle pourrait dominer dans quinze ans le marché mondial des essences tropicales. A force de parler au futur, les Amazoniens en arrivent à oublier le présent. Or le présent est parfois difficile à mettre en œuvre, comme en témoigne le fer de la serra de Carajas, le plus grand gisement du monde.

Prochain article :

LES « BELLES ÉTRANGÈRES »...

(1) Bras de fleuve.

Cette lithographie de Hilaire est d'abord une œuvre d'art de qualité...

...mais c'est aussi un placement.

"Le clown blanc". Lithographie originale tirée en 12 couleurs à 100 exemplaires sur Arches pur chiffon et 100 exemplaires sur Japon, numérotés et signés à la main par l'artiste. Format de 36 x 53 cm sur feuille de 53 x 74 cm.

Hilaire, faut-il le rappeler, est un peintre dont la cote augmente constamment. Ses lithographies sont tout aussi recherchées que ses toiles. Ici, c'est toute la psychologie mélancolique du clown blanc qu'il exprime dans cette superbe lithographie où l'on retrouve pleinement ses qualités habituelles de peintre. Les amoureux du cirque ne se lasseront pas de cette magnifique estampe.

Malheureusement, la reproduction en noir figurant sur cette page ne peut vous donner qu'une idée bien imparfaite de l'œuvre. C'est pourquoi je vous propose de l'examiner à domicile, gratuitement et sans engagement. Vous ne la réglerez que si vous décidez de l'acquérir (j'ai même prévu un paiement par mensualités si cela vous arrange). Sinon, vous me la renvoyez et c'est tout.

Une offre comme celle-ci, qui permet de faire un achat agréable en même temps qu'un placement, va provoquer un grand nombre de commandes. Or, le tirage de cette œuvre est strictement limité aux quantités indiquées. Je me permets donc de vous conseiller de renvoyer très vite le bon d'examen ci-dessous car je serai forcé de servir les demandes dans leur ordre d'arrivée et je serais désolé de vous décevoir si votre demande me parvenait trop tardivement.

Les 4 avantages que j'offre aux amateurs de lithographies:

En s'adressant à moi, les amateurs d'estampes bénéficient de quatre avantages :

1. La garantie de posséder une œuvre originale et authentique : je joins à toutes mes lithographies un certificat d'authenticité - 2. La possibilité de l'acquérir à un prix minimum, grâce à la vente directe, ce qui vous laisse une plus grande plus-value en cas de revente - 3. Vous pouvez vous constituer une collection de lithographies même avec un petit budget ; chaque œuvre peut être réglée par mensualités - 4. Vous faites un placement sans risque puisque, certain de la qualité de ce que je propose à mes clients, je joins à toutes mes lithographies une garantie de rachat.

Arnaud de Vesgre 37, rue Trébois, 92300 Levallois-Perret

BON D'EXAMEN GRATUIT

à renvoyer à Arnaud de Vesgre, 37, rue Trébois, 92300 Levallois-Perret

Je désire examiner gratuitement et sans engagement la lithographie de Hilaire "Le clown blanc". Je pourrai l'examiner chez moi pendant cinq jours et, si je le veux, vous la renvoyer (en recommandé) - dans ce cas, je ne vous devrai rien. En revanche, si je la garde, je vous la réglerai à mon choix : en 3 mensualités de [illegible] F ou en un seul versement de [illegible] F (frais d'envoi compris). J'ai noté que vous joindrez à cette lithographie un certificat d'authenticité, une biographie sur Hilaire et une garantie de rachat pour le cas où je désirerais m'en défaire. HIM.MD13

MON NOM ______

MON ADRESSE ______

SIGNATURE Code postal ______ Ville ______

ENTRAINEMENT A L'ENTRETIEN

(Professionnel - Familial)

6 et 7 mars - 9 h à 18 h

I.C.H. 30 rue des Mathurins 75008 Paris - Tél. 266.36.75

PREPAREZ LE DIPLOME D'ETAT D'EXPERT COMPTABLE

Aucune limite d'âge

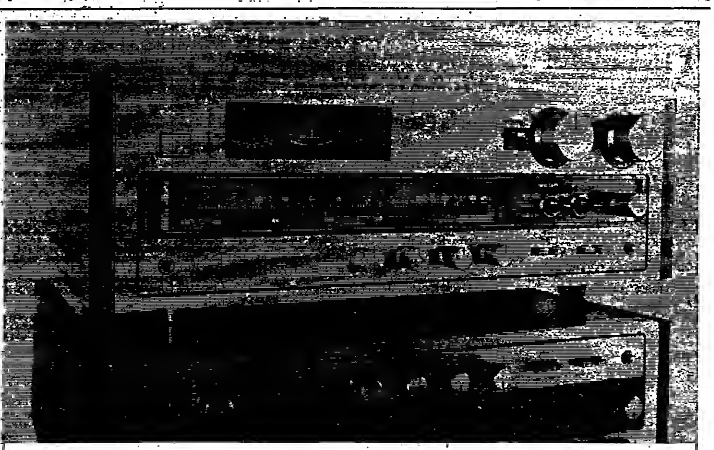
Aucun diplôme exigé

Demandez le nouveau guide gratuit numéro 695

ECOLE PREPARATOIRE D'ADMINISTRATION

Ecole privée fondée en 1973 soumise au contrôle pédagogique de l'Etat.

4, rue des Petits-Champs, 75080 PARIS - CEDEX 02



Donnez à votre chaîne un cœur de champion.

Le nouvel ampli tuner Sony STR 5800

Le cœur est un moteur à partir duquel tout s'organise. Dans la vie comme dans la haute fidélité. Ecoutez battre le nouveau Sony STR 5800. Il est puissant : 2 x 60 watts à 8 ohms.

Sa conception nouvelle est le résultat de recherches exhaustives.

Dans toute sa nouvelle série, Sony a disposé les commandes dans le sens le plus rationnel, le plus facile à manipuler. Les boutons de sélection de station et de contrôle de volume sont grands parce qu'on s'en sert beaucoup. Et juste à côté, se trouve l'interrupteur de fréquence – 20 dB (muting) qui permet de baisser le volume instantanément puis de retrouver le niveau habituel sans devoir le chercher. Nous avons doté cet ampli-tuner de niveaux de présence pour écouter au mieux des enregistrements vocaux (aigus) ou de grands orchestres, 6 dB/Oct dans les deux cas.

Le STR 5800 possède également une entrée frontale pour un troisième magnétophone, il est donc possible de copier du magnétophone 1 au magnétophone 2, tout en écoutant un troisième programme. Ceci est rare.

Du côté tuner, une diode lumineuse (LED) indique la présence des stations FM et deux tuning-mètres vous permettent de les capter parfaitement. C'est très pratique et très beau.

Au-delà des chiffres concernant la bande passante, la sensibilité du tuner, son rapport signal/bruit et la distorsion harmonique, il n'est pas possible de décrire la qualité d'écoute que vous trouverez dans notre nouvel STR 5800. Il faut l'entendre. Mais attention au coup de foudre.

SONY

17-21, rue Mme de Sanzillon, 92210 CLICHY.

Cet appareil est en démonstration permanente au stand Sony, N° 139, Allée Grieg, Festival du Son.

Tous renseignements et démonstration permanente au Salon Sony, 66, Champs-Elysées.

AFRIQUE

NOUAKCHOTT LANCE UNE CAMPAGNE DIPLOMATIQUE EN DIRECTION DE NOMBREUX PAYS AFRICAINS.

L'agence officielle algérienne A.P.S. a consacré, mardi 9 mars, un commentaire à la décision des gouvernements marocain et mauritanien de rompre leurs relations diplomatiques avec l'Algérie. Dans ce texte, qui constitue la première réaction d'Alger, l'agence écrit notamment : « *En rompant leurs relations diplomatiques avec l'Algérie, les gouvernements de Rabat et de Nouakchott ont, entre autres objectifs, celui d'éviter une cascade de reconnaissances de la République arabe sahraouie démocratique par les pays africains et d'autres de la communauté internationale.* »

D'autre part, la presse et la radio algériennes dénoncent les livraisons d'armes au Maroc par le gouvernement français. Le quotidien *El Moudjahid* a titré, mardi, sur huit colonnes à la une : « La France accélère ses fournitures d'armes au Maroc ».

● A NOUAKCHOTT, le gouvernement mauritanien a engagé une campagne diplomatique de grande envergure. Six ministres vont se rendre dans vingt-trois pays africains pour remettre aux chefs d'Etat des messages du président Ould Daddah concernant l'affaire du Sahara occidental et la rupture avec l'Algérie. On apprend, d'autre part, de source bien informée, qu'un accrochage aurait opposé, dimanche, l'armée mauritanienne à des forces du Front Polisario, près de Bir-Moghreim, au nord du pays. Il y aurait eu un mort et une douzaine de blessés dans les rangs mauritaniens.

● A MOSCOU, la *Pravda* a annoncé mardi, sans commentaires, la décision de Rabat et de Nouakchott de rompre avec Alger.

L'INCROYABLE RAPPORT ABELIN

M. Abelin est parti. Le Rapport Abelin demeure. Sera-t-il exploité ? Dans cette perspective, Gilbert Comte l'analyse et y découvre de « singulières tendresses » pour le monde des Affaires. Dans le No 78 d'Africa, la seule revue économique et sociale entièrement faite en Afrique noire (c'est mieux pour en bien parler). Abon. 10 Nos an : 100 FF. par ch. ou CCP 98.22 Africa, Dakar, B.P. 1826.

APRÈS LA VISITE DE M. CHIRAC

La coopération militaire avec le Tchad va être renforcée

L'armée de l'air française formera des pilotes — sept, dans un premier temps — et des mécaniciens — vingt-deux, pour commencer — de l'armée tchadienne, tandis que le nombre des coopérants militaires français au Tchad (actuellement deux cent soixante conseillers de l'armée de terre et de l'armée de l'air) sera augmenté pour contribuer à l'instruction des personnels tchadiens qui utiliseront les matériels de guerre laissés sur place après le départ, l'an dernier, des troupes françaises du Tchad. Tels sont les aspects essentiels des accords, encore en discussion, entre Paris et N'Djamena, à la suite de la visite du premier ministre français, les 5 et 6 mars derniers, sans oublier (*le Monde* daté 7-8 mars) la possibilité pour la France d'avoir un droit d'escale et de survol du territoire tchadien pour les avions de transport militaires venus de France.

Cette dernière disposition devrait permettre aux avions Transall de l'armée de l'air française de se poser à N'Djamena, sur la route vers Djibouti par exemple. Depuis le « froid » dans les rapports franco-tchadiens, les Transall qui ravitaillaient la base de Djibouti continuaient discrètement d'utiliser la piste de N'Djamena, mais ils faisaient escale, de préférence, au Caire, et une voie d'accès aérien par l'Iran était à l'étude. Toutefois, le gouvernement tchadien a fait savoir qu'il se réserve le droit d'inspecter la cargaison des avions français, pour que N'Djamena ne serve pas de lieu de transit pour des opérations militaires qui seraient assimilées à une agression contre un pays tiers.

On estime à environ 5 000 tonnes l'ensemble des matériels laissés au Tchad par la France, après l'évacuation des forces françaises de N'Djamena. Ces matériels, essentiellement des automitrailleuses Ferret, des camions, des munitions, des pièces de rechange et des stocks d'essence ont été repris par le Tchad, avec l'accord de Paris. D'autres équipements devraient être livrés, comme un biréacteur de transport civil Caravelle et un quadrimoteur DC-4. Les discussions continuent entre les deux pays pour la fourniture de matériels militaires moins anciens et plus complexes, mais il ne semble pas que le Tchad souhaite commander, pour l'instant, des avions de combat à réaction.

L'armée de l'air française formera les pilotes tchadiens à Clermont-Ferrand, puis à Cognac, tandis que les mécaniciens iront à Rochefort. Les escadrilles des avions de transport et d'observation de l'armée tchadienne bénéficient, déjà, de l'assistance technique française. A l'heure présente, l'armée tchadienne ne dispose pas d'avions de combat, mais elle pourrait avoir besoin d'avions d'appui à hélices anciens que la France a conservés. Dans une seconde étape, le Tchad pourrait ainsi recevoir des T-6 ou des Skyraider que la France a utilisés, il y a quelques années, depuis la base de N'Djamena, pour des missions d'appui et de couverture des troupes tchadiennes, mais qu'elle a ensuite rapatriés pour les stocker, notamment à Châteaudun.

L'AFRIQUE EST INQUIÈTE A JUSTE TITRE déclare M. de Lipkowski

Hôte à déjeuner, mardi 9 mars, de l'Association des journalistes d'outre-mer, M. Jean de Lipkowski, ministre de la coopération, a déclaré : « *L'Afrique est inquiète à juste titre, car sa longue période de stabilité se termine... Pour cette raison, de nombreux Etats se tournent vers nous. Nous avons le devoir d'être de plus en plus présents en Afrique.* »

Evoquant les répercussions du conflit angolais, M. de Lipkowski a indiqué que certains Etats africains envisageaient d'augmenter leurs dépenses militaires, tandis que d'autres « *commencent à se poser des questions* » au sujet de la coopération avec les pays socialistes.

Rhodésie

SALISBURY RECONNAIT QUE LES ZONES DE GUÉRILLA S'ÉTENDENT

L'étendue des zones de guérilla a doublé depuis le début de l'année, et les effectifs des forces armées rhodésiennes ont augmenté de près de 60 %, a déclaré, mardi 8 mars, M. Ted Sutton-Pryce, membre du cabinet de M. Ian Smith, premier ministre rhodésien.

Au cours d'une conférence de presse, M. Sutton-Pryce a également indiqué que les actions de guérilla, après s'être longtemps localisées dans le Nord-Est, s'étendaient aux zones situées le long de la frontière mozambicaine.

Selon le représentant du gouvernement, le nombre des maquisards opérant en territoire rhodésien est évalué à un millier, dont la plupart se trouvent dans le nord-est du pays, quatre ou cinq mille autres maquisards étant dispersés dans les Etats voisins.

D'autre part, M. Ian Smith devrait en principe rencontrer de nouveau, jeudi 11 mars, les dirigeants de l'aile intérieure du Conseil national africain (A.N.C.), qui étudient les dernières propositions constitutionnelles du gouvernement rhodésien. Toujours tenues secrètes, ces propositions avaient été récemment qualifiées par M. Joshua Nkomo, leader de l'aile intérieure, de « très intéressantes ». — (A.F.P., A.P.)

Hi-fi : le sorcier de la rue de la Pompe

L'année dernière il inaugurait son magasin de la rue de la Pompe. Au milieu du scepticisme de ses amis qui voyaient mal ce technicien "inspiré" dans la peau d'un commerçant. Aujourd'hui Philippe Taieb se demande en effet si ce n'était pas la plus grosse erreur qu'il ait jamais commise. Car il n'a plus une seule minute à lui!

Qu'il est loin le temps où cet ingénieur-artisan, électronicien et mélomane, installait en dilettante des chaînes hyper-sophistiquées chez telle artiste ou tel médecin de ses amis. Désormais on vient le consulter de partout. Et chacun, amateur ou professionnel, lui expose en détail *son* problème.

Car Philippe Taieb ne fait pas de prêt-à-porter. Chaque installation qu'il livre, "clés en mains", est une réalisation unique, conçue, installée, essayée, mise au point et peaufinée chez son utilisateur, dans les conditions réelles où ce dernier l'écoutera.

Résultat : les clients de Philippe Taieb ont l'impresion d'entendre leurs vieux disques pour la première fois, découvrant dans les sillons familiers des beautés endormies qu'ils ne soupçonnaient pas. Un sorcier, Philippe Taieb? On l'a dit. Lui se verrait plutôt comme un chef d'orchestre, essayant de tirer le maximum de chaque instrument, c'est-à-dire de chaque maillon de la chaîne.

Et quels maillons! Ce sont, par exemple, les enceintes JBL 4350, le nouvel ampli SAE 2 x 300 watts, l'incomparable platine Empire... Mais on trouve aussi chez Philippe Taieb, à côté de ces "monstres", des appareils plus modestes et non moins remarquables, comme le nouvel ampli Quad 2 x 100 watts, à 2500 F.

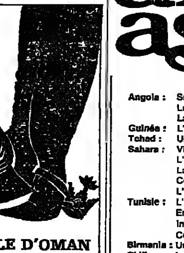
Sans parler de la dernière création de cet infatigable chercheur : un ampli spécialement conçu pour la voiture et qui, pour la première fois, offre à l'automobiliste des performances comparables à celles des meilleurs appareils d'appartement.

Philippe Taieb, conseil en haute-fidélité, 145 rue de la Pompe, 75016 Paris Téléphone : 553.58.46.

OMAN

Le colonialisme vieux style.

Une dynastie de sultans esclavagistes.
Un général anglais nommé par Londres
à la tête d'une armée de mercenaires
recrutés à grands frais
d'Australie aux Etats-Unis
en passant par l'Afrique du Sud.
Des corps expéditionnaires
envoyés par le Chah
et Hussein de Jordanie,
des contingents pakistanais,
2000 experts et officiers britanniques.
Et la panoplie terroriste moderne
mise au point par les USA au Vietnam.



POUR LE SOUTIEN AU PEUPLE D'OMAN

Meeting – Films – Chants

MUTUALITE - DIMANCHE 14 MARS - 14 H.

organisé par le Comité de soutien à la révolution en Oman.

afrique asie — amérique latine — luttes et combats

LE NUMERO 104 EST PARU

Angola : Sur les frontières namibiennes
Le défi du pouvoir populaire
La sinistre alliance quadripartite
Guinée : L'autocritique de la France
Tchad : Un climat lourd d'orages
Sahara : Vive la République sahraouie !
L'enlisement des agresseurs
La mission « royale » de Bouabid
Comment Kissinger tente de sauver Hassan
L'opposition espagnole avec le Polisario
Tunisie : L'alternative
Enseignement : de la réforme à la répression
Investissements : des choix de classe
Corruption et spéculation
Birmanie : Un pays en ébullition
Chili : Le procès des marins
Stratégie continentale : Une nouvelle diplomatie.
Rubriques : Cinéma, Théâtre, Sport, Poésie.

En vente dans tous les kiosques et librairies.

Abonnements : Société d'Editions Afrique-Asie - 3, rue d'Aboukir, 75002 PARIS.

PROCHE-ORIENT

Liban

LE MINISTRE SYRIEN DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES FAIT UNE NOUVELLE MISSION A BEYROUTH

Beyrouth. — Une fois de plus les dirigeants de Damas ont repris, mardi matin 9 mars, le chemin de Beyrouth. M. Khaddam, ministre syrien des affaires étrangères, est arrivé dans la capitale libanaise accompagné du général Naji Jamil, vice-ministre de la défense et commandant de l'aviation, au moment où une nouvelle vague d'enlèvements était signalée dans plusieurs quartiers. Une quarantaine de personnes auraient été portées disparues au cours des dernières quarante-huit heures.

« *Nous sommes là pour des raisons de sécurité, et il n'est nullement dans nos intentions de former nous-mêmes le nouveau gouvernement. Cette dernière question ne concerne que les Libanais, et eux seuls* », a confié M. Khaddam à l'un de ses premiers interlocuteurs, l'imam Moussa Sadr, chef spirituel de la communauté chiite. Celui-ci a annoncé par ailleurs que des mesures spectaculaires seraient prises dans les prochaines quarante-huit heures pour mettre un terme à la violence, « *d'où qu'elle vienne* ».

Le chef de la diplomatie syrienne a rencontré le président Frangié, en présence du brigadier Moussa Kenaan, chef d'état-major, et du colonel Boustany, chef du deuxième bureau. L'entretien a porté sur les raisons qui ont entravé la normalisation sur le terrain, et qui seraient dues essentiellement aux mutineries dans les casernes et aux activités de l'« *armée arabe libanaise* » du lieutenant Ahmed Khatib (*le Monde* du 10 mars). Alors qu'il était question de ce dernier au palais présidentiel, ses hommes prenaient possession d'une autre caserne dans le sud du pays, à Rachaya, au pied du mont Hermon. Ce mercredi matin, les mutins s'emparaient de la caserne de Khiam.

Pour les dirigeants de Beyrouth, le mouvement du jeune officier rebelle, qui s'est déjà étendu à plus de la moitié du territoire, n'aurait pas de puissantes complicités. Les autorités libanaises ont souligné aux médiateurs syriens les dangers des activités des dissidents, qui, ont-ils souligné, risquent de provoquer des réactions violentes du côté israélien, réactions auxquelles ni les Libanais ni même les Syriens ne seraient en mesure de faire face, du moins dans la conjoncture présente.

Les dirigeants libanais prennent très au sérieux la rébellion au sein de l'armée et estiment qu'elle pourrait avoir des « *conséquences désastreuses* » pour le Liban. L'unité de l'armée avait été préservée malgré les dix mois de guerre civile et demeurait l'unique trait d'union entre les communautés qui venaient de s'entretuer. La cassure paraît à présent irréversible, au grand bénéfice des partisans de la partition du pays. Pour leur part, les Syriens ont fait valoir, une fois de plus, qu'ils ne pouvaient, en aucun cas, se substituer à l'Etat libanais et que celui-ci avait le devoir de se restructurer.

A cet effet, M. Khaddam a insisté pour qu'un nouveau gouvernement soit formé dans les plus brefs délais, mais il se refuse à procéder lui-même au choix des ministres, ou à user de son prestige pour rallier certaines formations politiques.

Israël

Le retour de Mme Golda Meïr sur le devant de la scène politique

De notre correspondant

Jérusalem. — *Le retour de Mme Golda Meïr sur le devant de la scène politique, après un départ que l'on croyait définitif, n'a pas électrisé les foules. Il ne semble même pas avoir secoué la morne apathie du monde politique, réduit, à la buvette de la Knesset, à s'interroger sans fin sur les conditions dans lesquelles « on en sortira ». Il s'agit, bien entendu, de la crise de gouvernement, et la réapparition de la « vieille dame » ne paraît pas avoir fourni des éléments de réponse aux interrogations qu'échangent avec morosité députés, journalistes et même membres du gouvernement.*

La crise a éclaté au grand jour lorsque M. Meir Zarmi, secrétaire général du parti travailliste, s'est démis de ses fonctions parce qu'il estimait, à juste titre, que M. Rabin et les autres membres travaillistes du gouvernement avaient retiré au parti sa raison d'être après que celui-ci les eut désignés à leurs fonctions. Depuis l'arrivée au pouvoir de M. Rabin, la grande formation politique n'a plus de prise sur le gouvernement ni sur l'importante fraction parlementaire du parti travailliste.

Il y a une quinzaine de jours, M. Zarmi s'est brusquement retiré après dix-huit mois de vains efforts. C'est alors qu'est apparu à M. Rabin l'étendue du malaise, un malaise dont il n'a vraiment mesuré la gravité que lorsqu'il a essuyé le refus de tous ceux à qui il a proposé le poste vacant de secrétaire général. Il s'est alors tourné vers M. Zarmi, lui promettant qu'à l'avenir les instances du parti seraient régulièrement consultées sur toutes les questions se rapportant à la conduite des affaires du pays. Ces promesses n'ont pas convaincu le secrétaire démissionnaire, dont l'obstination n'a finalement été ébranlée que lorsqu'il lui a été proposé de constituer un « forum moteur », sorte de comité restreint qui ferait fonction de « locomotive » pour sortir le parti de son enlisement. Et, pour que ce forum soit doté de l'autorité nécessaire, on a mis à sa tête Mme Golda Meir. M. Rabin a promis que rien désormais ne sera fait sans l'avis de la « locomotive ». A cela on ajoute dans les couloirs de la Knesset qu'une « locomotive » dont le mécanicien s'appelle Golda Meir n'attendra certainement pas d'être consultée pour « suggérer » des décisions.

En fait, c'est le retour de l'ancien chef du gouvernement à la tête des affaires du pays, estiment la plupart des commentateurs, qui y voient une preuve supplémentaire de la faiblesse du détenteur officiel de la fonction.

Une « sorte de régence » vient d'être instituée en Israël, où la machine parlementaire, enrayée, ne peut influer sur la composition de l'exécutif. Ce dernier, tout le monde s'accorde pour le reconnaître, a implicitement transmis ses pouvoirs à Mme Meir.

Cela ne réjouit personne. Dans leur grande majorité, les Israéliens éprouvent pour Mme Meir une profonde affection et un immense respect, mais personne ne s'attendait à la désagréable révélation que la vieille dame des mauvais jours de la guerre du Kippour pouvait devenir le seul recours du pays.

« Le retour de la vieille dame est un symptôme qui ne trompe personne, *nous a déclaré un parlementaire influent du parti travailliste.* La crise est très sérieuse et, grâce à Golda, nous allons avoir un répit de deux ou trois mois, pendant lesquels nous devrons trouver le moyen d'en sortir. »

ANDRÉ SCEMAMA.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU P.C. A RENCONTRÉ UNE DÉLÉGATION DE L'O.L.P. A MOSCOU

(De notre correspondant.)

Jérusalem. — M. Meir Vilner, secrétaire général du parti communiste israélien, est rentré en Israël mardi 9 mars, venant de Moscou où il a conduit une délégation de son parti au vingt-cinquième congrès du P.C. soviétique.

M. Vilner a déclaré que ses camarades et lui se sont entretenus avec la délégation de l'Organisation de libération de la Palestine, que dirigeait M. Farouk Kaddoumi, chef du département politique de l'O.L.P., et que ces entretiens ont été très encourageants.

« *Les représentants de l'O.L.P. nous ont affirmé*, a déclaré M. Vilner à la radio de Jérusalem, *qu'ils souhaitaient créer un Etat palestinien qui serait le voisin de l'Etat d'Israël, et non à sa place. J'insiste là-dessus en toute responsabilité, l'O.L.P. ne veut pas établir son Etat à la place d'Israël, mais à côté d'Israël.* »

OMAN

Un peuple en lutte depuis dix ans
contre l'obscurantisme
et la domination étrangère.
Dans les zones libérées du Dhofar
une évolution sociale profonde
qui constitue un exemple
pour tous les peuples de la région.
33 avions et hélicoptères
britanniques et iraniens
abattus en six mois
dans l'un des affrontements
les plus violents entre
l'impérialisme et
les peuples qu'il opprime.
Une conspiration du silence :
qui a intérêt à parler
d'une lutte qui effraie
toutes les monarchies pétrolières du Golfe ?

Il faut développer un soutien politique et matériel à la mesure des besoins –énormes– des combattants omanais.

DIMANCHE 14 MARS - 14 H. - MUTUALITE

Meeting – Films – Chants

avec pour la première fois en Europe
LA CHORALE DE LA PENINSULE ARABIQUE
le chanteur Mohamed HAMAM
et
le Groupe musical arabe
la Chorale de l'Unions des étudiants iraniens en France

organisé par le Comité de soutien à la révolution en Oman, B.P. n° 20, 75661 PARIS CEDEX 14

Bons de soutien donnant accès au meeting : 8 F. (ou plus) en vente à :
– A.D.E.L.S., 94 rue N-D-des-Champs Paris 6e
– Cinéma 14 Juillet, 4 Bd Beaumarchais Paris 11e
– C.F.D.T. (U.R.P.), 67 rue de Dunkerque Paris 9e
– Fédération de Paris du Parti socialiste, 41 Bd Magenta Paris 10e
– Librairie Norman Bethune, 76 Bd St-Michel Paris 6e
– Librairie Rouge, 10 Impasse Guéménée Paris 4e
– Politique Hebdo, 14-16 rue des Petits Hôtels Paris 10e

Tournée prévue en province : le 15 mars Bordeaux, le 16 Toulouse, le 17 Montpellier, le 18 Grenoble.

BMW MIRABEAU 71 Av de Versailles Paris 16e PONT MIRABEAU 524.46.66
CONCESSIONNAIRE — Essai des nouvelles 6 cylindres et de toute la gamme

POLITIQUE

Libres opinions

LUTTE DES CLASSES ET DICTATURE DU PROLÉTARIAT

par FRANÇOIS MISSOFFE (*) et FRANCIS DORÉ (**)

ON n'écrit plus en 1976 le mot de dictature. « P.C. libertés » devient le slogan des retrouvailles ; le parti communiste français hisse le drapeau du socialisme aux couleurs de la France et tend la main aux hommes de bonne volonté. Il renonce à la dictature du prolétariat, construira le socialisme dans la liberté et promet au peuple, qu'il veut ravir, justice et bonheur. A certains militants qui se veulent plus exigeants, les couleurs du XXII[e] congrès paraissent pourtant bien sombres : le parti leur semblait perdre jusqu'à sa raison d'être. Mais personne n'a encore déserté, le parti semble plus uni que jamais, et nul n'envisage qu'il puisse renoncer à son identité. Les assurances nécessaires et suffisantes auraient-elles été données sur la constance doctrinale ?

***

Pour Marx et Lénine, la dictature du prolétariat sans la lutte des classes est sans justification, et la lutte des classes sans la dictature du prolétariat est sans issue. Cette dictature se présente en effet comme la seule voie de libération ouverte au prolétariat qui renversera à son profit le processus de dialectique historique. Elle est alors en quelque sorte le prolongement de la lutte des classes, d'une lutte dans laquelle le prolétariat a assuré la victoire, d'une lutte qui n'est plus seulement un instrument d'analyse historique privilégié, mais le moteur même de l'histoire, sa force dynamisatrice et aboutissante.

Dans la correspondance échangée avec Weydemeyer, Marx écrit : « *En ce qui me concerne, ce n'est pas à moi que revient le mérite d'avoir découvert l'existence des classes dans la société moderne, pas plus que la lutte qu'elles s'y livrent. Bien avant moi, des historiens bourgeois avaient exposé l'évolution historique de cette lutte des classes, et des économistes bourgeois en avaient décrit l'anatomie économique. Ce que j'ai apporté de nouveau, c'est : 1) de démontrer que l'existence des classes n'est liée qu'à des phases historiques déterminées du développement de la production : 2) que la lutte des classes mène nécessairement à la dictature du prolétariat ; 3) que cette dictature elle-même ne représente qu'une transition vers l'abolition de toutes les classes et vers une société sans classes...* »

A cet égard, nous constatons que le parti communiste français vient de réaffirmer, sans aucune ambiguïté, sa fidélité à l'interprétation marxiste-léniniste de l'histoire, passée et à venir, en termes de luttes de classes. Cette lutte oppose brutalement la classe ouvrière à la grande bourgeoisie. Il convient d'actualiser et de dramatiser, dans une simplification forcée, les conflits d'intérêts.

Avec un sens à la fois rare et éprouvé de l'opportunité, prévenant les attaques les plus faciles sur ses points les plus faibles, le parti choisit l'arme du combat : la liberté. Le combat pour la liberté devient alors logiquement et totalement « le combat de la classe ouvrière qui a un besoin vital de liberté contre la grande bourgeoisie qui ne peut plus supporter celle-ci » (1). Ce combat est révolutionnaire, car il a pour objet la mutation totale des rapports sociaux existants. La liberté pour les communistes est, par excellence, l'instrument de la révolution ; elle ne peut et ne doit avoir d'autre justification. « La démocratie et la liberté c'est aujourd'hui le terrain principal du combat de classe, du combat révolutionnaire » (1).

Le pouvoir qu'il faut imposer est celui de la classe ouvrière, « le pouvoir doit connaître un changement de nature, de classe » (1) ; par cette affirmation essentielle, Georges Marchais lie en fait indissociablement la lutte des classes et la dictature du prolétariat, comme le veut la pensée marxiste la plus orthodoxe. La classe ouvrière, qui « doit jouer un rôle politique dirigeant dans la lutte pour la transformation socialiste de la société » (1), dans l'étape préalable à la prise du pouvoir, « doit avoir toute sa place dans l'Etat socialiste et y jouer un rôle déterminant » (1) dans la phase ultérieure ; ce rôle déterminant assurera son emprise sur les structures, le fonctionnement et le destin de la société.

***

De même qu'il affirme avoir lutté seul pour la défense des travailleurs dans le passé, de même le parti communiste français se présente comme le seul parti politique susceptible de servir la classe ouvrière dans la perspective révolutionnaire qui lui paraît convenir, à l'exclusion de toute autre, et notamment des idées et des pratiques réformistes contre lesquelles il convient de poursuivre la lutte idéologique et politique. S'estimant seul crédible, il confisque le passé et monopolise l'avenir.

Les luttes des autres organisations, ou des autres classes, ne valent que par rapport aux luttes de la classe ouvrière, et, par voie de conséquence, à celles du parti communiste, qui prétend se confondre avec celle-ci. Il résulte, *a contrario*, que ces mêmes luttes seront inefficaces, risqueront de détourner le prolétariat de sa mission libératrice et seront donc condamnables si elles ne rencontrent pas les objectifs toujours précis du parti. C'est ainsi qu'est aujourd'hui jugée et condamnée la proposition de loi sur la liberté, présentée par les députés de la majorité, assimilés à un « quarteron de réactionnaires en accord avec le gouvernement », nous permettant de mieux comprendre la nature réelle du pluralisme qui nous est promis pour demain.

***

Au-delà des analyses, qui sont peut-être finalement plus mystificatrices que superficielles, au-delà des simples accusations de tactiques opportunistes, le parti communiste français demeure fidèle à lui-même ; en dépit des renonciations verbales, il reste bien celui de la dictature du prolétariat, inséparable de la lutte des classes, dans la droite ligne de la III[e] Internationale. Il n'y aura pas de réunion des socialistes et des communistes : il ne peut y en avoir sans reniement des uns ou des autres. Ne doutons pas que la main tendue par les communistes français se refermerait très normalement, en tentant de la briser, sur celle des hommes qui l'auraient prise, croyant un instant que le communisme en France n'est plus marxiste.

(*) Ancien député U.D.R., ancien ministre.
(**) Professeur agrégé des facultés de droit.

(1) Discours de Georges Marchais devant le XXII[e] congrès du parti communiste français.

DEJA DU TEMPS DE NOS GRANDS-PARENTS
la Rue de Provence
ETAIT LA RUE DE
l'ARGENTERIE et des BIJOUX
La tradition se perpétue...
Henri HERMANN
au n° 46
VENTE, ACHAT - NEUF, OCCASION

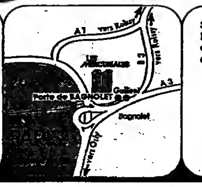
HOTESSE
CONGRES - EXPOSITIONS
TOURISME - COMMERCE
INDUSTRIE - ADMINISTRATION
Une profession dynamique pour les jeunes filles aimant les relations humaines et l'accueil.
PROCHAINES SESSIONS :
• COURS ACCELERES
5 janvier (matin ou après-midi)
• COURS ANNUELS
1er octobre
Brochure M sur demande, ou mieux, rendez-nous visite
ECOLE PARISIENNE DES HOTESSES
ENSEIGNEMENT PRIVE
41, BOUL. DES CAPUCINES
75002 PARIS
TEL. : 261.58.51
Autres écoles :
ANGERS - CASABLANCA
BORDEAUX - GRENOBLE
LAUSANNE

C'EST EN PARLANT BEAUCOUP QU'ON APPREND VITE A PARLER.
Pendant deux semaines vous passez 7 h 30 par jour avec des Anglais, des Allemands, des Espagnols ou des Italiens, si vous voulez apprendre leur langue.
Vous pouvez également passer la moitié de ce temps pendant quatre semaines si cela vous convient mieux.
C'est très simple. Et c'est très efficace. Le prix : 2 673 F TTC.
Opéra : 31 bd des Italiens 742.13.39
Nation : 346.12.65 - Panthéon : 633.98.77 - Puteaux : 772.18.16
St-Germain-en-Laye : 973.75.00 - Versailles : 950.08.70.
SPECIAL CRASH
C'est en parlant qu'on apprend à parler. BERLITZ®

Vous pouvez comparer nos prix aux autres... c'est la seule chose qui soit comparable.

Les Mercuriales constituent un véritable centre tertiaire, qui offre à ses utilisateurs un outil de travail à la fois souple et puissant, associant les agréments de la vie à l'univers moderne du travail.
Puissance et souplesse de leurs 58 000 m² de bureaux entièrement cloisonnables, c'est exceptionnel surtout lorsqu'ils sont divisibles jusqu'à 30 m² grâce à leur trame de façade de 1,50 m et qu'ils profitent tous de la lumière du jour. 950 m² de surface utile de bureau par plateau avec une circulation centrale très étudiée.
Situation privilégiée en bordure du périphérique : à 15 mètres de PARIS, en bordure du Boulevard périphérique, à la sortie de l'A3 et à proximité de l'autoroute A1. - Liaisons faciles avec les aéroports d'Orly et de Roissy - Métro Gallieni/Levallois - Nombreux autobus vers Paris et la banlieue Est.
Efficacité de l'installation téléphonique "grande puissance" grâce à un autocommutateur ERICSSON ventilant 5000 lignes : numéro individuel par société ; transfert automatique des communications, présélection et mémorisation des appels, "Multiplex", etc.
Sécurité en tout domaine grâce à la puissance et la souplesse d'un ordinateur Honeywell Delta 2000 intégré prenant en compte toutes les activités de gestion et veillant à la sécurité de tous par contrôle de 3000 points de surveillance toutes les 2 secondes.
Confort du cadre de vie grâce à la densité des services intégrés groupés dans un "Business Center" au rez-de-chaussée : restaurant d'entreprise et cafétéria, restaurant-club, bar, ainsi que des prestataires de services tels que mobilier et matériel de bureaux, librairie, laboratoire de langues, salle de conférences avec possibilités de projection, et traduction simultanée, personnel intérimaire, agence de voyages, banque, salon de coiffure, bureau de tabac...
... et la climatisation est silencieuse et réglable bureau par bureau.

LES MERCURIALES
Au carrefour des affaires et des hommes un véritable centre tertiaire intégré.
une réalisation TRAMMELL CROW



Si vous voulez en savoir plus sur les façades, les ascenseurs, les faux-plafonds, les quais de déchergement, les parkings et bien d'autres choses encore...
téléphonez-nous à
CROW COMPANY FRANCE
1, place des Mercuriales Bagnolet
Tél. : 371 14 14

HERRING DAW RECHERCHE DES BUREAUX POUR SES INVESTISSEURS
Immeubles de rapport et opérations immobilières à monter. Paris et Région Parisienne
Étude rapide et confidentielle.
Herring Daw
Consultant Immobilier International
63 rue Pierre Charron 75008 Paris - Télex 660961
256.07.61

POLITIQUE

Avant le deuxième tour des élections cantonales

Après la clôture des candidatures, quelques cas d'indiscipline

Le comité de liaison de la gauche, qui a siégé mardi après-midi, s'est borné à lancer un appel aux électeurs pour qu'ils « confirment et amplifient » le succès remporté par les partis signataires du programme commun lors du premier tour. Dans tous les cantons, est-il précisé, « le candidat de la gauche placé en tête par le suffrage universel devient au second tour le candidat d'union de la gauche et de tous les démocrates ». M. Charles Fiterman, membre du secrétariat, qui dirigeait la délégation communiste, a précisé que son parti n'avait aucune demande particulière à formuler. Il en est allé de même du côté des socialistes qui, depuis les élections législatives de 1973, ont renoncé à demander des désistements préférentiels à leurs alliés. Seuls, les radicaux de gauche ont demandé et obtenu l'investiture de deux candidats qui jusqu'alors ne bénéficiaient pas de leur soutien, à Pontvallain dans la Sarthe et à Caudebec-en-Caux dans la Seine-Maritime.

En ce qui concerne le cas limite du canton de Grenoble 2, où la candidate communiste et le radical de gauche avaient obtenu le 7 mars exactement le même nombre de voix, l'investiture a été accordée au P.C.F. Par « galanterie », dit-on chez les radicaux de gauche. En fait, les représentants de la gauche ont eu le souci de favoriser les communistes qui dans l'Isère devancent en voix le P.S. (30,52 % contre 26,59 %), mais n'étaient présents au second tour que dans cinq cantons contre onze au P.S.

Le comité de liaison a d'autre part laissé aux fédérations départementales le soin de régler les cas de la Haute-Garonne et du Tarn-et-Garonne. La règle générale s'appliquera là aussi, bien que les socialistes dissidents se maintiennent contre les radicaux de gauche.

Le climat de coopération à gauche est renforcé par la décision des partis de gauche de prendre des mesures disciplinaires en cas de manquement aux règles de désistement. D'ores et déjà, le P.S. a exclu MM. Parrat, conseiller sortant de Perpignan-5, et Lathure, candidat à Saint-Mathieu (Haute-Vienne), qui ont refusé de se retirer. Dans le Lot-et-Garonne, la fédération socialiste refuse de soutenir M. Bordeneuve, président sortant du conseil général, poursuivant ainsi une longue lutte contre le sénateur radical de gauche. Enfin, à Perpignan, le maire, M. Alduy, député socialiste, bien qu'arrivé en tête de la gauche se retire, car il refuse d'être élu avec les voix communistes, ce qui lui aurait rendu difficile, l'an prochain, de refuser d'accueillir les représentants du P.C.F. sur sa liste municipale.

Plus surprenants sont les cas d'indiscipline au sein du parti communiste. Dans les Ardennes, à Sedan Ouest, le conseiller sortant communiste, battu de 69 voix au premier tour, se maintient. En Meurthe-et-Moselle, dans le canton de Pont-à-Mousson, M. Martial Bernard,

La majorité, amère, s'organise pour les prochaines échéances électorales

Le conseil des ministres de ce mercredi 10 mars a examiné, après une communication du ministre de l'intérieur, les résultats du premier tour des élections cantonales. Dans l'après-midi, M. Chirac devait présider à l'hôtel Matignon une réunion de coordination à laquelle avaient été conviés les ministres représentant les trois autres formations de la majorité : MM. Michel Poniatowski pour les républicains indépendants, Jean Lecanuet pour le Centre démocrate et Michel Durafour pour les radicaux.

Ce n'est pas sans raisons que la majorité a fait donner ses consignes de vote pour le second tour des élections cantonales par les seuls secrétaires généraux des quatre formations qui la composent et que seul, au nom de l'U.D.R., M. André Bord, secrétaire général du mouvement, a publié un communiqué. Les véritables leaders de la majorité ont jugé qu'il était bien tard pour remonter le courant avant dimanche prochain, et ils ont estimé inutile de risquer leur autorité personnelle dans l'épreuve du deuxième tour. M. Chirac lui-même ne se rendra pas en Corrèze comme il l'avait envisagé. Chacun, depuis Paris, se consacre à tenter de sauver quelques présidences de conseils généraux menacées par l'opposition. Ils espèrent, tout au plus, que la réaction salutaire de certains abstentionnistes du premier tour colmatera, vaille que vaille, quelques unes des brèches provoquées par l'élan de la gauche. Si dans la majorité tous regrettent de ne pas avoir politisé l'élection, et si chacun a tendance à accuser son partenaire d'être responsable de cette erreur, personne n'ose mettre publiquement en cause le président de la République lui-même, mais beaucoup sont tentés de le faire.

Plutôt que de se lancer dans une querelle aussi stérile qu'académique, les leaders de la majorité préfèrent passer les résultats de ces élections cantonales au compte profits et pertes de la majorité et souligner à plaisir, en guise de consolation, que le courant socialiste n'est pas un raz de marée, que les institutions n'étaient pas en cause, que la conjoncture était défavorable au pouvoir et qu'en définitive ne se sont exprimés cette fois-ci que 65 % de la moitié du corps électoral. Sa seule et piètre consolation le gouvernement peut la trouver dans le fait que le résultat est pour la majorité moins catastrophique que ses prévisions secrètes pouvaient le lui laisser craindre.

Mais puisqu'en fait la leçon des élections s'adresse au président de la République, et à la tactique adoptée par les défenseurs de sa politique, les leaders de la majorité semblent décidés à en tirer toutes les conclusions. Pour eux, tout comme d'ailleurs pour l'opposition, il convient désormais de préparer l'échéance des élections législatives de 1978, considérée comme fondamentale pour la majorité, pour le chef de l'Etat lui-même et pour les institutions de la Vᵉ République. La politisation va donc commencer dès maintenant, englobant au passage les élections municipales de 1977. Les leaders de la majorité espèrent que M. Giscard d'Estaing en donnera le coup d'envoi public dans la conférence de presse qu'il tiendra courant avril.

L'hypothèse d'une majorité de rechange avec la participation éventuelle des socialistes a davantage troublé les partisans du chef de l'Etat qu'elle n'a séduit ses adversaires. Elle a même — estime-t-on — provoqué plus de défections que de ralliements. La notion de majorité présidentielle va donc être soulignée. La stratégie devrait, en conséquence, être plus claire, plus directive et moins évolutive. Elle consistera en un appel au rassemblement sur le nom de M. Giscard d'Estaing de tous ceux qui refusent l'union de la gauche. Suivra l'énoncé d'une politique, d'un plan d'action capable *mutatis mutandis*, de répliquer au programme de gouvernement de l'union de la gauche.

Le troisième élément de cet ensemble réside dans la réorganisation de la majorité.

Déjà M. Chirac prévoit d'étoffer les structures de l'U.D.R. en confiant notamment à M. Jean-Philippe Lecat, ancien ministre de l'information, la mission de coordonner les prises de position des responsables du mouvement gaulliste et de mieux assurer l'audience de celui-ci auprès de l'opinion publique et à M. Antoine Rufenacht, député de Seine-Maritime, des responsabilités politiques au secrétariat général du parti. Dans le même esprit sont envisagées plusieurs vastes manifestations publiques : un « forum culturel », un congrès de femmes gaullistes, les assises des sections de l'Action ouvrière et professionnelle, avec défilé dans les rues de Paris, et, enfin, une grande « fête de la nation » aux alentours du 18 juin. Les autres formations vont aussi s'efforcer de promouvoir de nouveaux talents oratoires, et de préférence... télégéniques. Si les quatre partis de la majorité doivent conserver leur autonomie, leur objectif commun de soutien du président de la République et de victoire des candidats qui se réclameront de lui sera affirmé avec plus de résolution, quitte à abandonner quelques « feuilles tenées ». — A. P.

● *Le P.S.U.* conteste la statistique publiée par le ministère de l'intérieur. Il affirme avoir recueilli, dans les cent trente-neuf cantons où il était présent, 4,11 % des suffrages en moyenne. Le P.S.U. appelle d'autre part les électeurs à voter au second tour pour le candidat de la gauche, « *afin de parachever la défaite de l'ex-majorité présidentielle* ».

M. Bord : l'opposition veut engager une campagne d'agitation politique

M. André Bord, secrétaire d'Etat aux anciens combattants, secrétaire général de l'U.D.R., a publié mardi 9 mars la déclaration suivante :

« *L'U.D.R. appelle ses militants, ses adhérents, et les électeurs qui ont, comme elle, une certaine idée de la France, à se mobiliser pour assurer le succès des candidats de la majorité le 14 mars. L'U.D.R., consciente de ses responsabilités, appelle les Françaises et les Français à mesurer l'enjeu de ces élections : il s'agit pour l'opposition de conquérir, dans les assemblées départementales, des positions qui seront autant de bases de départ pour l'établissement d'une société dirigiste et de contraintes. Il s'agira aussi, pour elle, d'exploiter les résultats des élections pour engager une campagne d'agitation politique dont le pays n'a nul besoin dans les circonstances actuelles.* »

Le secrétaire général de l'U.D.R. a précisé qu'en vertu des accords entre les partis de la majorité, celle-ci sera représentée par un candidat unique dans tous les cantons en ballottage. Commentant les résultats du premier tour de scrutin, il a ajouté :

« *L'analyse de l'ensemble des résultats obtenus par les différentes formations politiques fait apparaître pour la majorité, outre le maintien de l'U.D.R., la bonne tenue des R.I. qui, présentant deux fois plus de candidats qu'en 1970, ont progressé de 3,3 %, le tassement du Centre démocrate, la stabilité du C.D.P. Quant aux « divers majorité », ils sont les principales victimes.*

» *Pour l'opposition, il ressort qu'elle a été la principale bénéficiaire de la diminution du nombre des abstentions. Le parti socialiste, qui avait doublé le nombre de ses candidats, augmente de 10 %. Le parti communiste, malgré les efforts exceptionnels déployés, enregistre un tassement de 1 %. Quant aux radicaux de gauche, ils semblent bien avoir été les victimes de la volonté hégémonique du parti socialiste et de la politisation voulue par ses alliés.*

» *Pour mesurer exactement l'audience réelle dans le pays, il convient de comparer la moyenne des voix obtenues par candidat de chacune des formations politiques.* »

L'U.D.R. CONTESTE LES CHIFFRES DE M. PONIATOWSKI

M. André Bord, secrétaire général de l'U.D.R., conteste les résultats attribués à son mouvement par le ministre de l'intérieur. Celui-ci avait accordé à l'U.D.R. 1 102 127 voix pour 501 candidats alors que l'U.D.R. en revendique 1 500 000 pour 806 candidats. Selon les calculs établis par *la Lettre de la Nation* du 10 mars, d'après un « *pointage individuel de chaque candidat* », les candidats « *U.D.R. et apparentés* » auraient recueilli 15,55 % des suffrages alors que le ministre de l'intérieur en attribue à l'U.D.R. seule 10,6 % des voix. L'U.D.R. comptabilise donc à son profit une partie des suffrages qui sont allés à des candidats « *modérés majorité* » dans les cantons où le mouvement gaulliste ne présentait pas son propre candidat.

DEUX NOUVEAUX RADICAUX DE GAUCHE

Le comité de liaison de la gauche a accordé, mardi 9 mars, son investiture à deux candidats qui, à l'issue du premier tour de scrutin, ont donné leur adhésion au mouvement des radicaux de gauche :

● *Dans la Sarthe*, canton de Pontvallain, à M. Blanchard, qui a obtenu 875 voix (P.C., 691 ; P.S., 467) et qui affronte M. Boussard, ind. (977 voix). Un autre candidat indépendant, M. Amaslon, qui avait obtenu 815 voix, se maintient.

● *Dans la Seine-Maritime*, canton de Caudebec-en-Caux, à M. Pacaud, qui, avec 1 200 voix (P.C., 898 ; P.S., 751), menace sérieusement M. Malou, conseiller sortant radical soutenu dès le premier tour par les républicains indépendants, qui a obtenu 2 260 voix.

APRÈS LE PREMIER TOUR

● *M. Michel Jobert*, fondateur du Mouvement des démocrates, a déclaré à Radio Monte-Carlo, mardi 9 mars : « *Je crois que le premier tour n'a pas été le raz-de-marée que certains annonçaient. A cet égard, c'est bénéfique à la gauche, car cela aurait inquiété beaucoup de gens, tandis que la progression de la gauche accrédite l'idée qu'il doit y avoir, à un moment ou à un autre, une certaine alternance. Ce n'est pas un phénomène qui inquiète, c'est un phénomène qui indique. En ce sens, la majorité, qui est devenue la droite, me semble-t-il, devrait faire très attention à ce glissement vers l'opposition qui est la gauche. L'alternance sera possible quand le parti socialiste aura fait la démonstration qu'il se meut dans la gauche comme un poisson dans l'eau.* »

● *M. Bertrand Motte*, président du Centre national des indépendants et paysans, écrit dans le périodique de sa formation : « *La majorité n'a rien gagné en empruntant au mythe socialiste certains de ses accents ou en esquissant certaines de ses démarches. Ce faisant, elle démobilisait trop souvent les siens, tout déconfits des conséquences imprévues de leurs votes des dernières années, et elle désarmait elle-même les méfiances, instinctivement et parfaitement fondées, qui protégeaient le peuple français de la fascination marxiste. Le problème n'est pas de s'accommoder des recettes de l'adversaire, mais de démontrer que la volonté de libéralisme social qui nous a réunis lors de l'élection présidentielle est encore, dans un monde difficile, la meilleure voie vers la solution des problèmes de l'heure.* »

● *M. Jean Barbet*, secrétaire général du Centre indépendant : « *Un certain nombre d'avances faites au parti de M. Mitterrand par le président de la République ont eu pour effet d'accroître sa crédibilité sans aboutir, pour la majorité, au résultat escompté.* »

● *La C.F.D.T.* estime que les résultats du premier tour « *traduisent à leur manière une profonde aspiration des travailleurs et de la population à changer de politique* ». « *Malgré le découpage électoral*, déclare la centrale syndicale, *malgré les déclarations du porte-parole de la majorité sur le caractère non politique de ces élections, la population a tenu par une forte participation, inhabituelle dans ce genre d'élections, et par son choix, à marquer sa désapprobation à l'égard de la politique menée par le président de la République et son gouvernement* ». La C.F.D.T. conclut en affirmant qu'elle « *fera tout pour développer le mouvement de masse qui permettra de créer les conditions d'un changement radical* ».

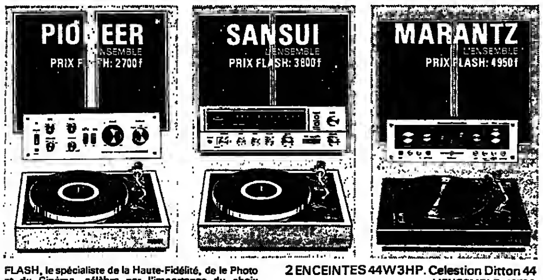
● *La Ligue communiste révolutionnaire* (trotskiste) : « *Sans surestimer la signification d'une telle consultation, il apparaît néanmoins clairement que le régime giscardien a été incapable, depuis les présidentielles, d'élargir sa base électorale. (...) Quant au parti communiste, il peut s'apercevoir que sa ligne actuelle profite essentiellement au P.S., qui apparaît comme le premier parti de la gauche réformiste sur le plan électoral. (...) La L.C.R., sans illusion sur l'efficacité de ce genre d'élections, appelle néanmoins les travailleurs à voter massivement au second tour pour le candidat ouvrier le mieux placé pour battre la réaction.* »

● *Le Comité de liaison pour l'action locale et régionale* : « *En refusant de se prononcer avec clarté pour la décentralisation, la majorité a préféré pratiquer la désuète politique des notables, ignorant les profonds besoins de formes nouvelles de représentation (...). La poussée du P.S. traduit en particulier l'impact des thèses favorables à la décentralisation, condamnées avec la plus grande maladresse par M. Giscard d'Estaing.* »

comparez les performances au salon de la Hi-Fi...

...et dans un auditorium HIFI FLASH

comparez les PRIX !



FLASH, le spécialiste de la Haute-Fidélité, de la Photo et du Cinéma, célèbre par l'importance du choix d'appareils qu'il propose à ses fans et par son extraordinaire politique du meilleur prix, a décidé de bousculer un peu le marché de la Haute-Fidélité.
Pour vous accueillir, il a transformé trois de ses points de vente en auditoriums HI-FI FLASH.
Vous y trouverez, dès aujourd'hui, les ensembles des plus grandes marques, aux fameux prix FLASH.
Dans tous les points de vente FLASH, vous bénéficierez en outre des mêmes prix sur la HI-FI, dans ses rayons spécialisés.
Profitez du Salon de la HI-FI pour comparer les performances et rendez-vous dans un POINT FLASH pour comparer les prix. Les quelques exemples que nous vous donnons dans cette page vous convaincront.
Bien entendu, vous trouverez également dans les 3 POINTS HI-FI FLASH des rayons spécialisés de photo ciné - son. Et dans tous les autres POINTS FLASH un rayon Haute-Fidélité.

CHAINE PIONEER
AMPLI PIONEER SA 6300 2 × 20 W
PLATINE CEC BD 2000 cellule Ortofon F 15
2 ENCEINTES 30 W Kef Chorale
L'ENSEMBLE: 2700f

CHAINE SANSUI
AMPLI-TUNER SANSUI 5512 FM-PO-GO
2 × 20 W - 4 sorties enceintes
PLATINE CEC BD 2000 cellule Ortofon F 15
2 ENCEINTES 30 W Celestion Ditton 15
L'ENSEMBLE: 3800f

CHAINE MARANTZ
AMPLI MARANTZ 1070 2 × 35 W
PLATINE CEC BD 7000, plateau 2 kg stroboscopique cellule Ortofon F20
2 ENCEINTES 44W 3HP. Celestion Ditton 44
L'ENSEMBLE: 4950f

CHAINE HIFISCOPE
AMPLI-TUNER HIFISCOPE. RS 30L
F.M. Stéréo PO. GO.
PLATINE CEC BD 2000 cellule Ortofon F 15
2 ENCEINTES IFBA SC 202
L'ENSEMBLE: 2250f

LES POINTS FLASH

AUDITORIUM Son. Photo. Ciné HIFI FLASH
● 45, rue du Bac (M° Bac) Tél: 222.12.60
● 87, av. du Maine (M° Montparnasse)
● 204, rue de Vaugirard (M° Volontaires)

Photo. Ciné. Hifi FLASH
Centres commerciaux:
● Belle-Epine Tél: 686.81.66
● Créteil (C.C. régional) Tél: 899.10.86
● Cergy- Pontoise C.C. des 3 Fontaines
Paris et région parisienne:
● 27, rue du Rocher (M° St-Lazare) Tél: 522.99.46
● 23, rue du Rocher (M° St Lazare) Tél: 522.62.46
● Choisy-le-Roi - 3, av. A. France Tél: 684.77.38
● Bourg-la-Reine - 3, rue du 8 mai 1945
● Créteil Palais de justice allée Parmentier
Province:
● Orléans - 13, rue Bannier Tél: 87.87.11
● Dijon - C. Coml Dauphine DIJON
● Rouen - C. Comm. Régional BARENTIN
● Caen - C. Comm. Régional CAEN - MONDEVILLE
● Marseille - 16, place Notre-Dame-du-Mont

FLASH VOUS INVITE GRATUITEMENT AU SALON DE LA HI-FI !
Durant toute la durée du Salon FLASH offre ou rembourse à tout acheteur d'une chaine HI-FI son entrée au salon HI-FI 76

صكنا من الاصل

Avant le deuxième tour des élections cantonales

se manifestent à gauche comme dans la majorité

candidat du P.C.F. en 1970, a déposé sa candidature (comme divers gauche), alors que le candidat du P.S., M. Tondon, est arrivé en tête au premier tour. Une procédure d'exclusion est engagée contre lui par la fédération communiste. De même, dans la Haute-Loire (cantons du Puy Nord et Sud-Ouest), le P.C.F. maintient ses candidats contre les socialistes qu'il refuse de ranger dans la catégorie des « représentants valables du programme commun », ce qui, au vu de la campagne des deux représentants du P.S. lors du premier tour, n'est pas inexact.

La gauche, en dépit de ces quelques problèmes, espère que le second tour confirmera le premier. Alors qu'elle détient 28 présidences de conseils généraux (18 pour le P.S., 8 pour les radicaux de gauche, M. Valbon, (P.C.) en Seine-Saint-Denis, et M. Grégory (div. gauche) dans les Pyrénées-Orientales), elle en espère une dizaine de nouveaux. Le P.S. semble assuré d'obtenir une majorité dans les Côtes-du-Nord, le Gers, l'Isère, le Puy-de-Dôme, le Territoire de Belfort et la Savoie. Il vise également les Ardennes, la Gironde et les Landes. Les radicaux de gauche lorgnent la Corse du Sud, et les communistes surveillent le Val-de-Marne, l'Essonne et l'Allier.

Au sein de la majorité, où les étiquettes sont plus floues qu'à gauche, les cas d'indiscipline sont relativement nombreux. C'est ainsi, par exemple, qu'à Toulon M. Arreckx, maire républicain indépendant de la ville, qui avait patronné ses propres candidats au premier tour, n'obtient pas le retrait des modérés. Dans deux cantons (Toulon 6 et 8), quatre candidats restent de ce fait en lice. A Nice, dans le sixième canton, M. Angier, conseiller sortant Centre républicain, n'obtient pas le désistement de M. Teussaint, réformateur, ancien conseiller général, ce qui donne à la gauche un espoir d'enlever ce siège. A Mortagne-au-Perche (Orne), le conseiller sortant favorable à la majorité n'obtient pas le retrait du républicain indépendant. Il est vrai que dans ce canton la gauche n'a aucune chance.

Le flou au sein de la majorité apparaît dans le fait que M. Bord, au nom de l'U.D.R., comme M. Diligent, au nom du Centre démocrate, ont contesté les statistiques du ministère de l'intérieur, alors que les chiffres fournis par M. Poniatowski en ce qui concerne la gauche sont à quelques unités près exacts.

La majorité s'intéresse d'ailleurs beaucoup plus au second tour qu'au premier. Il n'est plus question de dire que le scrutin n'est pas politique. Bien au contraire, profitant des perturbations provoquées mardi par la journée de revendications dans la fonction publique, le secrétaire général de l'U.D.R. a entrepris de dramatiser l'enjeu. Il accuse la gauche de vouloir s'engager dans une campagne d'agitation politique. — T. P.

D'UN DÉPARTEMENT A L'AUTRE

SEINE-SAINT-DENIS : comment Neuilly-sur-Marne et Neuilly-Plaisance ont viré

Sur les huit sièges en ballottage en Seine-Saint-Denis, le parti communiste a bon espoir de remporter ceux d'Aulnay-sous-Bois Sud, de Noisy-le-Sec, de Pantin Est, de Pantin Ouest. Le parti socialiste espère conquérir le canton de Bondy Sud-Est et l'U.D.R. celui de Villepinte, tous deux récemment créés.

Les électeurs de Neuilly-sur-Marne et Neuilly-Plaisance ont donné, sur le papier, la majorité à la gauche alors qu'autrefois, lorsqu'ils appartenaient au même canton, ils envoyaient siéger au conseil général M. Charles Cathala, sénateur et maire modéré de Neuilly-Plaisance, qui ne se représentait pas cette année.

A Neuilly-sur-Marne, M. Jacques Mahéas, candidat socialiste, devance, avec 2 798 voix, non seulement son concurrent communiste, M. Michel Sens (2 644 voix), et M. Roger Causiaux, radical de gauche (95 voix), mais aussi le maire modéré, M. André Kremser (2 734 voix). Pourquoi un tel résultat, qui ne correspond pas à celui des élections cantonales de 1970, où la gauche non communiste ne dépassait pas 700 voix ?

La poussée urbaine a apporté une population jeune, dont les besoins ont été satisfaits, vaille que vaille, grâce à une augmentation des impôts locaux de 100 % en quatre ans. L'absence d'emplois sur une zone industrielle qui devait en compter 4 000, le projet d'autoroute A 87, le manque d'équipements collectifs, ont amené les nouveaux venus à voter plutôt pour le candidat socialiste, trente-sept ans, directeur adjoint du C.E.S. dans lequel ils se reconnaissent, que pour M. Kremser, ingénieur en retraite, qui est maire seulement depuis 1974. Celui-ci, qui considérait ces élections comme le premier tour des élections municipales de 1977, avoue sa défaite : « *Grâce à la ZUP des Fauvettes, où 3 000 logements ont été bâtis depuis deux ans, mon concurrent socialiste va passer.* »

Autant la commune de Neuilly-sur-Marne a vu sa personnalité se modifier en six ans, autant celle de Neuilly-Plaisance est restée la zone pavillonnaire où l'on apprécie de tailler ses rosiers le dimanche. Cette stabilité sociologique n'a pas empêché la gauche de l'emporter spectaculairement dans le fief même de M. Cathala. Qui plus est, M. André Macé (P.C.), un ajusteur de quarante-six ans « parachuté » de Bagnolet, où il est maire adjoint, vient en tête avec 1 632 voix. Il est suivi de Mme Marie-Thérèse Dutriez (P.S.) avec 1 547 voix, et par MM. Gustave Jaumé (U.D.R.) avec 1 332 voix, André Gerinier (indépendant) avec 759 voix, et Haudiroy (Centre démocrate) avec 735 voix, soit 3 179 suffrages pour la gauche, et 2 826 suffrages pour la droite. M. Jaumé, qui portera seul, le 14 mars, les couleurs de la majorité, attribue sa position difficile au traumatisme des expropriations exigées par la prolongation de la ligne de métro express vers Marne-la-Vallée. Sur le plateau d'Avron, où se perpétue l'esprit de la campagne, on voit d'un mauvais œil le passage de l'autoroute A 3. « *J'ai présenté le plan d'urbanisme au conseil municipal*, résume M. Jaumé. *On m'a fait porter le chapeau de tout cela.* »

ALAIN FAUJAS.

VAL D'OISE : un « environnement » menaçant pour M. Chauvin

Deux cantons du Val-d'Oise ont, dès le premier tour du scrutin, particulièrement illustré l'évolution du département : Pontoise et Sarcelles. Le résultat des élections dans ces deux circonscriptions aura de lourdes conséquences sur la vie politique du département.

A Pontoise, la réélection de M. Adolphe Chauvin (Cent. dém.) est mise en cause après la décision de M. Jean Languedoc (mod. maj.), candidat des associations de l'environnement, de se maintenir.

Sénateur, maire de la ville, M. Chauvin est également président du conseil général depuis la création du département en 1967, et président du syndicat communautaire d'aménagement (super-conseil municipal) de la ville nouvelle, Cergy-Pontoise. Ces multiples mandats lui ont conféré une influence reconnue dans le département et au sein du conseil général. Réélu au premier tour en 1970, il subit aujourd'hui le double contre-coup de la poussée à gauche et des inquiétudes des Pontoisiens en matière d'environnement.

La poussée socialiste est d'autant plus évidente que la candidate du P.S., Mme Marie-France Lecuir, n'a pas de réel passé politique dans la ville : le socialiste qui siège au conseil municipal ne s'est pas présenté aux élections. Quant à M. Jean Languedoc, il s'était présenté à la demande des associations ; c'est à leur demande qu'il se maintient : « *Pontoise devient une banlieue*, déclare le candidat, *les emplois s'expatrient ; dans quelques années, la ville sera une cité-dortoir. Après le premier tour, M. Chauvin m'a promis de prendre en compte les préoccupations des associations, mais rien n'indique qu'il va changer de politique. Je me maintiens donc au second tour.* »

Le 7 mars, M. Chauvin a obtenu 2 498 voix, Mme Lecuir 2 077, M. Languedoc 2 042 et Mme Christine Bichard (P.C.) 1 471. En se maintenant, M. Languedoc limite l'électorat potentiel du maire de Pontoise. Le « ras-le-bol » qu'exprime sa candidature pourrait bien profiter au P.S.

Dans le nouveau canton de Sarcelles-Saint-Brice le ballottage du député communiste, maire de la ville, M. Henri Canacos, est explicable autant par la poussée socialiste que par l'avance du candidat favorable à la majorité, M. Raymond Lamontagne. Sarcelles est un bastion communiste, l'élection de 1973 l'avait démontré. Le découpage cantonal intervenu en 1975, en créant une nouvelle circonscription, a mis en valeur les suffrages des électeurs de Saint-Brice (où M. Lamontagne a fait son meilleur score) et ceux du grand ensemble de Lochère, fief des socialistes à Sarcelles.

Une cinquantaine de voix séparent M. Canacos de son adversaire, le report intégral des voix socialistes (plus de 1 300) devrait assurer l'élection du maire communiste.

● *Le comité directeur du Front progressiste* (gaullistes d'opposition) a décidé pour le second tour de soutenir les candidats d'opposition les mieux placés, « *pour contribuer à faire échec à la politique antisociale et d'abandon national du pouvoir giscardien* ».

LE « CAS » DE BRUAY-EN-ARTOIS

Parmi les quelques cantons que le parti socialiste enlèvera aux communistes — et dont les commentateurs de la majorité ont fait grand cas — figure celui de Bruay-en-Artois (Pas-de-Calais).

M. Wacheux, P.S., a en effet obtenu 10 345 voix contre 8 085 au conseiller sortant communiste, Mme Lesieux (et 2 811 à l'U.D.R.).

M. Wacheux était d'autant mieux placé qu'il est maire de Bruay-en-Artois, où habitent plus de la moitié des habitants du canton.

Il s'agit en outre d'un siège que les socialistes possédaient en 1970. Le conseiller sortant, M. Derancy, ancien député, ne s'était pas représenté, et le nouveau candidat socialiste avait été légèrement distancé au premier tour par celui du P.C. M. Derancy avait, il est vrai, succédé en 1964 à un communiste, ancien député lui aussi, M. Mancey.

Le moins qu'on puisse dire est que, tout en restant toujours à gauche, le canton flotte, selon les candidats et les époques, entre le P.S. et le P.C.

YVELINES : M. Jean-Paul David résiste M. Métayer s'efface

Deux grands notables du département ont été mis en cause dès le premier tour de scrutin : M. Jean-Paul David, à Mantes-la-Jolie ; M. Pierre Métayer, à Meulan.

M. Jean-Paul David, président du parti libéral européen, ancien député, maire de Mantes depuis 1947, a rallié la majorité lors de l'élection présidentielle. Il est devancé, dans son fief, par l'un de ses anciens co-listiers socialistes des élections municipales de 1971, M. Picard (qui a, depuis, quitté le conseil municipal). Résultat d'autant plus étonnant que, selon ses adversaires, M. David se présentait dans un canton neuveau, « *taillé sur mesure pour lui offrir un siège au conseil général des Yvelines* ». L'intéressé proclame que c'est l'inverse qui est vrai.

« *Mantes étant devenu canton, je ne pouvais pas ne pas me présenter. Je ne me voyais pas, tous les matins, expliquer à un conseiller général qui n'en serait pas le maire les dossiers de la commune* », déclare-t-il. Il ajoute : « *Je suis victime, en quelque sorte, du prodigieux développement de notre ville. Nous avons dépassé 80 000 habitants en 1975. Tout n'a pu être fait tout de suite.* »

Au premier tour, la gauche a totalisé 5 848 voix. M. David en a obtenu 3 018, et le candidat UDR 1 925. Le maire de Mantes peut compter sur les 228 suffrages de M. Jombak et sur la mobilisation des abstentionnistes (45 %) du premier tour. Deux autres facteurs influeront sur les motivations des électeurs au second tour : M. Jean-Paul David a été, pendant la guerre froide, l'un des porte-parole les plus en vue de l'anticommunisme et il est connu pour son antigaullisme.

Dans le canton de Meulan, c'est une forme ancienne du socialisme qui s'éteint alors que se manifeste ailleurs le renouveau socialiste. M. Pierre Métayer, ancien ministre de la IVe République, ancien député, maire des Mureaux et conseiller sortant, a été devancé de plus de 1 700 voix par M. Le Toulec (P.C.), qui a fait une campagne très dynamique. Les amis de M. Métayer estiment que celui-ci — qui s'est retiré dignement — a été victime de la prolifération de candidatures peu précises, qui ont drainé la partie modérée de son électorat habituel et contre lesquelles il avait d'ailleurs mis en garde les électeurs. Trois candidats modérés et un écologiste se partagent quelque 3 500 voix, dont on imagine mal qu'elles puissent inquiéter sérieusement M. Le Toulec (4 855 suffrages en premier tour), même s'il ne bénéficie pas du report intégral des 3 108 suffrages recueillis par M. Métayer.

Le nouveau parti socialiste s'incarne notamment à Rambouillet, en la personne de M. Malandain. Le renouvellement des notables se manifeste aussi dans l'autre camp puisque c'est M. Jean-Daniel Camus, R.I., conseiller technique au cabinet du président de la République, qui cherche à succéder à M. Pierre Levêque, modéré favorable à la majorité, qui ne se représente pas. S'il est arrivé largement en tête du scrutin de ballottage avec 5 140 voix, M. Camus ne bénéficie d'aucun désistement alors que M. Malandain peut compter sur le potentiel de la gauche : 7 657 voix.

HÉRAULT : M. Brousse, maire de Béziers en posture difficile

De notre correspondant

Dans le premier canton de Béziers, le maintien de M. Guignes (Centre démocrate), qui a obtenu 1 790 suffrages, peut faire perdre son siège à M. Pierre Brousse, sénateur, maire, conseiller sortant, arrivé en tête avec 1 950 voix. M. Brousse, qui a quitté le Mouvement des radicaux de gauche, était soutenu par le parti radical. La candidate communiste, Mme Fresquet, a obtenu 1 609 voix ; le représentant du P.S., 1 499, et un radical de gauche, 673.

Situation analogue à Lodève, où le maintien de M. Barral (act. loc.), 730 voix, met le conseiller sortant, M. Mercadier (radical), 1185, en position difficile devant le candidat socialiste, M. Allbert, 704 voix. Celui-ci bénéficie du désistement de M. Mallet (radical de gauche), maire de Lodève, pourtant arrivé avant lui au premier tour avec 727 voix.

A Montpellier, le maintien de candidats marginaux peut peser sur les résultats du second tour, en raison des scrutins serrés du premier.

Dans le deuxième canton, le maintien de Mme Hélène Cazorla (action locale), 336 voix, rend précaires les chances de M. Pourquier, conseiller sortant (U.D.R.), contre M. Antonini (P.S.). De même, dans le sixième canton, le maintien de M. Garzillo (action locale), 151 voix, compromet les chances de M. Pons, conseiller sortant (Centre démocrate), menacé par M. Dumonteil (P.S.). En revanche, dans le quatrième canton, le maintien de M. Arrighi (action locale), 118 voix, devrait favoriser M. Belorgeot, conseiller sortant socialiste, pour qui s'est désistée Mme Pecqueur (action locale), 105 voix.

PYRÉNÉES-ORIENTALES : M. Alduy (P.S.) maire de Perpignan se retire

De notre correspondant

Perpignan. — A l'issue du dépôt des candidatures pour le second tour des cantonales, on constatait que M. Paul Alduy, député, maire de Perpignan, qui avait abandonné le canton 3 (choisi en 1973, après le nouveau découpage des circonscriptions) pour se présenter, au premier tour, dans le canton 6 du centre ville, se retirait purement et simplement. Arrivé en seconde position, après le docteur Camo, conseiller sortant et candidat de la majorité, le représentant du parti socialiste n'a pas voulu bénéficier des voix communistes comme la logique de l'union de la gauche l'aurait voulu. Il est vrai que M. Alduy n'aime pas les communistes et que ceux-ci d'ailleurs le lui rendent bien.

Dans la déclaration qu'il a adressée à la presse, M. Alduy considère qu'une grande partie de la population a fait preuve d'ingratitude à l'égard d'une municipalité qui a pourtant mis en valeur le centre-ville.

Cette incompréhension conduit le maire à « *s'écarter en toute quiétude des bancs du conseil général* et à *préférer, comme Gaston Defferre, député, maire de Marseille, et Dubedout, député, maire de Grenoble, quitter le conseil général plutôt que d'altérer, si peu que ce soit, sa liberté d'homme politique et de premier défenseur de la ville de Perpignan* ».

« *J'ai estimé*, ajoute-t-il, *en mon âme et conscience, que bien qu'ayant siégé au conseil général pendant vingt et un ans, je n'avais pas le droit de rompre avec cette tradition de liberté qui a toujours été la mienne. Je veux demain, comme hier et aujourd'hui, administrer la ville de Perpignan sans aucune entrave partisane...* »

M. Alduy songe aux municipales de 1977 et ne veut pas se lier aux communistes avec lesquels il ne tient pas à gérer la ville.

Me Henri Parrat, conseiller général sortant, socialiste a maintenu sa candidature dans le canton 5 de Perpignan. Il donne sa démission du parti, au moment où les instances nationales l'excluent. Voilà une affaire qui touche au profond de lui-même le parti socialiste dans un département où rien ne se passe comme ailleurs. Il est vrai que Me Parrat, membre de la municipalité de M. Alduy, est aussi un grand ami de M. Gregory, sénateur, apparenté aux socialistes, président du conseil général, un cas sur la scène politique des Pyrénées-Orientales.

ARDENNES : le P.C. refuse de se retirer dans un canton

De notre correspondant

Charleville-Mézières. — Dans les Ardennes, les désistements entre candidats de gauche ne joueront que dans dix cantons, sur les onze en ballottage. L'exception se situe à Sedan-Ouest, où le candidat socialiste, M. Stevenin, a devancé de 69 voix (2 329 contre 2 260) M. Soulet, conseiller général sortant communiste.

Arguant du fait que le scrutin a été faussé « *par le décès, à la veille du premier tour, de Mme Wouthier, candidate de la majorité* », la fédération du parti communiste a décidé de maintenir son candidat pour le second tour. Le Centre démocrate a, de son côté, décidé de présenter M. Michel Loupe, afin d'assurer, dimanche, la présence de la majorité.

VAR : rivalité entre le maire de Toulon et les modérés

De notre correspondant

Toulon. — Dans deux cantons de Toulon (Var), les sixième et huitième, quatre candidats restent en présence pour le second tour, du fait de conflits entre les candidats modérés et le maire de la ville.

A Toulon 6, M. Maurice Arreckx, maire de la ville, républicain indépendant, qui a obtenu 4 907 voix, affronte M. Jean-Paul Ferrier, parti socialiste, qui, bénéficiant du désistement du parti communiste, dispose théoriquement d'un capital de 4 814 suffrages. M. Philippe Mollet, sans étiquette, 927 voix, se maintient, ainsi que M. Ollivier, candidat du Centre national des indépendants, 878 voix. Dans ce canton, la participation électorale avait été faible au premier tour : 50,34 % de votants.

Dans le huitième canton, M. Jacques Pizard, parti communiste (2 188 voix) bénéficie du désistement de M. Maestracci, parti socialiste (1 597 voix). Le parti communiste tentera de reprendre le siège qu'il avait dû céder en 1970 à M. Colombani, républicain indépendant. M. Colombani (1 804 voix), en froid avec M. Arreckx, qui avait soutenu dans ce canton M. Henri Fabre, son premier adjoint, s'est retiré sans prendre position. M. Fabre (2 150 voix) et M. Pieroni, Centre national des indépendants (766 voix), devront compter avec un nouveau venu : M. Paul Steiger, sans étiquette.

A Draguignan, M. André Gayrard, conseiller sortant, socialiste, qui avait manqué de fort peu son élection au premier tour, reste seul en lice.

CORRÈZE. — Deux élections triangulaires et neuf duels pour le second tour. A Brive-Sud, où le sortant, radical de gauche, ne se représentait pas, le maintien de M. Boisserie, U.J.P., soutenu par M. Jean Charbonnel, maire de Brive, qui avait recueilli 1 515 voix, peut menacer le candidat de la majorité, M. Lacombe. Ce dernier, arrivé en tête avec 3 446 voix, ne bénéficiera que des voix de deux autres candidats, indépendants et radical (779 et 311 voix), contre M. Chaminade, P.C. (3 111 voix), pour qui M. Catala, radical de gauche (2 597 voix), s'est désisté.

A Egletons, face à M. Crouzette (majorité), arrivé en tête avec 1 904 voix, M. Julien, P.C. (913 voix) bénéficie du désistement socialiste (749). M. Duby (act. loc.), qui avait recueilli 511 voix, se maintient.

HAUTE-VIENNE : sur quinze cantons en ballottage, trois seront le théâtre d'un « triangulaire » : au Dorat, M. Clisson, conseiller sortant, mod. maj (1 406 voix), affrontera MM. Jallet, sans étiq. (1 235 voix) et Robert, P.C. (640 voix) ; à Limoges-Centre, M. Serieyx, conseiller sortant, mod. maj. (1 294 voix), aura en face de lui MM. Fresau, P.S. (779 voix) et Penicaud, extr. dr. (58 voix) ; à Limoges-Landouze, M. Longequeue, conseiller sortant, P.S. (3 649 voix) se verra opposer MM. Levêque, U.D.R. (1 258 voix) et Dupouy, P.S.U. (449 voix) ; à Saint-Mathieu, un duel opposera le sortant communiste, M. Marcillaud, arrivé en tête au premier tour (1 581 voix), à un socialiste, M. Lathière (1 349 voix), qui refuse de se retirer.

Précisions et mises au point

AISNE. — Dans le canton de Soissons Sud, M. Lefranc, P.S., a obtenu 2 506 voix (et non 506). Il est donc arrivé en seconde position derrière M. Laurent, conseiller sortant communiste (2 765 voix).

CHARENTE-MARITIME. — Dans le canton de La Tremblade, M. Mandin, qui est en tête du ballottage, bénéficie de l'investiture du Mouvement des radicaux de gauche.

DORDOGNE. — Dans le canton de Bergerac 1, M. Marret, maire socialiste de la ville, a été élu dès le premier tour.

HAUTE-GARONNE. — Dans le canton de Toulouse 5, M. Osette, arrivé en tête du premier tour, est U.D.R. et non républicain indépendant. M. Challo, à qui, dans le même canton, nous avions attribué l'étiquette U.D.R., était en réalité « Union des républicains démocrates » (act. loc.)

Dans le canton de Toulouse 15, où M. Cavaillé, conseiller sortant R.I., secrétaire d'État aux transports, est arrivé en tête du scrutin de ballotage avec 5 678 voix, c'est M. Bordes, P.S., qui a obtenu 3 461 voix, suivi par M. Montfort, P.C., 2 201 voix : il y avait eu inversion des chiffres entre ces deux candidats. La présence au second tour d'un candidat socialiste est, évidemment, plus menaçante pour M. Cavaillé.

HAUTE-LOIRE. — Dans le canton de Bas-en-Basset, M. Antoine Dupuy (ind.) a été proclamé élu. Il a recueilli 1 184 voix sur 2 231 suffrages exprimés.

LOT. — Dans le canton de Saint-Céré, M. Martignac est P.S. et non P.C.

MAINE-ET-LOIRE. — Dans le canton de Thouarcé, M. Cesbron-Lavau a obtenu 1 240 voix et non 124 comme nous l'a fait écrire une erreur de transcription. Les résultats de ce canton sont donc :

MM. Jolivert, 2 364 ; de Saint-Pern, c.s., mod. maj., 1 699 ; Cesbron-Lavau, 1 240. Il y a ballottage.

OISE. — M. Amsallem, conseiller sortant (P.S.), du canton de Beauvais Nord-Est, arrivé en tête du ballottage, est bien placé pour l'emporter ; il a gagné 3 % de voix par rapport à l'élection partielle de décembre 1972 à l'issue de laquelle il était entré au conseil général.

SEINE-MARITIME. — Dans le canton d'Eu, une erreur de transcription nous a fait attribuer les voix recueillies par M. Garraud (P.C.) à M. Balandrade (P.S.) C'est M. Garraud, avec 3 449 voix, qui arrive en tête des candidats de la gauche devant M. Balandrade qui a obtenu 3 058 voix.

TARN-ET-GARONNE. — Dans le canton d'Auvillar, M. Vidalot, conseiller sortant, en tête du ballottage est investi par les radicaux de gauche.

Dans le canton de Bourg-de-Visa, M. Richard, conseiller sortant, divers gauche était, dès le premier tour, soutenu par le P.S. Il est en tête du ballottage.

VAL-D'OISE. — Dans le canton de Soisy-sous-Montmorency, le maire, M. Faugeron, qui arrive en tête du ballottage, est sans étiquette et non Centre démocrate.

VAL-DE-MARNE. — Dans le canton de Chennevières-sur-Marne, les résultats complets sont les suivants : MM. Lefèvre d'Ormesson, anc. dép., maire d'Ormesson, C.N.I., 3 058 ; Roméo, P.C., 2 736 ; Zaccheroli, P.S., 1 863 ; Lafaille, s. étiq., 1 174 ; Fontanille, U.D.R., 875 ; David, mod. maj., 338 ; Jondeau, P.S.U., 280.

LA NOUVELLE

REVUE DES DEUX MONDES

Président : JEAN JAUDEL — Mensuel

FONDEE EN 1829 — MARS 1976 — LE NUMERO 12 F

L'Egypte et la France : affinités culturelles.	VALERY GISCARD d'ESTAING	513
L'armée : les gauchistes contre la nation	* * *	517
Présence du passé	JEAN GUITTON *de l'Académie française*	524
La poupée de Nuremberg (Nouvelle)	ARTHUR CONTE	538
L'utopie intérieure (II)	MAURICE SCHUMANN *de l'Académie française*	549
Construire l'Europe des peuples	PIERRE ABELIN	559
Poèmes	JEANNE TSATSOS	565
PORTRAITS ET SOUVENIRS :		
• « Pierre de Margerie et la vie diplomatique de son temps (1861-1942) »	FRANÇOIS SEYDOUX	571
Les écrivains et « l'ennui »	DUCHESSE EDMEE DE LA ROCHEFOUCAULD	579
« La Voie des masques »	MAURICE RHEIMS	588
La croissance et l'emploi (I)	JEAN OUESNEL	599
Energie, indépendance et défense (II)	JACQUES BALLET	606
Martin (Récit)	MARCEL SCHNEIDER	617
L'abbé Mékhitar : un grand missionnaire arménien	GÉRARD STEPHANESCO	621
Avec Jacques Chirac à Delhi	BERNARD LEFORT	624
LE BICENTENAIRE DE L'INDEPENDANCE AMERICAINE		
• La Fayette et « l'âme de Lagrange »	RENÉ DE CHAMBRUN	627
Propos	GASTON PALEWSKI *de l'Institut*	640
La politique extérieure	FRANÇOIS SEYDOUX	656
La politique intérieure	MARCEL GAGILLY	663
	JOSEPH BARSALOU	666
A l'Université	PASCAL ARRIGHI	669

LES CHRONIQUES ET ESSAIS DE : PIERRE DE BOISDEFFRE. — ANDRÉ BOURIN. — GEORGES CHARENSOL. — PHILIPPE SÉNART. — YVAN CHRIST. — FERNAND LOT. — PAULE FOUGÈRE. — MIHAI DE BRANCOVAN. — ANTOINE GALÉA. — ROGER RÉGENT. — PIERRE AUDINET. — JACQUELINE DE CHIMAY. — ANDRÉ BOGAERT. — RENÉ ELVIN. — MARC BLANCPAIN. — ROBERT DE SAINT JEAN. — RICHARD SINDING. — JACQUES DE RICAUMONT. — CHANTAL DE LA VÉRONNE. — LUCIENNE CURIE-SEIMBRES.

15, RUE DE L'UNIVERSITE - PARIS-VII° — Tél. 261.21.49

Spécimen gratuit sur demande

POLITIQUE

M. MARTINET : Georges Marchais cherche un compromis historique avec le nationalisme gaulliste.

M. Gilles Martinet, membre du secrétariat du parti socialiste, a déclaré à l'agence italienne ANSA :

« Marchais veut faire lui aussi son compromis historique, non avec la démocratie chrétienne favorable à l'Europe, mais avec le nationalisme gaulliste hostile à la construction européenne.

» Marchais a qualifié de « crime » contre la France » l'initiative d'élire un Parlement européen au suffrage universel. Ceci est grave, et le serait encore plus si Giscard d'Estaing devait soumettre la question à un référendum, parce que dans ce cas la gauche se diviserait nettement. La position du P.C.F. constitue à cet égard un pas en arrière par rapport au programme commun, dans lequel il était affirmé qu'un gouvernement de gauche français devrait s'insérer dans le cadre européen avec une fonction de démocratisation. Je dois ajouter que le P.C.F. crée des obstacles à la politique unitaire des partis communistes et socialistes de l'Europe méridionale.

» Nous considérons la phase actuelle de la politique du P.C.F. comme une équivoque, en ce sens que le P.C.F. veut maintenir une hégémonie sur les socialistes, à laquelle il devra toutefois renoncer s'il continue à rester plus faible que nous. »

● *M. Valéry Giscard d'Estaing* recevra à dîner les membres du gouvernement jeudi soir, 11 mars.

● *Au cabinet de Mme Alice Saunier-Seïté*, secrétaire d'Etat aux universités, M. Jacques Arnin, maître de conférences, est nommé conseiller technique.

En créant le bulletin « Réformer »

LE COMITÉ NATIONAL DE SOUTIEN AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE VEUT FAIRE MIEUX CONNAITRE LE CONTENU DES RÉFORMES.

Le Comité national de soutien au président de la République, dont le délégué général est M. B dont le délégué général est M. Bertrand de Maigret, conseiller de Paris, membre du bureau politique de la Fédération nationale des républicains indépendants, publie un bulletin, *Réformer*, dont le premier numéro vient de paraître. « *Cette publication, qui sera éditée toutes les six semaines*, explique M. de Maigret, *est destinée à ceux qui veulent mieux connaître le contenu des réformes entreprises par le président de la République.* »

Ce premier numéro comprend des articles de MM. Christian Bonnet, ministre de l'agriculture, sur la situation de la viticulture française (article écrit avant les événements de Montredon), Vincent Ansquer, ministre du commerce et de l'artisanat, sur la revalorisation des métiers d'art, Jacques Barrot, secrétaire d'Etat au logement, sur la réforme du logement, André Rossi, secrétaire d'Etat, porte-parole du gouvernement, sur la réforme de l'O.R.T.F., et une « tribune libre » sur la taxation des plus-values.

Dans son éditorial, M. de Maigret écrit notamment : « *Il est temps que les libéraux se fassent entendre partout, sur leur lieu de travail et près de leur domicile. Il n'est pas d'assemblée élue dont ils puissent se désintéresser : les syndicats et associations de toutes sortes constituent autant de possibilités d'action civique où ils peuvent s'exprimer et convaincre.* »

OUTRE-MER

SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON

Oui « contraint et forcé » à la départementalisation

Les électeurs du territoire français d'outre-mer de Saint-Pierre-et-Miquelon étaient consultés dimanche 7 mars — à l'initiative des deux municipalités de l'archipel — sur le projet de transformation du statut territorial en statut départemental (*le Monde* daté 7-8 mars). Cette modification avait été proposée par M. Olivier Stirn le 21 octobre dernier, mais le gouvernement s'était refusé à recourir à une consultation de type référendaire pour connaître les sentiments de la population sur le projet.

Les élus locaux, en majorité socialistes, avaient proposé trois types de réponse à leurs électeurs : « *oui* » au projet de départementalisation, « *non* », et « *oui contraint et forcé* » ; cette troisième réponse étant celle qu'ils recommandaient. M. Pen, sénateur socialiste du territoire, et les principaux élus, après négociation avec M. Olivier Stirn, secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, avaient donné leur accord au projet.

En grande majorité, les votants se sont prononcés pour le « oui » contraint et forcé » (1). Le conseil général n'en a pas pour autant émis, mardi, une réponse catégoriquement affirmative. Il a posé plusieurs conditions à son acceptation, conditions qui portent notamment sur la lutte contre la hausse des prix, les équipements et la fiscalité.

M. STIRN : des apaisements

M. Olivier Stirn a déclaré, mercredi matin 10 mars : « *Le gouvernement va déposer son projet de loi organisant la départementalisation du territoire de Saint-Pierre-et-Miquelon. Lors de la discussion de ce texte à l'Assemblée nationale, j'apporterai des apaisements et des réponses claires sur les points soulevés par le conseil général.*

» Quant à l'éventualité d'une consultation officielle de la population, si le Parlement, par voie d'amendement, propose que le projet de loi soit soumis aux électeurs de l'archipel, le gouvernement, naturellement, ne s'y opposera pas. »

(1) A Saint-Pierre, ville dont M. Albert Pen est le maire, il y a eu 59 % d'abstention. Le « *oui* » a recueilli 8,04 % des suffrages exprimés, le « *oui, contraint et forcé* » 59,56 %, le « *non* » 32,40 %. A Miquelon, où 45 % des électeurs ont voté, le « *oui* » a obtenu 10,80 % des suffrages, le « *oui, contraint et forcé* » 84,80 %, et le « *non* » 4,40 %.

OFFRE SPÉCIALE

Le nouvel adoucisseur CULLIGAN est présenté au Salon des Arts Ménagers. Profitez du prix spécial de lancement.

Culligan. "CULLIGAN SERVICE" A VOTRE SERVICE.

Arts Ménagers niveau 1 allée TU n° 18
CULLIGAN France - 4, avenue du Président-Kennedy
78340 Les Clayes-sous-Bois

Promex constate que ses appartements sont recherchés pour 4 raisons principales :

Le choix des emplacements:
Il est vrai que Promex construit, dans Paris ou près de Paris, dans des quartiers vivants – à la fois résidentiels et commerçants – et facilement accessibles.

Les proportions raisonnables des immeubles:
Les 40 immeubles réalisés par Promex sont tous à l'échelle humaine, élégants et fonctionnels; on a plaisir à les regarder, à les retrouver, à les habiter.

Le sérieux de la construction
Les architectes, les entrepreneurs vous le confirmeront: Promex est exigeant jusqu'au moindre détail, des matériaux aux équipements, du gros-œuvre aux finitions. Un exemple : Promex utilise les services d'ingénieurs-conseils en insonorisation.

La vente à prix fermes et définitifs:
Promex n'ignore pas ce que représente l'achat d'un appartement: il vous livre des appartements de qualité, entièrement terminés dont les prix, calculés au plus juste, sont pour tous les programmes, fermes et définitifs à la réservation. Vous connaissez ainsi dès le départ le montant de votre investissement.

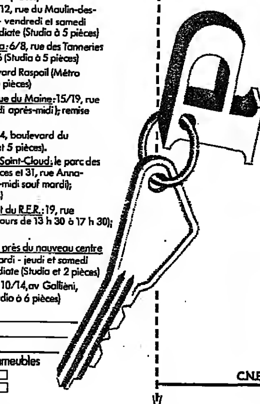
Promex tient ce qu'il promet

PROGRAMMES EN COURS
(Bon à retourner à Promex)

- ☐ 12° entre les stations de métro Reuilly-Diderot et Gare de Lyon : 21, rue Crozatier; remise des clefs fin 1976 (Studio à 5 pièces)
- ☐ 13° près de la Place d'Italie, côté bd Blanqui : 10/12, rue du Moulin-des-Prés (appartement témoin lundi - mercredi - vendredi et samedi de 13 h 30 à 17 h 30); remise des clefs immédiate (Studio à 5 pièces)
- ☐ 13° dans une rue calme, à deux pas du bd Arago : 6/8, rue des Tanneries (Métro Gobelins); remise des clefs début 1976 (Studio à 5 pièces)
- ☐ 14° en plein quartier Montparnasse : 226, boulevard Raspail (Métro Raspail); remise des clefs fin 1976 (Studio à 5 pièces)
- ☐ 14° à deux pas du Métro Pernety, près de l'avenue du Maine : 15/19, rue Niepce (appartement témoin samedi et lundi après-midi); remise des clefs immédiate (Studio à 5 pièces)
- ☐ 14° à proximité des Jardins du Luxembourg : 164, boulevard du Montparnasse; remise des clefs fin 1976 (2 et 5 pièces).
- ☐ 92 Boulogne-s/Seine, entre le Bois et le Pont de Saint-Cloud : le parc des Abondances (5 500 m²) 17, rue des Abondances et 31, rue Anna-Jacquin (appartement témoin tous les après-midi sauf mardi); remise des clefs immédiate (Studio à 6 pièces)
- ☐ 92 Rueil-Malmaison, au calme, près du Centre et du R.E.R. : 19, rue P. Brossolette (appartement témoin tous les jours de 13 h 30 à 17 h 30); remise des clefs Eté 1976 (2 à 5 pièces)
- ☐ 93 Bagnolet (Métro Galliéni - Parc de Bagnolet), près du nouveau centre d'affaires : 53, av. Gambetta (app. témoin mardi - jeudi et samedi de 13 h 30 à 17 h 30); remise des clefs immédiate (Studio et 2 pièces)
- ☐ et la Résidence du Lac d'Enghien (à 100 m du lac), 10/14, av Galliéni, 93 Epinay-s/Seine; remise des clefs fin 1976 (Studio à 6 pièces)

M. ____________
adresse ____________

désire recevoir une documentation sur le ou les immeubles cochés ci-dessus pour : St. ☐ 2 p. ☐ 3 p. ☐ 4 p. ☐ 5 p. ☐ 6 p. ☐



Promex
65, rue Rennequin, 75017 Paris. Tél. 755.82.10
Métro : Péreire - Parking gratuit : 40 rue Laugier

M 7

CNEIL

L'ENCYCLOPÆDIA UNIVERSALIS

Tout le monde en parle! Mais que peut-elle faire pour vous?

- Apporter la réponse immédiate à toutes vos questions, dans tous les domaines,
- mettre à votre disposition 3.800 spécialistes internationaux parmi les plus éminents de notre époque,
- vous permettre d'approfondir vos connaissances et de les enrichir chaque jour davantage,
- traiter des grands thèmes qui vous concernent en 19.000 articles-dossiers qui ne se contentent pas d'énoncer les faits, mais qui les expliquent et les commentent,
- complémenter l'enseignement secondaire et supérieur que reçoivent vos enfants et susciter des vocations.

Pour avoir tous les détails sur cet ouvrage unique au monde, demandez vite la somptueuse brochure que le Club Français du Livre a éditée pour vous. Elle est gratuite!

- 20 volumes
- 21.760 pages
- 5.500 articles principaux
- 13.500 articles de complément
- 20.681 illustrations en noir et en couleurs
- élégante reliure ivoire gravée à l'or.

Gallschalk

L'ENCYCLOPÆDIA UNIVERSALIS
la nouvelle grande encyclopédie française.

Bon pour une documentation GRATUITE
Offre valable seulement pour la France métropolitaine.

Je vous remercie de m'adresser, sans engagement de ma part, votre brochure Encyclopaedia Universalis et de me faire connaître les facilités de paiement réservées aux amis du Club Français du Livre.

Nom et prénom ____________
Adresse ____________
Code postal et ville ____________

à retourner au Club Français du Livre — 5557
7, rue Armand-Moisant - 75754 Paris Cedex 15

ROBERT CHAPUIS

LES CHRÉTIENS ET LE SOCIALISME

"L'itinéraire d'un militant catholique engagé dans les combats de la gauche". L'UNITÉ

"l'ordre des choses" dirigée par B Barret-Kriegel

PUBLICIS N 544

CALMANN-LÉVY

هكذا من الاصل

ÉDUCATION

AUX COTÉS DES FONCTIONNAIRES

Les manifestations étudiantes du 9 mars ont revêtu peu d'ampleur

Les délégués étudiants à la « coordination nationale » contre la réforme du second cycle, réunie à Paris pendant le week-end dernier, appelaient à deux journées de grève et de manifestation, mardi 9 et mercredi 10 mars. Il est difficile d'évaluer l'ampleur qu'a revêtue, mardi, la grève étudiante, celle-ci coïncidant avec la grève des salariés de la fonction publique, et donc des enseignants. La participation des étudiants aux cortèges organisés dans les différentes villes par les syndicats de la fonction publique a été peu importante.

La journée du 9 mars a eu lieu dans le calme. Toutefois, au centre universitaire Tolbiac (Paris-I), des incidents ont opposé des vigiles à des étudiants qui « occupaient » un local administratif. La police, qui entourait le bâtiment, n'est pas intervenue.

● A PARIS, trois mille étudiants, auxquels s'étaient joints des lycéens, ont pris part, en queue de cortège, à la manifestation qui a rassemblé plusieurs dizaines de milliers de salariés de la Bastille au Palais-Royal (*le Monde* du 10 mars).

Les militants de l'Union nationale des comités d'action lycéens (UNCAL, proche des communistes), scandant « *Non à la réforme Haby !* », ont défilé aux côtés des syndicats. Les autres lycéens et les étudiants formaient une cortège distinct, à l'appel de comités de grève et des comités de lutte.

On pouvait remarquer, parmi eux, des étudiants venus des centres de Tolbiac (Paris-I), Clignancourt (Paris-IV), Jussieu (Paris-VI et VII), ainsi que des universités de Vincennes (Paris-VIII) et de Nanterre (Paris-X). Des élèves des instituts universitaires de technologie invitaient, par leurs slogans, leurs camarades étudiants, à pratiquer la solidarité avec eux. Quelques centaines de militants de l'Union nationale des étudiants de France (UNEF ex-Renouveau) fermaient le cortège.

Une nouvelle manifestation doit avoir lieu, ce mercredi 10 mars dans l'après-midi.

● EN PROVINCE, des étudiants ont participé en nombre restreint aux cortèges dans un certain nombre de villes, et notamment à Amiens, à Lyon, à Rennes, à Tours et à Nice.

D'autre part, les élèves de l'Ecole nationale supérieure d'arts et métiers (ENSAM) sont en grève, à Paris et en province, ce mercredi 10 mars pour manifester leur inquiétude devant la réforme de l'enseignement technologique supérieur préparée par le secrétariat d'Etat aux universités et le départ prochain de M. Louis Feuvrais, directeur de l'ENSAM.

Rentabilité et sélection

Les manifestations étudiantes du mardi 9 mars, aux côtés des fonctionnaires, ont donné le pouls des universités : inquiétude et amertume s'exprimant par de nombreuses grèves, révolte sourde mais sans explosion capable de projeter la masse des étudiants dans la rue. A Paris, ils étaient à peine trois mille. En province, les cortèges de jeunes, lorsqu'il y en a eu, n'ont pas rassemblé la foule des grands jours. C'est une confirmation, s'il en fallait, de la morosité qui règne cette année sur les campus, de l'émiettement du monde étudiant et de son isolement (le Monde *du 6 mars*).

Des motifs d'inquiétude, les étudiants en ont déjà présentement : plus de la moitié d'entre eux sortiront de l'université sans diplôme ; la plupart des autres ne trouveront pas d'emploi en rapport avec leur qualification. Mais l'avenir est encore plus sombre. D'une part, le tarissement en cours du recrutement des professeurs de l'enseignement secondaire sera renforcé par la réforme de la formation des maîtres, la sélection se faisant plus tôt ; d'autre part, en « professionnalisant » davantage les études du second cycle, on réduira d'autant les formations générales.

Loin d'apaiser ces craintes, la circulaire d'application de l'arrêté réformant le deuxième cycle — qui a été envoyée à la fin de février aux présidents d'université par M. Jean-Louis Quermonne, directeur des enseignements supérieurs et de la recherche — les a renforcées. Elle indique en effet, beaucoup plus nettement que ne le laissait entendre le texte lui-même, que le secrétariat d'Etat aux universités est bien décidé à couper les ailes, par le biais des habilitations, à de nombreuses formations jugées « non rentables ».

« Quant aux formations, *écrit M. Quermonne,* qui, au niveau du deuxième cycle, n'ouvrent aucun avenir professionnel aux étudiants ou n'attirent qu'un nombre insignifiant de candidats, tout en absorbant néanmoins une part des moyens disponibles, il serait souhaitable que les universités n'en demandent pas le maintien. »

Le directeur des enseignements supérieurs attire d'autre part l'attention des présidents, « de manière toute spéciale, sur le fait que la mise en œuvre de la réforme ne pourra, en aucun cas, être conditionnée par la mise en place de moyens nouveaux, que ce soit en postes ou en heures complémentaires. Il s'agit de redéployer les moyens existants, afin de les utiliser plus rationnellement et plus efficacement ». *Lorsqu'on sait que dans leurs demandes d'habilitations les universités devront* « tenir compte » *de* « l'avis des milieux professionnels sur l'adaptation de la formation envisagée aux contraintes du marché de l'emploi, tant sur le plan quantitatif que sur le plan qualitatif », *on peut sans peine imaginer ce que sera le sort, par exemple, de nombreuses formations en lettres et sciences humaines...*

« Régulation de flux »

Mme Alice Saunier-Séité, secrétaire d'Etat aux universités, n'a certes signé que du bout des doigts l'arrêté préparé par son prédécesseur, M. Jean-Pierre Soisson. Mais ses déclarations reprennent, en les accentuant, les critiques et les menaces déjà portées contre les universités.

« Les universités françaises ont perdu beaucoup de leur crédibilité », *a-t-elle déclaré à* l'Express (15 février), *ajoutant :* « L'Université a confondu, depuis cinq ans, liberté intellectuelle et liberté dans l'organisation. » *Et encore dans la même interview :* « L'Université ne doit pas être synonyme de gaspillage. »

Voilà pour les professeurs, les présidents et les conseils. Mais les étudiants ne sont pas non plus épargnés. « Les étudiants doivent connaître les règles du jeu et jouer le jeu. Faire les études qui leur plaisent, ou les études pour lesquelles ils sont aptes, mais accepter ensuite les emplois qui leur seront offerts, des emplois souvent plus modestes », *déclarait encore Mme Saunier-Séité. Et, pour que le propos soit suffisamment clair, elle précisait, mercredi 9 mars, pour le* Républicain lorrain : « Une régulation de flux devra être mise en place dans toutes les filières à finalités professionnelles bien déterminées et à cursus d'études rigides, comme la médecine, la pharmacie, l'odontologie, les établissements supérieurs technologiques, les I.U.T., et un certain nombre de maîtrises. »

Et si l'on n'emploie pas encore le mot de sélection — société libérale avancée oblige, — on s'apprête à en faire une réalité. Pour les filières « intéressantes », on « régularise le flux ». Les autres, on s'efforce de les supprimer. On renforce ainsi la ségrégation entre deux catégories d'étudiants : d'un côté, ceux qui, ayant accédé aux études médicales, aux grandes écoles ou aux autres formations à caractère professionnel, seront assurés de trouver un métier correspondant peu ou prou à leur choix ; de l'autre, les exclus.

Ne serait-ce pas, comme nous le confiait tout récemment le président d'une université de Paris, une déclaration de guerre aux universitaires ?

YVES AGNÈS.

L'UNI APPELLE LES ÉTUDIANTS A « REFUSER LA GRÈVE »

Le collectif des étudiants de l'Union nationale inter-universitaire (UNI, droite) : « *Les grèves déclenchées dans de nombreuses universités par les organisations d'extrême gauche servent encore une fois le blocage de l'enseignement supérieur, blocage des cours dans l'attente des vacances de Pâques, blocage des réformes de la modernisation de l'enseignement.* » Le collectif des étudiants « *s'élève contre la montée de la violence au sein de l'université française. Les séquestrations, les agressions individuelles, le sabotage, l'interdiction de certains cours sont l'œuvre des commandos marxistes qui agissent en toute impunité (...)* ».

Le collectif « *appelle tous les étudiants à refuser la grève, à boycotter les assemblées générales et à s'organiser pour défendre leurs intérêts sans servir de chair à canon idéologique aux meneurs marxistes* ».

● *A L'Aigle (Orne)*, des enseignants des trois établissements secondaires de la ville (lycée polyvalent, C.E.T. annexé et collège d'enseignement secondaire) observent depuis jeudi 2 mars une grève surprise d'un jour par semaine pour exiger la titularisation des maîtres auxiliaires et la limitation à vingt-cinq du nombre des élèves par classe.

M. PHILIPPE TRAYNARD EST ÉLU PRÉSIDENT DE L'INSTITUT NATIONAL POLYTECHNIQUE DE GRENOBLE

M. Philippe Traynard, directeur de l'Ecole française de papeterie, a été élu président de l'Institut national polytechnique de Grenoble, en remplacement de M. Louis Néel, prix Nobel de physique, qui est arrivé au terme de son mandat. Seul candidat, M. Traynard a été élu par vingt voix, contre douze et deux bulletins blancs.

[Né en 1916, M. Philippe Traynard a été élève de l'Ecole normale supérieure. Docteur ès sciences physiques, il est nommé professeur de chimie-physique, en 1949, à Grenoble, où il a fait toute sa carrière. Il a, d'autre part, dirigé pendant quatorze ans un laboratoire de chimie de l'Institut français du pétrole, fonctionnant dans le cadre du Centre d'études nucléaires de Grenoble. Il est actuellement directeur de l'Ecole française de papeterie. Vice-président du Club alpin français et de la Fédération française de la montagne, président du Comité scientifique du parc national de la Vanoise, M. Traynard a écrit plusieurs ouvrages sur le ski et l'alpinisme.]

PRESSE

Le projet d'accord-cadre

M. LANCRY : la négociation s'annonce difficile.

Les représentants du Syndicat de la presse parisienne et ceux du comité intersyndical du Livre parisien C.G.T. se sont rencontrés pour la deuxième fois, le 9 mars, pour jeter les bases de projet d'accord-cadre qui concernerait quelque quatre mille ouvriers et techniciens de la région parisienne, dans la perspective de la modernisation des matériels d'imprimerie.

Pour M. Roger Lancry, délégué du Livre C.G.T., « la négociation s'annonce difficile, les compressions de personnel demandées par le patronat étant exorbitantes ». Si le secrétaire du Comité intersyndical se déclare d'accord pour discuter de la modernisation des matériels et des annexes techniques (contrats collectifs), il estime que ces transformations ne doivent pas entraîner de chômage.

En ce qui concerne le conflit du « Parisien libéré », M. Lancry a précisé que, tout en refusant de l'intégrer dans la discussion en cours, « le S.P.P. n'était pas défavorable à une intervention auprès des pouvoirs publics ».

La prochaine réunion a été fixée au 15 mars.

● *A Londres*, un important accord est intervenu dans la nuit du mardi 9 au mercredi 10 mars entre le Syndicat de la presse et les directeurs de journaux, qui ont décidé de créer une commission pour superviser l'introduction de nouvelles techniques et, notamment, de l'informatique dans la presse.

Cette commission, où siégeront côte à côte les délégués des principaux syndicats et les représentants des propriétaires de journaux de Fleet Street, représentera l'industrie de la presse dans toute négociation avec le gouvernement. Elle commencera à fonctionner dès qu'un accord sera intervenu entre les syndicats et les directeurs de journaux sur les dédommagements de licenciement.

A la fin de l'année dernière, les principaux syndicats du livre avaient accepté une réduction du nombre des emplois pour permettre une modernisation de la presse londonienne. — *(A.F.P.)*

SCIENCES

WASHINGTON ESPÈRE TOUJOURS FAIRE RENONCER PARIS ET BONN AUX VENTES D'USINES NUCLÉAIRES

(Suite de la première page.)

M. Kissinger n'a pas caché que d'autres interventions américaines seraient faites pour tenter d'annuler la vente de l'usine française au Pakistan.

Le secrétaire d'Etat américain a rejeté les suggestions des deux sénateurs. Il a fait remarquer qu'il n'était pas certain que l'Union soviétique accepterait de se joindre aux Etats-Unis pour suspendre ses livraisons d'uranium enrichi à la France et à l'Allemagne fédérale et que, de toute façon, la position monopolistique américaine et soviétique cesserait vers 1979-1980, date à laquelle l'usine européenne d'enrichissement d'Eurodif construite en France à Tricastin commencerait à produire du combustible. M. Kissinger a, d'autre part, fait valoir que les troupes américaines stationnées en Europe défendaient d'abord les intérêts américains. Il conclu que « *l'utilisation de pressions maladroites sur Paris et Bonn ne feraient qu'accélérer le développement de leur industrie nucléaire* », qu'une entente soviéto-américaine « *soulèverait une vague de nationalisme* en France *comme en Allemagne* » et qu'une confrontation au sein de l'OTAN « *mettrait en danger l'unité du monde occidental* ».

M. Kissinger estime que les négociations sur le contrôle des exportations de matériels nucléaires ont déjà marqué un progrès. Il faut maintenant, selon lui, poursuivre les discussions qui reprendront dans quelques mois pour tenter de convaincre Paris et Bonn d'accepter la suggestion américaine d'interdire toute vente d'usine de retraitement à l'étranger et de construire des centres multinationaux de retraitement.

Pour suivre à la radio les cours d'Anglais
de la BBC
A L'ÉCOUTE DE LONDRES
Textes et explications en Français
Abonnement 12 Nos par an, F 40
Spécimen gratuit sur demande
à EDITIONS-DISQUES BBCFM
8, rue de Berri - 75008 PARIS

SPORTS

LA COMPOSITION DE L'ÉQUIPE DE FRANCE DE RUGBY POUR RENCONTRER L'ANGLETERRE

Pour son dernier match du Tournoi des cinq nations, qu'elle disputera le 20 mars au Parc des Princes contre l'Angleterre, l'équipe de France sera composée de la façon suivante : Aguirre ; Gourdon, Pécune, Bertranne, Averous ; Romeu, Fouroux (cap.) ; Skrela, Bastiat, Rives ; Palmié, Imbernon ; Paparemborde, Paco, Cholley.

LES MINISTRES DE SEPT PAYS D'EUROPE DE L'OUEST SE PRONONCENT CONTRE LA POLITISATION DU SPORT

Les ministres et secrétaires d'Etat aux sports de sept pays d'Europe occidentale (1) ont participé à une réunion de travail les 8 et 9 mars à Bonn. Les délibérations ont principalement porté sur les relations avec le C.I.O. (Comité international olympique) et avec les fédérations internationales, ainsi que sur la manière de faire barrage à la politisation du sport pratiquée notamment, estiment les ministres, par les pays de l'Est.

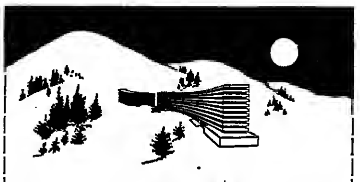
Au cours de leurs travaux, les ministres ont pris la décision de principe d'organiser des Jeux européens pour les scolaires et les juniors, jeux dont la France, par la voix de M. Pierre Mazeaud, s'est déclarée prête à accueillir la première édition.

[Le vieux serpent de mer de la non-politisation du sport ressort cette fois au niveau européen. On appréciera qu'il soit évoqué par des membres de gouvernement à qui on ne fera pas l'injure de croire qu'ils agissent sans arrière-pensée... politique.]

(1) République fédérale d'Allemagne, Grande-Bretagne, France, Pays-Bas, Belgique, Irlande, Espagne.

HOCKEY SUR GLACE. — *Pour son premier match des championnats du monde de hockey sur glace (groupe C), la France a été battue 6 à 1 par la Hongrie.*

CYCLISME. — *Vainqueur au sprint de la deuxième étape, Montluçon-Saint-Etienne, de la course Paris-Nice, le Belge Maertens conserve la première place du classement général.*



Superdévoluy construit un studio et demi pour le prix d'un studio
Dans le haut-pays du "bien-être en France" votre appartement "1 p + 1", double orientation, en copropriété, dans une station richement équipée qui vit à pleine saison 4 mois d'hiver, 4 mois d'été.
BON à découper et à adresser à SUPERDEVOLUY S.A.R.L. parc de stationnement du rond-point des Champs-Elysées B.P. 31108 75365 PARIS CEDEX 08.
Pour recevoir le dossier et tarifs de lancement.
Nom
Adresse
Code postal Ville
Une réalisation Grands Travaux de Marseille
MO 10376

VIVRE UNE LANGUE
Séjours linguistiques - PAQUES ET ETE 1976
EF VACANCES met son expérience à la disposition de vos enfants pour des vacances utiles et enrichissantes.
— Accueil dans des familles anglaises - allemandes - autrichiennes sélectionnées.
— Trois heures de cours quotidiens par petits groupes.
— Programme de loisirs sportifs et culturels.
Session spéciale à Pâques : révision B.E.P.C. - BACCALAUREAT
DEMANDEZ NOTRE BROCHURE COMPLETE
ef VACANCES
9, rue Pasquier - 75008
Téléph. : 266-28-13
Agréé par le Secrétariat d'Etat au Tourisme - Lic. n° 855 A.
BON A DECOUPER
M.
N°
Rue
Code postal ...... Ville ....
Souhaite recevoir la brochure de présentation de vos séjours linguistiques.

la TUNISIE "à la carte"
à des prix sans concurrence et ... sans surprise
Quel que soit votre budget "vacances", quel que soit le temps dont vous disposez, REPUBLIQUE TOURS vous permet de partir librement à la découverte de la Tunisie en choisissant le moment de votre départ, la durée de votre séjour et la catégorie de votre hôtel.
3 formules au choix
ainsi qu'une grande gamme de séjours.
WEEK-END (baie de Tunis ou Hammamet) à partir de 695 F
MINI-SEMAINE (4 ou 5 jours) à partir de 795 F
SEMAINE hôtel Ezzahra **** à partir de 1110 F
Prix comprenant : Voyage Paris/Tunis/Paris Logement, petit déjeuner, 1/2 pension, assistance.
En collaboration avec l'Office National du Tourisme Tunisien
LIC. A 504
REPUBLIQUE TOURS
Appelez votre Agent de voyages ou REPUBLIQUE TOURS Tél. 355.39.30
DEMANDE DE DOCUMENTATION
NOM
Adresse
REPUBLIQUE TOURS - 61, rue de Malte 75541 PARIS Cedex 11
MO

AÉRONAUTIQUE

La SNIAS lance la construction en série d'un hélicoptère destiné au marché civil

La Société nationale industrielle aérospatiale (SNIAS) va lancer dans ses usines de Marignane (Bouches-du-Rhône) la construction en série d'un hélicoptère civil. C'est la première fois que la SNIAS développe un appareil — l'AS-350, provisoirement baptisé Ecureuil — pour le marché civil, dont elle espère un accroissement sensible durant les dix prochaines années, puisqu'elle estime que le parc des hélicoptères civils, actuellement de 9 350 machines dans le monde non communiste, s'augmentera de 13 000 unités pendant la prochaine décennie.

Selon M. François Legrand, directeur de la division des hélicoptères de la SNIAS, la part principale du marché civil mondial sera constituée pour 39 % des machines à vendre, par des hélicoptères monoturbines de cinq à six places. Ce marché est évalué à 6 000 appareils, dont 52 % en Amérique du Nord, 18 % en Europe et 30 % dans le reste du monde. La SNIAS escompte, avec l'AS-350, obtenir un marché d'un millier d'appareils.

L'AS-350, d'un poids maximum de 1 900 kilos, sera équipé d'une turbine Arriel de 650 CV, conçue par la société française Turbomeca, ou d'une turbine Lycoming de 600 CV pour le marché américain. Cet hélicoptère est doté de pales principales en plastique (au lieu de pales métalliques), et il pourra franchir, avec cinq passagers, une distance de 740 kilomètres à la vitesse de croisière de 270 kilomètres à l'heure.

Cette machine, d'un prix inférieur à 1 million de francs, sera livrable à partir de 1978, et elle pourrait également intéresser des clients militaires pour la formation des équipages et les liaisons d'état-major.

En 1975, la SNIAS est demeurée le premier exportateur occidental d'hélicoptères dans le monde, puisque son chiffre d'affaires des livraisons hors de France a été de 738 millions de francs pour 304 appareils exportés, soit un montant comparable à celui de l'ensemble des cinq grands constructeurs américains d'hélicoptères, qui ont livré pour 990 millions de francs hors des Etats-Unis, soit 437 machines de tous les modèles.

Rolls-Royce propose à ses partenaires européens de monter deux réacteurs britanniques sur l'Airbus franco-allemand

De notre envoyé spécial

Londres. — Le général Jacques Mitterrand, président de la Société nationale industrielle aérospatiale (SNIAS), a séjourné à la fin de la semaine dernière en Grande-Bretagne, où il a eu des contacts avec les dirigeants britanniques de l'industrie aéronautique, et notamment avec le président de Rolls-Royce, la célèbre firme nationalisée de moteurs d'aviation. Sir Kenneth Keith, président de Rolls-Royce, était, quelques jours auparavant, l'hôte, à Paris, du général Mitterrand. Avant de rencontrer le président de la SNIAS, Sir Kenneth Keith avait conversé, en France, avec M. Bernard Lathière, administrateur-gérant de la société Airbus industrie.

Au centre de toutes ces discussions, la possibilité d'installer le réacteur RB-211 de Rolls-Royce sur le moyen-courrier franco-allemand Airbus, propulsé, dans ses versions actuelles, par deux réacteurs américains de General Electric, à la conception desquels coopère la Société nationale d'étude et de construction de moteurs d'aviation.

Toutes ces négociations font partie des grandes manœuvres qui ont lieu, aujourd'hui, en Europe entre industriels de l'aéronautique, et qui ont pour dessein de tenter de resserrer les liens entre les différents partenaires européens devant l'offensive des constructeurs américains.

Récemment, lors d'un colloque de l'Union de l'Europe occidentale à Toulouse, Sir Kenneth Keith s'était prononcé, sans hésitation, en faveur d'une coopération accrue des industriels européens de l'aéronautique, en affirmant qu' « une Europe communautaire pouvait et devait tirer profit, d'abord, des programmes aéronautiques civils déjà existants ».

C'est la raison pour laquelle, au cours de ses entretiens avec le général Mitterrand et M. Lathière, le président de Rolls-Royce a expliqué que la construction d'un avion Airbus avec deux réacteurs RB-211 était une occasion d'autant plus intéressante que « cet appareil doit prendre une part, très lucrative, du marché offert par le remplacemnt des moyen-courriers Boeing-727 ou Trident encore en service ».

Dénommé Airbus A-300 B-10, ce projet de biréacteur est lié, dans l'esprit de Sir Kenneth Keith, à l'éventualité d'un achat de cet avion par la compagnie aérienne britannique British Airways, après 1980. Le gouvernement de Londres, qui soutient financièrement son industrie aéronautique pour maintenir en Grande-Bretagne des capacités d'innovation technologique, a invité British Airways à acquérir, en priorité, des avions de transport qui sont équipés de réacteurs britanniques. C'est le cas des triréacteurs L-1011 Tristar Lockheed et des long-courriers Boeing-747, qui reçoivent des RB-211, de 19 à 20 tonnes de poussée selon les modèles retenus.

40 % des exportations

Mais dans le cas d'un Airbus doté de deux réacteurs RB-211, le président de Rolls-Royce, interrogé par des journalistes, n'a pas été en mesure de préciser le coût de cette transformation, ni le nombre d'avions que la compagnie British Airways pourrait décider de commander.

A Derby, dans les usines de la société, qui occupent dix-sept mille six cents personnes, et où est notamment fabriqué le RB-211, on laisse entendre que Rolls-Royce pourrait prendre à sa charge les frais d'installation du réacteur sur l'Airbus. A ce jour, le RB-211 a été commandé à sept cent trente exemplaires par une douzaine de compagnies aériennes différentes, qui les exploitent sur le moyen-courrier triréacteur Tristar et sur le Boeing-747. Le même réacteur, dont la poussée doit encore être accrue, est susceptible de propulser bien d'autres modèles d'avions, comme les longs-courriers L 1011-500 de Lockheed et DC-10-30 R de Douglas en préparation, ou comme des moyens-courriers, en projet, pour le transport de cent soixante à deux cent vingt passagers.

Sir Kenneth Keith ne cache pas qu'il est de son intérêt de monter des réacteurs Rolls-Royce sur des cellules d'avions qui lui permettront de réaliser des bénéfices. La firme britannique a assuré, à elle seule, environ 40 % de la valeur totale des exportations aéronautiques de la Grande-Bretagne en 1975, et ce montant — de l'ordre de 300 millions de livres, soit l'équivalent de 2 700 millions de francs — ne comprend pas le contrat de 100 millions de livres signé, en décembre, avec la République populaire de Chine pour la fourniture de réacteurs militaires Spey et pour une assistance technique.

Le gouvernement britannique avait refusé officiellement de participer à la construction de l'Airbus, lorsque Paris et Bonn ont à l'époque approuvé ce programme. Aujourd'hui, le président de Rolls-Royce reconnaît que le moyen-courrier franco-allemand, avec deux réacteurs britanniques, serait un avion en avance sur ses rivaux d'outre-Atlantique. Et il se déclare convaincu — mais cela relève sans doute d'un pari — que des compagnies américaines, qui exploitent déjà des Tristar avec des RB-211, ratifieraient le choix de British Airways pour l'Airbus B-10 en commandant à leur tour un moyen-courrier de facture plus européenne.

JACQUES ISNARD.

ARMÉE

Un appelé de l'armée de terre coûte à l'État environ 15 000 francs durant son service

La formule du service de douze mois est la moins chère de toutes, à l'exception des services fractionnés ou différenciés, tandis que l'armée de métier est la formule la plus chère. Les formules combinant un service militaire plus court avec l'armée de métier sont légèrement plus chères que le système actuel. Telles sont les conclusions de la revue mensuelle *Défense nationale*.

Dans leurs grandes lignes, les analyses et les thèses de la revue reprennent celles de l'état-major des armées et de l'état-major de l'armée de terre (*le Monde* des 28 septembre et 31 octobre 1974).

En 1976, l'armée de terre, qui est la plus concernée par une éventuelle réforme du service national, réunit 331 600 hommes, dont 216 000 appelés du contingent, sans compter les sapeurs-pompiers de Paris, le service militaire adapté, les personnels civils et les employés saisonniers. Pour des effectifs d'appelés qui se montent respectivement à 108 600 et 34 000, le corps de bataille (c'est-à-dire les cinq divisions en Allemagne fédérale et dans l'est de la France) dépense 957 millions de francs pour la vie courante, et les forces du territoire, coûtent 293 millions de francs. La vie courante d'un appelé revient, en douze mois de service, à 8 800 francs environ. Pour l'entraînement des forces, le budget de 1976 prévoit 390 millions de francs dans le corps de bataille et 123 millions de francs pour les unités du territoire, c'est-à-dire que l'entraînement d'un appelé revient de 3 164 à 3 600 francs par an. « *Si l'on ajoute à ces dépenses*, conclut *Défense nationale*, *la rémunération à 7 francs par jour, soit 2 520 francs en douze mois, on peut dire qu'un appelé des forces terrestres coûte en moyenne à l'État durant son service, la somme de 15 000 francs, soit 1 250 francs par mois (740 francs de vie courante, 210 de solde et 300 d'entraînement).* »

Selon le chroniqueur de la revue, une armée de métier, qui ne dispense pas de recourir à des réserves instruites en cas de crise, impliquerait, au total, pour le seul budget de l'armée de terre, une charge supplémentaire évaluée à 3 milliards de francs par an et, pour l'ensemble des trois armées, de 5 à 6 milliards de francs.

Défense nationale croit pouvoir préciser qu'un service militaire de six mois, qui impliquerait, entre autres conséquences, d'augmenter le nombre des personnels civils, puisque certains emplois ne pourraient être tenus par le contingent à cause de la brièveté du service, coûterait 2 milliards de francs supplémentaires pour la seule armée de terre et 3 500 millions dans les trois armées. La combinaison d'un service militaire de six mois dans les forces du territoire avec une armée de volontaires pour le corps de bataille coûterait 2 milliards de plus que le système actuel.

La revue note toutefois que « *la conscription est un système que l'on prétend être bon marché, mais il est à craindre que son économie apparente ne soit, en réalité, l'une des causes majeures des insatisfactions ou des critiques qui se font jour tant au sein du contingent que parmi les cadres* ». *Défense nationale* précise encore que son étude ne remet pas en question la structure actuelle des forces françaises ni la politique de défense définie par le gouvernement.

★ *Défense nationale*, mars 1976, 1, place Joffre, 75700 Paris, 10 F.

● *Renvois de livrets militaires*. — Trente-deux habitants de la Mayenne, en majorité agriculteurs et enseignants, ont renvoyé leur livret militaire afin de manifester leur soutien aux trois insoumis récemment condamnés par le tribunal permanent des forces armées de Rennes (*le Monde* du 9 février). Ils réclament également la levée des cinquante-trois inculpations devant la Cour de sûreté de l'État, et la libération des objecteurs, insoumis et soldats emprisonnés. — (*Corresp.*)

MÉDECINE

La recherche sur le cancer

De nouvelles mesures mettent fin à la polémique entre Mme Veil et le professeur Mathé

La polémique opposant Mme Simone Veil, ministre de la santé, au professeur Georges Mathé, directeur de l'Institut de cancérologie et d'immunogénétique de Villejuif, à propos de la recherche sur le cancer, paraît avoir pris fin. Rappelons qu'à plusieurs reprises, celui-ci s'était élevé, parfois violemment, contre l'insuffisance des crédits consacrés à cette recherche (*le Monde* des 16 octobre, 23-24 novembre 1975). Mme Veil, de son côté, s'était défendue de vouloir donner la priorité à la prévention aux dépens de la recherche (*le Monde* du 23 janvier 1976).

Dans une lettre adressée au docteur Bernard Pons, député du Lot (U.D.R.), qui semble avoir joué dans cette affaire le rôle de médiateur, le ministre de la santé annonce, en effet, quelques mesures supplémentaires en faveur de la recherche sur le cancer : en particulier le déblocage, par le ministère de l'industrie et de la recherche, d'un crédit de 2 millions de francs qui permettra à la délégation générale à la recherche scientifique et technique (D.G.R.S.T.) de lancer une action concertée ; et le recrutement, en 1976, de huit chercheurs au lieu de six dans la commission II de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) chargée en particulier des problèmes du cancer.

D'autre part, le professeur Mathé a reçu du ministère de la santé l'assurance que les crédits nécessaires à la construction de nouvelles chambres stériles qu'il réclamait pour son centre de Villejuif seraient inscrits dans le budget de la santé pour 1977. Il a exprimé, sur tous ces points, sa satisfaction et a rendu hommage à Mme Veil.

RELIGION

● *M. Michel Poniatowski* a reçu à déjeuner, le 28 février, au ministère de l'intérieur, le grand rabbin de France, M. Jacob Kaplan, ainsi que plusieurs autres personnalités religieuses juives, annonce l'agence télégraphique juive dans son bulletin quotidien d'information. L'agence précise que « *c'est la première fois qu'un ministre français reçoit les plus hautes autorités religieuses juives de France. C'est en sa qualité de ministre chargé des relations avec les cultes*, ajoute l'agence télégraphique juive, *que M. Poniatowski avait lancé cette invitation au début de l'année* ».

Redécouvrir la vie et les paroles du Christ :

ÉVANGILES

(Quatre Annonces)

traduits et présentés par ANDRE CHOURAQUI.

Révision synoptique par Sr JEANNE D'ARC, o.p.

un volume 572 pages

48 F

Desclée De Brouwer

TOUT CE QUI SE TRANSFORME EN LIT S'ACHETE CHEZ CAPÉLOU

GRAND CHOIX DE MEUBLES-LITS

1 ou 2 places • Toutes essences de bois.

CAPÉLOU Distributeur

Magasin de vente : 37, Av. de la République PARIS XI• • Métro PARMENTIER

Tél. 357.46.35 +

(Publicité)

Vacances de Pâques

6 jours de math, phys...

Rattrapage intensif pour la mise à niveau des élèves de la 3e à la terminale. Une formule « à la carte » proposée par D. GUERMONPREZ S.O.S. - MATH - 57, bd St-Michel Etablissement d'Enseignement Privé Tél. 326-93-54 - 326-30-75.

Lentilles de contact miniflexibles. Encore plus petites. Plus légères. Plus douces.

A la gamme de ses lentilles de contact spéciales pour yeux sensibles, YSOPTIC vient d'ajouter les miniflexibles : flexibles en raison de leur extrême minceur, ces mini-lentilles au contact très doux sont agréables à porter et totalement invisibles pour votre entourage. Si vous êtes encore réticent ou si vous avez dû renoncer à porter d'autres modèles de lentilles, venez les essayer. Gratuitement. Il y a de grandes chances pour qu'elles vous conviennent.

Informez-vous chez: YSOPTIC 80, Bd Malesherbes - 75008 PARIS Tél. : 522.15.52

Documentation et liste des correspondants français et étrangers sur demande.

YSOPTIC

La compagnie qui connaît l'Afrique du Sud (SAA) choisit l'avion qui plaît aux passagers (le 747 B)

Dès le 2 avril prochain, les liaisons régulières Paris-Johannesburg de South African Airways seront toutes réalisées en Superjets Boeing 747 B.

Tous les passagers de SAA pourront ainsi profiter de la fiabilité, du confort et de la rapidité de ce luxueux quadriréacteur.

Et ils bénéficieront pleinement des services exclusifs de SAA, "Gold Medallion" en classe économie et "Blue Diamond" en première classe, services à l'image de la traditionnelle hospitalité sud-africaine, avec projection de films, musique stéréophonique*, délicieux repas, sélection de grands crus français et sud-africains.

Si vous devez vous rendre en Afrique du Sud, souvenez-vous que chaque vendredi et chaque dimanche à 21 h 20, un 747 B de SAA décollera d'Orly-Sud pour vous conduire à Johannesburg, avec une seule escale, dans les meilleures conditions. Et SAA vous offre 18 vols par semaine au départ des principales villes d'Europe.

Et n'oubliez pas que SAA, c'est également un réseau intérieur couvrant toute l'Afrique Australe, ainsi qu'un important choix de circuits individuels et de séjours à forfait.

Pour un voyage d'affaires ou d'agrément, comme pour l'expédition de votre fret, faites confiance à SAA.

Personne ne connaît l'Afrique du Sud aussi bien que South African Airways.

*Moyennant un léger supplément.

SAA South African Airways Vous êtes chez vous

12 RUE DE LA PAIX 75002 PARIS - TEL. 261.57.87

49 RUE DU PRESIDENT-ED-HERRIOT 69002 LYON - TEL. 37.65.60

Attention offre valable jusqu'au lundi 15 mars 1976 seulement.

d'arge… quand…

Avec l'…

هكذا من الأصل

(PUBLICITÉ)

Attention offre valable jusqu'au lundi 15 mars 1976 seulement.

4.200,00 F par mois d'argent frais et net d'impôts quand vous êtes hospitalisé

Avec l'Indemnité Hospitalière, le Groupement Français d'Assurances...

- **vous paie 4.200,00 F, par mois net d'impôts (140,00 F par jour)!**
- **vous paie 4.200,00 F, par mois et pendant toute la durée de votre hospitalisation!**
- **vous paie 4.200,00 F, indépendamment de la Sécurité Sociale!**
- **vous garantit, à compter du 1er jour d'hospitalisation!**
- **vous paie en plus 10.000,00 F en cas d'invalidité!**
- **vous garantit, sans visite médicale préalable!**
- **vous paie 4.200,00 F, en argent frais et directement!**
- **vous garantit, avaint même l'envoi de votre paiement, dès réception de votre demande d'adhésion, si elle nous parvient avant la date limite!**
- **vous garantit l'envoi de votre police sans aucune obligation de votre part!**

Quand vous êtes hospitalisé, vous êtes obligé de dépenser plus. Grâce à l'Indemnité Hospitalière, vous faites face à tous les imprévus.

Chaque année, 8.000.000 de Français vont à l'hôpital. Coût moyen d'une journée d'hospitalisation 382,00 F. Vous avez une chance sur six d'être l'un de ceux-là. Même si vous êtes affilié à une Assurance-maladie ou à une Caisse de Cadres, c'est bien insuffisant. Dans tous les cas, si vous êtes hospitalisé, vos dépenses croissent et très vite, vos revenus diminuent avec toutes les dépenses imprévues qui se multiplient : honoraires des spécialistes, des chirurgiens, examens de laboratoire, frais pharmaceutiques... une bonne part reste à votre charge.

Ensuite, si vous désirez une chambre particulière, la location d'un téléviseur, une aide familiale remplaçant la mère au foyer pendant son absence, cela va occasionner des dépenses supplémentaires.

En adhérant à notre Indemnité Hospitalière, vous aurez l'esprit plus tranquille, parce que vous saurez que, quoi qu'il arrive, avec un revenu supplémentaire de 4.200,00 F par mois d'hospitalisation (soit 140,00 F par jour), que vous utiliserez comme bon vous semble, vous ne serez jamais pris au dépourvu. Et personne autour de vous n'aura à souffrir de votre imprévoyance. Pour les accidents, vous êtes couvert dès l'envoi de votre demande d'adhésion et pour les maladies, 30 jours après l'envoi de cette demande.

L'Indemnité Hospitalière vous garantit des "rentrées" régulières que ne vous assurent pas la Sécurité Sociale et les Mutuelles. Comment est-ce possible?

Les systèmes de protection ne prévoient que le remboursement des frais de soins (et encore pas toujours à 100%). Ils ne tiennent pas compte de toutes les autres sources de dépenses qui peuvent découler d'une hospitalisation. Alors, comment une assurance peut-elle, vous faire une proposition aussi extraordinaire?

C'est simple : d'abord nous évaluons combien de personnes seront, en moyenne, hospitalisées en France sur un an et le coût moyen d'une hospitalisation.

Ensuite, nous vous proposons l'Indemnité Hospitalière dont les primes sont calculées en conséquence. Vous verrez qu'elles sont très raisonnables. Cette extraordinaire assurance qu'est l'Indemnité Hospitalière n'est pas un miracle, ni un mirage, mais le résultat d'une étude statistique très sérieuse.

L'Indemnité Hospitalière : 4.200,00 F par mois exonérés d'impôts.

L'Indemnité Hospitalière vous verse 140,00 F par jour d'hospitalisation. C'est-à-dire 4.200,00 F si vous êtes hospitalisé un mois. Ces indemnités sont totalement exonérées d'impôts et vous êtes couvert immédiatement en cas d'accident et 30 jours après l'envoi de votre demande, en cas de maladie.

L'Indemnité Hospitalière, c'est aussi :

• une indemnité double pour vous et pour votre conjoint, si vous êtes hospitalisés ensemble, à la suite d'un accident.

Si vous et votre conjoint êtes assurés, vous pouvez recevoir jusqu'à 16.800,00 F par mois. Et cela tant que vous êtes hospitalisés ensemble : (4.200,00 x 2 x 2 — 16.800,00 F).

• un chèque à votre ordre, directement et très rapidement.

Les indemnités accordées au titre de l'Indemnité Hospitalière vous sont versées directement. C'est vous qui les percevez et c'est vous qui en disposez librement exactement comme vous voulez, cela ne regarde que vous.

• une option maternité.

Nous vous versons une somme forfaitaire de 500,00 F pour toute hospitalisation, à l'occasion d'une naissance, à la condition que vous et votre femme soyez tous deux assurés et que cette garantie supplémentaire soit souscrite depuis au moins dix mois consécutifs.

• un capital de 10.000,00 F supplémentaires en cas d'invalidité.

Nous vous versons 10.000,00 F comptant en plus de vos 4.200,00 F par mois, en cas de perte accidentelle d'un membre ou de la vue (même d'un seul œil), dans les 90 jours suivant l'accident.

• une indemnité accordée dès le premier jour d'hôpital.

Vous êtes garanti dès le 1er jour de votre hospitalisation, même pour 24 heures, et quelle qu'en soit sa durée. Nous supprimons la période de franchise habituelle.

• une protection qui ne se limite pas à la France.

Cette protection s'applique dans les mêmes conditions en République fédérale allemande, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Grande-Bretagne, Grèce, Hollande, Irlande, Italie, Luxembourg, Portugal, Suisse, Canada, Etats-Unis.

Il y a malgré tout certains cas que l'Indemnité Hospitalière ne peut pas couvrir.

L'Indemnité Hospitalière ne couvre pas les accidents ou maladies causés notamment par faits de guerre, troubles mentaux, anomalies congénitales, toxicomanie, ni les grossesses, fausses couches, avortements.

Par ailleurs, l'Indemnité Hospitalière ne peut pas couvrir immédiatement les suites de maladies ou d'accidents en cours ou non définitivement guéris au moment de la souscription. Pour cette raison, les suites d'accidents ou de maladies survenus ou ayant motivé une consultation médicale ou un traitement dans les douze mois précédant la souscription du contrat et les maladies ayant pris naissance ou ayant nécessité une consultation médicale ou un traitement dans les 30 premiers jours suivant cette souscription, ne seront pas couvertes pendant la première année d'assurance.

Ceci signifie que nous ne prendrons en charge les journées d'hospitalisation dues à ces affections que si elles ont lieu 12 mois au moins après la souscription du contrat.

Pour tout autre accident ou maladie la garantie s'applique immédiatement.

Vous avez 65 ans ou plus ? Vous aussi, pouvez bénéficier des 4.200,00 F par mois de l'Allocation Hospitalière.

Il est rare de trouver à l'heure actuelle une Compagnie d'Assurances qui accepte d'assurer des personnes qui ont atteint, ou dépassé, les 65 ans. C'est pourtant ce que nous faisons. Ainsi, en 1975, plus de 516.966 F ont été versés

à des personnes comme vous. Vous êtes, en effet, à un âge où, plus que tout autre, vous avez besoin d'être protégé en cas d'hospitalisation. L'Allocation Hospitalière s'occupe donc de vous quel que soit votre âge, car le droit de pouvoir faire face à un événement souvent pénible n'a rien à voir avec l'âge. Et n'oubliez pas que l'Allocation Hospitalière s'ajoute automatiquement aux remboursements de la Sécurité Sociale ou de votre Mutuelle.

G.F.A. Une compagnie qui a fait ses preuves dans le domaine du service à ses assurés.

Le Groupement Français d'Assurances fait partie du groupe Compagnie de Navigation Mixte dont le secteur assurances est parmi les tout premiers en France, avec, en 1975, un portefeuille de contrat d'environ deux milliards de francs actuels répartis tant en assurance-vie et en assurance-automobile, que dans les diverses assurances des particuliers et des sociétés. Son importance est la meilleure garantie du paiement des indemnités aux très nombreux adhérents qui ont déjà fait confiance à l'Indemnité Hospitalière.

Garantie

Je soussigné, Christian Renard, Directeur du Centre de Gestion des Particuliers, m'engage à vous faire bénéficier de la garantie de l'Indemnité Hospitalière dès la date d'envoi de votre demande d'adhésion, pendant la période qui vous est réservée pour étudier le contrat, à la condition que vous régularisiez par la suite votre souscription à l'Indemnité Hospitalière. De plus, pendant les 30 jours suivant l'envoi de votre demande d'adhésion, je m'engage, si vous le souhaitez, à vous rembourser toute prime éventuellement payée.

Voici le tarif par tranches d'âges :

Ces primes n'augmenteront pas quand vous passerez à une tranche d'âge supérieure.

Ages	Primes mensuelles (TTC) par personne (vous-même, votre conjoint et toute personne à votre charge âgée de + de 18 ans) pour une indemnité de 4.200,00 F par mois.
18 à 39 ans	43 F
40 à 44 ans	57 F
45 à 54 ans	70 F
55 à 64 ans	84 F
65 à 70 ans	126 F
71 ans et plus.	173 F
Option maternité 14 F par mois et par couple.	

Si vous décidez de payer annuellement, vous facilitez beaucoup notre comptabilité. Nous vous consentons alors un abattement de prime de 2 mois entiers.

N'attendez pas pour nous répondre : plus vite vous serez couvert, plus vite vous serez tranquille.

L'accident, la maladie ne préviennent jamais. Qui peut savoir de quoi demain sera fait?

Alors renvoyez-nous vite votre demande d'adhésion. Nous vous ferons parvenir votre police d'assurances "Indemnité Hospitalière".

Vous verrez : il n'y a ni textes en petits caractères illisibles, ni phrases compliquées à comprendre et qui cachent souvent de désagréables surprises. Dans notre police tout est clair et précis. Et si vous conservez, malgré tout, quelque doute, faites-la lire à des gens en qui vous avez confiance, parlez avec eux de tous les avantages de ce contrat... et ensuite ne perdez plus de temps!

L'INDEMNITÉ HOSPITALIÈRE 9 avantages pour la première fois réunis par le Groupement Français d'Assurances.

4.200,00 F par mois.
Vous êtes assuré de toucher 140,00 F par jour. Cela peut donc représenter jusqu'à 4.200,00 F par mois.

10.000,00 F supplémentaires en cas d'invalidité.
Si une infirmité survenait dans les 90 jours suivant l'accident, vous toucheriez jusqu'à 10.000,00 F d'indemnités.

Dès le premier jour.
Même si vous faites votre déclaration un peu plus tard, c'est dès le 1er jour de votre hospitalisation que vous êtes payé.

16.800,00 F au total avec votre conjoint, si vous êtes hospitalisés en même temps.
Les indemnités sont doublées en cas d'hospitalisation simultanée des deux conjoints à la suite d'un accident.

Autant de fois et aussi longtemps que vous en avez besoin.
Vous êtes garanti aux mêmes conditions quels que soient le nombre et la durée de vos séjours à l'hôpital.

Même en cas de maternité.
L'option maternité vous donne droit à une indemnité forfaitaire de 500,00 F.

Même après 65 ans.
Et sans aucune augmentation de prime quand vous passez à une tranche d'âge supérieure.

Net d'impôts
Les sommes qui vous sont versées ne sont pas soumises à l'impôt.

Même à l'étranger.
France, bien sûr, mais aussi République Fédérale Allemande, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Grande-Bretagne, Grèce, Hollande, Irlande, Italie, Luxembourg, Portugal, Suisse, Canada, Etats-Unis.

Questions/Réponses

1. Toucherai-je mon indemnité hospitalière même si la Sécurité Sociale et une Mutuelle me remboursent la totalité de mes frais d'hospitalisation?
Bien sûr! Nous vous verserons de toute façon vos 4.200,00 F par mois (140,00 F par jour).

2. Combien toucherai-je si je suis hospitalisé?
Vous recevrez 4.200,00 F par mois soit 140,00 F par jour aussi longtemps que vous serez à l'hôpital ou à la clinique.

3. Qu'entendez-vous par "hospitalisation"?
Nous considérons comme "hospitalisation" tout séjour de 24 heures au moins en qualité de patient résident soumis à un traitement médical actif dans un hôpital ou une clinique agréés par le Ministère de la Santé Publique de la République Française.

4. Si, ma femme et moi sommes victimes d'un accident et hospitalisés en même temps, que toucherons-nous?
Si vous êtes tous les deux assurés, vous toucherez une double indemnité, c'est-à-dire 16.800,00 F par mois, soit chacun 8.400,00 F par mois (au lieu de 4.200,00 F) aussi longtemps que vous resterez tous les deux à l'hôpital.

5. Si je suis hospitalisé très longtemps, comment vais-je faire pour payer mes primes?
A partir de la neuvième semaine d'hospitalisation, vous ne payez plus rien. Ni pour vous ni pour votre famille. Par contre, vous recevrez 4.200,00 F par mois aussi longtemps que vous êtes à l'hôpital. Et votre famille continue d'être couverte par notre assurance.

6. L'assurance fonctionne-t-elle aussi pour les cliniques privées?
Oui. Tout comme pour l'hôpital.

7. Y a-t-il une réduction si je paie annuellement?
Oui. Si vous payez annuellement, vous facilitez beaucoup notre comptabilité. Nous vous consentons alors un abattement de prime de 2 mois entiers.

8. Le G.F.A. peut-il mettre fin à mon assurance, si je suis trop âgé ou trop souvent malade?
Impossible. Nous nous engageons formellement à ne pas modifier les conditions de garantie et à ne pas mettre fin à votre contrat en raison de votre âge, de votre état de santé ou du nombre de fois où vous avez touché les indemnités hospitalières.

9. Comment puis-je souscrire à l'Indemnité Hospitalière?
C'est simple. Remplissez la demande d'adhésion et envoyez-la nous.
Surtout n'envoyez pas d'argent.
Mais ne perdez pas de temps : cette offre n'est valable que jusqu'au 15 mars 1976. N'oubliez pas qu'accidents et maladies ne préviennent jamais et que vous serez couvert dès l'envoi de votre demande d'adhésion. Si, malgré tout, vous vous posez encore d'autres questions, appelez-nous au 280.63.72 ou 874.33.09. Nous sommes à votre entière disposition.

Voici ce que nos assurés pensent de leur compagnie.

Monsieur A. Henry, 13280 Casis, nous écrit :
"Je tiens à vous confirmer la rapidité et la simplicité avec lesquelles vous m'avez réglé 6.300,00 F. Avec mes remerciements pour votre parfaite organisation."
Monsieur Henry qui s'est assuré pour une indemnité de 4.500,00 F par mois a touché 6.300,00 F pour 42 jours d'hôpital.

Monsieur Pasqualetto, 78300 Poissy, nous dit :
"L'Indemnité Hospitalière qui m'a versé 5.200,00 F, m'a permis dans les moments les plus difficiles de surmonter les difficultés et d'être libéré des soucis matériels. Je tenais à vous remercier du sérieux de votre assurance".
Monsieur Pasqualetto qui s'était assuré pour une indemnité de 3.000,00 F par mois a touché 5.200,00 F pour 52 jours d'hospitalisation.

Monsieur F. Letourneau, 75015 Paris, nous a écrit :
"Votre compagnie m'a versé dans les délais les plus réduits la somme de 4.400,00 F à ma sortie de l'hôpital".
Monsieur Letourneau qui s'était assuré pour une indemnité de 3.000,00 F par mois a touché 4.400,00 F pour 44 jours d'hospitalisation.

Madame Truchon, 94700 Maisons-Alfort, nous dit :
"Je suis satisfaite de vos services car, accidentée pendant mes vacances, j'ai dû être hospitalisée et ma famille a dû louer une voiture, ce qui a grevé notre budget vacances. Heureusement au retour, la somme de 1.100,00 F que vous m'avez versée a rétabli l'équilibre."
Madame Truchon qui s'était assurée pour une indemnité de 3.000,00 F par mois a touché 1.100,00 F pour 11 jours passés à l'hôpital.

Assurez-vous dès aujourd'hui, c'est très facile.

1. Remplissez la demande d'adhésion.
2. N'oubliez pas de la signer.
3. Découpez-la suivant le pointillé.
4. Mettez-la sous enveloppe timbrée et adressez au Groupement Français d'Assurances B.P. 709-09 - 75429 Paris Cedex 09.

N'envoyez pas d'argent maintenant.

Si votre demande d'adhésion nous est postée après le 15 mars, le Groupement Français d'Assurances se réserve le droit de la refuser. Passé ce délai, il ne garantit pas non plus le maintien de ce tarif de souscription.

Offre garantie lundi 15 mars 1976

DEMANDE D'ADHÉSION A L'INDEMNITÉ HOSPITALIÈRE DU GROUPEMENT FRANÇAIS D'ASSURANCES.

Centre de Gestion des Particuliers, 80, rue Taitbout, 75009 Paris.
B.P. 709.09 - 75429 Paris Cedex 09.

Nom ______ Prénom ______
Adresse ______
Code postal ______ Ville ______
Date de naissance ______ Sexe : féminin ☐ masculin ☐

Inscrivez le nom des membres de votre famille, âgés de plus de 18 ans et à votre charge, que vous désirez garantir par l'Indem. Hospit.

6302 - 201 - 62

nom	prénom	parenté	sexe	date de naissance jour	mois	année

☐ Je désire en plus, l'option maternité.

Je soussigné, souscris à l'Indemnité Hospitalière. Envoyez-moi dès maintenant ma police. Pendant 10 jours, je pourrai étudier tranquillement le projet de contrat que vous me ferez parvenir, avant de prendre ma décision définitive. J'ai bien noté que je n'ai pas d'argent à vous envoyer et que mon assurance Indemnité Hospitalière prend effet à la date d'envoi de cette demande, le cachet de la poste faisant foi.
Je certifie que ni moi-même, ni les autres personnes éventuellement proposées à l'assurance Indemnité Hospitalière n'ont été refusées à la souscription d'autres assurances vie maladies ou accidents et ne sont pas titulaires d'un contrat de ce type à votre compagnie.
J'aurai à tout moment la possibilité de ne pas renouveler mon contrat. Le Groupement Français d'Assurances n'aura la même possibilité qu'après une période de cinq (5) ans et ceci seulement dans le cas où une telle décision s'applique à toutes les polices de ce type.

Signature : Date :

Quand on a beaucoup de bon sens, on a besoin de moins d'argent

Renault 6 L 17 500 F

Prix clés en main au 5/1/76

Renault 6 L : traction avant, 5 portes, 5 places, 5 chevaux, 1 coffre transformable

6,5 l aux 100 km

à 90 km/h. Vitesse stabilisée

Le réseau Renault 6000 voisins utiles

RENAULT

Renault préconise elf

PUBLICISM

CARNET

Naissances

— Claude et Rose Hampel, sont heureux d'annoncer la naissance de

Alexandre,

le 6 mars 1976, à Paris.

Décès

— La Confédération syndicale des familles a la profonde tristesse de faire part du décès de

Louis ALVERGNAT,

survenu subitement, en pleine activité, dans sa soixante-deuxième année.

Le service religieux sera célébré en l'église Saint-Joseph-de-Monthieux, à Saint-Etienne (Loire), suivi de l'inhumation au cimetière Saint-Claude, le jeudi 11 mars, à 10 h. 15.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M. Lionel CRÉTÉ,

survenu brutalement, le 7 mars.

La cérémonie religieuse aura lieu, le jeudi 11 mars, en l'église Saint-Germain-l'Auxerrois, à 14 heures.

De la part de :

Mme Lionel Crété, son épouse,
M. et Mme Claude Crété, ses parents,
M. et Mme Jean-Pierre Montagu, ses beaux-parents,
De ses frères et beaux-frères,
Des familles Perret, Crété, Cayla et Montagu.

— M. et Mme Michel Nouailles, Jean-François et Olivier,
M. et Mme Jean Detis, Jacques, Bertrand, Marie, Paul, Catherine et Hélène,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Maurice DETIS,
née Geneviève Binet,

subitement rappelée à Dieu, le 1er mars 1976, en Algérie.

La cérémonie religieuse a eu lieu, le samedi 6 mars 1976, en la cathédrale de Gisors, suivie de l'inhumation dans le caveau de famille, à Hébécourt (Eure).

21, boulevard de Strasbourg,
75010 Paris.
7, place du Maquis,
76270 Neufchâtel-en-Bray.

— Mme Jean Jullien, ses enfants, ses petits enfants,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

Jean JULLIEN,
inspecteur général de l'instruction publique (CM)
chevalier de la Légion d'honneur,

survenu subitement à son domicile, le 6 mars 1976.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

75, rue Saint-Fargeau,
75020 Paris.

— M. et Mme Jean Labruyère,
M. et Mme Noël Chauchard,
Mlle Edith Labruyère,
M. et Mme Christian Labruyère et leurs enfants,
M. René Labruyère,
M. et Mme Dominique de la Faye,
Mlle Nathalie Labruyère,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme LABRUYERE,
née Marie-Louise Duguet,

survenu le 6 mars 1976, à Paris (16e).

La messe de Requiem sera célébrée en l'église Notre-Dame-de-Grâce de Passy, Paris (16e), le jeudi 11 mars, à 14 heures, l'inhumation suivra au cimetière de Montmartre.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Nous apprenons la mort de notre consœur

Christiane LACOFFRETTE,
journaliste aux « Echos ».

Une messe sera dite en l'église Saint-Antoine-des-Quinze-Vingts, 66, avenue Ledru-Rollin, à 14 heures. L'inhumation aura lieu ensuite au cimetière du Père-Lachaise. Ni fleurs ni couronnes.

[Christiane Lacoffrette, qui avait trente-six ans, et était ancienne élève du Centre de formation des journalistes, était entrée aux « Echos » pour s'occuper du com-réalisait avec un sérieux et une précision merce et de la distribution. Elle le faisait avec un sérieux et une précision qui la faisaient apprécier de tous ses confrères. Elle était restée aussi spontanée, aussi enthousiaste qu'au premier jour.]

— Uzès.
Mme Pierre Panet,
M. et Mme Georges Jouvent et leurs enfants,
M. et Mme Jean Mazel et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre PANET,
directeur honoraire de C.H.U.,
secrétaire national de la mutuelle des Hospitaliers de France.

Les obsèques auront lieu le 11 mars 1976, à 10 h. 30, en l'église Saint-Etienne, à Uzès (Gard).

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

— On nous prie d'annoncer le décès du

chef de bataillon Edmond RORET,
officier de La légion d'honneur,
croix de guerre,

survenu le 7 mars, dans sa quatre-vingt-onzième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 11 mars, à 10 h. 30, en l'église Saint-Pierre de Montrouge.

De la part de :

Mme L. Roret, moniale dominicaine,
M. Robert Roret, ses enfants et petits-enfants,
M. et Mme Bernard Louvet, leurs enfants et leur petit-fils.

— On nous prie d'annoncer le décès de la

baronne Philippe de ROTHSCHILD,
née Pauline Fairfax-Potter,

survenu le 8 mars, à Santa-Barbara (Californie).

De la part de
Baron Philippe de Rothschild,
M. et Mme Jacques Sereys et leurs enfants.

— M. et Mme Henri Sultan et leurs enfants,
M. Paul Sultan,
M. et Mme William Levy et leur fils,
M. et Mme Elie Sultan et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme veuve Léon SULTAN,
née Esther Schoukroun,

leur mère, belle-mère et grand-mère, décédée le 9 mars 1976, dans sa soixante-dix-neuvième année.

Les obsèques auront lieu dans l'intimité, le jeudi 11 mars 1976.

210, avenue de Versailles,
75016 Paris.

— Coulommiers (Seine-et-Marne).
Mme Daniel Tourneur, son épouse,
M. et Mme Jean-Pierre Bichat,
Frédérique et Lionel, ses enfants et petits-enfants,
Et toute la famille,
ont la douleur de vous faire part du décès de

M. Daniel TOURNEUR,
maire honoraire de Coulommiers,

survenu à Coulommiers, le lundi 6 mars 1976, dans sa cinquante-sixième année.

Les obsèques auront lieu, le jeudi 11 mars, à 15 h. 30, en l'église Saint-Denys-Sainte-Foy de Coulommiers.

Réunion et remerciements à l'église.

Cet avis tient lieu de faire-part.

80, avenue Jehan-de-Brie,
77120 Coulommiers.

— La comtesse Stanislas de Villèle,
M. Bernard de Villèle,
M. et Mme Alain Fabart,
font part du rappel à Dieu du

comte Stanislas de VILLELE,
chevalier de La légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1945,

pieusement décédé, le 8 mars, à Mourvilles-Basses, dans sa cinquante-troisième année.

Obsèques et inhumation, jeudi 11 mars, à 16 heures, en l'église de Mourvilles-Basses (Haute-Garonne).

Anniversaires

— Le treizième anniversaire de la mort du

colonel Jean BASTIEN-THIRY,

sera marqué, le jeudi 11 mars 1976, par les cérémonies suivantes : à 8 heures, messe en l'église Saint-Gilles de Bourg-la-Reine ; à 8 h. 45, prières et dépôt de gerbes au cimetière ; à 18 h. 45, messe en l'église Notre-Dame-des-Victoires, à Paris-2e.

— Il y a deux ans, disparaissait

Michel CROISET,

cinq jours après Emmanuelle et Chloé, ses petites-filles. Ses parents, sa femme, demandent à tous ceux qui l'ont connu, aimé, de s'unir à eux par le souvenir.

Avis de messe

— Une messe sera célébrée pour le repos de l'âme de

Michel VAN-VI,

décédé chrétiennement à Saigon, le 31 janvier 1976, et pour le Vietnam, en l'église Notre-Dame-des-Victoires, place des Petits-Pères, 5, rue de la Banque, le samedi 13 mars, à 11 heures.

37, rue Cambon.

Remerciements

— Grenoble. Pont-de-Lignon.
M. et Mme Jean Lesage,
Linda et Michel,
Eric Hybord,
M. et Mme Marc Michelin,
très touchés par les nombreuses marques de sympathie témoignées lors des obsèques de

René LESAGE,

remercient toutes les personnes, particulièrement M. le maire et les représentants de la municipalité, le Centre dramatique national des Alpes, la maison de la culture, leur personnel, les habitants du quartier, le corps médical et le personnel soignant.

Le SCHWEPPES Bitter Lemon.
Comment ne pas l'aimer ?

VENTES

A Drouot-Rive gauche

UNE TOILE D'ACHILLE LAUGÉ A 88 000 F

A la loterie du temps qui ronge sans appel certaines notoriétés ou qui, parfois, ressuscite des talents dédaignés par la mode d'une époque, le peintre Achille Laugé vient de gagner. Disparu octogénaire en 1944, il laissait dans son atelier de Cailhau, près de Carcassonne, des œuvres lumineuses et sereines témoignant des facettes d'un art qui s'exerça avec le même bonheur aux recherches pointillistes, divisionnistes et treillistes. Cent vingt dessins, pastels et peintures présentés à Drouot-Rive gauche par l'étude Godeau, Solanet, Audap, avec MM. Durand-Ruel et Cézanne, experts, ont été dispersés pour un total dépassant 500 000 F ; parmi les acheteurs qui contribuèrent au succès de cette vente, beaucoup étaient venus des départements du Languedoc, où Laugé avait choisi de retourner vivre après une brève et décevante période parisienne.

Jeune peintre, Achille Laugé n'eut guère de chance avec les salons ; trois toiles qu'il exposa aux Indépendants, en 1894, furent sévèrement critiquées ; en 1900, son envoi fut refusé ; il s'agissait d'une toile pointilliste, Devant la fenêtre, 123 × 150, groupant deux jeunes femmes, un bouquet de fleurs et le paysage que le peintre découvrait de son atelier. Mise à prix 15 000 F, cette œuvre jadis dédaignée obtint la plus haute enchère de la vacation : 88 000 F, donnés par un collectionneur genevois. Autre revanche, une préemption des Musées nationaux pour un portrait en contre-jour, sur fond de roses trémières, de l'épouse de Laugé, 92 × 112, daté 1899, qui, estimé au mieux 25 000 F, devait atteindre 54 000 F. — G.V.

A L'HOTEL DROUOT

A DROUOT - RIVE GAUCHE
Gare d'Orsay - 7, quai Anatole-France

Jeudi

EXPOSITIONS

de 11 h. à 16 h.

S. 1. - Coll. de miniatures. Tableaux anc. Enluminures XVe. Me Delorme.
S. 2. - Art nègre. — M. Roudillon. Mes René et Claude Boisgirard.
S. 4. - Armes à feu. Armes blanches. — Mes Laurin, Guilloux, Buffetaud, Tailleur.
S. 6. - Bibelots. Bijoux. Me le Blanc.
S. 7. - Bijoux. Objets de vitrine. Argenterie ancienne et moderne. — MM. Fromanger, Dillée, Déchaut. Mes Ader, Picard, Tajan.

VENTE ·

S. 16. - Bx meub. style. Me Bondu. Hôtel George V - 14 h. 15. Importantes monnaies en or, argent et bronze. M. Bourgey. Mes Ader, Picard, Tajan.

(Publicité)

CONFERENCE DE L'OASIS
184, bd St-Germain - 75006 Paris
Mercredi 10 mars 1976 à 20 h. 45
Grande conférence de
« LA VIE CLAIRE »
LE CHAUFFAGE A L'EAU FROIDE
par M. G. PEROT
Débat
CAUSERIE D'ACTUALITE
par M. REMY
(Entrée libre et gratuite.)

MONDIAL MOQUETTE

LE PLUS GRAND SOLDEUR DE MOQUETTE

MONDIAL MOQUETTE soldeur professionnel

VOUS PROPOSE

SUPER VELOURS

disponibles en six magnifiques coloris

32,50 F le M²

MOQUETTE BOUCLEE

15 f LE m²

GRANDE LARGEUR

APPORTEZ VOS DIMENSIONS

MOQUETTE STRUCTUREE

ICI EN OFFRE une qualité exceptionnelle à un PRIX TRES BAS

39 F le M²

IMBATTABLE à Qualité égale
DISPONIBLE EN 5 COLORIS MODERNES

MOQUETTE DECOREE

STOCK LIMITE

29 F le M²

PLUS DE 10 QUALITES VENDUES A UN SEUL PRIX

OUVERT :
Lun. Mar. Mer. Jeu. Ven. 9 h 21 h. Sam. Dim. Fêtes 9 h 20 h.

SAINT-DENIS : 73, rue de la République Tél. : 820.92.93
MAISONS-ALFORT : 129, rue Jean-Jaurès - R.N. 5 Tél. : 368.44.70
BAGNOLET : 151-153, av. Pasteur - 5 mn Pte des Lilas Tél. : 858.16.48
SARCELLES : 29, av. Division-Leclerc - R.N. 16 Tél. : 990.00.77
BOULOGNE : 82 bis, rue Gallieni. Tél. : 605.45.12
PARIS 13e : 40 quai d'Austerlitz Face gare d'Austerlitz Tél. : 331.72.38
COIGNIERES (N. 10), près Trappes : route du Pont-d'Aulneau. Tél. : 461.70.12
PARIS 14e : 90, bd Jourdan 50 m Porte d'Orléans Tél. : 539.36.62
FOSSES-SURVILLIERS : Zone Industrielle de Fosses. Pres. gare S.N.C.F. Tél. : 471.03.44
PARIS 19e : 144, pl. de La Villette. Mo Colonel-Fabien et J.-Jaurès. Tél. : 203.00.79

PARIS 18e • 114 rue DAMREMONT
Tél. : 606.05.73

black

JEUNESSE

EXPOJEUNES : succès pour les « politiques » et les écoles privées

Plusieurs dizaines de milliers de jeunes auront visité, du 3 au 10 mars, le troisième salon Expojeunes, dans l'ancienne gare de la Bastille à Paris. Cent quatre-vingts stands consacrés aux métiers, aux études, aux loisirs et aux vacances : ni fête ni foire cette manifestation refuse le spectaculaire et l'information veut coller à la réalité ; les rouages de la machine à programmer les générations montantes sont miniaturisés ici... jusqu'à l'Agence nationale pour l'emploi, qui trône à l'entrée, comme pour rappeler que l'actualité, et l'avenir, pour les jeunes, c'est aussi le chômage.

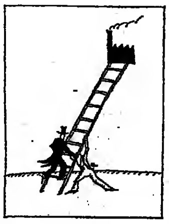
Cette année, pour la première fois, des organismes à caractère social sont présents à Expojeunes — comme Frères des hommes, le Secours populaire français et la Fondation de France — ainsi que les mutuelles étudiantes, qui ont pris conscience de la nécessité d'informer avant l'entrée en faculté. Les activités manuelles de la Chambre des métiers, des Compagnons du devoir et du GREAR, ont eu beaucoup de succès. Mais ce sont, incontestablement, les stands politiques ou syndicaux qui remportent l'oscar de l'animation : les U.D.R., les socialistes et les jeunes de la C.G.T. sont venus rejoindre les jeunes giscardiens ou communistes. A côté d'eux, les stands des scouts ou de l'espéranto font figure de laissés-pour-compte.

Les quinze à vingt ans sont donc venus nombreux, de tous les coins de la région parisienne, souvent en groupes, envoyés par leur école, essayant de glaner quelques idées, souvent intéressés, rarement indifférents. Un point commun à tous les visiteurs : ils finissent toujours par s'agglutiner devant les orchestres du podium de Radio-France.

Le Monde DES ARTS ET DES SPECTACLES

« LA TERRE DE LA GRANDE PROMESSE » D'ANDRZEJ WAJDA

LES OMBRES DE ZOLA ET DE DOSTOIEVSKI



1885. Le dix-neuvième siècle n'en finit pas d'accoucher du monde moderne. Ecartelée entre la Prusse, la Russie et l'Autriche, la Pologne refuse de rendre l'âme. A Lodz, grand centre d'industries textiles sous domination russe, c'est pourtant moins un espoir de liberté qui occupe les esprits que, chez les riches, la crainte de la ruine, et, chez les pauvres, celle d'une misère accrue. La nuit, des incendies illuminent la ville. Ce sont les fabriques qui brûlent. Des patrons qui n'ont pas eu la possibilité (ou le courage) de moderniser leurs moyens de production y ont mis le feu dans l'intention d'être dédommagés par l'assurance. D'autres, plus honnêtes, se suicident. Pendant ce temps la foule des sans-travail piétine devant les échoppes des prêteurs sur gages. Pendant ce temps également, des industriels plus prévoyants ou plus impitoyables que les autres font fortune. Le capitalisme impose ses lois. Trois jeunes gens joyeux et sympathiques ont très envie d'en profiter.

Aux environs de Lodz

Telle est la toile de fond du roman de Wladyslaw Reymont, la Terre promise, *paru en 1897, douze ans avant* les Paysans, *son chef-d'œuvre, vingt-huit ans avant un prix Nobel qui précède de peu sa mort.*

De ce roman, Andrzej Wajda a tiré un long film (près de trois heures de projection) qui suit le flux romanesque dans ses méandres et ses échappées, qui respecte son épaisseur et reflète fidèlement les passions, les extravagances, les fureurs et les nostalgies qu'il charrie. Un film d'une extrême richesse — complexité du sujet, opulence de la mise en scène, — grouillant de personnages, dont l'ambition est de reconstituer un monde disparu et d'aborder selon la bonne vieille méthode naturaliste un vaste ensemble de problèmes psychologiques et sociaux.

La Terre de la grande promesse, *c'est d'abord un tableau de mœurs, une galerie de portraits. Portraits d'individus appartenant à un conglomérat h u m a i n très diversifié. Wajda insiste sur cette stratification à la fois ethnique, culturelle et sociologique. Aux environs de Lodz vit une petite aristocratie rurale, d'origine polonaise, qui végète dans ses souvenirs, ses vertus ancestrales, ses tracas financiers. Né dans ce milieu moribond, auquel appartient sa fiancée, Karol, le héros du film, s'en échappe rapidement. A Lodz, au contraire, règnent les industriels, les banquiers, les courtiers, allemands ou juifs pour la plupart. Parmi les Allemands, le plus redouté est Bucholc, patron cynique, violent, inhumain, qu'une vengeance condamnera à mourir, comme un rat, au milieu de ses ballots de coton. De même, Kessler, le débauché, qui attire dans ses orgies les jeunes ouvrières de son usine, périra de façon atroce. Brasseurs d'affaires ou usuriers, les juifs apparaissent comme des Gobseck ou des Volpone, cerveaux puissants et cœurs de pierre, que seule intéresse la manipulation de l'argent. Caricatures parfois féroces qui pourraient faire soupçonner Reymont et Wajda d'antisémitisme, si ceux-ci ne dénonçaient la même âpreté chez les partenaires catholiques ou luthériens de ces juifs.*

Enfin, loin, très loin de ces nantis, le peuple, ou plus exactement le prolétariat, un prolétariat à peine sorti de l'esclavage, corvéable à merci, et encore inconscient de ses droits. Une foule anonyme et résignée que le réalisateur dépeint en larges plans généraux et au sein de laquelle il ne distingue qu'exceptionnellement une figure particulière.

Sur ce tableau d'une société en mutation se greffe une analyse psychologique dont les thèmes essentiels sont l'ambition et ce qu'on pourrait appeler la sclérose des âmes. Trois amis, Karol, Maks et Moryc, décident d'unir leurs efforts pour construire une usine, la plus belle, la mieux outillée de la ville. Karol est le fils d'un hobereau polonais qui a dû vendre ses terres ; Maks a vu son père, un manufacturier allemand, acculé à la faillite ; Moryc est un jeune juif bien introduit auprès de ses riches coreligionnaires. Pour concrétiser leur rêve (c'est le sujet du film), pour devenir ces hommes puissants et respectables qu'ils veulent être, il leur faudra beaucoup d'enthousiasme, beaucoup d'obstination, beaucoup de courage, de chance et de malice. Mais il leur faudra aussi commettre bien des bassesses, accepter bien des compromissions. Il leur faudra se cuirasser de dureté, pactiser avec des adversaires méprisables, étouffer ce qu'il y avait en eux de généreux et de loyal, et, pour Karol, qui était peut-être, au départ, le meilleur des trois, se résigner à un mariage d'intérêt. Ils gagnent, mais la victoire les transforme en de nouveaux Bucholc ou de nouveaux Kessler.

La naissance du monde industriel

Ce film imposant sur lequel passent les ombres de Balzac, de Dickens, de Zola et de Dostoïevski, renferme quelques superbes morceaux de bravoure (la soirée au théâtre, l'enterrement de Bucholc) et un choix remarquablement varié de scènes dramatiques (le désespoir des amis devant leur usine incendiée, le tête-à-tête de Karol et du mari de sa maîtresse), humoristiques (les discussions entre Moryc et le vieil usurier), horrifiques (la mort de Kessler), pathétiques ou épiques (la séquence finale — attendue, mais très belle — au cours de laquelle Karol ordonne à la troupe de tirer sur les ouvriers en grève).

Bien que Wajda tienne ses personnages à distance, comme l'exige le style naturaliste du récit, son regard n'est jamais impersonnel. On pourrait même lui reprocher d'abuser de la subjectivité quand il déforme l'image pour peindre la misère ou suggérer la vilenie de ses personnages. De même nous paraît parfois excessif son goût pour les éclaboussures de sang ou les détails nauséeux. Mais, après tout, c'est un monde de brutalité, de sauvagerie et d'horreur qu'il décrit. Et l'on sait bien que la naissance du monde industriel ne fut pas une aventure idyllique.

L'éloignement dans le temps — disons le « passéisme » — de cette histoire enlève évidemment de l'acuité à la leçon politique qui s'en dégage. Le capitalisme n'est plus ce qu'il était au début du siècle. Mais l'obsession de l'argent, l'arrivisme implacable, l'oppression, l'humiliation des faibles, sont des tares de société que nous connaissons bien. Et que Wajda semble lui aussi parfaitement connaître.

Interprète favori du cinéaste, Daniel Olbrychski est remarquable sous les traits de Karol. Ses deux principaux partenaires sont également excellents. L'interprétation de certains rôles secondaires laisse davantage à désirer. Mais c'est sans importance. L'impétuosité du film balaie ces vétilles. Avec la Terre de la grande promesse, *Andrzej Wajda a réalisé son « Autant en emporte l'argent ».*

JEAN DE BARONCELLI.

★ Quartier Latin, Elysée-Lincoln, Studio Raspail (v.o.).

« Ce sont l'argent et son pouvoir qui rendent les gens répugnants »

• Vos films sont, presque toujours, des adaptations d'œuvres littéraires. Qu'est-ce qui vous a attiré dans le roman de Wladyslaw Reymont, que nous ne connaissons pas en France, mais qui, à voir votre film, semble se rattacher au naturalisme de Zola ?

— Ce roman, *la Terre promise,* a été publié en 1897 et il est très original, très différent, de ce qu'on trouvait à l'époque dans la littérature polonaise. La tradition littéraire était surtout une tradition rurale. C'était la culture de la petite noblesse terrienne. Le livre de Reymont est un livre profondément urbain, qui traite du problème d'une ville, d'une industrie en transformation. Il est extrêmement réaliste, riche en descriptions presque photographiques, et le style de Reymont est exagéré, excessif. C'était, pour moi, une matière idéale. Oui, il y a eu, sans doute, une influence de Zola. D'ailleurs, Reymont a écrit ce livre à Paris. C'est un écrivain très célèbre chez nous. Plus tard, il a reçu le prix Nobel pour son épopée rurale : *les Paysans.* J'ai suivi fidèlement le récit de *la Terre promise.* Mais j'ai accentué l'amitié entre les trois hommes : Karol Borowiecki, Moryc Welt et Maks Baum.

— L'ampleur, le réalisme de la reconstitution d'époque, dans les décors en particulier, sont tout à fait étonnants. Comment ont été réalisés ces vieux quartiers, ces vieilles usines ?

— Mais ces rues et ces usines sont des décors réels. Rien, pour cela, n'a été reconstitué en studio. La ville de Lodz n'a pas été détruite pendant la deuxième guerre mondiale. Il subsiste des quartiers entiers du passé et les machines d'époque sont toujours en service. Certaines portent la date des années 1890. Elles étaient alors toutes dépendantes d'un moteur général, et il y avait des courroies de transmission, qui rendaient le travail dangereux. Aujourd'hui, ces machines ont chacune leur moteur. Nous les avons maquillées pour les rendre semblables à ce qu'elles étaient. L'usine où nous avons tourné était en marche. La production n'a pas été arrêtée. On a mis des costumes d'époque aux ouvrières. Tout cela aurait été impossible, ou alors extrêmement difficile à faire, en studio. La machine à vapeur dans laquelle le vieil ouvrier, père de la fille séduite, fait tomber avec lui le chef d'atelier, pour se venger, ne fonctionnait plus depuis vingt ans. Elle a été remise en marche. Pour l'incendie de la fabrique, nous avions remis en état une usine qui avait déjà brûlé. On y a mis le feu de nouveau. Il était très intéressant, très passionnant, de rattraper, aujourd'hui, cette réalité historique car tous ces vieux quartiers vont disparaître dans un plan de rénovation de Lodz. C'était juste le moment. Cela donne au film un aspect document.

— Une production de cette importance, avec une durée de trois heures, une abondante figuration, nous apparaît quasiment hollywoodienne. Est-ce un film à très gros budget ?

— A gros budget, certes, mais pas excessif. Le film a été tourné très vite, en dix semaines. Il faut dire que je travaille depuis des années avec la même équipe, qui est bien rodée. Certaines scènes ont été tournées à deux équipes. Et la vitesse de tournage était indispensable au style que je voulais donner au film, au jeu frénétique que je demandais aux acteurs et qui ne pouvait pas être obtenu pendant des mois. Mais, de toute façon, la production polonaise est planifiée. Chaque année, on fait un ou deux films de cette importance et dont on est sûr, grâce au sujet, qu'ils seront de grands succès. Cela permet de soutenir la cinématographie polonaise. Les bénéfices permettent d'amortir les films qui marchent moins bien. Le film national est privilégié aux yeux des Polonais, qui préfèrent leur cinéma aux cinémas étrangers. Effectivement, *la Terre de la grande promesse* a très, très bien marché, son gros budget a été largement amorti.

— On trouve dans cette œuvre une violence, une sauvagerie des situations, des caractères et des passions, extrêmement soutenues par votre mise en scène. Cela tient-il seulement au livre, ou bien à vous ? Et pourquoi avez-vous employé systématiquement le grand angle pour les prises de vues ?

— Le livre était un bon prétexte à cette violence, mais j'ai tout accentué, volontairement. Les personnages sont porteurs d'une puissante énergie, qui devait se déchaîner dans la mise en scène. Et pour un film aussi long, avec autant de personnages, il fallait que les situations soient très intenses, il fallait que le rythme ne se relâche jamais, qu'on ne tombe jamais dans le réalisme psychologique d'une narration classique. J'ai tout fait pour que ce monde ne se fige pas. C'est un monde cruel, qui s'oppose au monde campagnard, idyllique, du début. Mais un monde nécessaire, inévitable, par lequel les protagonistes doivent passer. Au bout de cette sauvagerie des gens qui veulent s'enrichir, de l'industrie en plein développement, on aboutit à la grève et aux soldats qui tirent sur les ouvriers. Le film est une critique de l'univers du capitalisme triomphant. Pour le grand angle, c'est très volontaire. Du point de vue technique, cette mise en scène m'a permis d'avoir une grande liberté de regard, de voir en même temps plusieurs choses, d'obtenir une grande intensité visuelle, puisque la profondeur de champ inscrit les personnages dans un entourage très précis et que les déformations accentuent le réalisme critique.

— Cette vision du capitalisme fin dix-neuvième siècle est-elle une leçon pour le monde actuel ?

— Oui, bien sûr. Mais la situation décrite est la situation extrémiste d'un système à l'état primitif, qui ne se heurte à rien, qui n'est pas limité par l'Etat ni par des lois sociales. Tout est permis aux industriels, aux financiers. C'est l'Angleterre de 1840 et il faut en tenir compte. A la fin, les ouvriers commencent à s'organiser, les perspectives vont changer. Le film est entièrement historique. Il fait apparaître un système de hiérarchie de valeurs fondé sur l'argent. Ce sont les structures féroces du capitalisme. Le film a attiré beaucoup de jeunes gens et c'est très bien car les jeunes n'ont aucune notion véritable du passé. Je suis allé contre la nostalgie rétro. J'ai montré un passé violent, non seulement par les lois économiques mais encore par les passions humaines.

— Les personnages agissent comme des forcenés. Ils ne connaissent pas de répit dans leur volonté de réussite. Ils sont antipathiques, mais aussi fascinants. Et l'on s'attache même au Polonais Borowiecki, on a envie qu'il arrive au bout, qu'il triomphe. Il devient une sorte de « héros positif ». Comment expliquez-vous cela ?

— Ils sont certes antipathiques, mais ils veulent quelque chose, ils cherchent leur liberté individuelle, personnelle, par l'argent. C'est une réaction profondément humaine, sur laquelle j'ai insisté parce que cela donne une dimension infernale à l'univers de Lodz. On ne doit pas se dire : voilà des personnages, voilà le monde qu'ils ont créé, mais voilà un monde historique, économique, et les gens qui ont dû s'y adapter, qui ont dû entrer dans ses lois, sont devenus comme cela. Pour Borowiecki, je suis content que vous le jugiez tout de même sympathique, car je l'ai voulu. La critique polonaise m'a reproché d'avoir dénigré le Polonais ; en fait, il est privilégié par rapport aux deux autres. Il vient d'un monde différent, de cette petite noblesse rurale en train de disparaître et il est beaucoup plus difficile pour lui d'exister. Borowiecki est sûrement intelligent, mais il ne peut pas « réussir » en suivant le droit chemin. Son monde originel est révolu, et lui est fortement conditionné par l'évolution industrielle capitaliste. Il est emporté par quelque chose de plus fort que lui. Mais peut-être ai-je cédé à une certaine pression du public, qui veut toujours un héros.

— Il faut aborder un point délicat. Les juifs, dans ce film, apparaissent remuants, rapaces, selon ce qui peut apparaître comme une vieille tradition de l'antisémitisme. Certains, au sortir de projections privées, ont dit avoir cru reconnaître les caricatures du « Juif Süss ». C'est exagéré, mais qu'en pensez-vous ?

— Le film a été montré aux Etats-Unis et ailleurs sans susciter ce genre de réflexions, qu'on ne m'a faites qu'à Paris. En Pologne, en revanche, on m'a parfois reproché un côté philosémite ! Il n'y a, pour moi, aucune ambiguïté. Ce n'est pas un caractère ethnique qui conditionne les réactions des juifs, c'est l'argent, comme pour les Allemands et les Polonais qu'on voit en action. Ce sont l'argent et son pouvoir qui rendent les gens répugnants. Il est vrai qu'au départ le roman de Reymont était porté vers une certaine caricature antisémite. Mais il a écrit ce roman en 1897, à une époque où il n'y avait pas d'Etat polonais et ses juifs sont des juifs russes. Il y a des détails qui risquent d'é c h a p p e r quand on ne comprend pas le polonais. L'usurier qu'on voit, au début, exploiter les ouvriers n'est pas un juif mais un Polonais qui exploite d'autres Polonais et même des juifs. Chaque fois que les personnages échappent à l'argent, ils échappent aux caractéristiques que donne l'argent. C'est le cas d'Halpern, par exemple. Pour bien mettre les choses au point, j'ai placé une prière en trois langues sur la découverte de Lodz, la ville de l'enfer capitaliste. Cette prière est dite en allemand, en polonais et en yiddish. Elle correspond à trois religions, à trois cultures qui se trouvent uniformisées dans ce monde de l'argent, du profit, du capitalisme sauvage. »

Propos recueillis par
JACQUES SICLIER.

LE MUSÉE DES ARTS DÉCORATIFS DERRIÈRE LE MIROIR

L'énigme des « anamorphoseurs »

L'ANAMORPHOSE, vous connaissez ? Depuis quelque quatre cents ans, elle traverse plus ou moins clandestinement l'histoire de la peinture. La voici pour la première fois en France, au grand jour, mise en devanture dans une exposition — parmi la collection de meubles et objets du Musée des arts décoratifs.

Il faut se faire chasseur d'images pour déceler ces pièges optiques qui dissimulent ce qu'ils veulent montrer. A première vue, l'image anamorphotique est un chaos. Ces formes déformées sont, lorsqu'on y regarde de plus près, des personnages, des intérieurs de palais, des paysages. Il s'y passe des choses. Des gens vivent et agissent dans ces planètes inconnues. C'est un monde à découvrir. Autrefois, l'anamorphose était le plus souvent un médium secret...

***

Elle a curieusement réussi à rester souterraine, au vingtième siècle, quasi inconnue sinon par des manifestations sporadiques jusqu'à ce qu'un « amateur », qui est également historien d'art, y jette un regard perplexe à l'occasion d'une exposition surréaliste à New-York en 1946. « *Ça m'a frappé et intrigué,* dit Jurgis Baltrusaitis. *J'ai pris le bout du fil. Quand on tient le bon bout, ça se déroule et ça va loin...* » Il est vrai qu'ancien élève de Focillon, qui avait commencé par une « période romane », mais « romane fantastique », il avait une dilection particulière pour l'étude des dérèglements visionnaires. On lui doit depuis un ouvrage sur la quête d'Isis, légende d'un mythe où la divinité se trouve là où elle ne devrait pas se trouver. Et il prépare un ultime volet à ce « polyptyque fantastique », celui-là, sur le miroir.

Avec l'anamorphose, nous sommes tout à la fois devant et derrière le miroir. Jurgis Baltrusaitis en a fait l'archéologie. Il en est l'inventeur (lire l'article d'A. Chastel dans *le Monde* du 31 décembre 1975). L'exposition des Arts décoratifs est l'illustration de cette recherche, enrichie ici, édulcorée là par une machinerie de « chambres magiques ». Elle a été d'abord montrée au Rijksmuseum d'Amsterdam grâce aux subsides d'une banque qui célébrait « anamorphotiquement » son centenaire.

On peut imaginer que les anamorphoses ont fleuri sur le terrain des mentalités prérationnelles, qu'elles viennent des territoires de la magie et de l'alchimie. En France, pour Jurgis Baltrusaitis, ces « dérèglements visionnaires » ont accompagné la montée du rationalisme. C'est à travers la peinture une doctrine de la vision, la question de l'illusion, et la réalité des apparences.

« *Mais, d'une manière générale, le monde de l'anamorphose accompagne le code moral et philosophique, pour ou contre, c'est toujours un discours secret,* dit Jurgis Baltrusaitis. *Ce qu'on ne veut pas dire ouvertement, on le dit anamorphotiquement : scènes érotiques, scatologiques, ésotériques, métaphores philosophiques, paraboles religieuses...* »

D'où vient-elle ? Peut-être de Chine. On voit ici des œuvres chinoises représentant des accouplements acrobatiques dont l'image est brouillée par le système anamorphotique. La plus ancienne que l'on connaisse en France est due à Simon Vouet, au début du dix-septième siècle, visiblement inspirée d'une anamorphose chinoise qu'il aurait trouvée sur la route de la soie, alors qu'il accompagnait un ambassadeur. Mais on trouvait, bien avant la lettre, ces jeux de « perspective secrète » chez Léonard de Vinci, l'Allemand Erhard Schön et Dürer, qui avait été à Vérone en étudier les recettes.

***

Ce médium secret et initiatique, le Siècle des lumières en France lui a donné sa place dans le discours philosophique. Le maître en est un savant, l'abbé Niceron. Ce sont moins les peintres qui ont recherché dans l'anamorphose une vision nouvelle que les savants « *qui en ont fait,* dit Jurgis Baltrusaitis, *la démonstration de la toute-puissance de la géométrie. On joue jusqu'aux confins de la magie* ». Philosophiquement, c'est une manifestation de doute, celui de l'illusion, et de la réalité des apparences. De ce qui est et ce qui n'est pas. Les choses telles qu'elles sont vues et telles qu'elles sont en réalité.

Techniquement, la « perspective secrète » est une figure allongée jusqu'aux frontières du méconnaissable. On dilue son identité pour en retrouver l'intégrité sous un certain angle ou à travers le miroir. Il y a des règles pour déformer les formes : un visage est dessiné sur une page mise au carreau, le carré devient un trapèze puis un losange... La figure s'allonge, s'allonge jusqu'à la perte de son identité, tandis que, pour les anamorphoses au miroir cylindrique, l'artiste procède par la courbe.

***

Le dix-huitième siècle a fait des images anamorphotiques avec des tableaux célèbres, « médiatisés » en quelque sorte en images populaires. On transpose le chef-d'œuvre en chaos. Surprise : on le retrouve en regardant dans un miroir. Et, au dix-neuvième siècle, la phase populaire a été encore plus loin avec les images d'Epinal et ces scènes scatologiques de personnages faisant leurs besoins dissimulés derrière le paravent de la représentation anamorphotique. En face de ces imageries de foire, un chef-d'œuvre de Schön : l'anamorphose en majeur et en mineur sur le même thème. Toute l'exposition d'ailleurs tend à donner l'aspect le plus spectaculaire du phénomène de l'anamorphose. Elle a multiplié les « chambres magiques », les « Wunder-Kammer », et les machines optiques qui mêlent le jeu aux dessous les plus secrets et les plus graves de l'anamorphose, laquelle détruit physiquement les images pour permettre leur reconstruction par une opération mentale dont le résultat souvent surprend.

On perd la trace de l'anamorphose lorsque la peinture abandonne l'image pour la délectation picturale, dès les impressionnistes. Elle ne réapparaît que chez les magiciens de l'image et autres manipulateurs de formes, avec les surréalistes : chez Dali, qui a peint des anamorphoses érotiques à la manière chinoise en regardant dans un miroir, et aussi chez un peintre cinétique comme Vasarely, dont les productions, ces dernières années, ne sont qu'une manipulation de la transposition de figures géométriques. Pour ainsi dire là où Jurgis Baltrusaitis l'a découverte. C'est l'un des mobiles de l'exposition : montrer les ancêtres cachés de certaines innovations contemporaines.

JACQUES MICHEL.

★ Les anamorphoses au Musée des arts décoratifs. Texte de Jurgis Baltrusaitis. Présentation d'Olivier Lépine.

EN BREF

Défaillances théâtrales

Après Jeanne Moreau, en délicatesse avec son genou droit, qui interrompt les représentations du *Lulu*, de Wedekind, dans la mise en scène de Claude Régy, au théâtre de l'Athénée, c'est Maurice Sarrazin qui a « craqué » en scène lundi, à Cherbourg, où il interprétait le rôle de Galilée dans le *Galileo Galilei*, de Brecht, avec le Grenier de Toulouse, dont il est le directeur.

C'est à la suite d'un chahut provoqué par des potaches que Maurice Sarrazin a interrompu la représentation. Dans les coulisses, la majorité de la troupe s'est désolidarisée du geste de son directeur ; quinze des vingt acteurs et techniciens *« réprouvent totalement l'attitude de M. Sarrazin et tiennent à dénoncer ce qu'ils considèrent comme une faute professionnelle grave, inadmissible de la part du directeur d'un centre dramatique national »*.

Les représentations prévues à Cherbourg ce mercredi et jeudi étaient cependant maintenues. — *(Corresp.)*

Deux festivals film-histoire

Deux manifestations, presque simultanées, dans le sud de la France : deux approches historiques du cinéma. A Valence, du 23 au 29 mars, les deuxièmes rencontres de « Cinéma et Histoire », patronnées par la Fédération française des ciné-clubs, offrent un panorama de films portant sur un double thème : la crise des années 20-30 (avec, essentiellement, des films allemands populistes et français naturalistes) et le libéralisme.

D'autre part, le premier Festival international de critique historique de Perpignan (issu des « Confrontations » existant depuis 1965 dans cette ville) se propose d'analyser, du 21 au 28 mars, l'idéologie hollywoodienne et la recherche d'identité des pays d'Amérique latine, en présence du metteur en scène argentin Leopoldo Torre-Nilsson, des réalisateurs chiliens Helvio Soto et Raûl Ruiz, de Jean Cayrol, d'Armand Gatti, de Carlos Fuentes, etc.

★ Rens. : Centre culturel de Valence, 7, rue des Sœurs-Grises, 26000 Valence (tél. : 43-42-33) ; Cinémathèque de Perpignan, palais des Congrès, 66000 Perpignan.

Première réalisation du studio Idéfix

Après *Astérix le Gaulois*, *Astérix et Cléopâtre* et *Lucky Luke*, René Goscinny et Albert Uderzo viennent d'achever leur tout dernier long métrage d'animation, *Les Douze Travaux d'Astérix*, qui a coûté 7 500 000 francs, sortira en Allemagne à Pâques et à Paris en octobre prochain.

C'est la première réalisation du studio d'animation « Idéfix », créé en avril 1974 par les inventeurs d'Astérix et par le producteur-éditeur Georges Dargaud.

Art et ordinateur

L'ordinateur a trente ans. L'art par ordinateur en a dix. C'est en 1965 que des artistes professionnels ont entrepris des recherches plastiques sur ordinateurs, dans la foulée d'informaticiens curieux de découvrir les ressources de leur outil, et d'explorer gratuitement le monde des formes qu'il est capable d'engendrer.

La revue *I.B.M.-Informatique* vient de publier un numéro spécial sur ce thème. Une centaine de pages abondamment illustrées, qui donnent un panorama très complet de la production artistique par ordinateur — œuvres de groupes (groupes français de Vincennes et de Belfort), ou individuelles (Manfred Mohr, Georg Ness, Michael Noll, Roger Vilder, Vera Molnar...) réalisées un peu partout dans le monde. S'y ajoutent des exemples de recherches dans le domaine du cinéma d'animation (Peter Foldes), de l'architecture et de l'esthétique industrielle.

★ IBM-Informatique, nº 13 ; 94-96, rue Réaumur, 75002 Paris.

Albi sans orgue

Voilà cinq ans qu'on n'a pas entendu le grand orgue de la cathédrale d'Albi, pour lequel il fallait une réfection complète. Celle-ci a été confiée à une maison de Strasbourg qui a fait faillite. Des pourparlers ont été engagés avec une maison italienne, mais aucun marché n'est encore conclu, semble-t-il.

Il faut de l'argent : un comité d'honneur a été constitué pour recueillir des fonds, mais parmi les membres, certains sont morts (Jean XXIII, Georges Pompidou) et depuis le temps qu'on attend, l'argent s'est dévalué. — *(Corresp.)*

« Comment Yukong

PÈLERINAGE ET VOYAGE

NOUS avons déjà tant lu, tant entendu, sur la révolution culturelle chinoise que le débarquement massif sur nos écrans — onze heures quinze de projection, chronomètre *en main, si vous voyez tout ! — des douze films rapportés par Joris Ivens* et *Marceline Loridan de la Chine communiste devrait combler le désir de tous ceux qui veulent « toucher du doigt » le phénomène.*

Le titre choisi, Comment Yukong déplaça les montagnes, *emprunte aux écrits du président Mao Tse-toung un message qui va à l'encontre de nos conceptions occidentales :* ce ne *sont plus les montagnes qui accouchent de souris mais bien les souris qui déplacent les montagnes. Tout est possible au peuple qui a le courage de prendre en main ses propres destinées :* « Notre ciel à nous, *écrit le président Mao,* n'est autre que la masse du peuple chinois. »

L'idéologie se fait verbe

Une étrange prédestination devait un jour faire se rencontrer le marxisme-léninisme appliqué de Mao Tse-toung et cette technique moderne de captation de la vie quotidienne nommée cinéma direct. De même que les masses écrivent désormais l'histoire du monde, et particulièrement en Chine, de même ce cinéma léger, qui exige un minimum de technologie mais un maximum de présence humaine, d'attention constante à la réalité, offrait l'outil de travail idéal pour s'approcher de ces masses chinoises, leur donner la parole.

Le grand mot est lâché : donner la parole ou, si l'on se place de l'autre côté de la caméra, prendre la parole. Le cinéma direct, ce n'est ni de la magie ni des plans sur la comète : tout simplement une caméra légère, facile à manier, capable de suivre chacun au fil de son « vécu », mais aussi caméra insonore, discrète au possible, permettant l'enregistrement en son synchrone des paroles et des bruits de ce même vécu. Richard Leacock en fut le prophète aux Etats-Unis, Jean Rouch l'archange en Europe et en Afrique, Pierre Perrault le « metteur en mots » au Québec. Tout le monde a désormais droit à la parole : une autre parole, non plus la parole figée des manuels, la parole dramatisée de Corneille ou de Labiche, mais la parole vécue de ceux que nous n'avons jamais entendus nous parler en direct, les oubliés de l'histoire, ceux qui créent le monde de leurs propres mains. La rencontre était inévitable entre le maoïsme appliqué de la révolution culturelle et ce maoïsme cinématographique défini par une technique très précise.

Joris Ivens, vieux militant bolchevik, vieux loup de cinéma — faut-il le rappeler, Ivens est le contemporain de S.M. Eisenstein, né comme lui en 1898, de deux ans le cadet de Dziga Vertov — qui a participé à toutes les rencontres de cinéma direct des années 60 organisées par l'UNESCO, devait saisir l'occasion à pleine main. Marceline Loridan, que nous avions vue et entendue pour la première fois en 1961 dans Chronique d'un été, *de Jean Rouch et Edgar Morin, dévidant ses souvenirs de déportation devant la caméra de Michel Brault, ne pouvait que concourir sans la moindre réserve au projet. Depuis* 17ᵉ Parallèle *(1967, la guerre du Vietnam) et* le Peuple et ses fusils *(1968, la guerre du Laos), les chemins de Joris Ivens et de Marceline Loridan sont devenus inséparables.*

Pas plus que les idées justes, chères au président Mao, les films justes ne sauraient tomber du ciel : ils se gagnent à la force du micro et de la caméra, dans un combat quotidien avec la nature parmi le peuple. De nombreux voyages avaient préparé les deux auteurs — trois quand même, si on inclut le caméraman chinois Li Tse-hsiang, dont le rôle est capital dans ce genre de travail — à leur rencontre avec la Chine, après la révolution culturelle. Dès 1938, à l'occasion du tournage de The 400 millions, *Ivens avait connu Chou En-lai et remis*

Chaque fois que passe la politique

par MARIA-ANTONIETTA MACCIOCCHI

LA dimension épique des films correspond à l'aventure, unique, de ces deux années passées en Chine par Joris Ivens et Marceline Loridan. La caméra filme un univers inconnu, plonge dans ses entrailles. Pour la première fois, la *politique* est en même temps parlée et filmée. On entend la parole des Chinois. La prise de contact est bouleversante. Dans le flux scandé du temps, la vie quotidienne, un repas familial, une phrase polémique, la « lutte entre deux lignes », la libération de la femme, la révolution culturelle, tout cela devient langage des Chinois. L'œil est sur l'image. L'oreille écoute ce que les Chinois veulent nous dire, et surtout, ce qu'ils se disent entre eux. Double vigueur artistique, double impact dans lequel nous nous trouvons impliqués. D'un seul coup, les Chinois ne sont pas des corps muets, mais des sujets en action, avec des voix tantôt stridentes, tantôt douces. Ce qui constitue le fond sonore, inintelligible, de nos voyages en Chine, devient ici, par la vertu du doublage, un texte dense. Discours tour à tour imaginatifs, stéréotypés, sarcastiques, sérieux ou ennuyeux. L'important, c'est qu'ils ne disent jamais la même chose. Ce ne sont jamais les mêmes. Jusqu'à présent, la Chine était un spectacle muet que nous offraient les mandarins occidentaux, qui la conservent dans un rapport d'extériorité : la Chine comme objet de consommation, dans l'immuable connaissance livresque coulée dans le creuset gréco-latin. Une Chine sans Chinois. Maintenant, cette mise en scène de la parole nous offre le tissu concret d'une, de mille, de huit cents millions de vies.

Ivens et Loridan ont avec les Chinois un rapport de connivence, de familiarité ; ils tentent d'écarter religiosité et mysticisme politique : lorsque l'image paraît idyllique — et elle l'est parfois, — il ne s'agit pas de la représentation d'une « classe ouvrière au paradis », mais d'un monde qui se construit dans l'action.

Ni enfer ni paradis. Une réalité en mouvement.

Douze films en douze heures, une même trame *matérialiste*. Les visages chinois apparaissent en gros plans, où tout passe : de l'irritation à l'emphase, de la colère au doute, expressions contrastant parfois avec les propos péremptoires. La Chine devient lisible : et c'est davantage qu'un texte, qu'une écriture, car il y a cohésion entre corps et discours, mouvement permanent de l'un à l'autre. On est pris dans ce flux. L'intelligence de chaque épisode tient à l'« ouverture » involontaire du dénouement : le spectateur, entrant dans ce mouvement dialectique, peut en imaginer la suite et décider de sa conclusion. Qui remplacera qui ? Qui dirigera qui ? Qui aura raison de qui ? Le garçon de Changhaï qui a envoyé son ballon dans la figure de l'enseignant a fait son autocritique, d'accord ; mais peut-être est-il à présent en train d'afficher un *dazibao* dans son école contre l'enseignant en question, exigeant une « autre révolution » dans le programme des études. A la limite, l'avenir de la Chine est dans l'attentat au ballon, comme en des millions de Chinois, qui *savent* que nul n'est jamais humilié définitivement, qu'aucune autorité n'est absolue. Demain, *après* leur autocritique, ils reprendront la lutte *pour* se rebeller à nouveau, dans un autre contexte politique. En conclusion, je dirais que ces films nous font comprendre le mécanisme du bouleversement politique qui se produit actuellement en Chine (« approfondissement de la révolution culturelle », dit-on), ou de ceux qui viendront, dans cette permanente marche à contre-courant. Une sorte de non-sens pour un occidental, à qui l'on a appris que l'*ordre* coïncide avec le règne absolu de l'autorité.

Rouges et experts

Je n'aime pas parler d'homme nouveau, c'est une monnaie usée, passée entre trop de mains, par trop d'illusions. Je préfère parler d'un rapport entre les hommes qui est autre. Dans la pharmacie de Changhaï, dans l'usine de générateurs, dans les champs pétrolifères de Taking, dans le village côtier du Shantung (où des jeunes filles, guidées par un capitaine de vingt-trois ans, sont devenues pêcheurs en haute mer), on ne nous présente pas une masse qui risquerait de se transformer en un chœur, mais des individus, des sujets révolutionnaires, avec nom, prénom, histoire personnelle. Et cela s'inscrit dans le langage politique comme concept théorique essentiel d'un marxisme non archaïque : la liaison entre subjectivité et objectivité. A travers la revalorisation de la pratique des hommes, on démontre que le marxisme n'est pas une « science des infrastructures » ; le marxisme aborde le rapport entre subjectif et objectif, non pour donner la primauté au subjectif, mais pour revaloriser la subjectivité dans un sens révolutionnaire.

Ivens et Loridan décrivent le parcours accidenté d'une révolution culturelle qui est une sorte de guérilla intérieure ininterrompue, faisant exploser toutes les vieilles idées sur la conception de la femme, la famille, les mœurs, les croyances, la religion (Confucius), le travail manuel et intellectuel, les salaires, les primes à la production, la répartition des tâches. Pour comprendre, il faut avoir vu ces pionniers dompter le désert de Taking, forer la terre sèche pour en faire jaillir le pétrole, après le départ des techniciens soviétiques et l'encerclement impérialiste. Au cours de la fête de Taking, d'une indicible beauté, nous voyons défiler hommes et femmes à cheval, surprenants héros prolétariens, une énorme fleur rouge de papier sur la poitrine, faisant corps avec la foule colorée qui les entoure et les applaudit parce qu'ils sont « rouges et experts ».

Quant à la lutte dans l'usine de générateurs de Changhaï, elle nous repose la question : la dictature du prolétariat peut-elle être une forme de démocratie absolue ? Dans cette usine, le mécanisme de la lutte part du bas : premières critiques, grognements contre une direction qui reste toujours dans son bureau (« *Mais qu'ont donc de si extraordinaire les bureaux de l'administration pour que les dirigeants n'en sortent jamais ?* »), assemblées ouvrières accusant la direction de mauvaise gestion et de favoritisme (jusque dans la distribution des billets de cinéma), le tout entrecoupé d'études de *l'Anti-Dühring*, du révisionnisme, d'interminables réunions avec les chefs (qui feront leur autocritique), pour en arriver à une définition de la nouvelle organisation anti-hiérarchique à travers les comités révolutionnaires. Les rebelles ne s'arrêtent jamais : élaboration collective d'un *dazibao* contre le bureaucratisme. On entend leurs voix s'entrecroiser : « *Tu dois le dessiner comme ça... Le camion s'est ensablé dans le désert et ses roues tournent à vide... On entend le bruit du moteur, mais le camion n'avance pas... C'est ainsi que nous devons représenter la direction... Maintenant, dessine le sable, écris-le plus grand possible* et *montre bien l'ensablement des roues...* » Nous voyons, sur l'écran, l'art populaire apparaître avec et dans la politique.

Le temps chinois est à l'opposé du nôtre. En Chine, temps calmes, temps longs. Mais le temps politique court rapidement ; il nous laisse à la traîne. Les discussions sont incroyablement rapides, et l'on a parfois envie de dire : « *Je vous en prie, arrêtez-vous un moment !* » Deux conceptions du temps, en réalité : l'une réside dans la *cosa mentale* de Léonard de Vinci, dans la pensée politique qui s'écoule : les Chinois peuvent critiquer un dirigeant pendant trois mois (temps long), mais pendant trois mois ils ne cessent d'en parler (temps bref). Chez nous, la connaissance du temps n'est pas liée à la tension politique, mais à la frénésie de la vie, à la vitesse des rythmes d'exploitation, au Concorde.

Encore une dimension qui est autre : l'*usine* n'est pas entourée d'une muraille (Renault), c'est un lieu ouvert ; les familles des ouvriers vont et viennent ; elles mangent aussi à la *cantine* ; les travailleurs se construisent des lieux d'habitation sur le terrain même de l'usine.

Les femmes sont superbes : peau, éclat, présence, jeunesse, inégalable beauté des corps des jeunes filles qui plongent dans la mer. Un pays qui repose sur les femmes et les enfants. Femmes libérées de ce « mangeur de femmes » qu'était Confucius, encore étonnées par la place qu'elles occupent dans la production ou par le management qui a tout changé : ce ne sont plus elles qui sont choisies, elles peuvent elles-mêmes *choisir*, elles ont échappé au mariage combiné par des entremetteurs (une *jeune fille* de quinze ans contre un porc), à la torture — que la grand-mère raconte à ses petits-enfants — les pieds mutilés pour être désirable, elle pouvait à peine marcher, mais il fallait que les prétendants et les voisins puissent dire : « *Quels merveilleux petits pieds !* » Les hommes sont comme étonnés d'être dirigés par des femmes, d'écouter leurs discours politiques, au syndicat, à l'usine, tout cela après des siècles de phallocratie. Avec des gestes gauches, ils s'occupent des enfants, font la cuisine, et lavent le linge. Là où passe la *politique*, le rapport homme-femme paraît évoluer plus rapidement. Le film s'arrête, trop pudiquement peut-être (mais les Chinois sont pareillement pudiques), sur les rapports amoureux, sur le mariage retardé, sur la solitude du célibataire jusqu'à vingt-cinq ans... Contraste entre la fermeté de la vice-présidente du syndicat, à l'usine, et la timidité embarrassée dont elle fait preuve en présence de son mari, qu'elle ne voit qu'une fois par semaine.

Je dirais qu'il y a deux vies parallèles : camaraderie à l'usine et dans la discussion *politique*, et séparation des sexes au dehors. Hors de l'usine, les femmes bavardent entre elles en tricotant. La révolution chinoise est (aussi) une révolution féminine : pas un « matriarcat » socialiste, naturellement, mais un énorme pouvoir des femmes qui marquera le futur. Et puis, dans ce jeu de contradictions, la pudeur se brise, brusquement, chaque fois que passe la politique : dans la pharmacie, un jeune vendeur parle ouvertement de la pilule à un groupe de femmes (avec des enfants écoutant de toutes leurs oreilles) et explique avec précision l'usage du diaphragme. Peut-on imaginer cela à Paris, pour ne pas dire à Rome ?

Ivens et Loridan ont mené à bien une entreprise considérable : nous confier une Chine quotidienne. Sorte de grand testament artistico-politique du militant Joris Ivens qui a filmé tant de révolutions. Sur ces douze heures de film, le spectateur émettra des réserves, des critiques, des doutes : je ne leur fais finalement que peu de place dans cet article, et an mal. Nous pouvons cependant regretter que soient ignorés les déchirements du groupe dirigeant (l'affaire Lin Piao), déplorer cette distance qui sépare les Chinois du monde extérieur, malgré leur internationalisme. Et quel étrange silence sur la *menace* d'une agression de l'U.R.S.S. qu'ils sentent toujours peser sur eux. La Chine paraît un univers grandiose et fermé sur lui-même. Et, si nous touchons le cœur profond de la Chine, nous percevons en même temps l'absence causée par ce silence : la voix des Chinois n'a pas de mots pour nous, de ce côté-ci du monde.

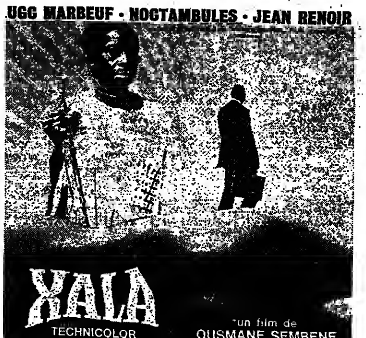
Joris Ivens.
Portrait par Léo Haas.

MERCURY - ABC
HAUTEFEUILLE - MONTPARNASSE 83 - GAUMONT
CONVENTION - NATION - FAUVETTES -
CLICHY PATHÉ. Périphérie :
GAUMONT EVRY

VENDREDI 12 MARS 1976 à 21 h. au l'Hôtel Méridien Porte Maillot, soirée « ONIRIQUE » organisée par l'Association des Elèves de l'Institut Supérieur de Gestion. Renseignements et réservation : 8, rue de Lota, Paris (16ᵉ), tél. 704-37-89.

Mardi 17 et vendredi 19 mars
à 20 h. 30 (SOM)
SALLE CORTOT
78, rue Cardinet
75017 PARIS
Claire BERNARD, violon
Michèle DELFOSSE, clavecin
Œuvres de J.-S. BACH et VIVALDI
Billets : Durand et J.M.F.

STUDIO
des CHAMPS-ELYSEES
Odette LAURE
Jacques MOREL
et
Alain MOTTET
LA FROUSSE
Comédie de Julien VARTET
Mise en scène de Pierre CLERMONT

UGC MARBEUF - NOCTAMBULES - JEAN RENOIR


déplaça les montagnes »

DE DEUX CINÉASTES OCCIDENTAUX EN CHINE

clandestinement aux émissaires de la VIIIe armée sa caméra portable, une Bell & Howell 35 millimètres, avec laquelle seraient prises les images historiques de Mao Tse-toung et du docteur canadien Norman Béthune, à Yenan. Cette caméra, acte de naissance du cinéma national chinois, est exposée aujourd'hui à Pékin dans un musée.

Ils nous interpellent

Chou En-lai lui-même demandera à Joris Ivens, au retour d'une dernière rencontre sur le cinéma direct, à Tokyo, en 1971 (toujours en présence de Jean Rouch et de Richard Leacock !), de prendre ses caméras et de filmer la Chine révolutionnaire. Ce sera une production totalement indépendante, purement française — elle démarrera même grâce à une initiative du Centre national de la cinématographie — les autorités chinoises accorderont à Ivens ainsi qu'à Marceline Loridan, qui a déjà visité la Chine plusieurs fois, toutes les facilités techniques et matérielles. Le tournage s'échelonnera sur un an et demi, entre fin 1972 et début 1974. Une autre année et demie sera nécessaire, jusqu'à fin 1975, pour mettre le point final au montage de cette masse de documents.

En termes de cinéma, révolution il y a. Joris Ivens, héraut du cinéma documentaire mondial, avec Robert Flaherty et Dziga Vertov, formé à l'époque du muet, donc de l'image triomphante, découvre l'omniprésence de la parole au cinéma : le peuple chinois prend littéralement la parole. *Cette parole n'a pas été cueillie au hasard, Marceline Loridan posait les* questions, *tenant le micro ; Joris Ivens dirigeait, si l'on peut dire, la « filmation », la caméra de Li Tse-hsiang étant en perpétuel mouvement, épousant les contours fluides du réel. La communication s'établissait par l'échange, l'amitié, la familiarité : par la caméra aussi, qu'on oubliait, comme il se doit. L'image, quoi qu'on en pense, garda toute son importance, prend même un relief nouveau* en contrepoint de la parole, *donne un sens plus pur aux « mots de la tribu », pour paraphraser Mallarmé.*

Car il s'agit bien de cinéma : nous sommes au cinéma, la vie n'est pas tombée comme par miracle dans l'éprouvette du grand alchimiste Joris Ivens. Et c'est là où toutes les questions commencent à se poser, où la signification en apparence naïve, immatérielle comme le premier matin du monde, fait retour. Ils, les Chinois, nous interpellent, et nous les interpellons par Ivens et Loridan interposés. Joris Ivens, qu'il le veuille ou non, retrouve les schémas d'une carrière menée aux quatre coins du monde : l'Union soviétique de Magnitogorsk en 1932, le borinage belge, l'Espagne de Spanish Earth, *la Chine en guerre contre le Japon de 1938, les États-Unis de* Pourquoi nous combattons *en 1943-1944 (mais sa collaboration avec Capra n'a pas abouti), les démocraties populaires en construction d'après 1945, Cuba après 1959, puis le Chili avant Allende.*

Un cortège de luttes et de révolutions accompagne en silence ces images et ces paroles de Comment Yukong déplaça les montagnes : Autour du pétrole *et* l'Usine de générateurs, *les deux films les plus aboutis de l'ensemble, rendent la filiation évidente. La critique du cinéma direct chinois de Joris Ivens et Marceline Loridan peut commencer. Regardons* la Pharmacie, Histoire de ballon...

LOUIS MARCORELLES.

★ Saint-André-des-Arts : *la Pharmacie* (75 min.), *Une femme, une famille* (160 min.).
★ Saint-Séverin : *l'Usine de générateurs* (124 min.), *Histoire de ballon* (17 min.), *les Artisans* (13 min.).
★ Quintette : *Une caserne* (54 min.), *le Village de pêcheurs* (99 min.), *Entraînement au cirque de Pékin* (14 min.).
★ Studio Git-le-Cœur : *le Professeur Tsien* (11 min.), *Impressions d'une ville* (55 min.), *Autour du pétrole* (83 min.), *Répétition à l'Opéra de Pékin* (30 min.).

Rencontre avec Joris Ivens et Marceline Loridan

« *Alors la Chine, idyllique ?*

— Pas idyllique, dans notre film en tout cas. Beaucoup de gens sont allés en Chine et sont revenus enthousiastes. Mais ils idéalisent trop, ils n'ont pas vu de près : les Chinois, eux, ne présentent pas la Chine de façon idyllique. Nous sommes partis en Occidentaux. Nous voulions montrer la vérité à la base, en demeurant au plus près des gens. Nous avions une double responsabilité : envers les Chinois d'abord puis envers le public d'Europe et d'Amérique. Pour pénétrer la réalité de la vie quotidienne en Chine, il fallait partir du bas, c'était ça notre démarche cinématographique. Nous avons filmé beaucoup, nous avons vécu sur place un an et demi. Par exemple, nous avons passé quatre mois à l'usine de Changhaï. Nous avons même travaillé à l'usine du 7 Février. La société est extrêmement ouverte en Chine, et nous pensons que le voyageur occidental a tendance à idéaliser, parce qu'il est dans un monde en crise. Mais, bien sûr, en Chine il y a aussi des crises, il y a toujours la lutte entre les forces de progrès et les forces rétrogrades, entre les idées anciennes et les idées nouvelles.

— *Vous n'avez donc pas été des voyageurs comme les autres...*

— Au départ, nous pensions tout faire en trois mois. Puis, en cinq mois. Puis nous avons compris qu'il était nécessaire de rester un an et demi pour restituer la complexité des choses. Il y a eu tellement de discours sur la Chine, jamais on n'a autant écrit, raconté (livres, déclarations, articles). Ces ouvrages ont leur importance, mais notre aventure est unique. Notre approche (*approach*) est différente. Les Chinois disent en souriant que ceux qui sont allés en Chine pour le temps le plus court écrivent le livre le plus long. Plus on reste en Chine, moins on écrit. Plus on comprend, moins on comprend.

« Marceline Loridan et moi — et moi tout seul auparavant — nous avions fait ce genre d'expérience. Vivre, filmer au Vietnam et au Laos, pour *17e parallèle* et *Laos, le peuple et ses fusils*, nous avait appris à ne pas raconter sans comprendre, sans savoir. Pour nous, prendre le courage de dire quelque chose c'est être conscient d'une double responsabilité, d'un double respect, nécessaires à un cinéaste qui se veut témoin de son temps. Mais, en un certain sens, Marceline et moi nous étions privilégiés. En 1938, j'étais déjà en Chine pour filmer la lutte du peuple chinois contre l'invasion japonaise. J'ai connu alors Chou En-lai. Puis, j'étais de nouveau là-bas en 1958 pendant le « grand bond en avant » et j'ai gardé des liens avec des cinéastes chinois. Cela nous a aidés pour commencer le film. Si les spectateurs ont le sentiment d'un film vécu, s'ils oublient la caméra, le microphone, c'est à cause du contact intense que nous avons créé avec les ouvriers, les paysans, les pêcheurs. Il n'existe, ce contact, que dans une confiance mutuelle. Vous savez, en Chine, le permis de filmer n'est pas si difficile à obtenir. Ce qui est dur, c'est, chaque fois, et à chaque endroit, de gagner la confiance. Il fallait beaucoup de patience. Les Chinois comprennent beaucoup mieux les étrangers qu'on ne l'imagine ici. Ils savent ce que les gens veulent voir, entendre.

« Filmer du non-exemplaire »

— *Que vouliez-vous voir ?*

— Prenons l'usine de générateurs. Nous avons visité quatorze autres usines, des usines de tracteurs, de montres, des usines pilotes, « exemplaires » pour leur gestion, pour leurs rapports entre cadres et ouvriers, pour leurs relations avec la révolution culturelle. Mais nous voulions à tout prix filmer du non-exemplaire. Le public occidental apprendra plus et mieux de ce qui est moyen. Il n'aurait pas été intéressant de filmer l'usine de montres qui a suscité le mouvement le plus important de *dazibaos* (journaux muraux). Nous aurions décrit une situation parfaite, démocratique, à un moment donné, et nous n'aurions pas touché au cœur des difficultés. Tandis que choisir une usine moyenne, c'était espérer qu'il s'y passerait quelque chose. C'est ce qui est arrivé à l'usine de générateurs où nous avons assisté à un mouvement de *dazibaos*. Ce qui importe au cinéma, c'est... le cinéma. De toute manière, si nous avions tourné dans l'usine de montres, avec tous ces gens travaillant sur des pièces minuscules, cela aurait été moins spectaculaire. Il faut créer une forte impression visuelle.

— *...Et que vouliez-vous éviter ?*

— Ne pas simplifier les questions mais situer celles-ci dans leur dynamique, et dépasser l'impressionnisme. Nous ne sommes pas des sinologues, il ne s'agit pas d'un reportage journalistique. Nous ne voulions pas faire un film encyclopédique mais donner à voir. Nous invitons les gens à voyager avec nous pendant douze heures. Ils doivent s'installer. Aborder la totalité des films comme un cycle. Un proverbe chinois dit que, si l'on se promène à cheval, on ne peut pas voir les choses très clairement. Pour découvrir les fleurs qui sont dans l'herbe, et leur couleur, il faut descendre. Nous avons mis pied à terre.

— *Comment avez-vous choisi parmi les fleurs ? Et pourquoi, par exemple, n'avoir pas montré les paysans ?*

— Le film ne montre pas les paysans, mais il ne montre pas non plus les médecins, les universitaires, les savants, etc. Il aurait fallu cent heures. Et puis nous nous adressons à un public citadin. Nous avons choisi les problèmes les plus familiers aux gens de la ville, et refusé l'exotisme. Cependant, chaque film a un lien avec la campagne, exprime un mouvement ville-campagne, campagne-ville. Mais, c'est certain, nous n'avons pas fait pour l'agriculture ce que nous avons fait pour le village de pêcheurs. Pour montrer la campagne, nous aurions dû y vivre pendant un an, et suivre le cycle des saisons.

« Pour nous, penser au spectateur, c'était ne pas se répéter pour ne pas lasser. Si nous avions, par exemple, gardé intégralement les discussions politiques, cela aurait pris trop de temps. Ce que nous avons choisi était souvent si ordinaire...

» C'est ça, aussi, le travail du documentaliste : saisir les gestes modestes d'une famille qui pétrit des ravioli à la maison. Les actions ordinaires doivent devenir extraordinaires. Éloquentes.

— *Dans le film sur l'armée, pourquoi l'absence de Lin Piao ?*

— Il est difficile de transmettre dans un film un discours politique général, abstrait. Faire du cinéma, ce n'est pas écrire un livre. On n'a pas la même liberté. Quand nous étions en Chine, on parlait de l'affaire Lin Piao, de Confucius, mais autrement. Beaucoup d'éléments de ces grands débats ne sont pas « visualisables », et ils peuvent être difficilement accessibles pour les non-avertis. Cependant, montrer pourquoi une jeune fille ne porte pas un chemisier rouge a quelque chose à faire, à voir avec le débat sur Confucius. Dans l'un des films, une jeune fille explique, embarrassée, que le rouge est la couleur des femmes mariées et qu'elle peut tout au plus porter un petit ruban rouge au bout de ses nattes. Dans les relations entre époux, on retrouve des habitudes très anciennes et l'émancipation des femmes n'y change rien : une femme est beaucoup plus libre dans son travail qu'au sein du couple.

» Il est toujours indécent de parler de soi-même en public, de se dévoiler. Dans les gares chinoises, quelqu'un qui arrive n'est jamais embrassé par celui qui l'attend — cela est vrai dans toute l'Asie. Pour ces raisons, filmer les visages de près, en gros plan, était comme un viol...

« En Chine, vous savez, l'homme n'est pas le centre de l'univers, comme en Occident. Regardez les peintures chinoises : l'homme y est représenté tout petit, son rapport au monde est d'une autre nature.

— *Ce qui frappe, c'est le « temps chinois », si différent du nôtre.*

— Il faudrait « calmer » les gens qui viennent voir nos films, il faudrait les faire entrer dans ce temps chinois. Souvent, dans une salle, on pense à sa voiture, mal garée, à la lettre qu'on n'a pas fini d'écrire. Et c'est justement ce qu'il faut oublier pour s'adapter à la durée de nos films. Ici, on est trop pressé. On se promène trop vite. Les Chinois, eux, vivent à une cadence naturelle, pas au ralenti. Ainsi, nous avons cherché à restituer la longueur de ces réunions où chacun parle, et se répète, et développe son point de vue, sans agressivité. Il s'agit, bien sûr, de politesse, mais plus encore d'une manière — politique — d'être : croire dans la possibilité, dans la nécessité de transformer les relations humaines. Ce dont il s'agit, en fait, c'est de l'homme nouveau.

— *Et pour vous, le film sur le ballon ?*

— Ce film est un exemple significatif de notre travail. Nous sommes restés longtemps au lycée 31 de Pékin, toujours en alerte pour capter ce qui allait se passer. L'histoire est simple. Une institutrice demande à ses élèves de cesser leur partie de ballon. Alors que la cloche vient de sonner, un garçon donne un coup de pied dans le ballon, qui va frôler la tête de l'institutrice. Autrefois, l'élève aurait été puni, ou éloigné de l'école. Aujourd'hui, on se réunit, et on discute de cet incident, avec toute la classe. Deux points de vue sont exposés : celui des professeurs, celui des élèves. Dans ce débat évidemment contradictoire, naît une démarche dialectique. Mais la critique doit être menée avec méthode. Et la méthode, en Chine, c'est de ne pas désigner nommément les gens. On n'accuse jamais l'individu tant que l'issue de la discussion n'est pas connue, tant que rien n'est décidé.

» Mais celui qui a volé une vis ou pris du pain pour le donner aux cochons est désigné, nommé, tout de suite : il est coupable d'avoir pratiqué le révisionnisme. C'est différent. Les gens soupçonnés d'avoir un comportement rétrograde sont accusés. Oui, si on systématise, ceux qui sont haut dans la hiérarchie sont toujours visés (Teng Hsiao-ping n'est qu'un exemple). Il arrive aussi que les gens soient désignés positivement.

» Partir ou non à la pêche, être pour ou contre les primes, s'interroger sur les conséquences du départ de mille deux cents ouvriers pour la campagne, ou sur l'opportunité de constituer des stocks dans la pharmacie : autant de questions, autant d'éléments d'une ligne à trouver, et qui n'est pas imposée d'en haut.

« Oui, bien sûr, il y a toujours conflit entre deux tendances, deux lignes. Le débat s'ouvre dans les masses, puis se systématise à l'intérieur du parti.

« Tout le monde a son transistor »

— *Et vos films, dans le débat actuel ?*

— Tout ce dont on parle en ce moment est implicitement contenu dans nos images. Nous montrons la naissance d'un *dazibao*, une révolte qui change les rapports entre les gens, qui reflète les contradictions de la société à un moment précis et qui permet de tirer des leçons positives ou négatives. Le président Mao a lui-même dit qu'il faudrait des décennies...

— *Cette Chine que vous nous montrez peut sembler isolée du monde ?*

— Il ne faut pas croire que nous avons gommé la situation « mondiale » de la Chine... Dans certaines réponses à nos questions sont évoqués la situation ouvrière en Occident, la Commune de Paris, le problème de la pollution des pays industrialisés, de la faim dans le monde, même rapidement. S'il y avait eu encore la guerre du Vietnam, nous aurions pu « visualiser » l'aide des Chinois, les heures supplémentaires dans les usines, toutes ces heures de solidarité. Ce n'était plus le cas. Mais, là aussi, il faudrait un autre film, un film à thème, à thèse. Vous savez, les Chinois sont informés, ils ont vu à la télévision des documents sur le Chili, sur mai 68, sur l'inflation en Grande-Bretagne, sur l'affaire Lip, même. Et tout le monde a son transistor...

« Nous avons, nous, notre propre regard sur un univers entouré de mensonges, de silences. Nous sommes descendus du cheval pour regarder les fleurs, pour voir leur couleur, pour respirer leur odeur. Parfois, c'est vrai, il y a des mauvaises herbes.

« Et puis, vous savez, les femmes chinoises ne sont pas des fourmis bleues. Elles suivent des modes, et souvent elles laissent dépasser, sous leur blouson de drap, un pan de leur chemisier brodé. Elles semblent dire : « C'est » gai en dessous. » On a beaucoup d'humour en Chine. »

[Cette rencontre a été organisée par le service culturel du « Monde », avec la participation d'Anne-Marie Dubois, qui revient d'un séjour en Chine aux universités de Pékin et de Changhaï, et Catherine Gipoulon, auteur d'un ouvrage sur « Qui-jin, femme et révolutionnaire en Chine au dix-neuvième siècle », aux Éditions des Femmes, 2, rue de la Roquette, Paris-11e.]

QUINTETTE - 14 JUILLET - STUDIO PARNASSE
L'expérience de BASAGLIA et TOMMASINI
" Une réussite exemplaire - un grand film italien comme on les aime. " Katia D. KAUPP - NOUVEL OBSERVATEUR
FOUS A DÉLIER
FILM DE S. AGOSTI, M. BELLOCCHIO, S. PETRAGLIA, S. RULLI

SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS - 14 JUILLET
SOUS LES PAVES, LA PLAGE...
NOUVEL OBSERVATEUR
Peut-être le plus beau film sur un certain désarroi contemporain.
M. GRISOLIA

HARALD LANDER ET LA FRANCE
Le chorégraphe et maître de ballet danois, sa vie et son œuvre.
Présentation de maquettes (Chapelain-Midy, Daydé, Maillart, Wakhevitch), costumes, modèles construits, photos, etc...
MAISON DU DANEMARK, 142, Champs-Elysées (2e étage).
T.l.jrs de 12 h. à 20 h. - Dim. de 15 h. à 19 h. - Mo Etoile-George-V.
du 5 au 28 MARS - Entrée libre

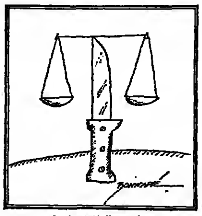
8ème semaine de succès
CE GAMIN LA
un film de Renaud Victor
STUDIO GALANDE
42 rue Galande - 033.72.71

ARTISTE, CADRE, ÉTUDIANT, INDUSTRIEL
MÈRE DE FAMILLE...
...la Banque de Film de Format Populaire garantit :
• Promotion de tous vos films super-8.
• Finition (montage, générique, sonorisation).
• Création (préparation ou tournage).
• Edition de vos œuvres.
Renseign. : B.F.F.P., 19, villa E.-Mayer - 75016 PARIS - 525-97-76

Espaces 76
ART VIDÉO : « Recherches et Expériences »
— 10 au 13 mars (11-19 h.) : Exposition Bauermeister Minkoff, Olesen, Otth, Urban
— 10 et 13 mars (20 h. 30) : Animations et créations
MUSIQUE : Musique instrumentale et électronique
— 11 et 12 mars (20 h. 30) : « Immémoriales » de Jacques Guyonnet (création mondiale) et « Vidéocosme », œuvres audio-visuelles de Jacques Guyonnet et Geneviève Calame
Porte de la Suisse - 11 bis, rue Scribe - métro : Opéra

LE MARAIS
L'OLIVIER
(qui sont les Palestiniens)
A. AMKA - G. CHAPOUILLIE - D. DUBROUX - S. LEPERON - J. NARBONI - D. VILLAIN
• Débat avec les réalisateurs les Mercredi et Vendredi à la dernière séance

Une sélection



« Le juge et l'assassin » de Bertrand Tavernier vu par Bonnaffé.

Cinéma

COMMENT YUKONG DÉPLAÇA DES MONTAGNES
de Joris Ivens et Marceline Loridan

— *Lire notre dossier pages 16 et 17.*

LE JUGE ET L'ASSASSIN
de Bertrand Tavernier

A partir d'un fait divers authentique, l'affrontement (à la fin du siècle dernier) d'un criminel qui se disait « anarchiste de Dieu » et d'un juge d'instruction ambitieux et tenace, Bertrand Tavernier met en cause la médecine, la justice, la légitimité de la peine de mort, insiste sur l'arrière-plan politique et social de l'histoire, mais avant tout raconte une aventure humaine. Michel Galabru est prodigieux dans le rôle de l'assassin, Philippe Noiret ressemble au Porphyre de Crime et Châtiment. *Un film brillant et passionnant, superbement photographié, qui témoigne de la maturité de l'auteur.*

LA TERRE DE LA GRANDE PROMESSE
d'Andrzej Wajda

— *Lire notre article page 15.*

L'ACROBATE
de Jean-Daniel Pollet

Léon est un garçon de bains amoureux d'une prostituée, Fumée. Pour la conquérir — mais conquiert-on réellement quelqu'un lorsqu'on est un Léon ? — il deviendra un champion de tango. Hommage tendre et ironique aux anciens champions de danse, Georges et Rosy. Léon, c'est Claude Melki ; le cinéaste Jean-Daniel Pollet : en 1957, ils tournaient ensemble Pourvu qu'on ait l'ivresse, *un chef-d'œuvre du court métrage. Vingt ans après ils retrouvent le ton.*

JAMAIS PLUS TOUJOURS
de Yannick Bellon

Film sur le temps, sur la fugacité de ce qui semble éternel. Film sur les objets qui passent de main en main, qui furent témoins de drames, de bonheurs disparus, qui portent d'étranges traces, des signes indélébiles. Film sur le théâtre, miroir truqué, et sur les vrais miroirs, qui reflètent le théâtre de la vie. Film sur la mémoire et sur l'oubli. Film sur l'amour qui naît comme le printemps, qui meurt et qui renaît encore... Un poème cinématographique, une très belle, très simple méditation qui nous rappelle que l'auteur de la Femme de Jean *est la plus sensible des réalisatrices françaises.*

XALA
de Sembene Ousmane

El Hadji, quinquagénaire arrivé du jet set sénégalais, roule en Mercedes et prend une troisième femme. Ne parvenant pas à consommer cette nouvelle union, il se croit victime d'une malédiction — la « xala » — et se tourne vers les guérisseurs. La nouvelle société et l'ancienne culture sont au centre de cette fable si transparente qu'elle n'est pas projetée pour le moment au Sénégal. Les « vérités » de Sembene Ousmane (la Noire de..., le Mandat).

L'OLIVIER
Film collectif français

Le problème palestinien décrypté et mis en perspective par un groupe de six enseignants et étudiants de Vincennes. Une remontée de l'histoire qui nous mène de la Palestine avant guerre, sous le mandat anglais, aux camps de concentration hitlériens, puis dans les camps de réfugiés palestiniens, au Liban, et jusqu'en Israël. Des témoignages qui, par leur recoupement dialectique, un montage incisif jouant toujours sur le sens et non sur les effets, obligent le spectateur occidental à trouver ses propres réponses.

LA MEILLEURE FAÇON DE MARCHER
de Claude Miller

Dans le monde clos d'une colonie de vacances, le drame de l'humiliation. Un film âpre, intelligent, insidieusement cruel, qui révèle en Claude Miller un cinéaste de talent. Interprétation remarquable de Patrick Dewaere et Patrick Bouchitey.

LA MOMIE
de Shadi Abdelsalam

Découverte, dans les montagnes du Deir-El-Bahari, en 1881, de quarante sarcophages abritant les momies disparues de pharaons de la vingt et unième dynastie. Chef d'une tribu de bergers pillant, par nécessité, les sépultures secrètes, un jeune homme tente de sauver ce trésor culturel, revendiqué par les archéologues du Caire. En images hiératiques noires et ocre, le réalisateur égyptien Shadi Abdelsalam raconte magnifiquement la tragédie d'un affrontement économique et idéologique, à la veille du protectorat britannique. (Prix Georges Sadoul.)

DREYER ET LE NOUVEAU CINÉMA DANOIS

Du 10 au 23 mars, à l'Entrepôt, une importante — admirable — rétrospective des œuvres de Carl Dreyer (du muet au parlant). Un véritable programme de cinémathèque auquel s'ajoute — avec des films de Henning Carlsen (Nous sommes tous des démons), *Jesper Høm* (Facile Emile), *Jens Ravn* (l'Homme qui pensait des choses, le Marchand de goudron), *Kirsten Stenbaek* (le Danois extravagant), *Ole Roos* (Baisers à tout vent) *— la découverte d'un cinéma danois inconnu.*

VOL AU-DESSUS D'UN NID DE COUCOU
de Milos Forman

Un condamné de droit commun révolutionne un établissement psychiatrique par ses facéties, ses initiatives saugrenues, son simple bon sens. Dans ce film follement amusant et atrocement pathétique de Milos Forman, on peut voir une allégorie sur l'ordre et le désordre. Interprétation hors pair de Jack Nicholson.

FOUS A DÉLIER
Film collectif italien

Un document sur une expérience exemplaire menée à Parme : une ville a entrepris de libérer ses « fous », de les prendre en charge, de « socialiser leur souffrance », à l'initiative des autorités psychiatriques. Les malades racontent.

JOURS DE 36
de Théodore Angelopoulos

A propos d'une prise d'otage (dans une prison grecque de 1936), qui remue la police et les autorités, la mise au jour, par une mise en scène superbement esthétique, du visage secret d'une dictature en préparation. Un saisissant prélude au folklorique et brechtien Voyage des comédiens, *toujours à l'affiche.*

— ET AUSSI : *la Prime*, de Sergueï Mikaelian (la politique dans l'entreprise en Union soviétique) ; *Sous les pavés de la plage*, d'Helma Sanders (contestations berlinoises) ; *Jeanne Dielman*, de Chantal Akerman (récit non narratif d'une noyade bruxelloise) ; *la Cecilia*, de Jean-Louis Comolli (une critique réaliste dialectique et musicale du gauchisme) ; *les Dents de la mer* (« Jaws »), de Steven Spielberg (requin, comme vous avez de longues dents !).

Théâtre

LE RIRE DU FOU
à Aubervilliers

« La fête ou la défaite ? », proclament, pince-sans-rire, les tigres et les clowns que Gabriel Garran fait bondir de leurs « niches périphériques ». Belle « parade sauvage », à la Rimbaud, fantaisie généreuse qui place résolument le théâtre au-delà des pratiques connues. Jean-Paul Farré est un clown superbe.

PORTRAIT DE DORA
au Petit Orsay

Histoire d'une psychanalyse, celle de Dora, jeune fille dépressive qui se fait soigner par Freud. Comédie bourgeoise d'une existence blessée, portrait par Hélène Cixous d'un désir agressif. La cure est un échec, Dora l'interrompt, se révolte contre Freud et la société phallocrate à laquelle il appartient. Victoire d'une femme ? Victoire en tout cas du spectacle de Simone Benmussa, intelligent, brillant, remarquablement interprété par Nathalie Nell et Michèle Marquais.

DIVINES PAROLES
à Chaillot

Nuria Espert et sa compagnie, dans une mise en scène de Victor Garcia, architecture « canare » qui utilise et accuse les dimensions de la salle. Spectacle de l'existence bouleversée d'un peuple trop misérable, insectes éperdus qui se réfugient dans l'obscurantisme, appel à la conscience, spectacle à recevoir comme un chant grave, comme un cri.

CATHERINE
à Ivry

Un repas quotidien. Autour de la table, les acteurs dînent, lisent les Cloches de Bâle *d'Aragon. Ils traversent le temps, donnent leur corps aux souvenirs, font revivre les derniers jours d'une bourgeoisie menacée, inconsciente, et l'espoir fou de ceux qui, en 1914, refusaient la guerre au nom de l'humanité. La miraculeuse intelligence d'Antoine Vitez. Et Nada Strancar.*

— ET AUSSI : *Grand'peur et misère du IIIe Reich* à la Cour des miracles (le Piano du Mouffetard a changé d'adresse) ; *Monsieur chasse !* à l'Atelier (le burlesque grinçant de Feydeau dans le regard bleu de Dhéry) ; *le Roi des cons* à la Gaîté-Montparnasse (le comique amer de Wolinski et ses ambiguïtés critiques) ; *Zouc* à Campagne-Première (l'humour douloureux d'une grande comédienne) ; *Christian Pereira* au Mouffetard (une forme nouvelle d'absurde surréaliste) ; *le Neveu de Rameau* au Moderne (deux comédiens et le cynique Diderot).

Musique

HOMMAGES A CHARLES MUNCH

L'Orchestre de Paris et le Boston Symphony rivaliseront puis joindront leurs talents pendant trois jours pour célébrer la mémoire de leur ancien chef, le grand Charles Munch : les 11 et 12 mars (Palais des congrès), le premier donnera l'intégrale des Symphonies de Brahms, sous la direction de D. Barenboïm ; le 12, le second jouera Rossini, Haydn et Stravinsky (Champs-Elysées), sous la direction de S. Ozawa, qui conduira également le concert commun, où le Requiem de Berlioz mobilisera d'énormes bataillons d'instrumentistes et de choristes (Palais des congrès, le 13 mars).

GALAXIE VIDÉO
au Palais des congrès

Le Palais des congrès va faire une démonstration de ses équipements audio-télévisuels et en particulier du Tri-Eidophor, téléprojecteur d'images couleurs qui diffuse sur un écran géant de 100 mètres carrés des messages venant de n'importe quel point de Paris. On y verra notamment Alexandre Lagoya, ainsi que Pierre Cochereau, en direct depuis Notre-Dame de Paris (le 13 mars).

MUSIQUE SACRÉE
partout

Tandis que se poursuit le cycle « le sacré à travers l'histoire », avec un concert de l'ensemble Stéphane Caillat à l'église des Billettes (musique luthérienne et Bach, le 11 mars), un autre festival de « musique sacrée de Paris » a lieu sous la direction de J. Grimbert : Buxtehude, Telemann, Campra, Couperin, par l'ensemble Ars Europea (Saint-Séverin, le 10 mars), Passion selon saint Matthieu *de Bach, par l'université de Cologne (Saint-Roch, le 11 mars) et* Passion selon saint Jean, *par l'université de Paris-Sorbonne (le 16 mars à Saint-Roch et le 17 mars à Saint-Séverin).*

TROUBADOURS ET JONGLEURS
avant Royan

Musiques traditionnelles, du 15 au 19 mars, avant l'ouverture du treizième Festival de Royan.

A l'occasion de l'année romane Poitou-Charentes-Vendée 1976, le programme de cette quatrième manifestation d'art populaire tentera d'établir des liens entre l'époque médiévale et le répertoire actuel dans cette région : l'ancien pays des premiers troubadours ferait, lui aussi, partie de l'Occitanie.

— ET AUSSI : La Suisse à Paris (art vidéo, théâtre, arts plastiques, musiques, à partir du 9, 11, rue Scribe) ; *les Noces de Figaro* (Opéra, les 10 et 12) ; le Gmebaphone de Bourges (A.R.C., le 10) ; M.-F. Bucquet joue Satie, Ives et Berio (fac. de droit, le 11) ; intégrale des sonates et trios de Brahms (Th. Essaïon, les 11 et 15) ; Prakash Wadehra, flûtiste du nord de l'Inde (Guimet, le 11) ; *Turandot*, de Puccini (Strasbourg, les 14, 20, 23, 27) ; *Nabucco*, de Verdi (Bordeaux, les 12, 14, 17, 21) ; *Jules César*, de Haendel (auditorium de Lyon, les 13, 15, 17, 19, 21) ; Quatuor Talich (Th. de la Madeleine, le 13, à 17 h.) ; Perspectives du vingtième siècle, autour d'I. Malec (Radio-France, le 13, à 10 h., 14 h. 30 et 20 h. 30) ; *Pelléas et Mélisande*, mise en scène de Menotti (Monte-Carlo, les 12 et 14) ; *Missa solemnis*, de Beethoven, dir. P. Paray (Pleyel, le 14, à 17 h. 45) ; le Quatuor hongrois (Beethoven, le 15, et Brahms, le 17, salle Gaveau) ; concert G.R.M. : Schwarz, Mimaroglu, Redolfi, Reibel (Récamier, le 15) ; œuvres d'Edgardo Canton (Petit-Orsay, le 15 mars).

Variétés

MACIAS
à l'Olympia

C'étaient le pays perdu, puis Paris, les gens du Nord. Aujourd'hui, c'est l'enfant tout seul... Les thèmes ne varient pas beaucoup, mais on aime bien qu'Enrico Macias ne change pas. Reste toujours aussi chaleureux, aussi généreux.

TACHAN
au Nouveau Carré

Ne plus parler de Brel à son sujet. Tachan fait penser à Tachan. Avec de la flamme, des mots qui coupent, de la tendresse, des énormités. Et une obstination — à refuser de chanter ce qui plaît — qui mérite l'estime, l'amitié.

— ET AUSSI : *Marcel Amont* à Bobino ; *Tecca et Ricardo* aux Blancs-Manteaux (22 h. 30) ; *Jean-Claude Monteils* au Petit-Casino (22 h. 30).

Danse

NOCES et ÉTUDES
à l'Opéra

Reprise de deux grands ballets du répertoire : Noces *(Nijinska-Stravinsky), référence aux coutumes villageoises de la vieille Russie modelée dans les tons bruns, et* Etudes *(Lander-Czerny), une gamme d'exercices académiques conclue en feu d'artifice.*

— ET AUSSI : *Cléopâtre*, ballet en deux actes de Gheorghe Caciléanu sur une musique de Robert Herbay, dansé par Maïna Gielgud (création de la Maison de la culture de Saint-Etienne, 13 mars). — *Conti, Real, Izumi* : trois jeunes chorégraphes de talent en quête d'un public au Théâtre de poche, à la Cité universitaire (jusqu'au 18).

Expositions

CHASSE A L'ANAMORPHOSE
au Musée des arts décoratifs

— *Lire notre article page 15.*

LA ROUTE DE LA SOIE...

Au confins de trois civilisations, la civilisation gréco-romaine, celle de l'Inde et celle de Chine, une route qui, du premier au dixième siècle de notre ère, a fait l'objet d'un trafic remarquablement organisé. Verrerie, ivoires gravés, sculptures, peintures, et bien sûr quelques pièces de soie, au total quatre cents objets qui ont jalonné cette route, ramenés depuis le début du siècle par les missions archéologiques françaises.

...ET PICABIA
au Grand Palais

Le tour en deux cent cinquante pièces de l'œuvre multiple et insaisissable d'un artiste qui avait le goût du changement et de la provocation. Une rétrospective qui n'occulte aucune période, quitte à faire grimacer encore aujourd'hui ceux qui ont coutume de penser en termes de bonne ou de mauvaise peinture.

PIERRE COURTIN
au CNAC

Trente ans de gravure, jusqu'à la fin des années 60 ; et depuis, la peinture, exclusivement. Les deux versants de l'œuvre ; en fait, la même indifférence au support, les mêmes motifs, les mêmes références aux vieux Egyptiens, aux précolombiens ; la même présence tactile d'une écriture ensorceleuse.

DUNOYER DE SEGONZAC
à l'Orangerie

Un hommage posthume. L'ensemble présenté à l'Orangerie comporte plus de cent cinquante peintures, aquarelles, dessins, eaux-fortes et livres illustrés, évoquant les thèmes privilégiés du maître : baigneurs, natures mortes, paysages de l'Ile-de-France et du Midi.

— ET AUSSI : *les paysages de Pierre-Henri de Valenciennes* et *les dessins du musée de Dijon*, au Louvre ; *Hommage à Jules Pascin*, au Musée d'art moderne de la Ville de Paris ; *Hommage à Munakata*, au musée Cernuschi ; *les Lautrec d'Albi*, au musée Marmottan ; *les Shakers*, au Musée des arts décoratifs ; *Tal Coat*, au Grand Palais.

ANTENNE DE LA M.J.C. DE RIS-ORANGIS
Le Plateau - Ris-Orangis
Françoise OMET et Raoul PÉREZ
« Le Regard en question »
Tous les jours de 16 h. à 19 h. mercr., sam., dim., de 15 à 19 h.
Du 3 au 17-3-76

SUZY LANGLOIS
266, bd St-Germain-7e - 551-20-39
« Hommage à Luis BARRAGAN »
Tapisserie de Sheila HICKS

GALERIE DIMPOULOS
24, rue du Laos (15e)
ROGER JACQUELIN
Du 10 au 25 mars 1976

GALERIE D'ART DAUMESNIL
13, rue du Dr-Goujon 343-43-57
A. MEREL
Du 9 au 31 mars

GALERIE LA COUR D'INGRES
(Inna Salomon)
7, rue de la Bûcherie (5e)
ARDASH
Du 26 février au 26 mars

PARIS - SCULPT
52, rue Bassano (8e)
SCULPTURES en MOUVEMENT
20 mars - 25 avril

CIMAISES VENTADOUR
4, rue de Ventadour (angle 24 bis, avenue de l'Opéra
PIERRE REVEILLAUD
marines et paysages
Jusqu'au 25 mars

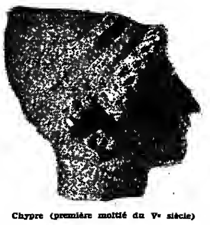
galerie jean briance
23-25, rue guénégaud - paris - 326-85-51
trait pour trait
50 autoportraits
ouverture le 11 à partir de 18 heures
exposition ouverte jusqu'au 30 avril

GALERIE LA PASSERELLE SAINT-LOUIS
MATHELIN
« DÉTOURNEMENTS »
15 mars - 22 avril 76
3, rue Jean-du-Bellay - Ile Saint-Louis - 75004 Paris
633-38-58

GALERIE DES GRANDS AUGUSTINS
18, rue des Grands-Augustins - 325-35-85
« Les toiles cachées »
SALVADOR MARON
Du 9 mars au 2 avril

Galerie André WEIL — 26, avenue Matignon
J. ANGUILLE
du 9 au 22 mars 1976
266-60-33

ARCHÉOLOGIE DU «MARE NOSTRUM»



Chypre (première moitié du Ve siècle)

(Egypte (50-40)

Chypre (dernier quart du VIe siècle)

L'Histoire de Rome à Rome

DANS ce printemps un peu maussade où les eaux du Tibre sont grosses et où le ciel italien connaît plus d'une giboulée, voici que vient de s'ouvrir à Rome une exposition sur les civilisations du Latium primitif, qui est *« un moment important d'une nouvelle politique des biens culturels »* : la formule est de M. Giovanni Spadolini, ancien ministre des biens culturels, sous l'égide de qui avait été préparée l'exposition, avant que la dernière crise ministérielle n'entraîne la suppression, sans doute provisoire, de ce ministère récent, rattaché pour le moment à la recherche scientifique ; de fait cette *mostra* mérite non seulement qu'on la visite mais qu'on s'y arrête.

Ce n'est pas une exposition venue d'ailleurs ni un regroupement d'œuvres dispersées dans les grands musées du monde : tous les objets présentés étaient à Rome même ; pourtant, rarement exposition n'a suscité un tel intérêt chez les spécialistes.

La naissance et le sauvetage

Le thème, il est vrai, n'est pas indifférent. C'est, d'une certaine manière, la naissance de Rome ; or cette Rome naissante dont l'histoire a été renouvelée au cours des dernières décennies (que l'on songe, par exemple, aux travaux d'André Piganiol et de Georges Dumézil), on la connaît assez peu du point de vue archéologique : la Rome familière, c'est celle de l'Empire, qu'on la saisisse près de la capitale, à Ostie, à Pompée ou dans les provinces lointaines. Le haut archaïsme, c'est bien plutôt l'affaire des Etrusques, de ce « peuple » mystérieux qui, à un moment, domina Rome.

Or voici que le Latium, ce berceau de la ville, parent pauvre à côté de la riche Etrurie orientalisante, nous apparaît comme ayant été une province riche de traditions, avec tout un passé protohistorique qui a fleuri sur les collines urbaines, et en même temps comme une province ouverte aux influences des régions lointaines de la Méditerranée. Cette image nouvelle se dégage peu à peu à travers l'exposition de Rome, d'abord grâce à une remarquable présentation d'objets où voisinent un matériel considérable recueilli récemment au cours de fouilles de sauvetage et les pièces les plus importantes depuis longtemps connues.

La campagne romaine qui a inspiré tant de pages et de tableaux admirables n'avait finalement guère changé depuis l'époque de Romulus jusqu'à celle de Chateaubriand ; à l'origine sans doute, marais et lagunes étaient beaucoup plus nombreux avec, dans la plaine, de longues stagnations des eaux du Tibre, qui sortait de son lit à chaque crue et qui avait porté un jour la corbeille contenant Romulus et Rémus le long du Vélabre, jusqu'aux pentes du Palatin ; au cœur de ce Latium hérissé de forêts, les « collines » qui, selon la tradition, furent le berceau de la civilisation « latine », symbolisée par le mythe d'Albe la Longue. Tout autour en effet de la bourgade qui allait devenir le centre du monde, il y avait des villes très anciennes contre lesquelles durent combattre les légendaires rois de Rome. Or ces villes, alors détruites, restèrent pendant des siècles recouvertes par le silence des pâturages, dans une campagne dépeuplée et victime de la malaria, tandis que la Rome des papes vivait très au large dans les limites désormais figées qu'avait laissées la grande Rome de l'Empire.

Déjà, dans la décennie qui suivit l'unité de l'Italie, les premières années de Rome capitale avaient provoqué cette fureur de construire que Zola avait fustigée avec violence dans son *Rome*. Mais c'est depuis la dernière guerre que les transformations des modes de culture, avec les labours profonds, le développement des routes et des autoroutes, et surtout la prolifération incontrôlée des villes modernes, entraînèrent la découverte et parfois la destruction des témoignages de cet ensemble d'habitats qui avaient vu naître et grandir Rome. C'est donc à la fois la naissance de Rome, sa découverte, son sauvetage qui sont retracés.

Première conclusion : des fouilles de sauvetage peuvent être des fouilles exemplaires. C'est ce qu'enseigne par exemple l'histoire des recherches effectuées à une vingtaine de kilomètres : au sud de Rome, au lieu-dit Castel-di-Decima, près de l'antique Lavinium. Il y a vingt ans, le tracé d'une nouvelle route avait, en éventrant les collines argileuses, ouvert et pratiquement détruit un ensemble de tombes archaïques. Récemment, on décida de doubler cette route, et, pour éviter de nouvelles destructions, une fouille systématique fut entreprise par la surintendance d'Ostie, à laquelle se joignit bientôt celle de Rome : un Comité de sauvegarde de l'archéologie du Latium fut créé, mettant aux côtés des institutions directement concernées tous les centres de recherche italiens spécialisés et les « écoles » étrangères. Aujourd'hui — et l'on doit rendre hommage au dévouement et à la compétence de toute une équipe, et particulièrement à F. Zevi, qui a assuré le secrétariat de l'exposition — deux hectares ont été explorés, deux cent cinquante tombes fouillées, qui représentent une partie de la nécropole d'un de ces habitats dont l'expansion romaine vers le littoral, au VIIe siècle, a entraîné la destruction. Fouille exemplaire donc, avec la récupération d'un matériel souvent en mauvaise condition, mais qui fut immédiatement et parfaitement restauré à Florence et qui est présenté aujourd'hui avec autant de goût que de rigueur scientifique.

Rigueur et invention

Car, et c'est la deuxième conclusion, une exposition de caractère archéologique peut être faite à la fois pour les spécialistes et pour un public large. Les spécialistes seront agréablement surpris de voir appliqué aussi rigoureusement un principe qui entraîne l'adhésion, mais dont la mise en œuvre est si rare : la propriété scientifique d'une découverte ou d'un ensemble de découvertes n'est pas incompatible avec une large et rapide présentation susceptible de stimuler la recherche et d'être en même temps une information précieuse pour tous. Je dis bien pour tous, car deux critères rendent cette exposition érudite passionante pour le profane : à côté d'un catalogue d'une qualité scientifique exceptionnelle et de la présentation la plus rigoureuse des objets, on trouvera une série de tableaux et de maquettes, avec des plans et des photographies qui font revivre les conditions de la découverte et qui, en créant différents niveaux de lecture, permettent à chacun de satisfaire ses curiosités ; d'autre part, les trouvailles nouvelles sont présentées en même temps que le matériel anciennement connu, souvent prestigieux, mais jusqu'alors isolé et qui, d'être replacé dans son contexte, reprend sa mesure.

Car l'exposition, qui illustre aussi des thèmes (comme les importations de céramique, la diffusion de l'alphabet, la défense du patrimoine archéologique), est essentiellement classée par sites : c'est donc Rome replacée parmi les autres villes, mais c'est aussi pour cet ensemble la possibilité nouvelle de confronter les importations et les fabrications locales, les objets d'usage courant et les objets de luxe, ici, par exemple, les ors, les bronzes et les bijoux fabuleux des grandes tombes de Préneste qu'on n'avait jamais aussi bien vus et, en contrepoint, une céramique de technique et de style plus ordinaires et plus traditionnels. Mieux, la présentation qui est faite par exemple des tombes de la Decima force à se poser des questions difficiles sur l'organisation familiale et les classes sociales que suppose cette juxtaposition de tombes de groupes (un homme et une femme, deux femmes, des hommes) et de groupes de tombes (tombes individuelles adossées à une tombe qui semble la « génératrice » du groupe).

Dans l'introduction au catalogue, M. Pallottino, qui fut le maître d'œuvre de l'exposition, assigne à celle-ci un triple but : scientifique, culturel et civique. Le dernier mot compte : il faut *« imposer à la méditation de tous, y compris des autorités responsables »*, l'importance d'un patrimoine que la spéculation s'acharne jour après jour à détruire. L'intérêt agissant manifesté à cette occasion par les pouvoirs publics, la commune, la région ou l'Etat, prend alors toute sa signification. C'est donc pour tous une belle leçon d'histoire : ces villes détruites par les rois légendaires de Rome puis oubliées par l'historiographie romaine triomphante, voici qu'aujourd'hui elles resurgissent comme le passé et les premiers témoins de la ville, et comme l'honneur de la Rome moderne qui s'efforce de sauver ces témoignages des origines encore incertaines d'une civilisation qui appartient à tous.

GEORGES VALLET.

★ Rome, Palais des expositions. Exposition ouverte pendant tout le mois de mars.

Les antiquités de Bourgogne à Dijon

LE titre surprend : ces « antiquités méditerranéennes » que proposent les musées de Bourgogne — une bonne centaine, — comment se trouvent-elles là ? Là, c'est-à-dire les unes au musée Rolin d'Autun, les autres dans les collections publiques de Dijon, d'Avallon et d'Auxerre.

Pour le savoir il fallait commencer par les dégager des réserves. Et comment supposer que trois ou quatre musées bourguignons pourraient un jour aligner, comme c'est le cas présentement au musée archéologique de Dijon, d'excellentes petites séries de céramiques grecques, plusieurs brillantes sculptures de Chypre et tout un choix d'objets caractéristiques de diverses civilisations du monde antique pendant le premier millénaire avant notre ère ?

Des souvenirs de voyages

C'est le musée Rolin d'Autun qui, en 1975, a eu l'idée non pas de faire un exposé concernant l'évolution de l'art antique — tout à fait impossible en l'absence d'œuvres de grandes dimensions, pour ne citer qu'une des lacunes — mais de mettre en valeur ses terres cuites et ses petites sculptures — elles sont tout à fait capables d'éloquentes suggestions. Etoffée, l'idée est maintenant reprise et vient très heureusement changer les habitudes qu'ont tant de musées de province en matière d'expositions temporaires. En effet, les thèmes sont choisis de trop près ou de trop loin. De trop près quand ils concernent la production locale (mais c'est bien naturel) ou de trop loin (mais c'est bien commode) quand on accueille simplement n'importe quelle présentation « itinérante », en quelque sorte préfabriquée. L'exposition de Dijon a le mérite de reposer sur un travail de regroupement, souvent dans un secteur mal connu. Elle éclaire l'origine de pièces mal étiquetées et même les raisons, parfois curieuses, qu'ont ces « antiquités » d'habiter les musées de Bourgogne.

Il se trouve — les précises recherches du catalogue du professeur Claude Rolley le démontrent très pertinemment — que presque toutes les pièces ici présentes sont arrivées en Bourgogne depuis la deuxième moitié du dix-neuvième siècle. Plusieurs facteurs facilitaient alors l'amateurisme : vente libre des œuvres d'art un peu partout, fouilles « sauvages » autorisées pour lesquelles une main-d'œuvre bon marché était disponible, etc. Ces amateurs, nombreux dans toute la France et qui finissaient par donner leur collection ou leur beau souvenir d'un voyage de noces en Italie au musée de leur ville, semblent avoir été particulièrement actifs en Bourgogne.

Si les pièces de Chypre constituent un solide noyau pour l'exposition, c'est que l'expédition de Melchior de Vogüé a richement doté le musée d'Autun, qui bénéficie d'une partie des objets rapportés. Divers dépôts, entre autres ceux de la collection Campana, ont été affectés à Dijon, Auxerre et Autun. Diplomates, « coloniaux », ecclésiastiques ou curieux ont rapporté d'Afrique du Nord ou de la Méditerranée orientale des œuvres certes disparates, mais l'intérêt de l'exposition est précisément qu'elles se groupent bien en évoquant le goût d'une époque. Avec le legs du marquis de La Marche (1842) au musée de Dijon, nous remontons aux fouilles du début du dix-neuvième siècle : les fameux « vases étrusques ».

Avec la très belle tête de statue-pilier en marbre gris du musée d'Auxerre, au fin modelé douloureux, au regard profond, nous remontons jusqu'au voyage du baron Grand d'Esnon au Levant, à la fin du dix-huitième siècle (1788-1790). Le travail tardif de l'Egypte ptolémaïque, individualisé comme un portrait romain, l'une des maîtresses pièces de la salle, parle autant qu'une large série au nom de tout le bassin de la Méditerranée.

Et puis il y a eu ceux qui sans être ou sans vouloir paraître archéologues ont simplement donné ce qu'ils avaient acheté ou hérité d'intéressant pour leur musée. C'est ainsi qu'un moulage de la fameuse Dame d'Auxerre (Musée du Louvre) vient rappeler que la statuette féminine archaïque dont la provenance est si difficile à établir n'a passé que quatorze ans à Auxerre. Elle venait sans doute de Paris, mais quand elle fut offerte au musée d'Auxerre — après avoir été achetée pour 1 franc en vente publique — elle y fut si peu appréciée qu'elle fut échangée contre une toile de Harpignies.

Au temps des « Tanagra »

Nous sommes loin du temps où toutes les figurines féminines helléniques étaient des « Tanagra » et toutes les céramiques grecques des « vases étrusques ». Mais les pièces sont là et elles sont soigneusement choisies et classées. C'est ici, avec la série de Chypre, les meilleurs moments. Chaque musée a son moment de prestige. Pour les figurines grecques, Autun est à l'honneur. Avec, en préface, pour l'art pré-hellénique une « idole » des Cyclades même. Une élégante coupe mycénienne (dépôt du Louvre à la faculté des sciences), qui, du reste, ne vient pas d'Autun, est tout de même à signaler là.

Pour la céramique grecque, le Musée des beaux-arts de Dijon se défend bien avec ses vases attiques souvent remarquables comme telle coupe à figures rouges ou la netteté du dessin des corps nus, mais un manteau sur l'épaule fait merveille pour griller à la broche les tripes de la victime lors d'une scène de sacrifice.

Les beautés du décor ne tiennent pas aux seules figures qui relèvent, comme on le sait, de la peinture mais à la répartition des bandes, au travail sur réserves, où jouent chaînes de palmettes, feuilles de lierre et fleurs de lotus. Parfois d'étranges audaces dans ce petit monde en apparence conventionnel : une anse surmontée d'un bouton et un immense œil prophylactique flanqué de minuscules personnages qui ne sont que Dionysos, des satyres ou quelque Ménade égarés dans des branchages. Un beau lécythe à figures noires où circule un taureau paré pour sa mort : c'est un cadeau d'Ingres à la marquise de Bloqueville, fille du maréchal Davout.

Du pillage de Chypre, si longtemps continué, nous restent beaucoup de richesses dont se dégage un caractère particulier : toutes les figures sont parées. Même l'idole-plaque, très archaïque. Quand viennent les sculptures sur calcaire (Ve siècle av. J.-C.), dont nous avons ici de si bons exemples, les modes grecque et égyptienne conservent l'accent chypriote de la parure. Un bijou couvre-oreille est caractéristique et l'on détaille à plaisir le collier d'une joueuse de tambourin. Venues des sanctuaires de la fertilité, d'étranges représentations en terre cuite d'enfants relèvent leurs tuniques pour montrer leur sexe. Des déesses enceintes et des associations homme-cheval nous font quitter la beauté lumineuse des visages sculptés pour entrer dans l'épaisse magie des cultes de l'obscur.

Même en Bourgogne, même sans les temples et sans les bronzes, il suffit d'une série d'œuvres tirées de l'oubli pour que revivent ces deux aspects majeurs des antiquités méditerranéennes.

PAULE-MARIE GRAND.

★ Antiquités méditerranéennes de Bourgogne au musée de Dijon.

Jardins du Palais-Royal, 125-126, Galerie de Valois (1er), 508-52-62
SIMON CHAYE
TAPISSERIES

INVITATION
RIOPELLE
PEINTURES 1955-1975
11 MARS - 21 AVRIL
centre culturel canadien
5, rue de constantine, 75007 paris, M° invalides.
551.35.73
3 galeries ouvertes tous les jours de 9h à 19h.

D. DE VARINE
Librairie Lardanchet
100, fbg Saint-Honoré, Paris-8e
1er étage
D. GINCOURT
ouvert tous les jours
de 10 heures à 19 heures.
Tél. : 266-25-45
DUNOYER DE SEGONZAC
ET
SES AMIS
JEUDI 26 FÉVRIER — MERCREDI 31 MARS

GALERIE MAURICE GARNIER
MINAUX
6, avenue Matignon, Paris-8e, jusqu'au 8 avril

ART MODERNE - GALERIE JAUBERT S. A.
75, RUE DU FG-SAINT-HONORÉ - 75008 PARIS - 266-64-70
Maîtres
des
XIXe & XXe siècles
PEINTURES - SCULPTURES - DESSINS

87e SALON DES INDEPENDANTS
L'art égyptien contemporain
Hommage à Odilon REDON
GRAND PALAIS 12 MARS - 4 AVRIL

UGC MARBEUF v.o. • LE STYX v.o. • 3 HAUSSMANN v.f.

PRIX SPÉCIAL DU JURY
Festival du Film Fantastique - AVORIAZ 76

A L'OLYMPIC
10, rue boyer-barret paris 75014

DEUX FILMS DE GUY DEBORD

LA SOCIETE DU SPECTACLE
(long-metrage, 1973)

suivi de

REFUTATION DE TOUS LES JUGEMENTS, TANT ELOGIEUX QU'HOSTILES, QUI ONT ETE JUSQU'ICI PORTES SUR LE FILM "LA SOCIETE DU SPECTACLE".
(court-metrage, 1975)

"Les Conquistadores"
un film de Marco Pauly.
avec Gérard Desarthe et Dominique Labourier.

BALZAC • J. COCTEAU • PLAZA

Expositions

ANDRE DUNOYER DE SEGONZAC. — Orangerie des Tuileries (073-99-48). Sauf mardi, de 10 h. à 20 h. ; le mercredi, jusqu'à 22 h. Entrée : 9 F ; le samedi : 5 F (gratuite le 9 avril). Jusqu'au 3 mai.

TOULOUSE-LAUTREC : CHEFS-D'ŒUVRE DU MUSEE D'ALBI. — Musée Marmottan, 2, rue Louis-Boilly (224-07-02). Sauf lundi, de 10 h. à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 11 avril.

PIERRE TAL-COAT. Peintures et dessins, 1926-1976. — Grand Palais, entrée Clemenceau (231-81-24). Sauf mardi, de 10 h. à 20 h. Le mercredi jusqu'à 22 h. Entrée : 8 F ; le samedi : 5 F. Jusqu'au 5 avril.

FRANCIS PICABIA (1879-1953). — Grand Palais, entrée Clemenceau (voir ci-dessus). Jusqu'au 29 mars.

LA ROUTE DE LA SOIE : les arts de l'Asie centrale ancienne dans les collections publiques françaises. — Grand Palais, entrée avenue du Général-Eisenhower (voir ci-dessus). Jusqu'au 29 mars.

PREMIER SALON INTERNATIONAL D'ART CONTEMPORAIN. — Grand Palais (voir ci-dessus). Jusqu'au 29 mars.

PIERRE COURTIN. — Centre national d'art contemporain, 11, rue Berryer (267-46-84). Sauf mardi, de 12 h à 19 h. Entrée : 4 F. Jusqu'au 29 mars.

CHAS LABORDE (1886-1941). Rues et visages du monde. — Musée Galliera, 10, avenue Pierre-1er-de-Serbie (720-85-46). Sauf mardi, de 10 h. à 17 h. 45. Entrée : 5 F.

DESSINS DU MUSEE DE DIJON. — Musée du Louvre, entrée porte Jaujard (260-39-26). Sauf mardi, de 9 h. 45 à 17 h. Entrée : 7 F ; le dimanche : 3 F (gratuite le 14 mars). Jusqu'au 3 mai.

LES PAYSAGES DE PIERRE-HENRI DE VALENCIENNES (1750-1819) — Musée du Louvre, entrée porte Jaujard (voir ci-dessus). Entrée : 5 F (gratuite le dimanche). Jusqu'au 3 mai.

LE BATEAU-LAVOIR. — Musée Jacquemart-André, 158, boulevard Haussmann (227-39-94). Sauf mardi, de 12 h. à 18 h. Entrée : 8 F. Prolongée jusqu'au 15 mars.

SAINT-SIMON DU L'OBSERVATEUR VERIDIQUE. — Bibliothèque nationale, 58, rue de Richelieu (266-62-62). Tous les jours, de 10 h. à 18 h. Entrée : 6 F. Jusqu'au 18 avril.

TOMASELLO. Œuvres optiques et cinétiques. — Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (723-61-27). Sauf lundi et mardi, de 10 h. à 17 h. 45. Entrée : 8 F (gratuite le dimanche). Jusqu'au 14 mars.

SOUTTER, dessins. — Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 16 mars.

MANUEL RIVERA. De 1956 à 1975. — Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 14 mars.

JEAN HUGO. Peintures, gouaches et dessins. — Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 14 mars.

MARINO DI TEANA. Sculptures et propositions d'urbanisme. — Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 24 mars.

JULES PASCIN (1885-1930). — Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 24 mars.

LES SHAKERS. — Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (260-32-14). Sauf mardi, de 12 h. à 18 h. ; le dimanche, de 11 h. à 18 h. Entrée : 9 F. Jusqu'au 29 mars.

CHASSE A L'ANAMORPHOSE A TRAVERS LES COLLECTIONS DU MUSEE. — Musée des arts décoratifs (voir ci-dessus). Jusqu'au 9 mai.

ART CONTEMPORAIN : œuvres de Soulages, Estève, Poliakoff, Zao-Wou-Ki, O. Debré et Ubac. — Hommage à Charchoune. — Donations de dessins : Arpad, Szenes, Vieira da Silva, Hajdu et Luce Ferry. — Musée national d'art moderne, 13, avenue du Président-Wilson (723-36-53). Sauf mardi, de 9 h. 45 à 17 h. 15.

HOMMAGE A MUNAKATA : peintre et graveur japonais, 1903-1975. — Musée Cernuschi, 7, avenue Velasquez (522-23-31). Sauf mardi, de 10 h. à 17 h. 30. Entrée : 8 F. Jusqu'au 4 avril.

L'INDEPENDANCE DES ETATS-UNIS D'AMERIQUE ET LA FRANCE. Bibliothèque Beaugrenelle. — 40, rue Emeriau. Mar., mer. et jeudi de 12 h. 30 à 19 h. 30 ; mer. et sam., de 10 h. à 10 h. 30. Entrée libre. Jusqu'au 27 mars.

LA GRAVURE ALLEMANDE CONTEMPORAINE. Centre culturel allemand. — 17, avenue d'Iéna (723-61-21). Du lundi au vendredi, de 10 h. à 20 h. Entrée libre.

AL SOUZA, photoworks (1974-1975). — LEVI DENIM ART. Centre culturel américain, 3, rue du Dragon (222-22-70). Jusqu'au 16 avril.

SVEN ALFONS, peintures. — Centre culturel suédois, 11, rue Payenne (272-87-50). Jusqu'au 21 mars.

DU POINT A LA LIGNE. Voyage à travers les signes. Des manuscrits anciens aux créations contemporaines. — Centre culturel du Marais, 28, rue des Francs-Bourgeois (508-25-00, poste 288). Sauf lundi, de 10 h. à 19 h. Jusqu'au 14 mars.

GUEORGUI BOJILOV. — Centre culturel bulgare, 1, avenue Rapp (entrée place de la Résistance). Jusqu'au 25 mars.

VAZQUEZ DE SOLA, dessins. — UNESCO, 125, avenue de Suffren (salle des Actes) (577-16-10). Jusqu'au 18 mars.

GALERIES

ART HORS LES NORMES. — Atelier Jacob, 45, rue Jacob (260-64-23). Jusqu'au 3 avril.

ART FORAIN. — Le Tribulum, 62, rue Saint-Denis (236-01-01). Jusqu'au 24 mars.

SURFACES ET VOLUMES TISSES EN BELGIQUE. — Galerie Sin' Paora, 15, rue Etienne-Marcel (236-61-77). Jusqu'au 27 mars.

BELLEGARDE. Couleurs d'encres. — Galerie C. Ratié, 6, rue Bonaparte (325-16-49). Jusqu'au 31 mars.

BROGLIA, sculptures. — Galerie Attali, 159, boulevard Saint-Germain (548-558-93). Jusqu'au 31 mars.

MIHAIL CHEMIAKIN. — Galerie Altman-Carpentier, 46, rue du Bac (222-79-58). Jusqu'au 16 avril.

JEAN COCTEAU. Théâtre, cinéma, littérature. — Galerie Proscenium, 35, rue de Seine (033-92-01).

DOWNING, gouaches récentes. — Galerie Arnaud, 212, bd Saint-Germain (548-46-31). Jusqu'au 3 avril.

PRESENCE DE DUNOYER DE SEGONZAC. — Le Nouvel Essor, 40, rue des Saints-Pères (548-94-02). Jusqu'au 10 avril.

MAX ERNST, affiches. — Galerie Multiples, 42, rue de Grenelle (544-41-20). Jusqu'au 30 avril.

FASSIANOS. — Galerie Alexandre Iolas, 196, boulevard Saint-Germain (222-75-80).

CHRISTIAN JACCARD. — Galerie Beaubourg, 5, rue Pierre-au-Lard (277-37-92) et galerie O. Filtzer, 38, rue des Blancs-Manteaux (278-74-33). Jusqu'au 17 avril. — Galerie M. Billot, 20, rue de l'Echaudé (325-36-62). Jusqu'au 10 avril.

KARAVOUSIS, œuvres récentes. — Galerie Coard, 12, rue Jacques-Callot (326-99-73). Jusqu'au 4 avril.

ANN MADDEN. — Galerie D. Speyer, 6, rue Jacques-Callot (033-78-41). Jusqu'au 2 avril.

SCHNEIDER. Œuvres sur papier, de 1947 à nos jours. — Galerie le Dessin, 43, rue de Verneuil (261-12-55). Jusqu'au 20 mars.

EN PROVINCE

AMIENS. Dix ans, dix affirmations. (Alliaud, Arroyo, Recalcati, César, Malaval, Messagier, etc.). — Maison de la culture (91-83-86). Mars.

BORDEAUX. B. Bour, F. Martin, Scanreigh, R.-E. Waydelich. — Centre d'arts plastiques contemporains. Entrepôts Lainé. Jusqu'au 20 mars.

CALAIS. Un siècle de dessins de sculpteurs. Dix-neuvième et vingtième siècle. — Musée (36-80-00). Jusqu'au 29 mars.

CAEN. Ex-voto Marine du Ponant. — Théâtre municipal. Jusqu'au 4 avril.

GRENOBLE. La Chine : architecture d'hier, formes d'aujourd'hui. — Musée. Jusqu'au 8 avril. — LE DESESPOIR DU PEINTRE : 15 jeunes artistes. Maison de la Culture. — HOMMAGE A HANS BELLMER. Bijougalerie, 6, rue de Belgrade. Jusqu'au 25 mars.

LILLE. La peinture française de 1770 à 1830. — Musée des beaux-arts (57-01-84). Jusqu'au 29 mars. —

MARSEILLE. Antiquités de Chypre au musée du Louvre. — Musée Borély. Jusqu'au 18 avril.

NICE. Lithographies de Chagall pour « la Tempête » de Shakespeare. — Musée national Message biblique Chagall (80-11-45). Jusqu'au 23 juin.

LES SABLES-D'OLONNE. Paul Rotterdam et Peter Stampfli. — Musée de l'Abbaye-Sainte-Croix.

SAINT-ETIENNE. Papazoff, peintures de 1918 à 1936, et Jo Marchand, peintures, dessins, lithographies. — Maison de la culture et des loisirs. Jusqu'au 3 avril. — Alan Shields, peintures et aquarelles (mars) et Toni Grand et Bernard Pagès (mars, avril). — Musée d'art et d'industrie.

Variétés

Le music-hall

BOBINO (326-68-70) (O. soir, L.), 20 h. 30, mat. dim. à 18 h. : Marcel Amont.

ELYSEES-MONTMARTRE (606-38-79) (O.), 20 h. 45, mat. sam. à 17 h. : Histoire dosée.

OLYMPIA (742-25-49) (L.) 21 h. 30, mat. dim. à 14 h. 30 : Enrico Macias.

NOUVEAU CARRE (277-88-40) (O.) 20 h. : Henri Tachan.

PALAIS DES CONGRES : les 15, 18 et 20, à 21 h. : Tom Jones ; le 14, à 21 h. : Nicole Croisille, Michel Jonasz.

PALAIS DES SPORTS (250-79-80) (D. soir, L.), 21 h., mat. mer. à 16 h., mat sam. et dim. à 14 h. 15 et 17 h. 30 : Holiday on Ice.

Les comédies musicales

THEATRE DE LA PORTE-SAINT-MARTIN (607-37-53) (D. soir, L.) 20 h. 30, mat. sam. et dim., à 15 h. : Mayflower.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA REPUBLIQUE (278-44-45), 21 h., mat dim. à 15 h. 30 : Pric Story (jusqu'au 15 inclus). A partir du 10 : Et au bout du tunnel... y a le tunnel !

DEUX ANES (606-10-26) (Mar.) 21 h., mat. dim à 15 h. 30 : Serre-vis compris.

DIX HEURES (606-07-48), 22 h. : Valy, François, Georges... et les autres.

La danse

THEATRE DE LA CITE INTERNATIONALE (589-38-69) (D., L.), 21 h. : le Ballet de poche.

Le jazz

PALAIS DES CONGRES : le 10, à 18 h. : Michel Attenoux. Le 12, à 19 h. : F. Jeanneau. Le 13, à 18 h. : S. Kessler ; à 20 h. 30 : The Band. Le 14, à 18 h. : Boulou Ferré Quintet. Le 19, à 20 h. 30 : Lee Konitz, Warne Marsh.

ELYSEES-MONTMARTRE, le 18, à 20 h. 20 : Bobby Womack.

THEATRE DE CHAILLOT, le 10, à 17 h. 30 : Daunik Lazro Quartet. Le 11, à 19 h. 30 : Perception. Le 12, à 19 h. 30 : Confluence. Le 13, à 18 h. 30 : Michel Portal Quartet.

LE TRAIT
Société des peintres, graveurs et lithographes expose à la CITE INTERNATIONALE DES ARTS, 18, rue de l'Hôtel-de-Ville (Mº PONT-MARIE), ouvert de 13 h. 30 à 18 h., dim. inclus.
Du 18 au 31 mars 1976

CNAC
11, RUE BERRYER (8e)
PIERRE COURTIN
Jusqu'au 29 mars
CENTRE NATIONAL D'ART ET DE CULTURE GEORGES-POMPIDOU

GALERIE SOULANGES
20, rue de l'Odéon
FERNAND BECK
Estampes, aquarelles
Du 1er au 20 mars

NANE STERN
25, avenue de Tourville (7e)
SHANON
du 9 mars au 3 avril
t.l.j. de 15 h. à 20 h. 30
Sauf dimanche et lundi

GALERIE VIALETAY
23, r. l'Abbé-Grégoire-6e, 222-12-76
A. LE MORE
9 mars — 9 avril

GALERIE J.-L. ROQUE
66, bd Raspail (6e) - 543-47-32
WERCOLLIER
Sculptures
8 mars au 8 avril

GALERIE COARD
12, rue Jacques-Callot (6e)
KARAVOUNIS
Du 4 mars au 4 avril

SAGOT - LE GARREC
24, rue du Four (6e) - 326-43-38
HALLEZ
Gravures récentes
Jusqu'au 29 mars

BERNHEIM-JEUNE
27, avenue Matignon,
83, rue du Faubourg-Saint-Honoré
75008 Paris, tél. 269-60-31
F. SIERADZKI
du 9 au 23 mars

LA HUNE
14, rue de l'Abbaye
PIERRE COURTIN
gouaches, lithographies et gravures récentes
Mars

VILLAND ET GALANIS
127, bd Haussmann - 225-59-91
André BEAUDIN
peintures récentes
12 mars au 30 avril 1976

CERCLE SAINT-LOUIS
26, avenue de la Bourdonnais (7e)
J. BERGER-BUCHY
J. TRASSARD
R. VERBRAEKEN
Du 8 au 26 mars

GALERIE CLAUDE HEMERY
3, pl. du Marché Ste-Catherine, 4e
272-66-93 (Métro St-Paul Marais)
DEBUTLER
du 8 au 31 Mars

17 + 17
4 MARS - 31 MARS 1976
LES PEINTRES D'ARTCURIAL ET LEURS INVITES
ARTCURIAL
centre d'art plastique contemporain
9, avenue matignon paris 8
téléphone 256 70 70

KIMURA
PASTELS
4-20 MARS
GALERIE SAPIRO - PARIS
31 rue de Miromesnil - 265.16.08

GALERIE ALTMANN CARPENTIER
46, rue du Bac, PARIS (VIIe) - 222-79-58
CHEMIAKIN
ST-PETERSBOURG 76
27 février — 16 avril

PUBLICIS ÉLYSÉES • PUBLICIS MATIGNON • PARAMOUNT ODÉON • BOUL'MICH • PARAMOUNT OPÉRA • CAPRI BOULEVARD • PARAMOUNT MONTPARNASSE • PARAMOUNT ORLÉANS • PARAMOUNT MAILLOT • PARAMOUNT PASSY • PARAMOUNT MONTMARTRE • PARAMOUNT GOBELINS • PARAMOUNT BASTILLE •
CYRANO Versailles • ARTEL Rosny • CARREFOUR Pantin • FRANÇAIS Enghien • C. 2L. St-Germain • MÉLIÈS Montreuil • ARTEL PORT Nogent • BUXY Val d'Yerres • PUBLICIS Défense • PARAMOUNT ÉLYSÉES II Celle-St-Cloud • PARAMOUNT Orly • PARAMOUNT La Varenne •

Une mise en scène percutante fait de "VOL AU-DESSUS D'UN NID DE COUCOU" un véritable chef-d'œuvre, un de ces chocs cinématographiques dont on met du temps à se remettre.
TELERAMA

JACK NICHOLSON
VOL AU DESSUS D'UN NID DE COUCOU
Fantasy Films présente
un film de MILOS FORMAN
JACK NICHOLSON dans VOL AU-DESSUS D'UN NID DE COUCOU
avec LOUISE FLETCHER et WILLIAM REDFIELD - scénario de LAWRENCE HAUBEN et BO GOLDMAN
d'après le roman de KEN KESEY - directeur de la photographie HASKELL WEXLER - musique JACK NITZSCHE
produit par SAUL ZAENTZ et MICHAEL DOUGLAS - réalisé par MILOS FORMAN - distribué par LES ARTISTES ASSOCIÉS

Théâtres

Les jours de relâche sont indiqués entre parenthèses.

Les salles subventionnées

OPERA (073-15-59), les 10 (abt ME) et 12, à 19 h. 30 : les Noces de Figaro ; les 11 et 19, à 19 h. 30 : Noces, études (ballets) ; le 21, à 18 h. 30 : Une heure de musique de chambre (Octuor de Paris).
COMEDIE-FRANÇAISE, Théâtre Marigny (742-27-31), les 10, 13, 17 et 20, à 20 h. 30 ; les 13 (abt 1) et 17 (abt rose), à 14 h. 30 : la Commère, le Jeu de l'amour et du hasard ; les 11, 12 (salle réservée), 14, 15 (abt D), 18 (abt A), 18, 19 et 21, à 20 h. 30 ; les 14 et 21, à 14 h. 30 : Maître Puntila et son valet Matti.
ODEON (325-70-32) (L.), 20 h. 30, mat. dim., 18 h. : la Nuit des rois.
PETIT ODEON (L., Ma.), 18 h. 30 : Anonyme Vénitien ; 21 h. 30 : le Monte-Plat.
CHAILLOT (727-81-15), Grand Théâtre (D. soir L.), 20 h. 30 ; mer., 19 h. 30, mat. dim., 15 h. : Divinas palabras (jusqu'au 14). — Salle Gémier (D., L.), 20 h. 30 ; mer., 19 h. 30 : Le triangle frappe encore. — Foyer, le 10, à 17 h. 30 ; les 11, 12 et 13, à 18 h. 30 : Jazz ; les 16, à 18 h. 30 ; 17, à 17 h. 30 : le Groupe Crèche. — Téléthèque : du mardi au samedi. (Voir aussi Théâtre de la Renaissance.)
TEP (636-79-09) (J., D. soir, L.), 20 h. 30 ; mat. sam., 14 h. 30, et dim., 15 h. : Don Juan revient de guerre ; jeudi, 20 h. : Cinéma. — Petit TEP (D. soir, L.), 20 h. 30 ; mat. dim., 15 h. : Une belle journée ; le 11, à 20 h. 30 : Tribune des critiques de variétés.

Les salles municipales

CHATELET (231-44-80) (D. soir, L.), 20 h. 30 ; mat. sam et dim., 14 h. : le Pays du sourire.
NOUVEAU CARRE (277-88-40), mer., sam. et dim., 15 h. 30 : Cirque Gruss ; les 10, 12 et 12, à 21 h. : Lucrèce Borgia ; (D. L.), 20 h. : Henri Tachan ; 21 h. 20, mer. : spécial jam ; jeudi : folk ; ven. : jam hoot ; sam. : free music ; mardi : chansons ; jeudi, 21 h. : Dun Bensa-Queyroux (guitare et flûte) ; ven., 17 h. 30 : Atelier musique ; à partir du 17, à 21 h. : Hélène Martin.
THEATRE DE LA VILLE (887-35-39), les 10, 11, 12 et 13, à 18 h. 30 : Frederik Mey ; à partir du 18 : Teresa Berganza ; les 10, 13 et 16, à 20 h. 30 ; le 14, à 14 h. 30 : Biedermann et les Incendiaires ; les 11 et 12, à 20 h. 30 : l'Echange ; le 17, à 20 h. 30 : Orchestre philharmonique de Strasbourg.

Les autres salles

ANTOINE (208-77-71) (L.), 20 h. 30, mat. dim. à 15 h. : la Tube.
ATELIER (606-49-24) (L.), 21 h., mat. dim. à 15 h. : Monsieur chasse.
ATHANOR DU MONTSOURIS, le 12 à 21 h. : les Mâchoires d'or.
BIOTHEATRE - OPERA (261-44-16) (O.), 20 h. 30 : Tête d'angles ; (D., L.), 22 h. : l'Aurore boréale.
BOUFFES - PARISIENS (073-87-94) (J.), 20 h. 45, mat. dim. à 15 h. : la Grosse.
CARTOUCHERIE DE VINCENNES, Théâtre de la Tempête (328-36-36), v. et s. à 28 h. 30, dim. à 18 h. : Phénoménal football.
Théâtre de l'Aquarium (808-99-61) (D., L.), 20 h. 30, mat. dim. à 18 h. 30 : Hérozéro.
Atelier de l'Epée de Bois (808-96-36) (D., L.), 20 h. 30 : The Penny Arcade Peep Show.
COMEDIE CAUMARTIN (073-43-41) (J.), 21 h. 10, mat. dim. à 15 h. 18 : Boeing-Boeing.
COMEDIES DES CHAMPS-ELYSEES (359-37-03) (D. soir, L.), 20 h. 45, mat. dim. à 15 h. et 18 h. 30 : A vos souhaits.
COUR DES MIRACLES (548-85-60) (D.), 20 h. 15 : Grand-Peur et Misère du IIIe Reich ; 22 h. : J'oublie tout pour t'aimer.
DAUNOU (073-64-30), à partir du 13 (J.), 21 h., mat. dim. à 15 h. : Monsieur Masure.
ECOLE NORMALE SUPERIEURE (Mer.), 20 h. 30 : Souvenirs d'en face.
DEUX-PORTES (797-24-51) (D. soir, mar., mer.), 20 h. 30, mat. dim. à 16 h. : le Chant du facteur.
EUROPEEN (387-88-14) (D. soir, L.), 21 h., mat. dim. à 15 h. et à 18 h. : la Baraka.
FONTAINE (874-74-40 (D. soir, mar.) 21 h., mat. dim. à 17 h. : Jacques Martin.
GAITE-MONTPARNASSE (633-16-18) (O.) 20 h. 45, mat. sam. à 17 h. : le Roi des cons.
GYMNASE (770-16-15) (D. soir, L.) 21 h., mat. dim. à 15 h. : Viens chez moi, j'habite chez une copine.
HENRI-VARNA MOGADOR (285-28-80) (D. soir, L.) 20 h. 30, mat. sam. et dim. à 14 h. 30 : l'Aiglon.
HUCHETTE (326-38-99) (D. soir, L.) 20 h. 45, mat. dim. à 15 h. et à 17 h. 30 : la Cantatrice chauve, la Leçon.
LA BRUYERE (874-76-99) (D. soir, L.) 21 h., mat. dim. à 15 h. et à 18 h. : La mouche qui tousse.
LUCERNAIRE (326-57-23) (L.), 30 h. 30 : Entretiens avec le professeur Y ; 22 h. 15 : Trois Aliers simples pour l'enfer ; L., à 20 h. 30 : le Singe bleu.
MADELEINE (265-07-09) (D. soir, mer.) 20 h. 30, mat. dim., à 15 h. et à 18 h. 30 : Peau de vache.
MATHURINS (265-90-00) (D. soir, L.) 21 h., mat. dim. à 15 h. : Antigone.
MICHEL (265-35-02) (Mer.) 21 h. 10, mat. dim., à 15 h. : Duos sur canapé.
MICHODIERE (742-95-23) (D. soir, L.) 20 h. 30, mat. dim., à 15 h. et à 18 h. 30 : Voyez-vous ce que je vois ?
MODERNE (874-94-28) (D. soir, L.) 21 h., mat. dim. à 15 h. : le Neveu de Rameau.
MONTPARNASSE (326-89-90) (Dim. soir, L.), 30 h. 30, mat. dim., à 15 h. et 18 h. 30 : Même heure, l'année prochaine.
MOUFFETARD (336-02-87) (D., L.), 20 h. 30 : Abraham ; 22 h. 15 : Mourir beau.
NOUVEAUTES (770-52-76) (D. soir, J.), 21 h., mat. dim. à 15 h. et à 18 h. : les Deux Vierges.
ŒUVRE (874-42-52) (D. soir, L.), 21 h., mat. dim. à 15 h. : Monsieur Klebs et Rozalie.
PALACE (770-44-37), Jusqu'au 14, à 21 h. : Crystal Machine.
PALAIS - ROYAL (742-84-29) (L.), 20 h. 30, mat. dim. à 15 h. : la Cage aux folles.
PLAISANCE (273-12-65) (D.) 20 h. 30 : Tu ne veux rien de bien méchant.
PARIS-NORD (228-43-42) (D. soir, L.), 20 h. 45, mat. dim. et mar., à 15 h. : Dora.
RANELAGH (288-64-44) (Mardi), à 20 h. 30, mat. dim., à 18 h. : Via Fellini.
SAINT-GEORGES (878-63-47) (Dim. soir, J.), 20 h. 30, mat. dim., à 15 h. et 18 h. 30 : N'écoutez pas, mesdames !
STUDIO DES CHAMPS - ELYSEES (359-36-88) (D. soir, L.), 20 h. 45, mat. dim. à 15 h. et 18 h. 30 : la Frousse.
TERTRE (606-11-82) (D. soir, L.), à 20 h. 45, mat. dim. à 15 h. 30 : Soleil de glace - la Pantin.
STUDIO - THEATRE 14 (567-85-10) (D., L.), à 21 h. : C'est pas d'main l'abeille.
THEATRE CAMPAGNE - PREMIERE (033-79-27) (D.), 20 h. : Zoue ; 22 h. 30 : Copi.
THEATRE DE LA CITE INTERNATIONALE (589-38-69), la Resserre (D., L.), 21 h. : Variations sur Macbeth. — La Galerie (D. L.), 21 h. : Lorsque cinq ans seront passés. — Maison du Portugal, ven. et sam., à 20 h. 30 : Macbeth. — Grand Théâtre (D., L.), 21 h. : le Ballet de poche.
THEATRE D'ORSAY (548-65-90), les 10 et 11, à 20 h. 30 : Des journées entières dans les arbres ; le 12, à 20 h. 30 : les Nuits de Paris ; les 13 et 16, à 20 h. 30 ; le 14, à 15 h. et 18 h. 30 : Harold et Maude ; le 15, à 20 h. 30 : la Parole prisonnière (Apartheid). — II (D. soir, L.), 20 h. 30, mat. dim. à 18 h. 30 : le Portrait de Dora ; (D. soir L.), 18 h. 30, mat. dim. à 15 h. : Angel Parra.
THEATRE OBLIQUE (805-78-51) (L.), 21 h. : le Livre des jardins suspendus.
THEATRE DE PARIS (874-20-44) (D. soir, L.), 21 h., mat. dim. à 15 h. et 18 h. 30 : Des souris et des hommes.
THEATRE DE LA PLAINE (842-32-25) (D. soir, L., Ma.), 20 h. 30, mat. dim. à 17 h. : Rosenkrantz et Guildenstern sont morts.
THEATRE PRESENT (203-02-55) (D. ven., sam., à 20 h. 30 ; dim., à 16 h. : 17 h. : le Chasseur français. — Ranch (D. soir, Ma.), 20 h. 30, mat. dim à 17 h. : West Side Story.
THEATRE 13 (589-05-99), mer. jeudi, sam., à 20 h. 30 ; dim., à 16 h. : Basse Autriche ; ven. et sam., à 22 h. 30 : Concert à la carte (théâtre).
TRISTAN-BERNARD (522-08-40) (D. soir), 30 h. 45, mat. dim. à 15 h. : Crime parfait.
VARIETES (231-09-92) (D. soir, L.), 20 h. 30, mat. dim. à 15 h. et 18 h. 30 : l'Autre Valse.

Les théâtres de banlieue

ANTONY, Théâtre F.-Gémier (666-02-74), le 13, à 20 h. 45 : le Grand Magic Circus.
AUBERVILLIERS, Théâtre de la Commune (833-16-16), les 10, 12, 13, 16, à 20 h. 30, le 14, à 17 h. : le Rire du fou.
BOULOGNE - BILLANCOURT, T.B.B. (603-60-44), les 12, 13, à 20 h. 30, le 14, à 15 h. 30 : Poil de carotte ; le Médecin malgré lui. Le 16, à 20 h 30 : Ensemble 12. — Au Centre d'animation, le 15, à 20 h. 45 : Musique de chambre du vingtième siècle.
CHELLES, C.C. (957-98-98), le 12, à 21 h., le 13, à 18 h. 30, le 14, à 18 h. 30 : Gul.
CLICHY, A.R.C. (270-03-16), les 10, 11, 12 et 13, à 20 h. 30 : Chroniques grotesques du profit.
COLOMBES, M.J.C. (782-42-70), le 13, à 20 h. 30 : Trio Arvanitas et J. Griffin (jazz).
CRETEIL, M.A.C. (899-90-50), le 12, à 21 h. : Danse pour clavecin ; le 16, à 20 h. 30 : la Fille mal gardée (ballet).
GOUSSAINVILLE, Théâtre Pablo-Neruda (985-40-17), le 12, à 21 h. : Orchestre d'Ile-de-France (musique d'opérettes).
ISSY - LES - MOULINEAUX, Théâtre municipal (642-70-91), le 14, à 14 h. 30 et 20 h. 30 : Majissimo ; la Fille mal gardée (ballets).
IVRY, mairie (672-37-43), les 10, 11, 12 et 13, à 21 h., le 14, à 16 h. : Catherine.
MALAKOFF, Théâtre 71 (655-43-45), les 12, 13 et 16, à 21 h. : le Retour de deux orphelines dans la IIIe République.
NANTERRE, Théâtre des Amandiers (204-18-81), les 10, 11, 12 et 13, à 21 h., le 14, à 18 h. : Monsieur Jean.
SARTROUVILLE, Théâtre (962-42-88), le 16, à 21 h. : Carolyn Carlson.
VERSAILLES, Théâtre Montansier (950-71-16), le 10, à 21 h. : Poil de Carotte ; le Médecin malgré lui. Le 13, à 21 h. : Phi-Phi. Le 12, à 21 h. : Octuor de Paris (Weber, Français, Schubert).
VILLEPREUX, Théâtre (462-49-97), le 13, à 21 h. : Skandalon.
VITRY, Théâtre J. Vilar (680-80-20), le 10, à 21 h. : Bernard Haller.

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

CENTRES CULTURELS ÉTRANGERS

CENTRE CULTUREL CANADIEN
5 rue de Constantine - 7e

GROUPE D'INTERPRÉTATION DE MUSIQUE ÉLECTROACOUSTIQUE
GIMEL DE QUÉBEC

Mercredi 18 mars
15 h. : ATELIER-RENCONTRE pour les enfants

Jeudi 11 mars
18 h. 30 : ATELIER-RENCONTRE
20 h. 30 : CONCERT
Tél. : 551-35-73

INSTITUT NÉERLANDAIS
121 rue de Lille - 7e

Jusqu'au 28 mars
tous les jours sauf lundi 13-19 h.

MICHIEL DHONT
DESSINS ET EAUX-FORTES

Mardi 16 mars 20 h. 30
LA QUALITÉ DU PAYSAGE AUX PAYS-BAS
conférence de
REMI PERELMAN
Directeur du Centre National d'Etude et de Recherche du Paysage

CENTRE CULTUREL SUÉDOIS
11 rue Payenne - 3e

SVEN ALFONS
PEINTURES
tous les jours de 14 h. à 18 h. jusqu'au 21 mars

Entrée libre

festival RENOIR
STUDIO des ACACIAS
45 bis, rue des Acacias 17e

STUDIO MARIGNY
Carré Marigny - BAL. 20.74
Métro : Champs-Elysées-Clemenceau

- Jeudi, vendredi, lundi, mardi 14 h. - 16 h. - 18 h. - 20 h. - 22 h.
- Mercredi, samedi, dimanche 20 h. - 22 h.

IL ÉTAIT UNE FOIS HOLLYWOOD

Seul à Paris - LE RACINE

et en Province : NEF Grenoble - CNP Lyon - ABC Toulouse

ÉLYSÉES LINCOLN - SAINT-GERMAIN VILLAGE
SAINT-LAZARE PASQUIER - CAMBRONNE
TRICYCLE Asnières

avec Claude Melki et Laurence Bru • Guy Marchand • Micheline Dax • Marion Game

SALLES CLASSÉES CINÉMAS d'ART et d'ESSAI

(A.F.C.A.E.)

PANTHÉON 13, rue Victor-Cousin Tél. : 033-15-04
PERMANENT DE 12 H. A 24 H., SAUF DIMANCHE DE 14 H. A 24 H. :
LE FRÈRE LE PLUS FUTÉ DE SHERLOCK HOLMES
de Gene WILDER

ST. BERTRAND rue Bertrand Tél. : SUF. 64-66
MON PETIT POUSSIN CHÉRI
de W.C. FIELDS
de Claude FARALDO
BOF

STUD. ST-ANDRÉ-DES-ARTS 1
30, rue Saint-André-des-Arts - 326-48-18
à 14 h. - 17 h. 15 et 20 h. 30 :
COMMENT YU-KONG DÉPLAÇA LES MONTAGNES ou l'AVENTURE DE LA CHINE
de Joris IVENS et Marceline LORIDAN
à 12 h. et 24 h. :
CLÉO DE 5 A 7
d'Agnès VARDA

STUD. ST-ANDRÉ-DES-ARTS 2
30, rue Saint-André-des-Arts - 326-48-18
A 14 h. ; 16 h. ; 18 h. ; 20 h. et 22 h. :
SOUS LES PAVÉS, LA PLAGE
d'Helma SANDERS
à 12 h. et 24 h. :
UNE FEMME EST UNE FEMME
de Jean-Luc GODARD

ÉLYSÉES LINCOLN - STUDIO RASPAIL - 14 JUILLET

un véritable film populaire

de SERGUEI MIKAELIAN
LA PRIME
avec EVGUENI LEONOV

LA CLEF (5e) LE STUDIO (Aubervilliers)

"Enfin un film Russe qui pose des questions au lieu de les résoudre" LE POINT
"Un des scénarios les plus palpitants que l'on ait vus depuis longtemps" ELLE
"Un morceau de bravoure technique sur un thème brûlant, en URSS" LE MONDE

U.G.C. Biarritz - Montparnasse-Bienvenue - U.G.C. Odéon - La Clef - Madeleine Gaumont
Cyrano Versailles - Artel Nogent - Alpha Argenteuil

JAMAIS PLUS TOUJOURS

avec ROGER BLIN - MARIANNE EPIN - BERNARD GIRAUDEAU

IL EST EXPRESSEMENT RECOMMANDÉ D'ARRIVER EN DÉBUT DE SÉANCE

Cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La cinémathèque

MERCREDI 10 MARS. — 15 h., *Victoire sur l'Annapurna*, de M. Ichac ; 18 h. 30, *Tchapaiev*, de G. et S. Vassilieff ; 20 h. 30, Rossellini : 1942-1955 ; 22 h. 30, Rossellini : 1966-1976.

JEUDI 11. — 15 h., *Reportage sur un squelette*, de M. Mitrani ; 18 h. 30, *Max Ophüls ou le Plaisir de tourner*, de M. Mitrani ; *20 h. 30, les Guichets du Louvre ; Je, Sur le Pont-Neuf*, de M. Mitrani (en présence de l'auteur) ; 22 h. 30, *Samson*, d'A. Wajda.

VENDREDI 12. — 15 h., *Shors*, d'A. Dovjenko ; 18 h. 30, *Printemps à Dachau ; Autour de Mortin*, de M. Mitrani ; 20 h. 30, *les Amants*, de L. Malle ; 22 h. 30, *Macbeth*, de R. Polanski ; 0 h. 30, *Hercule se déchaîne*, de G. F. Parolini.

SAMEDI 13. — 15 h., *Alexandre Nevsky*, de S. M. Eisenstein ; 18 h. 30, *l'Atelier de Vieira da Silva, Sans merveille*, de M. Mitrani ; 20 h. 30, *l'Empereur du Nord*, de R. Aldrich ; 22 h. 30, *Catch 22*, de M. Nichols ; 0 h. 30, *Romulus et Remus*, de S. Corbucci.

DIMANCHE 14. — 15 h., *M. le Maudit*, de F. Lang ; 18 h. 30, *Tout va bien*, de J.-L. Godard ; 20 h. 30, *Le crime était presque parfait*, d'A. Hitchcock ; 22 h. 30, *Mahler*, de K. Russell ; 0 h. 30, *King Kong escapes*, de L. Honda.

LUNDI 15. — 20 h. 30, *la Chambre*, de M. Mitrani ; 22 h. 30, *Bajazet*, de M. Mitrani.

MARDI 16. — *Pierre le Grand* : 15 h., *la Jeunesse*, de P. Vladimir ; 18 h. 30, *la Mort du tzarevitch*, de P. Vladimir ; 20 h. 30, *le Plus Sauvage d'entre tous*, de M. Ritt ; 22 h. 30, *la Vengeance aux deux visages*, de M. Brando.

Les exclusivités

A CHEVAL SUR LE TIGRE (It., v.o.) : Marais, 4e (278-47-86), Studio Médicis, 5e (633-25-97).

ADIEU POULET (Fr.) : Bretagne, 6e (222-57-97), Paramount-Opéra, 9e (073-34-37), Normandie, 8e (359-41-18).

AGUIRRE LA COLERE DE DIEU (All., v.o.) : Studio de la Contrescarpe, 5e (325-78-37).

A NOUS LES PETITES ANGLAISES (Fr.) : Gaumont-Théâtre, 2e (231-33-16), Quintette, 5e (033-35-40), Montparnasse 83, 6e (544-14-27), Marignan, 8e (359-92-82), Diderot, 12e (343-19-29), Fauvette, 13e (331-56-86), Gaumont-Sud, 14e (331-56-88), Murat, 16e (288-99-75), Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).

ATTENTION LES YEUX (Fr.) (*) : Biarritz, 8e (723-69-23), U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08), Max-Linder, 9e (770-40-04), U.G.C. Gobelins, 13e (331-06-19), Mistral, 14e (539-52-43), Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17), Gaumont-Convention, 15e (828-42-27), Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).

LES AVENTURIERS DU « LUCKY LADY » (A., v.o.) : Saint-Michel, 5e (326-79-17), Elysées-Cinéma, 8e (225-37-90). — V.f. : Rex, 2e (236-83-93), U.G.C. Gobelins, 13e (331-06-18), Miramar, 14e (326-41-02), Mistral, 14e (539-52-43), Magic-Convention, 15e (828-20-64), Murat, 16e (288-99-75).

LE BON ET LES MECHANTS (Fr.) : Saint-Germain Huchette, 5e (633-87-59), Colisée, 8e (359-29-46), Français, 9e (770-33-88), Nord-Cinéma, 10e (878-51-91), Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13).

CALMOS (Fr.) (**) : Berlitz, 2e (742-60-33), Cluny-Palace, 5e (033-07-76), Ambassade, 8e (359-19-08), Les Nations, 12e (343-04-67), Fauvette, 13e (331-56-88), Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13), Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).

LA CECILIA (Fr.) : Racine, 5e (633-43-71).

CE GAMIN, LA (F.) : Studio Galande, 5e (033-72-71) ; 14 Juillet, 11e (357-90-81).

CHRONIQUE DES ANNEES DE BRAISE (Alg., v.o.) : Mexico, 18e (606-93-96).

COUSIN-COUSINE (Fr.) : Quintette, 5e (033-35-40), U.G.C. Marbeuf, 8e (225-47-19) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43).

LES DENTS DE LA MER (A., v.o.) (*) : UGC-Odéon, 6e (325-71-08) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; v.f. : Gaumont-Richelieu, 2e (233-56-70) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Helder, 9e (770-11-24) ; Liberté, 12e (343-01-59) ; UGC-Gobelins, 13e (331-06-19) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Napoléon, 17e (380-41-46) ; Wepler, 18e (387-50-70) ; Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74).

DOCTEUR FRANÇOISE GAILLAND (Fr.) : UGC-Odéon, 6e (325-71-08) ; Balzac, 8e (359-52-70) ; Paramount-Opéra, 9e (073-34-37).

EL CHERGUI (Alg., v.o.) : Le Seine, 5e (325-92-46), à partir de 15 h.

EMERSON LAKE AND PALMER (A., v.o.) : Cinoche-Saint-Germain, 6e (633-10-82).

L'ENIGME DE KASPAR HAUSER (All., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (033-39-18).

LA FETE SAUVAGE (Fr.) : Publicis-Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Paramount-Opéra, 9e (073-34-37).

LA FLUTE ENCHANTEE (Sué., v.o.) : Vendôme, 2e (073-97-52) ; Bonaparte, 6e (326-12-12) ; Royal-Passy, 16e (527-41-16) ; UGC-Marbeuf, 8e (225-47-19).

FOUS A DELIER (It., v.o.) : Quintette, 5e (033-35-40) ; Studio-Parnasse, 6e (326-58-00) (sauf mar. à 21 h. 30) ; 14-Juillet, 11e (357-90-81).

LE FRERE LE PLUS FUTE DE SHERLOCK HOLMES (A., v.o.) : Panthéon, 5e (033-15-04) ; Quintette, 5e (033-35-40) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14). V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Rio-Opéra, 2e (742-82-54) ; les Nations, 12e (343-04-67) ; Gaumont Rive Gauche, 6e (548-26-36).

LES INSECTES DE FEU (A., v.o.) (*) : Elysées-Point Show, 8e (225-67-29). V.f. : Maxéville, 9e (770-72-86).

JEANNE DIELMAN (Fr.) : Artistic Voltaire, 11e (700-19-15).

JOURS DE 36 (Grec, v.o.) : le Seine, 5e (325-92-46).

LES MAL PARTIS (Fr.) : Cluny-Palace, 5e (033-07-76) ; Concorde, 8e (359-92-84) ; Gaumont-Lumière, 9e (770-84-64) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).

MAITRESSE (Fr.) (**) : A.B.C., 2e (236-55-54) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Mercury, 8e (225-75-90) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).

MAMMA ROMA (It., v.o.) : Marais, 4e (278-47-86).

LA MEILLEURE FAÇON DE MARCHER (Fr.) : Dragon, 6e (548-54-74) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Haussmann, 9e (770-47-55) ; les Nations, 12e (343-04-67) ; Bienvenue-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16) ; U.G.C.-Biarritz, 8e (723-69-23).

LE MESSIE (It., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38).

LA MOMIE (Egyp., v.o.) : Studio Logos, 5e (033-26-42).

MONTY PYTHON, SACRE GRAAL (An., v.o.) : Cluny-Ecoles, 5e (033-20-12) ; Murat, 16e (288-99-75).

L'OLIVIER (Fr.) : le Marais, 4e (278-47-86).

Les films nouveaux

LE GUEPIER, film français de Roger Pigaut. Capri, 2e (508-11-69), Arlequin, 6e (548-62-25) ; George V, 8e (225-41-46) ; Paramount Opéra, 9e (073-34-37) ; Paramount Gaîté, 14e (326-99-34) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Les Images, 18e (522-47-94).

LE JUGE ET L'ASSASSIN, film français de Bertrand Tavernier. Marivaux, 2e (742-83-90) ; Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Balzac, 8e (359-52-70) ; Paramount Elysées, 8e (359-49-34) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Moulin-Rouge, 18e (606-63-26) ; Studio Alpha, 5e (033-39-47) ; Paramount Montparnasse, 14e (326-22-17).

JAMAIS PLUS TOUJOURS, film français de Yannick Bellon. La Clef, 5e (337-90-90) ; UGC Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Madeleine Gaumont, 8e (073-56-03) ; Bienvenue Montparnasse, 15e (544-25-02).

XALA, film sénégalais d'O. Sembene. Noctambules, 5e (033-42-34) ; Jean-Renoir, 9e (874-40-75) ; UGC Marbeuf, 8e (225-47-19).

MAGICAL MYSTERY TOUR, film anglais sur les Beatles. V.O. : Grands-Augustins, 6e (633-22-13) ; Action République, 11e (805-51-33).

L'ACROBATE, film français de Jean-Daniel Pollet. Saint-Germain Village, 5e (633-87-59) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Cambronne, 15e (734-42-96).

LES DECIMALES DU FUTUR, film américain de R. Fuest. V.O. : Styx, 5e (633-08-40) ; UGC Marbeuf, 8e (225-47-19). V.F. : Haussmann, 9e (770-47-55).

COMMENT YUKONG DEPLAÇA LES MONTAGNES, film français de Joris Ivens et Marceline Loridan. Saint-Séverin, 5e (033-50-91) ; Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; Studio Gît-le-Cœur (326-80-25) ; Quintette, 5e (033-35-40).

JE T'AIME, MOI NON PLUS, film français de Serge Gainsbourg. Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; Gaumont Opéra, 9e (073-95-48) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Montparnasse Pathé, 14e (326-65-13) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy Pathé, 18e (522-37-41).

LES CONQUISTADORES, film français de Marco Pauly. Studio J. Cocteau, 5e (033-47-62) ; Balzac, 8e (359-52-70) ; Plaza, 8e (073-74-55).

LA TERRE DE LA GRANDE PROMESSE, film polonais d'A. Wajda. V.O. : Quartier-Latin, 5e (326-84-65) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Studio Raspail, (326-38-98).

SCHLOCK, film américain de J. Landis. V.O. : La Clef, 5e (337-90-90) ; Action Christine, 6e (325-85-78) ; UGC Marbeuf, 8e (225-47-19) ; Action La Fayette, 9e (878-80-50).

OUBLIE-MOI, MANDOLINE (Fr.) : Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Danton, 6e (326-08-18) ; le Paris, 8e (359-53-99) ; Gaumont-Madeleine, 8e (073-56-03) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16) ; Calypso, 17e (754-10-68) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41) ; Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74).

PARFUM DE FEMME (It., v.o.) : Cinoche de Saint-Germain, 6e (633-10-82) ; Elysées-Point-Show, 8e (225-67-29) ; v.f. : Montparnasse 83, 6e (544-14-27).

LA PRIME (Sov., v.o.) : la Clef, 5e (337-90-90).

LA SOCIETE DU SPECTACLE (Fr.) : Olympic-Entrepôt, 14e (783-67-42).

SOUS LES PAVES, LA PLAGE (All., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; 14-Juillet, 11e (357-90-81).

UN GENIE, DEUX ASSOCIES, UNE CLOCHE (It., v.f.) : Rotonde, 6e (633-08-22) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (331-06-19) ; Nord-Cinéma, 10e (878-51-91) ; Mistral, 14e (539-52-43).

LES TROIS JOURS DU CONDOR (A., v.o.) : Studio Cujas, 5e (033-89-22) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; v.f. : Haussmann, 9e (770-47-55).

UN APRES-MIDI DE CHIEN (A., v.o.) : Bilboquet, 6e (222-87-23) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; v.f. : Caméo, 9e (770-20-89) ; Miramar, 14e (326-41-02).

UN COIN TRANQUILLE (A., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (033-34-83).

LA VILLE EST A NOUS (Fr.) : Olympic-Entrepôt, 14e (783-67-42), en sem. à 18 h.

VOL AU-DESSUS D'UN NID DE COUCOU (A., v.o.) : Boul' Mich, 5e (033-48-29) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis-Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Publicis-Matignon, 8e (359-31-97) ; v.f. : Capri, 2e (508-11-69) ; Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Gobelins, 13e (707-12-23) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).

PARAMOUNT ELYSEES • BALZAC ELYSEES • MARIVAUX • PARAMOUNT MONTPARNASSE
PUBLICIS ST-GERMAIN • STUDIO ALPHA • MOULIN ROUGE • PARAMOUNT ORLEANS • PARAMOUNT MAILLOT
C2L Versailles • ELYSEES 2 La Celle St-Cloud • PUBLICIS Défense • VILLAGE Neuilly • FRANÇAIS Enghien • PARAMOUNT Orly
PARAMOUNT La Varenne • CARREFOUR Pantin • ARTEL Nogent • MELIES Montreuil • BUSSY BOUXY Val d'Yerres • ULIS Orsay
DAME BLANCHE Garges Les Gonesse • PARINOR Aulnay • STUDIO Rueil • U.G.C. Poissy • CERGY Pontoise • ARCEL Corbeil

Salles parisiennes : films à 14 h. 30 - 17 h. 10 - 19 h. 55 - 22 h. 30 (Balzac séance supplémentaire à minuit)

GAUMONT CHAMPS-ÉLYSÉES - GAUMONT OPÉRA - MAXÉVILLE - MONTPARNASSE PATHÉ - CLICHY PATHÉ - HAUTEFEUILLE
GAUMONT CONVENTION
VÉLIZY 2 - TRICYCLE ASNIÈRES - MARLY ENGHIEN - PATHÉ BELLE-ÉPINE - MULTICINÉ CHAMPIGNY - GAUMONT ÉVRY

Cinéma

Les festivals

J. RENOIR : Acacias, 17e (754-97-83). 13 h. : la Fleuve ; 15 h. : la Marseillaise ; 17 h. 15 : le Testament du Dr Cordelier ; 18 h. 45 : Boudu sauvé des eaux ; 20 h. 15 : la Règle du jeu ; 21 h. 45 : la Grande Illusion.

FELLINI (v.o.) : Ranelagh, 16e (288-64-44), jeu. à 22 h., sam. à 14 h. 30, dim. à 19 h. 30 : Histoires extraordinaires ; ven. à 22 h., dim. à 22 h. : les Nuits de Cabiria ; sam. à 17 h. : la Dolce Vita ; sam. à 22 h., dim. à 17 h. 30, mar. à 22 h : Juliette des esprits ; dim. à 14 h, lun. à 22 h. : Il Bidone.

CHAMPOLLION A CHOISI (v.o.), 5e (033-51-60), mer., sam., mar. : Un pigeon mort à Beethoven Street ; jeu., dim. : Trash (**) ; ven., lun. : Jours tranquilles à Clichy (**).

HOLLYWOOD A PEKIN (v.o.) : Olympic, 14e (783-67-42), sam. 13, de 24 h. à l'aube.

C. DREYER ET LE NOUVEAU CINEMA DANOIS (v.o.) : Olympic, 14e (783-67-42).

Les grandes reprises

ACCATONE (It., v.o.) : La Pagode, 7e (551-12-15).

LES HAUTS DE HURLEVENT (A., v.o.) : Mac-Mahon, 17e (380-24-81) ; Les Templiers, 3e (272-94-56) (v.f., sam. et dim.). — V.f. : Capri, 2e (508-11-69).

MEDEE (It., v.o.) : La Pagode, 7e (551-12-15).

Les séances spéciales

AMERICAN GRAFFITI (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77), à 10 h., 12 h. et 24 h.

BONNIE AND CLYDE (A., v.o.) : La Clef, 5e (337-90-90), à 12 h. et 24 h.

CABARET (A., v.o.) : Châtelet Victoria, 1er (508-94-14), à 20 h. et 22 h. (sam. séance sup. à 24 h.).

DEHORS, DEDANS (Fr.) (**) : la Seine, 5e (325-92-46) à 12 h. 30 (sauf dim.).

INDIA SONG (Fr.) : le Seine, 5e (325-92-46) à 12 h. 15 (sauf dim.).

LES LOLOS DE LOLA (Fr.) : la Clef, 5e (337-90-90) à 12 h. et 24 h.

UNE FEMME EST UNE FEMME (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18) à 12 h. et 24 h.

UN ETE 42 (A., v.o.) : la Clef, 5e (337-90-90) à 12 h. et 24 h.

LE VOYAGE DES COMEDIENS (Gr., v.o.) : la Seine, 5e (325-92-40) à 20 h. 15.

Cinéma en province

BORDEAUX. — A nous les petites Anglaises : Marivaux (48-43-14) ; Attention les yeux : Ariel (44-31-17) ; les Aventuriers du « Lucky Lady » ; Ariel (44-31-17) ; le Bon et les Méchants : Marivaux (48-43-14) ; Calmos : Gaumont (48-13-38) ; les Dents de la mer : Gaumont (48-13-38), Ariel (44-31-17) ; Docteur Françoise Gailland : Français (52-89-47) ; la Fête sauvage : Trianon (08-47-16) ; le Frère le plus futé de Sherlock Holmes : Gaumont (48-13-38) ; Un génie, deux associés, une cloche : Ariel (44-31-17) ; le Guêpier : Française (52-89-47) ; les Hauts de Hurlevent : Ariel (44-31-17) ; le Joueur de flûte : Concorde (91-77-86) ; les Mal Partis : Club (52-24-17) ; la Meilleure façon de marcher : Femina (52-45-19), Ariel (44-31-17) ; Mon Dieu, comment suis-je tombée si bas ? : Molière (48-28-82) ; On achève bien les chevaux : Concorde (91-77-86) ;

GRENOBLE. — Attention les yeux : Gaumont (44-16-45) ; A nous les petites Anglaises : Paris (44-05-27) ; les Aventuriers du « Lucky Lady » : Ariel (44-22-16) ; Calmos : Paris (44-05-27) ; les Dents de la mer : Stendhal (96-34-14) ; la Fête sauvage : Stendhal (96-34-14) ; Eden (44-06-72) ; les Grands Moyens : Grand-Place (09-67-10) ; les Insectes de feu : Paris (44-05-27) ; Maîtresse : Royal (96-33-33) ; les Mal Partis : Roxy (44-51-05) ; La meilleure façon de marcher : Grand-Place (09-67-10).

LILLE. — A nous les petites Anglaises : Pathé (57-32-71) ; Attention les yeux : Cinéac (55-02-01) ; le Bon et les Méchants : Pathé (57-32-71) ; les Dents de la mer : Ariel (54-68-35) ; les Derniers Cris de la savane : Concorde (57-22-05) ; le Désert rouge : Ariel (54-68-35) ; Docteur Françoise Gailland : Ariel (54-68-35) ; les Insectes de feu : Pathé (57-32-71) ; les Mal Partis : Ritz (55-23-57) ; Monty-Python : Ariel (54-68-35) ; Oublie-moi, Mandoline : Familia (57-38-55) ; Tarzoon : Ariel (54-68-35) ; Un après-midi de chien : Concorde (57-22-05) ; le Voyage des comédiens : Ariel (54-68-35) ; Sept morts sur ordonnance : Métropole (55-22-58).

LYON. — A nous les petites Anglaises : Tivoli (37-33-25) ; Attention les yeux : Pathé (42-61-03) ; les Aventuriers du « Lucky Lady » : U.G.C. Scala (42-15-41) ; Ritz (52-17-67) ; le Bon et les Méchants : Tivoli (37-33-25) ; Calmos : Pathé (42-61-03) ; les Dents de la mer : Pathé (42-61-03) ; Docteur Françoise Gailland : Pathé (42-61-03) ; Emmanuelle : U.G.C. Part-Dieu (62-68-04) ; la Fête sauvage : U.G.C. Concorde (42-15-41) ; U.G.C. Part-Dieu (62-68-04) ; le Guêpier : U.G.C. Scala (42-15-41) ; U.G.C. Part-Dieu (62-68-04) ; Paramount (42-01-53) ; les Hauts de Hurlevent : Paramount (42-01-53) ; le Liban dans la tourmente : Cinématographe (37-24-84) ; les Mal Partis : Tivoli (37-33-25) ; la Messie : Tivoli (37-33-25) ; la Meilleure Façon de marcher : U.G.C. Concorde (42-15-41) ; U.G.C. Part-Dieu (62-68-04) ; la Montagne ensorcelée : U.G.C. Part-Dieu (62-68-04) ; U.G.C.-Zola (84-36-26) ; la Prise du pouvoir par Louis XIV : Cinématographe (37-24-84) ; le Sauvage : U.G.C.-Part-Dieu (62-68-04) ; la Solitaire de fort Humbolt : Ariel (35-32-90) ; Un après-midi de chien : U.G.C. Concorde (42-15-41) ; Un génie, deux associés, une cloche : U.G.C. Scala (42-15-41) ; Véronique ou l'été de mes treize ans : U.G.C. Concorde (42-15-41) ; Vol au-dessus d'un nid de coucou : Royal (37-31-49).

MARSEILLE. — A nous les petites Anglaises : Hollywood (33-74-93), Odéon (48-35-16) ; Attention les yeux : Majestic (33-38-32), Odéon (48-35-16) ; Calmos : Pathé (48-14-45) ; les Dents de la mer : Rex (33-82-57), Odéon (48-35-16), Capitole (48-37-64) ; Docteur Françoise Gailland : Hollywood (33-74-93) ; la Fête sauvage : K 7 (48-42-79), la Flûte enchantée : Ariel (33-11-65) ; le Frère le plus futé de Sherlock Holmes : Paris (33-15-59), Pathé (48-14-45) ; la Fureur de vivre : Ariel (33-11-65) ; les Insectes de feu : Pathé (48-14-45) ; les Grands Moyens : K7 (48-42-79) ; les Hauts de Hurlevent : K 7 (48-42-79) ; Fest. V. Port (90-28-77) ; Maîtresse : Pagnol (49-34-79), Paris (33-15-59) ; les Mal Partis : Hollywood (33-74-93), Odéon (48-35-16) ; la Meilleure façon de marcher : Rex (33-82-57), Pathé (48-14-45) ; la Montagne ensorcelée : K 7 (48-42-79), Drive in (54-16-00) ; Monty-Python : Paris (33-15-59) ; Un après-midi de chien : Hollywood (33-74-93) ; Véronique ou l'été de mes treize ans : K 7 (48-42-79) ; Vol au-dessus d'un nid de coucou : Pagnol (49-34-79), Rex (33-82-57).

NICE. — A nous les petites Anglaises : Gaumont (24-56-83) ; l'Arbre de Guernica : Rio (52-80-95) ; Attention les yeux : Paramount (24-53-37) ; Calmos : Pathé (24-54-31) ; les Dents de la mer : Gaumont (24-56-83) ; la Fête sauvage : Paramount (24-53-37) ; le Frère le plus futé de Sherlock Holmes : Gaumont (24-56-83) ; les Insectes de feu : Colisée (52-79-75) ; les Mal-Partis : Gaumont (24-56-83) ; Un après-midi de chien : Rio (52-80-95) ; Un génie, deux associés, une cloche : Rio (52-80-95).

NICE. — A nous les petites anglaises : Monte-Carlo (87-28-95) ; Attention les yeux : Paramount 87-71-60), Escurial (88-10-12) ; Cousin, cousine : Concorde (88-39-88) ; les Dents de la mer : Forum (88-55-80) ; la Flûte enchantée : Variétés (87-74-97) ; le Frère le plus futé de Sherlock Holmes : Concorde (88-39-88) ; les Grands Moyens : Paramount (87-71-60) ; les Mal Partis : Avenue (88-87-79) ; Vol au-dessus d'un nid de coucou : Gaumont (88-38-88).

STRASBOURG. — A nous les petites Anglaises : Capitole (32-13-32) ; Attention ! les yeux : Ariel ; Calmos : ABC (32-17-66) ; Cousin, cousine : Capitole (32-13-32) ; les Dents de la mer : Capitole (32-13-32) ; Docteur Françoise Gailland : Rit's (32-45-61) ; la Fête sauvage : Vox (32-15-11) ; Mon Dieu, comment suis-je tombée si bas : Capitole (32-13-32) ; Un après-midi de chien : Capitole (32-13-32).

TOULOUSE. — Attention les yeux : Gaumont (21-49-58), Variétés (21-78-71) ; A nous les petites Anglaises : Rio (21-22-11) ; le Bon et les Méchants : Ariel (08-07-14) ; Calmos : Gaumont (21-49-58) ; la Cecilia : ABC (21-57-55) ; Chronique des années de braise : Américains (61-21-94) ; Cousin, cousine : Trianon (62-87-84) ; les Dents de la mer : Gaumont (21-49-58) ; Docteur Françoise Gailland : Ariel (08-07-14) ; l'Enigme de Kaspar Hauser : ABC (21-57-55) ; Maîtresse : Trianon (62-87-84) ; les Mal Partis : Trianon (62-87-84) ; Sept Morts sur ordonnance : Ariel (08-07-14) ; Un après-midi de chien : Américains : (61-21-94).

Concerts

MERCREDI 10 MARS

EGLISE SAINT-SEVERIN, 20 h. 45 : Festival « Musique sacrée de Paris » (Buxtehude, Campra, Telemann, Couperin).

PALAIS DES CONGRES (758-27-78), à 20 h. 30 : Orch. de Paris, dir. D. Barenboim (Brahms).

EGLISE SAINT-EUSTACHE, de 19 h. 30 à 21 h. 30 : Trois siècles de musique, R.P. Emile Martin (de Lulli à Mahalia Jackson).

MUSEE D'ART MODERNE DE PARIS à 20 h. 30 : Diffusion musicale (Barrière, Clozier, Savouret, Boeswillward).

THEATRE OBLIQUE (805-78-51), à 21 h. : I. Jarsky et M. Joste (Schönberg).

JEUDI 11

THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES (225-44-36), 21 h. : Boston Symphony Orchestra, dir. S. Ozawa (Rossini, Haydn, Stravinski).

THEATRE ESSAION (278-46-42), 20 h. 30 : Intégrale des sonates et trios, dir. J. Martin, sol. : C. Burgos, M. Bleger, P. Bouffil (Brahms).

FAC. DE DROIT D'ASSAS, 21 h. : Récital M. F. Bucquet (Satie, Ives, Berio).

EGLISE SAINT-ROCH, 20 h. 45 : Festival « Musique sacrée de Paris » (Bach : Passion selon saint Matthieu).

PALAIS DES CONGRES, 20 h. 30 : voir le 10.

EGLISE SAINT-EUSTACHE, 19 h. 30 : voir le 10.

THEATRE OBLIQUE, 21 h. : voir le 10.

VENDREDI 12

PALAIS DES CONGRES, 20 h. 30 : Orch. phil. de Boston et Orch. de Paris, dir. S. Ozawa (Berlioz).

EGLISE SAINT-GERMAIN-DES-PRES, 21 h. : Ens. polyphonique de France, dir. Ch. Ravier (Gesualdo).

PALAIS DES CONGRES, salle bleue, 20 h. 30 : Nouvel Orch. Philharm., dir. E. Krivine, sol. : A. Nicollet, E. Krivine, H. Dreyfus (Bach, Mozart).

THEATRE OBLIQUE, 21 h. : voir le 10.

SAMEDI 13

PALAIS DES CONGRES, 20 h. 30 : Concert video A. Lagoya et P. Cochereau (Albeniz, Sor, Couperin, Bach, Torroba, Vierne, Dupré).

RADIO-FRANCE, 10 h. : répétition publique ; 14 h. 30 : concert débat « pour un principe organisationnel de la musique » ; 20 h. 30 : M. Chion et I. Malec (Moussorgski, Gesualdo, Henry).

DIMANCHE 14

CHATELET (231-44-80), à 18 h. : Concerts Colonne, dir. J.-S. Bereau, sol. J.-P. Armengaud (Liszt, Denis, Strauss).

PLEYEL, à 17 h. 45 : Chorale E. Brasseur, dir. P. Paray (Beethoven).

NOTRE-DAME DE PARIS, à 17 h. 45 : J. Cassade (Bach, Franck, Dupré).

THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES, à 17 h. 45 : Concerts Pasdeloup, dir. G. Devos, sol. J. Klein (Mozart, Rachmaninov, Bartok).

THEATRE D'ORSAY (548-65-90), à 11 h. : J.-C. Pennetier et R. Pasquier (Mozart, Brahms, Ravel).

LUNDI 15

RADIO-FRANCE, Grand Auditorium, à 20 h. 30 : Orch. national et Chœurs de Radio-France, dir. N. Santi (Zandonai : Francesca de Rimini).

THEATRE PRESENT (203-02-55), à 20 h. 30 : M. Ancelin et C. Brilli (Poulenc, Laval, Jolivet).

MARDI 16

EGLISE SAINT-ROCH, à 20 h. 45 : Festival « Musique sacrée de Paris » (Bach : « Passion selon saint Jean »).

THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES, à 20 h. 30 : N. Magaloff (Chopin).

PALAIS DES CONGRES, à 18 h. 30 : T. Adamopoulos, G. Massias, J.-P. Wallez (Bach, Berg, Mozart).

LA PAGODE
57 bis rue de Babylone - Tél. 551-12-15
Métro St-François-Xavier

PASOLINI
ses
chefs-d'œuvre

SALLE I
ACCATTONE

SALLE II
MEDÉE

GEORGE V • LES IMAGES • PARAMOUNT OPÉRA • CAPRI Boulevards
PARAMOUNT MAILLOT • PARAMOUNT GAITÉ • GAUMONT CONVENTION • ARLEQUIN
PARAMOUNT/La Varenne • BUXY/Boussy St-Antoine • ARGENTEUIL • P.B. CERGY-PONTOISE
CYRANO/Versailles • ARTEL/Rosny • CLUB/Les Mureaux • PARINOR/Aulnay

CLAUDE BRASSEUR MARTHE KELLER...

LE GUÊPIER

ROGER PIGAUT

GABRIELE FERZETTI
VITTORIO SANIPOLI
JOHN STEINER
ANDRÉ G. BRUNELIN
ANDRÉ G. BRUNELIN • ROGER PIGAUT
DANIEL VOGEL
GIANCARLO CHIARAMELLO
EUGÈNE LEPICIER

LE PARIS . MAXEVILLE . MONTPARNASSE 83 . CLICHY PATHE . CONVENTION .
GAMBETTA . MADELEINE . DANTON . CALYPSO

Venez rire en famille avec
Mandoline qui tombe amoureuse
de tous les polyvalents qu'elle rencontre

GAUMONT DISTRIBUTION présente

BERNARD MENEZ
MARIE-HELENE BREILLAT
DANS UN FILM DE
MICHEL WYN

d'après le roman de JACQUES FAIZANT éditions CALMANN-LÉVY / musique de GEORGES DELERUE
avec
JEAN-PIERRE DARRAS / HENRI GARCIN
ANDRE POUSSE / PIERRE TORNADE
MARION GAME / GINETTE GARCIN / MONIQUE LEJEUNE
avec la participation de
SUZY DELAIR
EASTMANCOLOR
une réalisation de
PRODUCTION 2000
Producteur Délégué
ALAIN POIRÉ

EVRY . BELLE EPINE . ARGENTEUIL . CHAMPIGNY . LE BOURGET . PARIS NORD .
EPINAY . VELISY . PARLY II

JUSTICE

DEVANT LA COUR D'ASSISES DES BOUCHES-DU-RHONE

L'avocat général a requis la peine de mort contre Christian Ranucci, meurtrier d'une fillette

M. Armand Viala, avocat général, a requis la peine de mort contre Christian Ranucci, âgé de vingt et un ans, qui comparaît depuis le 9 mars devant la cour d'assises des Bouches-du-Rhône. Inculpé d'enlèvement de mineure de moins de quinze ans et d'homicide volontaire, Christian Ranucci est accusé d'avoir, le 3 juin 1974, tué à coups de couteau et à coups de pierres Marie-Dolorès Rambla, une fillette âgée de huit ans, qu'il venait d'enlever quelques instants auparavant dans un faubourg de Marseille.

Arrêté cinq jours après le meurtre, Christian Ranucci devait rapidement passer aux aveux, mais alors que l'instruction allait être close il est revenu sur l'ensemble de ses déclarations antérieures et devant les jurés il a plaidé non coupable. Immanquablement, la nature des faits et la peine dont est passible ce jeune homme rappellent le meurtre de Philippe Bertrand, le mois dernier, et les réactions passionnées qu'il a provoquées pèsent aujourd'hui lourdement sur les débats du procès.

De notre envoyé spécial

Aix-en-Provence. — *« Vous êtes un monstre ! »* s'est exclamé le commissaire de police qui avait mené l'interrogatoire de Christian Ranucci et recueilli ses aveux. Ce cri, à l'adresse de l'inculpé — qui venait d'accuser le policier de *lui avoir fait subir des sévices*, — a soudainement donné la mesure du climat de tension mal contenue qui régnait à l'audience. Ce mot, d'autre part, était le même que celui récemment et tant de fois employé pour désigner Patrick Henry, l'assassin de Philippe Bertrand.

Jusqu'alors, on avait soigneusement évité tout rapprochement avec l'affaire de Troyes et ses suites. Mais, après cette altercation, il ne semblait plus possible d'ignorer davantage une coïncidence dont la reconnaissance est pourtant contraire à tout principe de droit. L'un des avocats de la défense, Mᵉ Paul Lombard, devait lui-même admettre l'existence d'une *« France en colère »* en faisant appel à la sérénité nécessaire de la justice, quelles que soient les circonstances.

On ne pouvait, d'autre part, oublier qu'à quelques jours du procès les parents de la victime avaient « récusé » Mᵉ Emile Pollak, qu'ils avaient choisi pour les représenter au titre de la partie civile, ce dernier ayant réaffirmé son opposition à la peine de mort en se déclarant prêt à défendre Patrick Henry (*le Monde* du 3 mars).

Dans de telles conditions, l'avocat général, M. Armand Viala, a voulu, lui aussi, dénoncer une situation trop défavorable aux droits de l'accusé. Dans une mise au point, il a affirmé qu'il n'entendait, *« à aucun prix »*, tenir compte d'autres *« considérations »* que celles qui avaient directement trait au cas de Christian Ranucci. Il n'en laissait pas moins entendre, à l'occasion, que les faits retenus contre celui-ci étaient *« suffisamment »* graves.

Selon le ministère public et les premiers aveux de l'accusé, dans la matinée du 3 juin 1974, devant un immeuble d'H.L.M. habité par M. et Mme Rambla, Christian Ranucci fait monter Marie-Dolorès dans sa voiture, une Peugeot 304, après avoir réussi à éloigner le frère de la fillette. Il quitte aussitôt l'agglomération marseillaise, mais 25 kilomètres plus loin, à un carrefour, *« brûlant »* un signal de stop, sa voiture va percuter contre un autre véhicule. Bien qu'il n'y ait que des dégâts matériels, il prend immédiatement la fuite. Au bout de 3 kilomètres, il est toutefois contraint de s'arrêter, la voiture ayant été trop endommagée. C'est à ce moment qu'un témoin de l'accident, M. Alain Aubert, le rejoint, alors qu'entraînant l'enfant, il s'échappe en direction des fourrés qui bordent la route.

Ignorant les raisons de ce comportement, le témoin se contente de relever le numéro minéralogique du véhicule. Ce signalement permettra l'arrestation de Christian Ranucci au domicile de sa mère à Nice, après que l'on eut découvert, le 5 juin, le corps de Marie-Dolorès à quelques dizaines de mètres de l'endroit où le jeune homme et l'enfant avaient disparu aux yeux de M. Aubert.

Aujourd'hui, Christian Ranucci reconnaît avoir eu un accident, mais il affirme qu'il était seul à bord de la voiture. Il déclare qu'avant de regagner Nice, ayant été fortement commotionné par la collision, il avait éprouvé le besoin de se reposer dans un souterrain situé à proximité du lieu du crime, et où un autre témoin devait l'apercevoir. En regard de cette version, que rien dans l'enquête ne permet de vérifier sérieusement, les principaux éléments retenus par l'accusation paraissent accablants. C'est Ranucci lui-même, après ses aveux, qui a indiqué l'endroit précis où l'on a retrouvé l'arme du crime : un couteau à cran d'arrêt.

C'est dans sa voiture que les enquêteurs ont retrouvé le pantalon taché de sang (du même groupe que celui de Marie-Dolorès) et des cheveux qui, à l'analyse, se sont révélés être ceux de la victime. De plus, M. Aubert a maintenu devant la cour qu'il avait vu Christian Ranucci s'enfuir avec une enfant dont le signalement correspondait à celui de Marie-Dolorès.

Vêtu d'un costume bleu clair, une croix dorée attachée au cou et ostensiblement posée sur un tricot blanc, Christian Ranucci est apparu successivement tendu et absent. Employant fréquemment un ton agacé ou agressif, soulignant certaines de ses affirmations en tapant du poing sur le rebord du box des accusés, il ne s'est pas présenté sous son meilleur jour et n'a guère facilité la tâche de ses défenseurs, comme ceux-ci devaient le reconnaître. Mᵉ Lombard a déclaré à l'attention des jurés : *« Vous mesurez combien la défense est traumatisée par l'attitude de celui qui est dans le box. »* Puis il a ajouté : *« Ne le jugez pas sur ses apparences. »*

Si des doutes subsistent sur plusieurs points de la thèse soutenue par le ministère public, les rares explications données par l'accusé n'ont guère semblé convaincantes. Comme on lui demandait pourquoi sa rétractation avait été si tardive, il s'est contenté de répondre : *« Il m'a fallu attendre des mois et des mois pour réunir les preuves de mon innocence. »* Mais celles-ci n'ont guère été manifestées au cours de la première audience. D'autre part, à l'ouverture des débats, l'accusé a déclaré avec insistance et souvent avec véhémence que ses aveux n'avaient été obtenus que sous la *« torture »* et lui avaient été pratiquement dictés par les policiers.

Pas de complément d'expertise psychiatrique

Comme il ne citait que des exemples de tortures physiques, le président a fait observer qu'il n'en avait jamais fait état lors de l'instruction ni au cours des examens médicaux auxquels il avait été soumis. Lorsque les policiers ainsi incriminés sont venus à la barre des témoins, Christian Ranucci s'est curieusement abstenu de leur faire la moindre remarque. Il faudra que l'avocat général revienne lui-même sur ce sujet pour que l'accusé réitère ses accusations après un temps d'hésitation et en dépit de l'embarras manifeste de ses défenseurs. C'est à cet instant que le commissaire Alexandra a traité Christian Ranucci de *« monstre »*.

A la fin de la première journée, les avocats de la défense ont déposé des conclusions devant la cour pour lui demander d'ordonner un complément d'expertise psychiatrique, afin que soit utilisé un nouveau moyen d'examens crâniens récemment introduit en France, l'*« Emi-scanner »*. Après un bref délibéré, la cour a rejeté cette demande en précisant qu'elle ne paraissait pas *« indispensable en l'état actuel des débats »*. L'avocat général avait auparavant rappelé que divers experts psychiatriques avaient non seulement reconnu l'accusé responsable de ses actes en ne décelant aucune anomalie mentale pathologique, mais encore en déclarant que rien ne permettait de penser que le nouveau procédé demandé puisse être appliqué de manière concluante dans le cas de l'accusé.

Finalement M. Viala, anticipant sur l'un des principaux thèmes de son réquisitoire, a ajouté : *« Il est surprenant que la défense plaide à la fois l'innocence et les circonstances atténuantes. »*

FRANCIS CORNU.

Trois enfants victimes de leurs parents : un mort, un blessé, un séquestré

Trois affaires d'enfants maltraités par leurs parents viennent d'être connues simultanément. L'un des enfants est mort.

● *A Saumur* (Maine-et-Loire), une femme de vingt-quatre ans, Mme Eliane Viou, a été inculpée à la suite de la mort de sa fillette Maryline, âgée de deux ans. Mme Viou, qui a accouché deux jours après son inculpation d'un nouveau bébé, a reconnu qu'elle frappait sa fille *« pour la réprimander »*.

● *A Breuillet* (Charente-Maritime), M. Henri Moret, vingt-six ans, a été écroué à la maison d'arrêt de Saintes. Il avait maltraité son bébé, âgé de trois mois, parce qu'il pleurait trop. Atteint d'une fracture du crâne et du fémur, le nourrisson est dans un état désespéré. Une fillette de trois ans était aussi victime de mauvais traitements.

● *A Montigny-lès-Cormeilles* (Val-d'Oise), M. et Mme Ravoisier ont été écroués par décision du juge d'instruction du tribunal de Pontoise. Depuis le mois d'octobre 1975, un de leurs neuf enfants, Pascal, âgé de sept ans, était séquestré nuit et jour dans un minuscule grenier sans fenêtre. Ses frères et sœurs lui apportaient les repas trois fois par jour. La famille Ravoisier — le père est maçon — occupe depuis trois ans un pavillon abandonné, sans eau ni électricité. Tous les enfants ont été recueillis par l'Action sanitaire et sociale du Val-d'Oise.

* * *

Les affaires de mauvais traitements aux enfants sont, en général, l'illustration tragique de situations familiales perturbées, précaires, où la violence est le lot quotidien.

Il ne s'agit malheureusement pas d'un phénomène exceptionnel. Pour la seule année 1971, huit cent quatre-vingt-sept condamnations pour « coups à enfants » ont été prononcées en France métropolitaine par les tribunaux correctionnels. Dans huit cas sur dix les condamnés étaient des hommes.

Alcoolisme, désocialisation, entassement dans des logements insalubres de familles d'autant plus nombreuses qu'elles sont miséreuses, traditions de violences familiales (beaucoup de pères violents ont eux-mêmes, enfants, été victimes de violence), tout concourt à faire de ces mauvais traitements un cycle infernal.

Les coups, parfois, entraînent la mort : en 1971, les cours d'assises avaient prononcé dix-sept condamnations pour infanticide (onze femmes et six hommes). L'origine sociale des condamnés était la suivante : un salarié agricole, une employée de bureau, deux ouvriers qualifiés, quatre O.S., un manœuvre, une employée de maison, une artiste et cinq inactifs. Les coupables de violence sont souvent assez jeunes : les deux tiers d'entre eux avaient moins de trente ans au moment de leur condamnation.

La violence contre les enfants ne connaît pas de frontières : on se souvient du cas de ce pédiatre (!) danois condamné, avec sa femme infirmière, à trois ans de prison à la suite de la mort de trois de leurs sept enfants adoptifs (le Monde *du 8 août 1975).*

Aux Etats-Unis, on a constaté que, en 1966, 5 % des crimes avaient eu pour victimes des enfants tués par leurs parents. Quatre-vingt-dix ans plus tôt, en Grande-Bretagne, la proportion était voisine de 6 %.

De l'inconscience à la violence la frontière n'est pas toujours nette : en août 1975, des parents de Charleville-Mézières, M. et Mme Douce, abandonnèrent leurs deux jeunes enfants pour pouvoir partir en vacances. En octobre 1975, c'est un chômeur qui noie deux de ses enfants âgés de trois et cinq ans. En janvier de cette année, une fillette prétendument enlevée est retrouvée morte au domicile de ses parents au Plessis-Robinson (Hauts-de-Seine).

Depuis la mise en évidence, aux Etats-Unis, par Caffey et Silvermann du « syndrome des enfants battus », la vigilance des services sociaux et médicaux est plus grande, mais le drame quotidien s'enveloppe souvent de mystère et s'accroît de l'indifférence du voisinage. — Br. F.

Au tribunal de commerce de Lyon

LES MANDATS SOCIAUX DE M. LIGNEL

(De notre correspondant régional.)

Lyon. — Un nouvel épisode du différend qui oppose M. Jean-Charles Lignel, actionnaire de la société anonyme Delaroche, éditrice du « Progrès », aux autres propriétaires de l'entreprise ainsi qu'aux diverses sociétés constituées après les accords passés avec « le Dauphiné libéré », a été plaidé le 5 mars devant le tribunal de commerce de Lyon, qui a mis l'affaire en délibéré.

Il s'agit cette fois de savoir si les divers mandats sociaux que détenait M. Jean-Charles Lignel, dans toutes ces sociétés lui furent retirés abusivement, comme il le soutient, ou régulièrement, comme l'ont plaidé les avocats de ses adversaires. Ceux-ci ont même soutenu que M. Lignel avait, là encore, engagé une procédure abusive justifiant une demande reconventionnelle de 1 F de dommages et intérêts. Ils ont aussi indiqué que le montant des rémunérations semestrielles versées à M. Lignel pour l'exercice des mandats en cause s'élevait à plus de 700 000 F.

Ce qu'on a appelé l'affaire des mandats Lignel fut à l'origine d'un conflit qui existait depuis longtemps entre M. Lignel et son cousin M. Jean Brémond, du moins de son aveu public par la série de procès qui en découla. (« Le Monde » des 16 janvier et 2 mars 1976.)

● *La dixième chambre de la cour d'appel de Paris* a réduit, le mardi 9 mars, les peines prononcées en audience de flagrant délit le 21 janvier par la vingt-troisième chambre correctionnelle à l'encontre des manifestants poursuivis pour violation de domicile après avoir occupé pendant plusieurs heures, le 20 janvier, des locaux dépendants de l'ambassade de l'U.R.S.S., rue du Général-Appert, à Paris (16ᵉ).

MM. Jacques Lesage de la Haye, chargé de cours à Vincennes, et Walter Jones ont été condamnés à huit mois d'emprisonnement avec sursis au lieu de trois mois ferme, le second étant placé sous contrôle judiciaire pendant trois années. Les dix autres manifestants ont été condamnés à trois mois d'emprisonnement avec sursis au lieu de six mois avec sursis.

● *Des engins incendiaires ont été lancés* sur la façade de l'ambassade de Syrie à Paris, 22, boulevard Suchet (16ᵉ arrondissement), dans la nuit du lundi 8 au mardi 9 mars 1976, par un groupe de jeunes gens qui se sont enfuis à l'arrivée de police-secours. Une vitre a été brisée et un début d'incendie s'est déclaré, mais a été rapidement maîtrisé par les pompiers. Les dégâts sont peu importants. L'ambassadeur de Syrie, M. Ahmed Abdel Karim, estime que cet attentat est *« le fait d'éléments terroristes qui cherchent à saboter »* la prochaine visite en France du président Assad, le 15 mars.

● *Le fondateur d'Autodéfense condamné.* — La quatrième chambre correctionnelle de Saint-Etienne a condamné, le mardi 9 mars, à huit jours de prison avec sursis et 1 000 francs d'amende M. Francis Rongier, représentant de commerce stéphanois, secrétaire général fondateur d'Autodéfense, syndicat des usagers professionnels de la route, pour refus de rendre son permis de conduire après que le préfet de la Drôme le lui eut retiré pour excès de vitesse.

M. Rongier a entrepris, voilà deux ans, de défendre les personnes qui ont besoin de leur permis de conduire pour travailler *« contre les abus commis par les préfectures, qui peuvent retirer le permis pour des motifs n'ayant souvent aucun caractère de gravité »*. — (Corresp.)

FAITS DIVERS

De l'affaire Mérieux à l'affaire Renaud

La fin « précipitée » de Jean-Pierre Marin

De notre correspondant

Lyon. — Jean-Pierre Marin, que des policiers ont mortellement blessé mardi 9 mars, un peu avant 13 heures, à Champagne-au-Mont-d'Or, dans la banlieue nord de Lyon (nos dernières éditions), était soupçonné d'avoir participé à l'exécution de M. François Renaud, juge d'instruction, dans la nuit du 2 au 3 juillet, mais était également tenu, et depuis peu semble-t-il pour avoir joué un rôle dans l'enlèvement du petit Christophe Mérieux.

Officiellement, d'ailleurs — et un communiqué du parquet de Lyon diffusé mardi en fin d'après-midi confirme cette version des faits, — les fonctionnaires du service régional de police judiciaire de Lyon ne s'intéressaient à Jean-Pierre Marin que dans le cadre de la seconde enquête. M. Veyre, le juge d'instruction chargé de l'information ouverte après le rapt, leur avait d'ailleurs délivré une commission rogatoire à cette fin.

En revanche, la participation de Jean-Pierre Marin à l'assassinat du magistrat, si elle était considérée comme établie par les enquêteurs — à tel point que M. Roger Chaix, préfet de police à Lyon, avait imprudemment « vendu la mèche » au cours d'une réunion avec des journalistes au mois de janvier dernier (*le Monde* du 27 janvier), — n'avait pas fait l'objet de procédure judiciaire, les policiers ne disposant d'aucune charge matérielle pour confondre les hommes qu'ils soupçonnaient.

Comment les policiers ont-ils découvert que le jeune repris de justice lyonnais avait trempé dans les deux plus spectaculaires affaires de banditisme de Lyon ? Est-ce l'arrestation, le 26 février dernier à Paris, de Louis Guillaud, un autre malfaiteur lyonnais, appréhendé au moment où il échangeait contre des lingots d'or une partie de l'énorme rançon versée par la famille Mérieux pour obtenir la libération de l'enfant, qui est à l'origine de ce rebondissement surprenant ? Il y a tout lieu de le croire, puisque, alors que Jean-Pierre Marin, désigné ouvertement par la rumeur publique dans l'affaire Renaud, ne s'était pas cru obligé de quitter l'agglomération et s'était même élevé contre les accusations portées contre lui, menaçant de déposer une plainte en diffamation, l'arrestation de Louis Guillaud l'avait incité subitement à s'évanouir dans la nature. Des charges matérielles très précises, irréfutables selon certains enquêteurs, ayant été réunies contre lui, des recherches furent déclenchées. Elles conduisirent les fonctionnaires du S.R.P.J., à la fin de la semaine dernière, au Mont-d'Or, chemin des Aulnes, où l'habitation d'un entrepreneur de travaux publics, connu des services de police, pouvait constituer un relais possible pour le suspect. Un dispositif de surveillance fut mis en place lundi. Des voisins « au-dessus de tout soupçon » furent même avertis de cette opération.

Mardi à midi, J.-P. Marin tomba dans la souricière ; mais, prévenu de la présence des policiers par une femme (interpellée après les événements) qui avait décelé prématurément leur présence, le malfaiteur tenta une sortie en force au volant de son automobile, carambolant les voitures des policiers placées en travers de la chaussée, avant de s'immobiliser contre l'une d'elles. *« Menacés d'un pistolet de calibre 11.43*, dit le communiqué du parquet, *les policiers ont dû se protéger en faisant usage de leurs armes. Jean-Pierre Marin a été tué sur le coup. »*

Cette fin « précipitée » du bandit — pour justifiée qu'elle apparaîtra à beaucoup — compromet plus qu'elle ne favorise l'enquête sur l'enlèvement de Christophe Mérieux, et notamment les possibilités de retrouver une nouvelle partie de la rançon. Seule, en effet, une infime part de celle-ci a été découverte à l'occasion des événements de mardi. La mort de Jean-Pierre Marin restreint également les chances, pour les enquêteurs, d'obtenir quelques indications nouvelles sur l'assassinat de M. François Renaud.

BERNARD ELIE.

UNE DÉCLARATION DE Mᵉ JOANNES AMBRE

L'avocat de Jean-Pierre Marin, Mᵉ Joannès Ambre, s'est déclaré « bouleversé » par la mort de son client. Mᵉ Ambre a rappelé qu'au nom de Jean-Pierre Marin et d'un autre membre connu du milieu lyonnais, présentés à travers des articles de presse comme les assassins présumés du juge Renaud, il avait remis une lettre au juge d'instruction chargé de l'affaire. *« Mais voulait-on vraiment entendre Martin et son compagnon ? »*, a demandé Mᵉ Ambre, qui a indiqué que le magistrat lui avait alors dit : *« Rien en l'état du dossier ne justifie que je les convoque. » « Je tiens à noter*, a ajouté l'avocat, *que, s'il souhaite voir un autre de mes clients, le juge d'instruction veuille bien m'en aviser. Je le lui amènerai dans son bureau sans le moindre risque pour quiconque. »*

ACCIDENT D'AVION EN ARMÉNIE : 120 MORTS ?

Moscou (*A.F.P.*). — Un Ilyouchine-18 se serait écrasé près d'Erevan, en Arménie, causant la mort de près de cent vingt personnes, dans la nuit du vendredi 5 au samedi 6 mars, apprend-on de source soviétique non officielle. L'appareil assurait la liaison Moscou-Erevan.

Après trente-quatre jours de séquestration

M. GUY THODOROF A ÉTÉ RELACHÉ PAR SES RAVISSEURS

Disparu depuis le 4 février dernier, M. Guy Thodorof, directeur général adjoint de Saab-France, a été libéré, pendant la nuit du 9 au 10 mars, par ses ravisseurs, après qu'une rançon de 10 millions de francs leur a été versée. Amaigri et fatigué, M. Thodorof, qui n'avait pu ni se laver ni se raser pendant les trente-quatre jours qu'a duré sa détention, a été découvert par des policiers boulevard Ney, à Paris, dans le dix-huitième arrondissement, vers 3 heures du matin. Il a expliqué que, depuis son enlèvement, il avait été enfermé dans une cave et que ses yeux étaient demeurés bandés jusque après sa libération.

« J'ai toujours estimé qu'il s'agissait uniquement d'une question d'argent et que la vie de Guy n'était pas en grand danger », a déclaré M. Tsatcho Thodorof, le père de la victime. M. Guy Thodorof avait été enlevé dans le hall de son immeuble, 15, rue d'Aumale, à Paris (9ᵉ), alors qu'il rentrait chez lui en compagnie d'un ami. Après un long silence, les ravisseurs faisaient savoir les conditions de la remise de la rançon de 10 millions de francs qu'ils exigeaient pour la libération de leur prisonnier. Le 17 février, M. Tsatcho Thodorof déposait la rançon au lieu prévu, mais personne ne venait la toucher, la présence de policiers à proximité ayant vraisemblablement contrarié les ravisseurs (*le Monde* du 26 février).

Un nouveau rendez-vous avait été fixé au 9 mars et, cette fois, selon M. Tsatcho Thodorof, la police s'est abstenue de toute intervention.

VOTRE TABLE CE SOIR

L'ALSACE AUX HALLES 16, rue Coquillière, 1ᵉʳ.	236-74-24 T.l.jrs	Ouvert jour et nuit. Ambiance musicale. Ses spécialités alsaciennes. Ses vins fins d'Alsace et MUTZIG, la Reine des Bières.
TARASS BOULBA 16, rue Thorel, 2ᵉ.	236-27-26 F/lundi	Musique, chants folkloriques. De 21 h. à 2 h. Spécial. Russes : Blinis, Zakousky, Chachly. MENU 55 et 65 F carte.
BOFINGER 5, rue de la Bastille, 4ᵉ.	272-87-82 F/dim.	Déj., dîners, soupers jusqu'à 2 h. du matin. Mardi à sam. inclus au 1ᵉʳ étage : Dîners-Accordéon avec Max Marino (mêmes carte et prix).
CHEZ HANSI 3, place du 18-Juin, 6ᵉ.	548-96-42 T.l.jrs	Jusqu'à 2 h. du mat. Ambiance musicale. Ses spécialités alsaciennes. Ses vins fins d'Alsace et MUTZIG, la Reine des Bières.
NEW STORE et BAR BELGE Jusqu'à 2 h. du matin 63, avenue des Champs-Elysées, 8ᵉ	359-38-91	Sa gamme de 50 bières. Gratinée spéciale 7,50 F. Ses Grillades : Entrecôte 16 F. Cœur de Charolais 19,50 F. Très bon steak 29 F. Côte de Bœuf 52 F (pour deux personnes).
NAPOLEON 38, av. Friedland, 8ᵉ. Jusq. 22 h 30	T.l.jrs 227-99-50	G.P. Baumann, créateur de la célèbre choucroute au confit d'oie citée par tous les chroniqueurs, vous présente ses innovations : Choucroute aux poissons, à la queue de bœuf, Merguez-Mouton, et même au Homard (sur commande).
LA CLOCHE D'OR 3, rue Mansart, 9ᵉ	874-47-86 F./dim.	Déj. d'Aff. Dîners Parisiens. Soupers jusqu'à 4 heures du matin. Des plats de jadis chaque jour renouvelés. Fermé le dimanche.
BARCELONA 8, rue Geoffroy-Marie, 9ᵉ	824-47-66 T.l.soirs	Jusqu'à 2 h. du mat. Spéc. espagnoles : Paella Valenciana, Zarzuela, Gambas à la Plancha, Calamares à la Romana. Spectacle de chants et de danses d'Espagne. Après minuit : cuadro flamenco et guitares.
AUB. DE RIQUEWIHR 12, faubourg Montmartre, 9ᵉ.	770-62-39 T.l.jrs	Jusqu'à 2 heures du matin. Ambiance musicale. Ses spécialités alsaciennes. Ses vins fins d'Alsace et MUTZIG, la Reine des Bières.
THE CLIPPER 18, boulevard de Strasbourg, 10ᵉ.	607-63-62	Près Théâtre Antoine, jusqu'à 2 h. du matin. MENU 31,50, Boisson et service compris. Gratinée. Gourmandise de minuit. Escalope whisky.
CHEZ ETCHEGORRY 41, rue Croulebarbe, 13ᵉ.	331-63-05 T.l.jrs	Jusqu'à 2 h. Cadre rustique. Spéc. Basques : Terrine foies de volailles 6. Soupe de poles comme à Socoa 9. Coquilles St-Jacques aux morill. 9
LES VIEUX METIERS 13, bd Auguste-Blanqui, 13ᵉ.	588-90-03 F./lun.	Ecrevisses flambées. Langouste grillée. Poulette mousserons. Canard cidre. Pâtisserie maison. Sancerre Roland Salmon. Bourgogne Michel Mallard. Cuisine Michel Moisan. Souper aux chandelles. 50 à 90 F
VIA BRESIL 10, rue du Départ, 15ᵉ.	548-69-01 ■ T.l.jrs	Déjeuners. Dîners. Soupers servis jusqu'à 1 h. du matin. Cuisine tropicale : crevettes à la Bahianaise. Feijoada. Ouvert tous les jours.
L'AJACCIENNE 3, rue Laugier, 17ᵉ.	924-01-71 F./dim.	Authent. Maison corse. Ouv. tte la nuit sauf dim. de 21 h. à l'aube. Cabri rôti et toutes sauces. Figatelli. Haricots bastiais. Brocciu frais.
AUX CAPITOULS F. dim. sam. midi 10, r. Villebois-Mareuil, 17ᵉ.	380-26-44	Spécialités toulousaines : Foie gras 30 F. Cassoulet au confit 25 F. Gésiers d'oie aux morilles 24 F. Filet mignon toulousain 26 F.
RECH 62, avenue des Ternes, 17ᵉ.	380-38-87/38-89 F./dim.	Son célèbre banc d'huîtres. Coquillages, crustacés, poissons. Son camembert. On sert jusqu'à 2 heures du matin.
● Ambiance musicale ■ Orchestre		★ Spectacles en soirée. F.M.R. : Prix moyen du repas.

CULTURE

UNE BIBLIOTHÈQUE SOUS LA PLUIE

Le parti communiste est décidément très attentif aux difficultés des bibliothèques, quelle qu'en soit la nature. Le 5 mars, l'un de ses députés, M. Jack Ralite intervenait à l'assemblée de l'Association des bibliothécaires français (*le Monde* des 7-8 mars 1976). Le 9 mars, dans les locaux de la section du huitième arrondissement de Paris, c'est M. Guy Hermier, membre du bureau politique, qui donnait une conférence de presse pour « *protester contre le véritable scandale que constitue la situation de la bibliothèque universitaire du Grand Palais* ».

Le dossier, au demeurant non contesté, aurait pu être présenté plus tôt puisque les faits qui le nourrissent se situent au 8 juillet et au 17 septembre 1975. Ces deux jours-là les pluies orageuses qui tombèrent sur Paris furent trop violentes pour l'étanchéité relative des verrières du Grand Palais, sous lesquelles est abritée depuis 1964, dans l'aile sud de ce bâtiment, une bibliothèque qui dépend à la fois de l'université de Paris-III (U.E.R. d'italien et de roumain) et celle de Paris-IV (U.E.R. d'allemand, d'italien et de slavistique).

Dix mille volumes environ, certains très anciens et de grande valeur, furent plus ou moins gravement endommagés, et il s'agit aujourd'hui de savoir comment sera assurée leur restauration.

Dans les réponses faites en janvier aux questions écrites posées par M. Louis Villa, député communiste de Paris, chacun des deux secrétaires d'État en cause a reconnu pratiquement l'existence des faits. Le secrétaire d'État aux universités a fait savoir que « *les travaux de réparation les plus urgents* (des volumes endommagés) *ont été immédiatement effectués par le service de restauration de la Bibliothèque nationale* ».

Quant au secrétaire d'État à la culture, il a fait savoir qu'il avait dépensé depuis cinq ans, pour l'entretien du Grand Palais, 7 millions de francs, dont 4 millions pour les réfections de verrières. Cela proclamé, il reconnaît que « *les dimensions exceptionnelles et l'état de l'édifice justifieraient des investissements beaucoup plus importants* ».

J.-M. Th.

M. Paul Veyne au Collège de France

Histoire et sociologie de Rome

Dans sa leçon inaugurale de la chaire d'histoire de Rome au Collège de France, étourdissant morceau de bravoure (sans doute la tradition le veut-elle), M. Paul Veyne a élargi son sujet. Il a projeté l'histoire romaine, exemple choisi avec maints autres, un peu à la façon d'une phrase à éclipses sur l'écran de l'histoire — moins de l'histoire qui existe matériellement, récit de faits individualisés par le temps, mais qui n'existe pas formellement (il n'y a pas plus d'explication historique que d'explication astronomique), que de l'histoire conceptualisée, qui reste à créer.

Histoire ou sociologie ? Partisan d'une histoire sociologique, ayant d'ailleurs animé un séminaire de sociologie latine, M. Paul Veyne répondra dans sa conclusion qu'un seul et même ouvrage peut servir à deux usages différents. Pour le sociologue, c'est un exemple : s'il s'agit de guerre, il pourra illustrer la théorie de la guerre. Pour l'historien, c'est un inventaire complet. Il est vain de distinguer histoire et sociologie, de faire la discrimination dans l'ouvrage en question entre ce qui est un livre d'histoire et un livre de sociologie.

La tâche de l'historien consiste à dégager les invariantes de la succession des faits, d'en élaborer une problématique et de parvenir au concept.

En ce qui concerne l'histoire de Rome, sur laquelle les recherches se multiplient alors que peu à peu sont abandonnées les études classiques, elle se pare de la poésie de l'éloignement. C'est une civilisation exotique abolie. Tant d'événements ont creusé un abîme entre Rome et nous : le christianisme, la philosophie allemande, etc. D'où vient alors son intérêt ? Elle nous fait sortir de nous-mêmes, elle nous oblige à expliquer ce qui nous sépare d'elle.

M. Paul Veyne fait appel à son histoire pour justifier sa demande, et choisit la question de l'impérialisme romain. Pourquoi, demande-t-il, les Romains ont brusquement conquis le monde hellénique ?

Toutes les interprétations modernes se réfèrent à des conceptions politiques modernes. Une seule chose est sûre : la brutalité et la soudaineté de l'invasion romaine ont surpris et scandalisé les Grecs. On ne peut répondre à ce « pourquoi » : afin d'être seuls au monde quand tout aura été envahi. Voilà un bon modèle d'invariant que cette isolation archaïque, à la romaine ou à la chinoise.

Pour M. Paul Veyne, l'invariant se place au centre même de la science historique, l'invariant qui peut être trans-hisporique.

Au vers de Vigny :

Aimez ce que jamais on ne verra [deux fois.

l'historien réplique :

« Aimez deux fois ce qui se revoit à l'occasion... »

Les formules se succèdent ainsi, qui ponctuent le discours du nouveau professeur : « *Toute histoire sans le faire exprès devient une histoire comparée.* » « *Il faut en finir avec le récit. (...) Comme les faits n'existent pas, la notion d'histoire non événementielle appartient aux sciences humaines.* » L'histoire est un « *inventaire explicatif, non pas des hommes et des sociétés, mais de ce qu'il y a de social en l'homme* ».

Au cours de sa « leçon », M. Veyne, développant sa conception conceptualiste et individualiste de l'histoire, avait constaté : « *Tout, ou presque tout, est à refaire.* » Et il s'était hâté d'ajouter : « *Pour cela, ne comptez pas sur moi...* » — J.-M. D.

● *Animé par Ivan Illich depuis 1960,* le Centre interculturel de documentation (CIDOC) de Cuernavaca (Mexique) vient de fermer ses portes à cause de difficultés financières. Cependant, l'école de langues, qui rend de grand services en Amérique latine, continue à fonctionner.

RADIO-TÉLÉVISION

MERCREDI 10 MARS

CHAINE I : TF 1

La bonne infusion
Calmiflorine
sommeil naturel réveil lucide

20 h. 30, Dramatique : « Peut-être en automne », d'après N. Bressy ; réal. J. Hubert ; avec M. Simon, B. Tiphaine, L. Hamon, M. Ronet.

Une jeune et sédentaire femme au foyer s'échappe de la routine en devenant journaliste, découvre sa condition au cours d'une brève liaison avec un industriel aux tempes argentées, et divorce : eau de rose et féminisme.

Peut-être en automne EST UN ROMAN DE Nicole Bressy
Ed. Robert Laffont

22 h., Émission psychologique : Le mariage, de J. Rousseau (deuxième partie : Les relations amoureuses) ; réal. P. Paviot ; 23 h., Journal.

CHAINE II : A 2

20 h. 30, Série : Police story (L'insaisissable) ; 21 h. 30, Magazine d'actualité : C'est à dire, prés. J.-M. Cavada (voir tribunes et débats) ; 23 h., Journal.

CHAINE III : FR 3

20 h. 30, Un film, un auteur : « la Femme du prêtre », de D. Risi (1970), avec S. Loren, M. Mastroianni, V. Venantini, A. Mastrantoni.

Une rescapée du suicide tombe amoureuse d'un prêtre qui lui est venu en aide. Celui-ci cherche à obtenir de ses supérieurs l'autorisation de quitter la soutane et de se marier. Par un spécialiste de la « comédie italienne », une fable caricaturale sur le mariage des ecclésiastiques en Italie.

22 h. 15, Journal.

FRANCE-CULTURE

20 h., Poésie ; 20 h. 45, Documentaire : Haïti (éducation et culture dans un pays en voie de développement) ; 21 h. 35, Musique de chambre (Verdi, Rueff, Desportes, Roger) ; 22 h. 35, Entretien, avec W. Burroughs ; 23 h., De la nuit ; 23 h. 50, Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

19 h. 30, En direct de l'Opéra de Paris, « les Noces de Figaro » (Mozart), avec M. Price, J. Berbié, T. Berganza, T. Stratas, G. Bacquier, K. Moll, M. Sénéchal, J. Van Dam ; 24 h., Non écrites : Turquie ; 1 h., Carcérales.

JEUDI 11 MARS

CHAINE I : TF 1

De 12 h. 15 à 20 h., Programme varié.

20 h. 30, Série : Baretta (La grande maison) ; 21 h. 25, Magazine : Soixante minutes pour convaincre.

Claude Le Roux, ancienne journaliste à « Paris-Presse », au « Jardin des modes » et à « Elle », vient défendre la thèse : Pourquoi pas la femme au foyer ?

22 h. 25, Allons au cinéma ; 22 h. 55, Journal.

CHAINE II : A 2

De 13 h. 35 à 20 h., Programme ininterrompu avec, à 17 h. 30, Fenêtre sur... Marc Chagall.

20 h. 30, Film : « Mon oncle Benjamin », d'E. Molinaro (1969), avec J. Brel, Cl. Jade, R. Varte, L. Chardonnet, P. Frankeur.

Sous le règne de Louis XV, les aventures picaresques d'un médecin de Clamecy, ami des pauvres, amateur de vin et de jolies filles.

22 h. 5, Variétés : Juke-box ; 23 h. 10, Journal.

CHAINE III : FR 3

19 h., Pour les jeunes.

20 h. 30, Les grands noms de l'histoire du cinéma (cycle Hollywood et ses nouveaux auteurs) : « John Mac Cabe », de R. Altman (1971), avec W. Beatty, J. Christie, R. Auberjonois, C. Fischer.

A la fin du dix-neuvième siècle, dans un village minier proche de la frontière canadienne, un joueur professionnel et une prostituée énergique montent un bordel et font des affaires fructueuses.

22 h. 30, Journal.

FRANCE-CULTURE

20 h., Poésie ; 20 h. 5 (S), Nouveau répertoire dramatique, par L. Attoun : « les Vieux », d'A. Wesker ; 22 h. 35, Entretiens, avec W. Burroughs ; 23 h., De la nuit ; 23 h. 50, Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h., Présentation de concert ; 20 h. 30, Échanges internationaux de Radio-France : Musique d'église contemporaine, par le Chœur de la Norddeutscher Rundfunk de Hambourg, direction H. Frantz, avec P. Schumann (orgue) : « Lamentatio Jeremiae Prophetae opus 93 » ; « In Sabbato sancto » (Krenek) ; « Psaume 90 pour trois chœurs » (Friedrichs) ; « Von Feuer und Finsternis » (Tersakis) ; « Souffle » (Allende-Blin) ; « Psaume 90 » (Ives) ; 22 h. 30, Dossier : Musique dans une villa (Paris XVIIe et XVIIIe siècles) ; 24 h., La clé ; 1 h., Non écrites : Turquie.

TRIBUNES ET DÉBATS

MERCREDI 10 MARS

— *MM. André Diligent*, vice-président du Centre démocrate, et *Jacques Barrot*, en qualité de secrétaire général du Centre Démocratie et Progrès, parlent du nouveau « *parti démocrate social* » sur Radio-Monte-Carlo, à 18 h 30.

— Le *M.R.A.P.* (Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix) exprime son point de vue à la « tribune libre » de FR 3, à 19 h. 40.

— *M. Jean-Jacques Servan-Schreiber*, président du conseil régional de la Lorraine, est le grand témoin du magazine « C'est à dire », auquel participent également *Mme Alice Saunier-Seïté*, secrétaire d'État aux universités, qui répond aux questions des étudiants de l'ESSEC, et *M. Henry Jackson*, candidat démocrate à la présidence des États-Unis, sur Antenne 2, à 21 h 30.

JEUDI 11 MARS

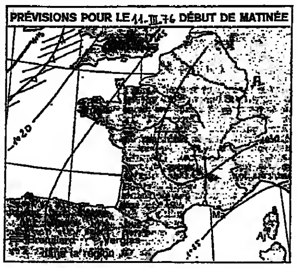
— Le *M.C.C.* (Mouvement des chrétiens) expose son opinion à la « tribune libre » de FR 3, à 19 h 40.

AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 10-3-76 A 0 h G.M.T.

PRÉVISIONS POUR LE 11-III-76 DÉBUT DE MATINÉE



Évolution probable du temps en France entre le mercredi 10 mars à 0 heure et le jeudi 11 mars à 24 heures :

Les masses d'air froid qui recouvrent encore l'Europe occidentale se déplaceront lentement vers le sud-est, et l'air océanique plus doux pénétrera progressivement en France.

Jeudi 11 mars, sur la moitié nord-ouest de la France, après une matinée encore fraîche et peu nuageux, au moins dans l'intérieur, le temps deviendra progressivement très nuageux ; il pleuvra d'abord en Bretagne, puis en Vendée, en Normandie et, le soir, sur la région parisienne et le Nord. Les vents tourneront au sud-ouest en devenant modérés. Les températures maximales seront en hausse.

Sur la moitié sud-est de la France, le temps restera ensoleillé. Les vents, modérés, de secteur nord dans les régions méditerranéennes, seront faibles et variables ailleurs. Les températures seront en hausse, mais celle-ci sera surtout sensible sur les maxima, et il y aura encore des gelées matinales, assez fortes dans le Centre, l'Est et le Nord-Est.

Mercredi 10 mars, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris-Le Bourget, de 1 034,7 millibars, soit 776,1 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 9 mars ; le second, le minimum de la nuit du 9 au 10) : Ajaccio, 9 (min.) degrés ; Biarritz, 6 et —1 ; Bordeaux, 11 et —4 ; Brest, 0 (min.) ; Caen, —5 (min.) ; Cherbourg, 6 et 2 ; Clermont-Ferrand, 6 et —10 ; Dijon, 6 et —4 ; Grenoble, 4 et —7 ; Lille, —2 (min.) ; Lyon, —4 (min.) ; Marseille, 1 (min.) ; Nancy, 3 et —8 ; Nantes, 6 et —1 ; Nice, 4 (min.) ; Paris-Le Bourget, —4 (min.) ; Pau, —3 (min.) ; Perpignan, 12 et 6 ; Rennes, —4 (min.) ; Strasbourg, 4 et —8 ; Tours, —2 (min.) ; Toulouse, 9 et —2 ; Pointe-à-Pitre, 23 et 22.

Températures relevées à l'étranger : Amsterdam, 4 et —8 degrés ; Athènes, 16 et 8 ; Bonn, 2 et —9 ; Bruxelles, 3 et —4 ; îles Canaries, 19 et 15 ; Copenhague, 0 et —5 ; Genève, 4 et —2 ; Lisbonne, 18 et 5 ; Londres, 7 et —2 ; Madrid, 13 et —2 ; Moscou, —6 et —9 ; New-York, —1 et —2 ; Palma-de-Majorque, 16 et 7 ; Rome, 16 et 6 ; Stockholm, —1 et —9.

UNE EXPOSITION UN COLLOQUE AUTOUR DE FREUD

A partir du 12 mars s'ouvrira, à la chapelle Saint-Louis de la Salpêtrière (42, boulevard de l'Hôpital, 75013 Paris, entrée par la cour Lassay), une exposition retraçant, à l'aide de plus de trois cents documents, manuscrits et photos, la vie et l'œuvre de Sigmund Freud.

A l'occasion de cette exposition — présentée par M. Harald Leupold-Löwenthal, président de la Société psychanalytique de Vienne, et réalisée par M. Gert Blass, — qui se poursuivra jusqu'au 16 avril, le Centre culturel allemand Goethe Institut de Paris organise, les 12 et 13 mars, à l'amphithéâtre Charcot de la Salpêtrière, sous le haut patronage de Mlle Anna Freud, un colloque auquel participeront notamment M. Serge Lebovici, Didier Anzieu, Serge Viderman, Michel de M'Uzan, J.-B. Pontalis et André Green.

★ Pour tout renseignement : Goethe Institut, 17, avenue d'Iéna, 75016 Paris. Tél. 723-61-21, poste 894.

Concours

● *Médecins de P.M.I.* — Un concours sur titres est ouvert pour pourvoir deux postes de médecins à temps complet du service de protection maternelle et infantile. Les candidatures sont à adresser à la direction départementale de l'action sanitaire et sociale de l'Essonne, Cité administrative Les Tarterêts, 91010 Evry.

● *Pour le recrutement de trente-six commis* des services extérieurs des ministères du travail et de la santé, un concours aura lieu à Paris le 31 mars. Les candidatures sont à adresser jusqu'au 3 mars au service régional de l'action sanitaire et sociale, 58 à 62, rue de Mouzaïa, 75009 Paris.

● *Concours de films.* — La Ville de Paris organise un concours de films « documentaires d'enseignement et d'histoire de Paris », muets ou sonores (16 millimètres), conformes aux programmes officiels de l'enseignement élémentaire et de l'enseignement du premier cycle. Les films dont la durée de projection ne dépassera pas trente minutes, devront avoir été réalisés moins de trois ans avant la date du concours. Trois prix — un de 5 000 francs, deux de 2 000 francs — récompenseront les lauréats.

★ Cinémathèque scolaire de la Ville de Paris Robert-Lynen, 11, rue Jacques-Bingen, Paris-17e.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1 402

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									■
II							■		
III						■			
IV			■						
V		■		■	■		■		
VI									■
VII					■				
VIII	■					■			
IX							■		
X						■			
XI		■			■				

HORIZONTALEMENT

I. Un qui ne demande qu'à se faire oublier. — II. Rigide ; En avance. — III. Couchait souvent sous les ponts ; Localité de France. — IV. Symbole chimique ; Preuve d'inculture. — V. Chef d'élite. — VI. Ostensiblement offerte aux regards. — VII. Loin du neuf ; Se fatiguer à la tâche. — VIII. Favorable ; Précède de peu un départ. — IX. Une mère qui doit toujours survivre à ses enfants ; Durée arbitraire. — X. Accident sans aucune gravité ; Fidèle reproduction. — XI. Couche à terre.

VERTICALEMENT

1. Ne manque pas de mordant ; Grand manitou. — 2. Retarde une chute ; Emprunta. — 3. Dans une généalogie ; Couvertures. — 4. La marque d'un total achèvement ; Possessif. — 5. Souligne une possession ; Sert à évaluer une peine légère. — 6. Conjonction ; Parsèment le temps. — 7. Abréviation ; Terme musical ; Devant le nom d'un apôtre. — 8. Boucherait un trou. — 9. Commune, dans le Morbihan ; Passe à l'eau.

Solution du problème n° 1 401

Horizontalement

I. Assiégé. — II. Raideur. — III. Muse ; Eros. — IV. Oc ; Écrème. — 5. Reus ; Er. — VI. Pré. — VII. Amusera. — VIII. Lièvres. — IX. Alpes ; Dé. — X. Etais. — XI. Creusets.

Verticalement

1. Armorial ; Oc. — 2. Saucé ; Mia. — 3. Sis ; Usuelle. — 4. Idées ; S.V.P. — 5. E.E. ; Gérées. — 6. Guère ; Reste ! — 7. Erre ; Pas ; At. — 8. Omer ; Dis. — 9. Miséreuses.

GUY BROUTY.

Journal officiel

Sont publiés au *Journal officiel* du 10 mars 1976 :

DES DECRETS

● Fixant les attributions respectives du ministre de l'intérieur et du ministre de la défense en matière de recherche, de neutralisation, d'enlèvement et de destruction des munitions et des explosifs.

● Instituant une aide exceptionnelle à certains quotidiens d'information.

● Portant publication de la convention sur la légitimation par mariage.

● Portant fixation du taux de l'allocation d'aide publique aux travailleurs privés d'emploi.

● Modifiant le décret n° 75-670 du 24 juillet 1975 fixant le taux de l'indemnité horaire pour privation partielle d'emploi visée à l'article R. 351-31 du code du travail.

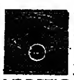
UN ARRETE

● Fixant la répartition des cotisations d'allocations familiales pour l'année 1976.

LENTILLES DE CONTACT : parce que les yeux myopes sont souvent les plus beaux.

Ne cachez plus vos yeux à cause de votre myopie.
Ce beau regard qu'on vous envie dès que vous enlevez vos lunettes, montrez-le aussi sans vous priver de bien voir. Grâce aux lentilles de contact YSOPTIC.

Vous trouverez chez YSOPTIC une vaste gamme de lentilles de contact, classiques, souples ou miniflexibles, spéciales pour yeux sensibles. Elles assurent une vision totale et une correction parfaite. Vous serez surpris de leur efficacité. Essayez-les gratuitement chez :



YSOPTIC
80, Bd Malesherbes - 75008 PARIS
Tél. : 522.15.52

Documentation et liste des correspondants français et étrangers sur demande.

YSOPTIC

Gottschalk

Le Monde
Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P 4 207 - 23

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M. ex-COMMUNAUTE (sauf Algérie)	90 F	160 F	232 F	308 F
TOUS PAYS ETRANGERS PAR VOIE NORMALE	144 F	273 F	402 F	530 F
ETRANGER par messageries — I - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS - SUISSE	115 F	210 F	307 F	400 F
II. — TUNISIE	125 F	231 F	337 F	440 F

Par voie aérienne tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus), nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en caractères d'imprimerie.

Édité par la S.A.R.L. *le Monde*.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.

Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXe

O.J.D. 1974

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 57437

SOCIÉTÉ

LE TRAVAIL FÉMININ

La peur du chômage ne doit pas faire taire les revendications des femmes

estime Mme Françoise Giroud

« Les femmes et le droit social » est le thème d'un numéro spécial de la revue *Droit social* que dirige M. Jean-Jacques Dupeyroux (1). Une quinzaine d'articles très documentés font le point sur les nouveaux droits des femmes : travail professionnel, Sécurité sociale, fonction publique, divorce, information, régimes de retraite, etc. Les meilleurs spécialistes des problèmes féminins ont été réunis pour ce numéro au contenu très dense et pluraliste, puisque des textes de Mme Françoise Giroud, secrétaire d'État à la condition féminine, voisinent avec ceux de Mme Jeannette Laot, membre de la commission exécutive de la C.F.D.T. et une étude de la Ligue du droit des femmes

Dans un article intitulé « Le point de non-retour », Mme Giroud rappelle que sur huit millions de Françaises salariées, quatre millions et demi sont mariées et huit cent mille mères d'enfants de moins de trois ans. Analysant les raisons qui poussent les femmes mariées à continuer de travailler quand elles ont des enfants, le secrétaire d'État écrit notamment : « *Que se passait-il il y a encore quelques années ? A la naissance de son deuxième enfant, la jeune femme se disait :* » De toute façon, quand la » troisième viendra, il faudra que » je m'arrête... Alors, autant arrê» ter dès aujourd'hui. » « *Car, aucune femme ne l'ignore, c'est le troisième enfant qui interdit pratiquement de conserver une activité professionnelle. Aujourd'hui, le deuxième enfant étant considéré comme le dernier, la jeune femme raisonne autrement et, si je puis dire, s'accroche à son emploi. Les mouvements démographiques sont mystérieux. Le troisième enfant peut être suscité, encouragé, rémunéré, une politique nataliste intensive peut avoir quelques effets... Je ne crois guère, pour ma part, aux conséquences massives de ces stimulants, mais, encore une fois, les lois démographiques sont mystérieuses et il peut y avoir un retournement de situation.*

» *S'il ne se produit pas, on peut prédire que les femmes seront de moins en moins nombreuses à quitter leur emploi après vingt-cinq ans pour des raisons de charges familiales, comme elles le font, ou essayent de le faire aujourd'hui, quitte à y revenir à quarante ans. (...)*

« *Si la société d'hommes où nous sommes encore cherche à se servir de la crise économique et de la peur du chômage pour faire taire les revendications féminines en matière de travail, ou si cette société croit pouvoir ne pas en tenir compte, elle se prépare des jours noirs. Car la longue patience des femmes n'est plus le fait des jeunes femmes d'aujourd'hui. Au mieux, leur révolte se traduira par une chute encore plus sensible de la natalité.* »

Le point de vue de la C.F.D.T. et des féministes

Analysant, pour sa part, les relations entre féminisme et lutte de classe, Mme Laot estime : « *L'expérience des militantes et des militants qui, dans la C.F.D.T., luttent depuis quinze ans à la fois contre le capitalisme et pour la libération des femmes, montre qu'il est non seulement possible mais indispensable de lier ces deux luttes. (...) On ne fera jamais le socialisme avec une moitié de la classe ouvrière dominée par l'autre.* »

Répondant à l'accusation lancée contre les féministes de répondre au « sexisme » par un contre-sexisme aussi discutable, la Ligue du droit des femmes demande : « *Mais qui est sexiste ? Le monde des hommes qui place les femmes en situation d'oppression ou les femmes qui réagissent contre cette situation ? Si les femmes sont en situation d'infériorité dans le monde du travail, par exemple, ce que personne ne conteste, c'est qu'il existe bien une volonté de domination de la part de ceux qui ont le pouvoir. De la même manière, la situation d'infériorité des Noirs, aux États-Unis, est révélatrice de la volonté de domination des Blancs. Le sexisme n'est pas à placer dans le camp des féministes, pas plus que le racisme n'est à placer dans le camp des mouvements de libération des Noirs : il est à placer dans le camp de l'oppresseur. L'agressivité de l'opprimé est l'alibi ou la justification du racisme et du sexisme.* »

(1) *Droit social*, Librairie sociale et économique, 3, r. Soufflot, 75005 Paris.

● *Une Journée nationale de la bicyclette* sera organisée le 30 mai par l'Union nationale des deux-roues. Elle coïncidera notamment avec Paris - Roubaix (amateurs) et Paris-Roubaix (cyclotouristes).

PLUS DE CINQUANTE MILLE JEUNES FILLES SONT SANS EMPLOI A PARIS

affirme la C.G.T.

Au lendemain du 8 mars, journée internationale des femmes travailleuses — commémorant, depuis 1910 la répression d'une grève des ouvrières du textile à New-York en 1857, — la C.G.T. avait invité ses militantes parisiennes à se rassembler, mardi vers midi, square de la Trinité (*le Monde* du 28 février).

Cette manifestation a réuni plusieurs milliers de personnes autour d'une tribune et quelques échoppes où l'on vendait, en plein vent, des sandwiches, des cartes de membre de la C.G.T. et les œuvres de M. Georges Séguy. Cette atmosphère de fête, agrémentée de chansons de Jean Ferrat — *la Femme est l'avenir de l'homme*, — n'a pas fait oublier les thèmes de la journée des femmes, axés sur les luttes menées dans les entreprises en faveur d'une véritable égalité des droits et des salaires.

Des banderoles rappelaient, du reste, les principales revendications des femmes salariées qui constituent, dans la capitale, plus de la moitié des forces du travail : « *A Paris, quatre enfants sur cinq n'ont pas de place dans les crèches.* » « *Pour vivre humainement, avec l'augmentation du pouvoir d'achat, avec l'abaissement de l'âge de la retraite, il faut réduire l'amplitude de la journée de travail.* » — « *Les transports, l'énervement, la fatigue, pas de crédits pour l'éducation nationale, pas d'informations sur la contraception, pas de centres d'orthogénie, congés de maternité trop courts.* »

Rappelant « *l'intelligence et la combativité dont firent preuve, notamment, les ouvrières de Grandin* », M. Georges Séguy a lancé un appel à une plus grande syndicalisation des travailleurs, hommes ou femmes, pour que disparaissent les discriminations et les injustices qui frappent plus durement, en cette période de crise, les mères de famille et les épouses qui travaillent.

Mme Simone Mirbeau, secrétaire de l'union départementale C.G.T., a vivement attaqué « *le chef de l'État, le gouvernement et toutes les Françoise Giroud qui font de beaux discours tout en maintenant une politique de régression sociale* ». A Paris, *a-t-elle conclu*, sur cent trente mille chômeurs, plus de la moitié sont des femmes, dont plus de cinquante mille jeunes filles de moins de vingt-cinq ans. »

A BRUXELLES DU 4 AU 8 MARS

Un dialogue israélo-arabe a marqué le « tribunal international des crimes contre les femmes »

De notre correspondant

Bruxelles. — A l'issue de cinq journées de confusion le « tribunal international de dénonciation des crimes contre les femmes » s'est terminé le lundi 8 mars par le vote d'un manifeste sur le thème : « *Femmes de tous les pays, unissez-vous !* » Les hommes, accusés, n'avaient pas pu se défendre devant le tribunal. Dès le premier jour, ils avaient été exclus des débats et, malgré les protestations de l'Association internationale de la presse, même les journalistes masculins avaient été priés d'évacuer la salle.

Près d'un millier de femmes, venues de trente pays, ont jugé leurs compagnons dans un climat passionnel que les organisatrices, qui voulaient cependant s'inspirer du « *tribunal Russel* » auraient voulu éviter. Les débats se sont déroulés dans une anarchie rarement égalée — on a vu à plus d'une reprise de véritables bagarres entre femmes qui voulaient s'emparer des micros, — mais, lundi soir, les « juges » se montraient satisfaites. Une d'elles, haut fonctionnaire d'un pays du Marché commun, a déclaré à la presse que « *ce fut une véritable leçon de démocratie pour les hommes, par comparaison surtout avec la façon dont se déroulent les débats dans la plupart des Parlements occidentaux* ».

Les participantes ont décidé de se retrouver l'an prochain et, entre-temps, d'organiser des tribunaux « nationaux » où seront dénoncés les abus commis contre les femmes.

Le « tribunal » a entendu des dizaines de témoignages de femmes venues essentiellement de pays « riches » — le tiers-monde n'était représenté que par le Mexique, l'Inde, l'Égypte et Porto-Rico. Les hommes de tous les horizons ont été accusés de crimes « sexistes ». On leur a non seulement reproché de protéger le viol, mais encore d'exploiter les femmes économiquement et politiquement, de les faire travailler pour des salaires de misère, de ne pas rémunérer le travail de la femme au foyer, de ne pas lui donner les mêmes droits dans les ateliers, de la dominer par l'interdiction d'utiliser des contraceptifs ou l'avortement.

Dès l'ouverture des débats, un message de Mme Simone de Beauvoir avait défini l'objectif du tribunal en le qualifiant de « *grand événement historique* ». Elle ajoutait : « *Pour la première fois (...) des femmes venues du monde entier prendront conscience ensemble du scandale de leur condition. Vous avez raison de la considérer comme la source de véritables crimes : le statut imposé à la femme aboutit sous des formes* institutionnalisées ou non à d'*inacceptables attentats contre la personne humaine. Contre ces attentats, il n'y a dans l'immense majorité des cas aucun recours juridique. (...) En lui-même, ce tribunal est un acte. Il en annonce d'autres. Je salue en lui le début d'une radicale décolonisation de la femme.* »

S'il y a eu pendant les débats d'incontestables moments de « dérapage », il y a aussi eu l'établissement de liens parfois émouvants — comme ce rapprochement entre femmes arabes et israéliennes, liguées contre les hommes. Ensemble, les femmes d'Israël, de Syrie, du Yémen du Sud et d'Arabie saoudite publient un document déclarant que le « *dialogue* » femmes arabes et juives, qui a commencé à ce tribunal, « *continuera dans le cadre du féminisme international* ». « *Ce tribunal*, ont-elles poursuivi, *est le premier forum mondial dans lequel les femmes israéliennes et arabes ont condamné leur propre société pour son oppression de la femme, plutôt que de se condamner mutuellement.* »

La fin des débats a été marquée par une intervention en faveur d'une adolescente belge de quinze ans, qui, depuis quarante-trois jours, observe une grève de la faim parce qu'elle veut obtenir son émancipation légale pour épouser un homme de quarante ans, en prison pour débauche de mineure. Selon le « tribunal des femmes », l'affaire de Violette Capriau est une « *nouvelle affaire Russier* », elle ne cherche qu'à sortir de son milieu familial « *abrutissant* ». Elle se trouve à l'hôpital de Bastogne, elle est consciente, témoigne sa sœur, âgée de dix-neuf ans, mais elle souffre de nombreuses syncopes. Quant à son père, il la menaçait depuis longtemps d'internement dans un hôpital psychiatrique. Une lettre ouverte, signée notamment par Mmes Delphine Seyrig, Simone de Beauvoir, Gisèle Halimi, Jeanne Moreau, Claude Servan-Schreiber, a été adressée au père de Violette Capriau : « *Vous vous opposez à son émancipation légale*, peut-on y lire, *et nous apprenons qu'elle préfère se laisser mourir plutôt que de rester sous votre tutelle. Nous ne pensons pas que l'autorité paternelle confère un droit de vie ou de mort sur ses enfants, ni même celui que vous avez déjà pris de laisser la santé de Violette se détériorer d'une façon irréversible.* »

Le manifeste que les congressistes ont l'intention de publier donnera une nouvelle définition de la violence vue par les femmes. Une série de résolutions ont été adoptées, qui concernent les prisonnières politiques, la situation des femmes âgées, la liberté pour les femmes de déterminer elles-mêmes leur vie sexuelle, les mères célibataires, la prostitution et les femmes battues.

Les travaux du tribunal international des crimes contre les femmes trouveront leurs prolongements dans la publication trimestrielle d'un bulletin d'information. Les femmes ont décidé de créer une chaîne d'information qui leur permettra d'« *engager des actions au niveau international* ».

PIERRE DE VOS.

INSTITUT

A l'Académie des sciences morales et politiques

LA REVALORISATION DU TRAVAIL MANUEL

La revalorisation du travail manuel est, pour le pouvoir, un des thèmes du changement de la société française, thème qu'a développé, lundi, M. Lionel Stoléru, secrétaire d'État à la condition des travailleurs manuels, devant l'Académie des sciences morales et politiques.

Le travail manuel, il l'a défini comme le meilleur moyen d'épanouissement global des facultés humaines combinant le geste et la pensée. Cet épanouissement ne peut être le résultat que d'une vocation qu'il s'agit d'éveiller assez tôt, sinon il ne pourra s'exercer que dans certaines activités artisanales. D'où le besoin d'une politique caractérisée par trois orientations d'égale importance : donner un contenu à la notion de carrière d'un travailleur manuel, revaloriser les salaires, humaniser les conditions de travail.

Par-delà cette revalorisation objective existe le besoin d'une revalorisation subjective, car l'aliénation dans le travail se renforce d'une aliénation à l'extérieur par le statut social donné aux travailleurs manuels qui se traduit à la fois par une stagnation et par un manque de considération, contre lesquels il convient de lutter par tous les moyens.

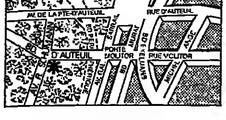
face au Bois de Boulogne une situation que l'on ne retrouvera plus

C'est là que nous avons choisi de construire le 11 boulevard d'Auteuil. Avec comme seul vis-à-vis le Bois de Boulogne, le plus grand "espace vert" de Paris. Avec comme voisins le Jardin Fleuriste et Roland Garros. Pour "honorer" une telle situation, nous avons construit un petit immeuble empreint d'un luxe raffiné.

Celui de l'espace d'abord, celui aussi de la qualité irréprochable des prestations et des équipements. Avec aussi bien sûr, pour profiter de la vue, des appartements avec terrasses. Mais le 11 boulevard d'Auteuil ne se décrit pas. Il se visite. Et nous sommes certains que vous apprécierez son appartement-modèle.

11, Bd. d'Auteuil

une réalisation de haut luxe dans un cadre exceptionnel



SEERIS
DÉPARTEMENT RÉALISATIONS DE PRESTIGE
22, rue Violet Paris 15e
734 32.80

Paris-Nice tous les jours, 4 vols Air France, au départ de Roissy.

Choisissez votre horaire:

Paris → Nice	Nice → Paris
08 h 50 → 10 h 10	07 h 30 → 08 h 50
11 h 10 → 12 h 30	10 h 50 → 12 h 10
15 h 30 → 17 h 00	18 h 30 → 19 h 50
20 h 00 → 21 h 20	20 h 00 → 21 h 30

Pour vos réservations, adressez-vous à votre Agent de voyages ou à Air France. (Tél. 535.61.61).

AIR FRANCE

صكرا من الاجل

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI		
Offres d'emploi "Placards encadrés"	36,00	42,03
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER		
Achat-Vente-Location	26,00	30,35
EXCLUSIVITES	32,00	37,36
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19
(chaque mercredi et chaque vendredi)		

offres d'emploi

IMPORTANTE SOCIETE - PARIS (8e) recherche pour Service Etudes Juridiques et Economiques

JEUNE CADRE

libre rapidement.

Formation supérieure (droit privé, économie). Qualités de rédaction souhaitées. Anglais et allemand indispensables.

Adr. C.V. manuscrit, photo et prétentions, nº 6.544, AXIAL Publ., 91, fg St-Honoré, 75008 Paris, qui tr.

---

emplois régionaux

Fonderie d'Acier (1100 personnes - 100 millions de C.A.) de bonne notoriété dans la profession et ayant une clientèle très diversifiée, recherche pour une de ses usines de Franche-Comté à proximité d'une grande agglomération,

ingénieur de fabrication

Rattaché au Directeur de l'Usine, il sera responsable de l'encadrement et de la gestion d'un atelier de finition de plus de 100 personnes. L'appartenance de cette Société à un groupe important et en expansion peut permettre une évolution de carrière en fonction des aspirations et des résultats du candidat retenu. Réponse et discrétion assurées à tte lettre man. + CV + photo + rém. adressée ss réf. A/392B à Mme Butterlin.

bernard julhiet psycom
93, avenue Charles de Gaulle 92200 Neuilly

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL D'UNE ENTREPRISE FRANC-COMTOISE TRÈS IMPORTANTE DANS L'ÉCONOMIE RÉGIONALE, — branche agro-alimentaire, C.A. 220 MF —, cherche son

chef du service financier et comptable

Ses responsabilités couvrent l'ensemble de la fonction : financière - plans d'investissements, sources de financement, situations de trésorerie, relations avec les banques -, comptable - bilans, comptes d'exploitation, comptabilité analytique, gestion budgétaire. Son expérience de cette fonction acquise dans l'industrie lui permet d'améliorer les procédures, de concevoir des systèmes, d'utiliser les moyens informatiques.
Sa formation : HEC, Sup. de Co., ESSEC.
Son âge : minimum 30 ans.
Écrire à Y. CORCELLE ss réf. 2972 LM.

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - GENEVE - ZURICH - BRUXELLES

---

etap

UN DES PREMIERS GROUPES CHIMIQUES FRANÇAIS — PARIS — RECHERCHE POUR LANCER UN NOUVEAU PRODUIT A L'ÉCHELON INTERNATIONAL

RESPONSABLE MARKETING ET VENTES

HEC - ESSEC - ESC OU INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE

ayant expérience vente produits industriels et si possible connaissance DES ÉLASTOMÈRES

Il s'agit, au sein d'une équipe technique, d'être le responsable du lancement et de la commercialisation d'un produit touchant plusieurs marchés (marketing, mise en place et animation d'un réseau de ventes).

Ce poste implique de grandes qualités de dynamisme, de contact et d'initiative ainsi que la connaissance parfaite de l'anglais.

Ecrire sous référence LB 393 AM.

TRÈS IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS RECHERCHE POUR LE MOYEN-ORIENT

DIRECTEUR DE CHANTIER

PREMIER PLAN

Il s'agit d'assurer la direction de la construction d'un important complexe pétrochimique et sa réalisation dans les délais (INVESTISSEMENTS DE 400 MILLIONS DE DOLLARS) en coordonnant plusieurs « entrepreneurs généraux ».

Ce poste ne peut convenir qu'à un candidat ayant déjà dirigé des chantiers de grande envergure à l'étranger. Connaissance de l'anglais indispensable.

Ecrire sous référence ZJ 391 CM.

GROUPE AGRICOLE EN FORTE EXPANSION VILLE CENTRE FRANCE recherche POUR FONCTIONS D'ASSISTANCE AUX ADHÉRENTS

CADRE COMPTABLE

Il s'agit d'assister un groupe d'adhérents sur les plans juridique, financier et comptable, cette assistance allant du conseil à la prise en charge de leur comptabilité.

OUTRE DE BONNES COMPÉTENCES COMPTABLES, ACQUISES DANS SOCIÉTÉ OU CABINET, CE POSTE REQUIERT UN EXCELLENT SENS DES CONTACTS HUMAINS.

Ecrire sous référence EO 373 AM.

TRÈS IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS (C.A. SUPÉRIEUR A 4 MILLIARDS DE FRANCS) — PARIS — RECHERCHE

CADRE FINANCIER

HEC - ESSEC - SCIENCES PO...

ayant environ deux ans d'expérience acquise au sein d'une banque ou d'une direction financière de grande entreprise industrielle.

Il commencera sa carrière au sein du groupe, en participant :
- à l'élaboration de plans de financement,
- à l'évaluation de sociétés,
- à l'étude de problèmes financiers concernant des opérations à l'étranger.

La réussite dans ces fonctions implique du dynamisme, d'excellentes capacités de synthèse et l'esprit d'équipe.

Ecrire sous référence KA 392 AM.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE ÉTUDES ET RÉALISATION D'ÉQUIPEMENTS DOMAINE DE POINTE - RECHERCHE POUR

ORGANISER ET ANIMER UNITÉ DE FABRICATION SPÉCIALISÉE

appareils prototypes sur plan et petite série faisant appel à technologie avancée.

INGÉNIEUR A.M.

ou école équivalente, 5 ans mini. d'expérience pratique dans fabrication chaudronnerie fine, soudage inox, usinage, montage.

CE POSTE IMPLIQUE outre le sens des relations avec les études, une pratique des problèmes de fabrication, des qualités d'organisateur et un sens marqué de la qualité.

Lieu de travail : 20 km SUD PARIS.

Ecrire sous référence XH 390 CM.

SOCIÉTÉ FRANÇAISE (C.A. 160 MILLIONS DE FRANCS) FILIALE IMPORTANT GROUPE LYON CRÉE POSTE DE

CHEF SERVICE TRÉSORERIE

Ces fonctions peuvent convenir à candidat formation supérieure, débutant ou ayant expérience financière acquise dans société exportatrice, capable assurer gestion de la trésorerie de la société :
— tableaux de bord financiers, politique de crédit clients fournisseurs, assistance aux commerciaux, liaisons avec banques.

SITUATION INTÉRESSANTE DANS SOCIÉTÉ EN EXPANSION.

Ecrire sous référence WP 399 CM.

etap 4, rue Massenet, 75016 Paris

Continuer de développer nos ventes à l'EXPORTATION sera l'objectif majeur de notre futur :

CHEF des VENTES

Il aura pour mission de coordonner et d'animer notre équipe d'ingénieurs technico-commerciale. Au dynamisme et à la disponibilité, il alliera la rigueur de la gestion et la persévérance. Il participera activement à la stratégie commerciale d'un établissement spécialisé dans la fabrication de matériel électronique professionnel et connaissant un taux de croissance tout à fait exceptionnel. Il aura un goût marqué pour les déplacements à l'étranger et les contacts à haut niveau. Il conduira la négociation de contrats pouvant porter sur plusieurs dizaines de millions de francs. Ce poste conviendrait à un

ingénieur électromécanicien

ayant une formation commerciale complémentaire et justifiant d'une expérience de 5 à 10 ans de la vente à l'exportation d'équipements et de systèmes électromécaniques.
Une pratique courante de l'Anglais et si possible de l'Allemand est impérative.
Le lieu de résidence est la banlieue ouest de Paris.

Envoyer CV détaillé et photo en précisant sur l'enveloppe la référence 4733 à

OP organisation et publicité
2 RUE MARENGO 75001 PARIS/QUI TRANSMETTRA

SOCIÉTÉ MULTINATIONALE
Leader dans sa profession
Branche Electro-mécanique
recherche
pour l'une de ses unités de production en R.P. (banlieue Nord-Ouest)

CHEF DE GROUPE ACHATS

- Dépendra du Chef de service achats ;
- Supervisera deux acheteurs ;
- Connaissance des marchés, notamment :
  — tôlerie - chaudronnerie, matières plastiques ;
  — fonderie, matériel électrique...

LE POSTE CONVIENDRAIT A UN CANDIDAT :

- niveau B.A.C. ou supérieur ;
- minimum exigé d'expérience : 5 ans dans le domaine des achats industriels ;
- dynamique, ayant le sens des contacts.
- Evolution possible vers des responsabilités plus larges ;
- La connaissance de l'anglais constitue un atout supplémentaire.

Adresser C.V. + photo + rémunération souhaitée ss. la réf. 846/MS, A.M.P., 40, rue Olivier-de-Serres, 75015 PARIS, qui transmettra.

SOCIETE MUTUELLE D'ASSURANCES 79000 - NIORT recherche pour Service Etranger de Siège social

RÉDACTEUR CONTENTIEUX

— Confirmé ;
— Bilingue germaniste.

Adresser C.V. 7413 HAVAS B. P. 304 - 79009 NIORT.

RATIER FOREST G S P (Machines-outils) recherche pr son usine d'Albert (Somme)

UN INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Débutant de préférence. Langues étrangères appréciées. Libre des obligations militaires. Envoyer C.V., photo, 22, rue de Millencourt - 80300 - ALBERT.

TRES IMPORTANTE SOCIETE Matériel électrique recherche

INGÉNIEUR DE VENTE

pour petit matériel électrique de série et ses applications

— Vente sur six départements ;
— Tous canaux de vente ;
— Résidence TOURS.

Qualités exigées :
— Bons contacts humains ;
— Dynamisme commercial ;
— Ténacité ;
— Adaptabilité à une clientèle variée ;
— Compétence technique ;
— Expérience de quelques années dans la vente.

Env. C.V., photo et prétentions à nº 46.475 - CONTESSE Publ., 20, avenue Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

TOULOUSE

DIRECTEUR LABORATOIRE ANALYSES MEDICALES cherche

MÉDECIN BIOLOGISTE

pour assistanat, avec possibilité association si entente. Ecrire REGIE-PRESSE, Nº 23951 M 85 bis, rue Réaumur, 75 Paris-2e

---

ROWNTREE MACKINTOSH
Groupe International de produits CHOCOLATERIE-CONFISERIE
recherche pour usine de CAMBRAI (Nord)

JEUNE INGÉNIEUR

Formation E.N.S.C., ENSIAA...

Pour lui confier la responsabilité du contrôle qualité de ses produits (Chocorêve)

— Une première expérience dans la fonction serait appréciée ;
— La pratique de l'ANGLAIS est indispensable.

Adresser C.V. détaillé, photo et prét. à Direction du Personnel, ROWNTREE MACKINTOSH B.P. nº 12 - (77420) CHAMPS-SUR-MARNE.

IMPORTANTE INDUSTRIE OUEST DE LA FRANCE recherche

ASSISTANTE SOCIALE

ayant plusieurs années d'expérience en Usine.

Ecrire à Monsieur ROGER 7, boulevard Richard-Lenoir 75011, PARIS, qui transmettra.

Cabinet juridique et fiscal, recherche COLLABORATEUR ayt plusieurs années d'expér, pr ses bureaux région SUD-OUEST. Ecr. C.V. détaillé et prétentions s./nº 23.734 - J.R.P., 39, rue de l'Arcade, Paris (8e), qui transm.

UN DES PREMIERS GROUPES CHIMIQUES FRANÇAIS
OFFRE TRÈS INTÉRESSANTES POSSIBILITÉS DE CARRIÈRE A

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES

X - E.C.P. - MINES - A.M. - GÉNIE CHIMIQUE

débutants ou ayant quelques années d'expérience.

CES INGÉNIEURS POURRONT COMMENCER LEUR CARRIÈRE DANS L'UN DES POSTES SUIVANTS

• Ingénieurs de production

Ils auront rapidement la responsabilité d'ateliers de fabrication impliquant mise en œuvre d'installations importantes, organisation et commandement (postes en province).

Ecrire sous référence ND 395 AM.

• Ingénieurs d'entretien

Maintenance d'installations complexes impliquant techniques variées, organisation et commandement (postes en province).

Ecrire sous référence OE 396 AM.

• Ingénieurs de process

Conception d'installations importantes dans le domaine pétro-chimique (postes en province).

Ecrire sous référence PF 397 AM.

• Ingénieurs travaux neufs

Réalisation d'unités importantes (coordination, achats, liaison avec entreprises et engineering, démarrages d'unités), postes en province.

Ecrire sous référence RH 398 AM.

APRÈS AVOIR RÉUSSI DANS LEUR PREMIER POSTE, ILS POURRONT CHANGER DE FONCTIONS AFIN D'ACQUÉRIR UNE EXPÉRIENCE SOLIDE ET POLYVALENTE LEUR PERMETTANT D'ASSUMER D'IMPORTANTES RESPONSABILITÉS.

etap

ECRIRE EN PRECISANT LA REFERENCE.
4, rue Massenet, 75016 PARIS.
DISCRETION ABSOLUE.

SIDE

Société d'informatique, de documentation et d'édition recherche LIBRE RAPIDEMENT ANALYSTE-PROGRAMMEUR-ASSEMBLEUR 3 ans d'expérience minimum. Adresser C.V. : 11, rue Degas, 75016 PARIS.

URGENT SYSTEMES ET MICRO-ORDIN. recherche PARIS-PROVINCE

ANALYSTES-PROGR.

23 ans minimum, libérés O.M., diplômés enseign. supér. gestion pour études et mises au point program. gestion d'entreprises. Format. langage APL assurée.

Env. C.V. dét., photo, prét. ss réf. 140, à J. MANZIONE-SYSMO, 6, bd Jourdan, 75014 PARIS.

Laboratoires de Recherches région parisienne Sud recrutent

INGÉNIEUR

GRANDE ECOLE ou DOCTORAT (I.P.G. - MINES...)

Quelques années d'expérience pour RECHERCHES APPLIQUEES en vue de la mise au point de MATERIAUX

Connaissances de métallurgie indispensables.

Adr. lettre manuscrite, C.V. et prétent. en détaillant expér., sous référ. 8.161, à nº 46.536, CONTESSE PUBLICITE 20, av. de l'Opéra, Paris 1er.

Recherche

COLLABORATEUR

pr service secrétariat bancaire, Engagements. Formation comptable et juridique. Env. C.V. Mme Buffard, 128, r. La Boétie 75008 Paris.

Sté Matériels Textiles recherche

PROGRAMMEUR

CONFIRME

Formation électronique indispensable (si possible B.T.S. - E.C.E.) connaissant Mini-calculateurs (P.D.P. 11 souhaité) expérience de la programmation en temps réel indispensable. Adr. C.V. avec Prétent. et réalisations effectu. à TERROT MAUSER 96, bd de Sébastopol, PARIS-3e.

UN GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS DE NOTORIÉTÉ MONDIALE cherche

UN CADRE DE HAUT NIVEAU

pour assurer

LA DIRECTION DE SON BUREAU DE TEHERAN

Représentant permanent du groupe en Iran, sa mission est de suivre sur le plan administratif d'importants projets industriels, d'assurer les relations avec les autorités iraniennes et françaises et les entreprises sous-traitantes, de veiller à une saine gestion financière.
A 35 ans minimum, de formation supérieure : HEC, ESSEC, Sup de Co., il a une bonne connaissance des mécanismes comptables, l'habitude des contacts à niveau élevé, qu'il a acquis à l'étranger, si possible au Moyen-Orient. Une bonne pratique de l'anglais est indispensable, de l'allemand souhaitable.
La rémunération élevée est assortie d'indemnités importantes, d'une villa et d'une voiture de fonction.
Écrire à G. BARDOU ss réf. 3022 LM.

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - GENEVE - ZURICH - BRUXELLES

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE MATÉRIELS EMBARQUÉS SUR SATELLITE
recherche
pour encadrer son service
OPTIQUE - SPATIALE

INGÉNIEUR Expérimenté

— de haut niveau technique,
— ayant de solides connaissances dans les systèmes associés à l'optique (rayonnement visible et infra-rouge).

Adresser curricul. vitae et photo sous nº 46.458 Contesse Publ., 20, av. Opéra, 75001 Paris, qui tr.

offres d'emploi

Filiale
Grand Groupe Electronique Français
recherche
pour son département transmission numérique

• un INGENIEUR d'ÉTUDES
ayant 3 à 5 ans d'expériance dans les domaines suivants :
- conversion signal parlé analogique numérique
- traitement du signal téléphonique Réf.3317/1

• un INGENIEUR
connaissant la gestion technique des réseaux de transmission Réf.3317/2

• un INGENIEUR
connaissant les systèmes de transmission de données et de commutation de messages. Réf.3317/3

Lieu de travail : banlieue Ouest de Paris.

Adresser lettre + C.V. et prétentions (en rappelant la référence du poste) à PARFRANCE P.A. 4, rue Robert Estienne 75008 Paris qui transmettra

---

GCT recherche

INGENIEUR ELECTROMECANICIEN confirmé

pour étude petit appareillage électromécanique
Bonne connaissance de l'anglais exigée.
Possibilités de voyages à l'étranger.
Ecrire avec C.V. sous référence No 06 à : CIE GENERALE DE CONSTRUCTIONS TELEPHONIQUES - Service du Personnel 251 rue de Vaugirard 75740 PARIS CEDEX 15

FILIALE SOCIETE INTERNATIONALE
proche banlieue ouest
recherche

chef comptable

FORMATION D.E.C.S. ou équivalent

Rattaché au Directeur Administratif, ce Cadre supervisera les services de comptabilité générale, clients et analytique.

Ce poste exige une expérience d'au moins trois années en qualité de Chef de service comptable ou Chef Comptable dans une Société moyenne liée à un Groupe international.

De bonnes connaissances fiscales et la pratique de comptabilité sur ordinateur seront appréciées.

Bonnes connaissances d'anglais indispensables.

Adresser lettre manuscrite, C.V. avec photo ret. sous la référence No 46326 à CONTESSE Publ. 20, avenue de l'Opéra PARIS 1er, qui transm.

Agence d'Urbanisme Région Ouest
recherche pour sa cellule programmation et planification un

CHARGÉ D'ÉTUDES

Diplômé enseignement supérieur. Spécialiste des finances communales pour travail en relation avec collectivités locales.

Qualités personnelles : dynamisme, sens du contact

Adresser curr. vitae avec photo et prétentions : C. DUFOSSE - S.C.E.T. - 4, place Raoul-Dautry, 75741 PARIS CEDEX 15.

RESPONSABLE DE MARCHÉ
78/91.000 F

Nous sommes les leaders de la connexion électrique.

Dans le cadre de l'expansion de notre Département « BIENS DE CONSOMMATION », nous recherchons actuellement un excellent négociateur pour prendre en charge la commercialisation d'un secteur de marché électroménager.

En outre, vous analyserez les problèmes techniques et besoins de nos clients. Vous aurez à recommander la création de nouveaux produits et, en ce sens, vous ferez l'interface entre la clientèle et nos services techniques.

Vous faites, bien sûr, la preuve d'une expérience réussie dans un domaine similaire ou connexe. Vous êtes ingénieur ou d'un niveau minimum B.T.S. électromécanique et vous parlez Anglais couramment.

Ce poste est appelé à une évolution future et nous ferons tout pour vous aider à réussir.

Merci d'envoyer votre C.V. sous référence 3144 à
INTERNATIONAL BUSINESS DRIVE
6-8, RUE DE LA ROSIÈRE
75015 PARIS
à qui nous avons confié cette recherche.

La constante expansion de notre Société (1000 personnes, 4 unités de production dont 2 construites récemment), nous amène à rechercher deux

INGENIEURS GRANDES ECOLES

- Leur potentiel devra nous permettre de faire face dans les prochaines années au développement prévu de notre Société.
- Dans l'immédiat nous leur proposons de prendre la responsabilité :
  - soit d'un **BUREAU d'ETUDES** en Région Parisienne
  - soit d'une fonction **ETUDE-DEVELOPPEMENT** à Chambéry.

Une première expérience industrielle et/ou de bonnes connaissances en mécanique et électromécanique sont demandées.

Envoyer curriculum-vitae détaillé, photo et rémunération actuelle, sous nº 5523 à COFAP, 40, rue de Chabrol, 75010 PARIS, qui transmettra.

GROUPE EUROPÉEN
fabricant de semi-conducteurs
recherche pour sa filiale française

1° INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

CE POSTE EXIGE :
— Un sens du contact humain ;
— Une bonne connaissance des produits et applications radio T.V.

IL AURA POUR FONCTIONS :
— La Promotion et la Vente de Composants électroniques ds le marché Grand Public.

2° INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

CE POSTE EXIGE :
— Une très bonne expérience technique dans le domaine radio T.V. ;
— De solides connaissances des semi-conducteurs.

IL AURA POUR FONCTIONS :
— L'assistance technique chez les constructeurs Grand Public ;
— Le suivi, au sein du département Product Marketing, des circuits intégrés linéaires Grand Public.

POUR CES 2 POSTES UNE CONNAISSANCE DE L'ANGLAIS SERAIT APPRECIEE.

LIEU DE TRAVAIL : PARIS.

Env. C.V. manuscr. + photo (ret.) + prét. nº 19.998, PUBLICITE ROGER BLEY, 101, r. Réaumur, 75003 PARIS, qui transm.

CONSTRUCTEUR D'APPAREILS DE LEVAGE ET DE MANUTENTION
Recherche
pour développer son secteur « ENGINEERING »

ingénieur ou technicien supérieur

Ayant une solide expérience dans cette branche afin de seconder efficacement le Responsable.
L'aptitude à travailler au sein d'une équipe dynamique en place est nécessaire.
Le candidat retenu devra prévoir quelques déplacements de courte durée et parler Anglais.
Adresser un C.V. avec obligatoirement prétentions et photo (ret.) à Pierre LICHAU S.A. 10, rue de Louvois 75063 Paris cédex 02 sous réf. Nº 6760. Les candidatures seront traitées confidentiellement.

Pierre Lichau s.a.

PUBLICATION PROFESSIONNELLE
recherche

CADRE

pour réorganisation et automatisation services documentation et rédaction spécialisées.
Expérience universitaire ou éditoriale utile. Pratique gestion administrative, budgétaire et personnelle, relations clients et fournisseurs.

Ecrire nº 30.896, P.A. SVP, 37, rue du Général-Foy, 75008 PARIS.

BANQUE
QUARTIER OPÉRA
recherche pour son
Service du Personnel
CADRE

Ayant une formation supérieure et 3 à 4 ans minimum d'expérience dans la gestion personnel

Adresser curriculum vitae et photo - Nº 46.396, CONTESSE Publ., 20, av. Opéra, Paris-1er, qui tr.

TRANSPORTATION ASSISTANT

TO SUPPORT PROGRAM TRANSPORTATION MANAGER IN CONTROLLING EUROPEAN TRANSPORTATION ACTIVITIES, PROVIDE COORDINATION BETWEEN PRODUCTION FACILITIES AND TRANSPORT AGENCIES.

Emphasis on communication and data control in a defense industrial setting. English required. Location PARIS.

Reply in confidence furnishing salary requirements, nº 6.761, P. LICHAU S.A., 10, rue de Louvois, 75063 PARIS CEDEX 02 who will forward.

Société de Services en pleine expansion

ATTACHÉS CCIAUX

ayant l'expérience de la prospection commerciale domaine assistance technique en informatique.
Salaire : 120 000 par an en fonction des résultats.
Tél. : M. NIELSEN - 387-95-80.

Centre René-Huguenin, 5, rue Gaston-Latouche, 92 Saint-Cloud, recherche

INFIRMIÈRE D.E.

40 h. par semaine, salaire début 2 971 F. Si 2 ans ancienneté 3 172 F + prime 7,50 %. Possibilité logement célibataire. Ecr. ou tél. pour R.-V. 602-38-58, poste 315.

Recherche pour service achat et gestion usines

JEUNE CADRE

(30 ans min.) formation agricole (niveau I.T.P.A.), ayant expér. technico-comm du secteur alimentation animale. Env. C.V. av. photo et lettre manusc. Ecr. nº T 084 339 M, Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

SOCIETE DES TUYAUX BONNA

C.A. 450 millions de francs. Effectif 2.500 personnes. Grands travaux d'hydraulique en France et à l'étranger. Préfabrication canalisations béton armé et béton précontraint, recherche

ingénieurs de fabrication
pour Usines régions Bordeaux et Marseille

ingénieurs travaux
pour Chantiers régions Sud-Est et Nord

ingénieur d'études
pour son Service Etudes et Recherches à Paris

PONTS, MINES, CENTRALE, AM ou ENSI

Ces postes seront confiés à de jeunes ingénieurs, même débutants, désireux d'évoluer par la suite vers des fonctions de responsabilité.

Ecr. avec c.v. et photo à Sté des Tuyaux Bonna - BP 371-08 - 75365 Paris cedex 08.

Équipement industriel à rayons X
PANTAK (E.M.I.) Ltd

Importante société anglaise souhaitant s'implanter en France, recherche

INGÉNIEURS ou TECHNICIENS EXPÉRIMENTÉS

ayant une expérience de la vente ou de l'après-vente dans le domaine considéré.
Les entrevues auront lieu à Paris le 17 mars.

Envoyer C.V., prétentions à : EMITRONICS, 18, rue des Bluets, 75011 Paris, en précisant sur l'enveloppe : PANTAK (E.M.I.) Ltd.

DIRECTEUR ADJOINT EN ASSURANCE

Un Cabinet de Courtage dont le standing est élevé quant à la qualité des affaires traitées, recherche un homme d'envergure ayant les qualités et aptitudes d'un excellent assureur-conseil. Formation universitaire - Pratique ou sens juridique - Solide expérience polyvalente en Assurances - Sens des contacts très développé - Anglais souhaité. Réf. 1885

Adresser lettre & C.V. manus. 5, rue de Provence Paris 9e - Conseil en recrutement.

CENORSA

SOCIETE DE TRANSPORTS
recherche

CADRE RESPONSABLE CENTRE D'EXPLOITATION
40 KM PARIS

35 ans minimum, bonne formation, qualités de gestion, méthode, commandement
Expérience transports serait appréciée.
Adr. C.V. et lettre manuscrite sous nº 2052 à
LTP 31 Bld. BONNE NOUVELLE 75002 PARIS, qui transmettra

IMPORTANTE CAISSE DE RETRAITE recherche

Cadre Administratif

pour organiser le recouvrement créances impayées.

Le candidat devra justifier de bonnes notions de droit commercial et posséder, si possible, une formation comptable et une expérience des opérations relevant d'un contentieux recouvrement.

Adresser lettre de candidature manuscr., référ. et prétentions sous le nº 6.552, AXIAL Publ., 81, fbg Saint-Honoré, 75008 PARIS, qui transm.

Recherchons pour grand projet base de données

— **2 INGÉNIEURS**
— **3 ANALYSTES-PROGRAMMEURS**
— **5 PROGRAMMEURS**
Pratiquant PL 1 et IMS

Env. d'urgence lettre avec C.V. et prét. à nº 46.543, CONTESSE Publ., 20, av. Opéra, Paris (1er), qui tr. DISCRETION ASSUREE.

LA SOCIÉTÉ MERE D'UN GROUPE DE DIMENSION NATIONALE (C.A. : 1 MILLIARD)
connue pour son agressivité commerciale et appliquant les méthodes modernes de gestion
recherche pour son

Sce COMPTABLE (22 personnes)

UN(E) ADJOINT(E) AU CHEF DE SERVICE

Capable de traduire en comptabilité toutes opérations commerciales et financières et d'établir toutes déclarations sociales et fiscales, bilan et comptes de résultats.

La préférence sera donnée à une personne jeune (25 ans minimum) dynamique ayant une expérience mini de 3 ans et possédant le D.E.C.S.

La formation du candidat à nos méthodes sera assurée.

Adresser Dossier de Candidature, photo et prétentions sous nº2881 à SPERAR, 12, rue Jean Jaurès 92807 PUTEAUX, qui transmettra.

COMMERCE DE GRAND LUXE
propose, à Paris, carrière commerciale stable et d'avenir à

HOMME JEUNE
(minimum 25 ans)

Libre de suite et répondant aux qualités suivantes :
- Très bonne présentation
- Excellente éducation
- Formation secondaire
- Pratique de la conversation anglaise
- *Langue supplémentaire appréciée*
- Bon milieu familial
- Moralité irréprochable
- Disponibilité pour déplacements éventuels *(Province et Etranger)*

La formation technique et commerciale sera assurée par l'employeur.

En vue première interview, adresser, avec tous détails tenant compte des qualités requises, lettre manuscrite de candidature et photographie à No 45.040 CONTESSE Publicité, 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01 q. tr.
Discrétion absolue garantie. Il sera répondu à toutes les candidatures.

IR Ingersoll-Rand
recherche

chef de produit
pour sa division

TRAVAUX PUBLICS ET MINES

spécialiste des matériels de perforation en surface et en galerie.
- Il assure les relations avec la Division de la société mère.
- Il réalise les études de matériel de perforation pour les clients.
- Il assiste les vendeurs spécialisés pour défendre les propositions auprès des clients.

La connaissance des techniques de forage et minage et une parfaite maîtrise de l'anglais sont nécessaires.

Adresser C.V. et prétentions sous référence 054 - Service du Personnel - B.P. 113 - 78190 TRAPPES.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ ÉLECTRONIQUE
Banlieue SUD-OUEST, recherche

INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS
Pour Chantiers extérieurs
Anglais exigé

Adresser C.V., prét. et photo, sous le nº 45.823 à : CONTESSE Publ., 20, av. Opéra, Paris-1er, qui tr.

GROUPE INDUSTRIEL
(1 milliard de C.A. - 7.000 personnes)
recherche

JEUNE INGÉNIEUR

(Grande Ecole - 3 à 5 ans d'expérience en production de préférence Industrie de Biens d'équipement)

pour assister son Directeur d'Exploitation dans les divers aspects de sa mission :

— mise en œuvre de la politique industrielle (investissements, organisation, sous-traitance, développement technologique) ;
— coordination des 3 usines (2 000 personnes) et contrôle de leur gestion.

Lieu de travail : PARIS - LA DEFENSE

Adresser lettre manuscrite, C.V. et prétent. sous nº 1 717 à PUBLICITES REUNIES, 112, bd Voltaire, 75011 Paris, qui transmettra

هكذا من الأصل

offres d'emploi

3M

AUDITEUR INTERNE

ayant une bonne FORMATION COMPTABLE (D.E.C.S.) et/ou diplômé d'une ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE, option finances-comptabilité.

Il est nécessaire d'avoir : une EXPERIENCE DE 2-3 ANS dans un Cabinet d'Audit Externe ou dans un poste similaire, pour tenir à bien ce poste.

ANGLAIS LU indispensable.

Envoyer C.V., photo et prétentions. Service O.P. Mme Join-Dieterle 135, bd Sérurier. 75019 Paris. sous réf. 10 J.D.

Cabinet d'affaires recherche collaboratrice licenciée en droit, notions comptabilité, connaissance dactylo. TÉL. 527-12-62.

Experts comptables recherchent 1. REVISEURS CONFIRMES (commissariats, audit., révis.) ; 2. ASSISTANTS tr. qualifiés (D.E.C.S., B.P. ou expér. cabin. pr tenue et surveillance comptabilités). Env. C.V. et prétentions à Fiduciaire Peury B. P. n° 6, 93250 Villemomble.

ARCHITECTE rech. : COLLABORATEUR - TEICE
— 30 ans minimum ;
— Ayant connaissance législation foncière urbanisme opérationnel, procédures administrative et immobilière pour direction de son service développement.
— Diplôme UNIVERSITAIRE ou GRANDE ECOLE souh. Env. C.V., photo à A.L.T. 80, rue Taitbout Paris 9e ou T. TRI 14-99

SOCIETE D'ETUDES ECONOMIQUES recherche pour mission longue durée auprès gouvernement Afrique noire francophone

3 EXPERTS EN FINANCE PUBLIQUE

— 1 spécialiste de la budgétisation des dépenses de fonctionnement
— 1 spécialiste de la budgétisation des dépenses d'investissement
— 1 spécialiste des problèmes de gestion du patrimoine de l'Etat (matériels, immeubles) et des participations publiq.

1 EXPERT EN MATIÈRE DE PRÉVISION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

A COURT - MOYEN TERME (élaboration de budgets économiques et de prévisions de recette budgétaire)

Ecrire C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions sous référence CEMOR (à mentionner sur l'enveloppe) à EMPLOIS ET CARRIERES 30, rue Vernet, 75008 Paris

ORGANISME FINANCIER

recherche

POUR PARIS 8e Arrdt

UN JEUNE COLLABORATEUR

(ESSEC - ESCP SCIENCE PO - DROIT)

POUR UN POSTE ADMINISTRATIF ET COMMERCIAL (un intérêt marqué pour la démarche auprès d'entreprises, tant à Paris qu'en province, est indispensable)

Bonne perspective d'avenir.

Adresser C.V. + photo + prét., à ARCHAT, 24, bd Haussmann, 75009 Paris (référ. L. 55), qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIETE ETUDES ET REALISATIONS recherche

INGÉNIEUR COMMERCIAL

TRES DYNAMIQUE minimum 35 ans

Formation cciale supérieure

Expérience de l'engineering et de projets industriels menés en France et à l'étranger.

Parfaite connaissance des milieux entreprises et architectes.

Capable d'assurer les missions de prospection, préparation d'offres, rédaction de contrat et suivi commercial des affaires.

Anglais courant

Lieu de travail : Banlieue SUD PARIS

Adr. C.V. détaillé et prétent. à n° 46.176, Contesse Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1er, qui tr.

SOCIÉTÉ

recherche pour son Siège à NANTERRE

EMPLOYÉ (E) COMPTABLE

Titulaire du Bac technique de comptabilité, de préférence exigé

Env. lettre manuscr. avec C.V. dét., photo retournée et prét., à n° 46.633, Contesse Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1er, qui tr.

SICOMI rech.

GADRE CCIAL

SPECIALISE VENTE ou LOCATIONS LCX INDUSTR. ou CCIAUX REGION PARIS. REMUNERATION IMPORTANTE+INTERESSEM.

Ecr. n° T. 84-495 M. Régie-Presse 85 bis, rue Réaumur, Paris 2e.

Laboratoire de recherche dem. Personne ayant exp. physiologie pour travail temps partiel. Tél. LEC 41-79 poste 430.

Import. Sté recherche pour son bureau d'études à Paris (16e),

TECHNICIEN

CONFIRME, spécialisé dans la manutention vrac pour service projets et commercial. Sér. réf. exig. Envoyer C.V. à n° 19.806, Publicité ROGER BLEY, 101, r. Réaumur, 75002, Paris, qui transmettra.

ANALYSTES PROGRAMMEURS PROGRAMMEURS

Formation souhaitée : I.U.T. ou équivalent
Expérience 2 à 5 ans C.I.I., MITRA dans l'un ou tous les domaines suivants :
— Logiciel de base,
— Moniteurs multitâches et temps réel,
LANGAGE EVOLUE ALGOL et F.L. 1.

Ecrire avec C.V. : A.T.S., 38, rue Maubeuge, 75009 PARIS

CABINET DE CONSULTANTS INTERNATIONAUX de grand standing recherche

ASSISTANTE FINANCIÈRE

La candidate retenue aura une expérience des problèmes de trésorerie et de comptabilité générale et devra être capable de la traiter sur le plan européen. Pour cette raison l'anglais courant est essentiel. Ecrire avec C.V. à T.A.S., 77, rue La Boétie, 75008 PARIS.

Société d'Assurances PARIS recherche

ANALYSTE PROGRAMMEUR

En vue démarrage base de donnés et télétraitement.
Expérience 2 ans minimum. Connaiss. système DOS VS IBM souhaitable. - Ecrire, n° 8.358, « Le Monde » Publ., 5, rue des Italiens, 75427 Paris-9e, qui tr.

IMPORTANT CENTRE TECHNIQUE Grande banlieue Nord de Paris, recherche pour son Département « Dynamique des Machines »

UN INGÉNIEUR-MÉCANICIEN

3 ans d'expérience industrielle acquise de préférence dans Bureau d'études ou Service d'essais pour études théoriques et expérimentales des problèmes de vibrations de machines.

Ecr. avec C.V., photo et prét., à n° 46.429, CONTESSE Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris-1er, q.t.

Import. Sté recherche pour son bureau d'études à Paris (16e),

PROJETEURS II

Bonnes connaiss. code calcul et construct. S.N.C.T. et A.S.M.E. pr études et réalisations chaudronnerie spéciale. Expér. ds la branche indisp.. Env. C.V. à n° 19.799 - Publ. ROGER BLEY, 101, r. Réaumur - 75002 - Paris, qui transmettra.

SOCIETE D'ELECTRONIQUE recherche

INGÉNIEURS-TECHNICO-COMMERCIAUX

27 ans minimum, 2 ans expérience vente. Connaissance composants - électroniq. connecteurs multicontact.
RADIALL, 101, rue Ph.-Hoffmann, 93116 ROSNY-SOUS-BOIS. Téléph. 858-10-40.

Importante Société nationale connaissant forte expansion dans secteur privilégié recherche pour Paris

DIRECTEUR RÉGIONAL ADJOINT

Exp. : vente directe, coupons réponses, recrutement, formation, animation et organisation. Rémunération élevée (fixe + intéressement).
Libre rapidement.
Adr. C.V. détaillé + photo et réf. indispens. à Staal Direction commerciale 135-137, av. Ch.-de-Gaulle 92200 NEUILLY.

Importante Société recherche JEUNE E.S.C. pr Sces comptables et financiers. Ecr. av. C.V. et prétentions à n° 2 899 SPERAR, 12, rue Jean-Jaurès 92807 Puteaux, qui tr.

Pour BLANC-MESNIL Rech. techniciens T.V. couleur noir et blanc. Tél. : 929-39-35.

INGÉNIEURS CALCUL

Génie civil B.A.
Ecrire ou téléph. pr r.-vs à : SOPRAS 180, bd Voltaire (11e) Tél. : 355-36-69

Import. Sté recherche pour son bureau d'études, Paris (16e) :

PROJETEURS I et II

Connaiss. exigée chaudronnerie, charpente, manutent., mécaniq. Sér. référ. demand. Env. C.V. n° 19.813 - Publ. ROGER BLEY, 101, rue Réaumur, 75002- Paris, qui transmettra.

secrétaires

Secrétaires

SOCIETE DE PRESSE Quartier : OPERA - PALAIS-ROYAL recherche pour sa Direction administrative

SECRÉTAIRE

Exc. sténo-dactylo, poste stable. Adresser candidature à S.G.P., 13, av. Opéra - 75001 - Paris.

Société importation produit de l'ETOILE, recherche pour son siège social

2 SECRÉT. STÉNODACT.

Jnes, dynam., sér. référ. exig., not. angl. ou allem. si poss. Lib. de sie. Tél. pr r.-d.-v. 723-61-30. SCIVAS 19-21, r. Auguste-Vacquerie, 16e.

SOCIETE INTERNATIONALE en pleine expansion (10 pers.), quart. Montparnasse, recherche

SECRÉTAIRE-STÉNODACTYLO

Bilingue Français-Anglais pour secrétariat de l'entreprise. Organisée - Sens des responsabilités - Travail varié - Très bonne ambiance - Excellentes possibilités de promotion. Salaire de départ : 3.000 F X 13 mois. Env. C.V. et photo à n° 46.490, CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, Paris-1er, qui trans.

SECRÉTAIRES BILINGUES

STENOS française-anglaise. HAUT SALAIRE
SI SER. REFER. - 285-12-12.

METAIRIE S.A. recherche BONNE SECRETAIRE sténo-dactylo
Minutieuse - Sens de l'organis. Libre immédiatement. Env. C.V. et prétentions à METAIRIE S.A., 35, av. de l'Opéra, 75002 - Paris.

Secrétaires de direction

ARCHITECTE recherche : SECRETAIRE DE DIRECTION
— 30 ans min.,
— Excellente présentation ;
— Référ. ARCHITECTE, promoteur ou ENTREPRISE de construction ;
— Diplôme UNIVERSITAIRE ou GRANDE ECOLE souhaité.
Envoyez C.V., photo à A.L.T., 83, rue Taitbout - Paris (9e) ou téléphonez à TRI. 14-99.

Sténodactylos

Kelly Girl

Ch. pour emplois temporaires STENOS et DACTYLOS bilingues et SECRETAIRES
83, bd de la Gare, 13e. 539-87-20.
5, rue du Helder, 9e. 770-95-49.
Tour Montparn., 5e ét. 538-53-03.

Sté en pleine expansion recherche

SECRÉTAIRE DIRECT. COLLABORATRICE

— min. 5 ans exp. ;
— Bilingue franç.-anglais ;
— Très organisée, sans resp., dynam. et efficace.
— DACTYLO indisp.
Env. C.V., photo et prétent. Anne Baumgartner CAMERA ONE, 106, av. de Villiers 75017 Paris.

représentation offres

MAISON D'EDITION DISQUES CLASSIQUES recherche

REPRESENTANTS EXCLUSIFS

PARIS / PROVINCE
de préférence connaissant déjà clientèle disquaires

Ecrire avec CV détaillé et prétentions à :
PIERRE MEGROT
7, villa Dancourt 75018 PARIS
qui transmettra
discrétion assurée

V.R.P. Paris et province Actualités modes Jean P. DIFFUSION, 47, r. Aboukir Paris 2e, 1er étage.

Editeur rech. pr son secteur vente aux libraires représentants (tel Paris ou province. Voiture conseillée. Fixe + commission. Tél. : 033-40-96 Paris.

Sté Filiale située Nord-Ouest de Paris recherche

V.R.P.

domicilié dans le sud-ouest des Hauts-de-Seine ou dans l'Essonne pour son département spécialisé dans la commercialisation de machines, produits et accessoires pour l'entretien des sols, destinés à une clientèle d'entreprises de nettoyage, collectivités publiques, hôpitaux et industries. Adresser C.V., prétentions et ph. ss réf. 1175 à INTER P.A. 19, rue St-Marc - 75002 PARIS qui transmettra.

formation profession

PROGRAMMEUR D'EXPLOITATION SUR IBM 3
Niveau BAC ou 1re, 4 à 7 mois, 380 h. de cours : Exploitation Gestion, Analyse, GAP 2.

FAX

Ecole privée, 6, rue d'Amsterdam - 874-95-09. 94, rue Saint-Lazare - 874-54-08.

capitaux ou proposit. com.

Vend cse maladie S.A.R.L. vente produits en pharmacie. Client. existante. Px 150.000. 935-55-66.

Empr. 100.000 24 mois, remb. mensuel, Int. 18 % + capital. Ecr. Naves 116.839, 65-TARBES.

transports

Déménager par M.G. en toute sécurité — Paris : 255-61-41. Pontoise : 464-13-44.

cours et leçons

Angl., allem., ital., etc. part., entrepr. tous nivx. Tél. 633-37-85.

Versailles. Angl. Indivit. intensif magnéto. Prix intéressant. 15 mars - 15 juin. — 954-79-42.

Math. Rattrap. par prof. exp. Ts niv. Px 20 F/h. 539-81-63.

Anglais par professeur d'origine, succès garanti. 231-37-81, matin.

MATH. Rattrap. par prof. exp. Px modéré. T. 278-77-71

Améliorez votre anglais et votre accent. Jne fme américaine, diplômée, vous enseignera à votre bureau ou à votre domicile. - Téléph. matin 033-36-32.

occasions

BEAUX LIVRES Achat comptant à domicile Cours le plus haut MER. 26-73

PIANOS LABROSSE 10, rue Vivienne - Tél. 288-06-29 Location, vente 150/180 F mois.

autos-vente

Part. vd FORD CAPRI 2600 G.T. Mai 72. Gris métal. Toit vinyl. Mot. ref. av. garanti. Carrosserie et intérieur impecc. Embrayage et pneus 5 000 km. Prix : 10 000 F Tél. : 954-79-87. Le soir.

Vdr 2 CV 6 avril 73, 36 000 km. Tél. : bureau 538-52-53, poste 29-35 ; domicile : 206-18-62.

Particulier vends FIAT 127 de mai 1975 Tél. à partir de 19 heures au 580-94-08.

R-12 TR, bte automat. électron. 1974, 35.000 km. Cme nve. Beige métall. Px : 13.000 F - 857-08-78.

sports loisirs

A PAQUES ET L'ETE à Londres, Oxford, Côte Sud, pour jeunes (12-18 ans) et adultes CLUB ANGLAIS Paris. 033-01-73.

demandes d'emploi demandes d'emploi

J.F. 24 a., sc. Po, DEUG sociologie, format. écon.-administrat. Angl., exp., rech. p. stable serv. Ecr. n° 1.663, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

GARDE-MALADES, sér. référ., proposée par société, jour, nuit ou à demeure. Téléph. 280-01-21.

JEUNE INGENIEUR spécialisé en Génie chimique, E.N.S.I.C. NANCY, cherche poste dans process engineering ou production dans industrie chimique. Ecrire n° 52.133, P.A. S.V.P., 37, rue du Général-Foy, 75008 PARIS.

DIRECTION COMMERCIALE

VOUS CHERCHEZ

Un homme d'expérience mais aussi enthousiaste
Un vendeur qui sache administrer
Un acheteur qui sache gérer
Un homme d'études mais aussi de terrain

UN RESPONSABLE

Téléphonez : 577-39-18 ou écrire n° 1.652 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens 75427 Paris 9e.

Suite décentralisation

Société filiale d'un groupe important recommande tout particulièrement :

SON **DIRECTEUR ADMINISTRATIF et FINANCIER** qui ne peut le suivre.

Tél. : 243-37-14

J. F. 26 ans, SCIENCES PO, sect. économique et financier + licence ès lettres, 3 ans expér. professionn., ch. poste dans les domaines : études de marché, études économiques, études de gestion. Ecrire n° T 84.492 M, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS, qui tr.

Jeune femme licenciée de lettres, 6 ans expérience relations publiques et direction de centre paramédical. Etudierait toutes propositions. Ecr. n° T 84.485 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS (2e), qui tr.

Clerc de notaire rech. pl. dans cabinet immob. en vue rédaction actes Paris, banlieue. Libre. Ecr. ss n° 35.442 M, Régie-Pr., 85 bis, r. Réaumur, Paris-2e, q.t.

J.H. 27 a., exc. présent., lic. en droit, D.E.S. droit privé, spécialisé en droit immobil. Etudie toutes proposit. quel que soit le secteur d'activité. Tél. 704-46-47.

Cadre juridiq., financier, fiscal, DIPLOMES D'EXPERT COMPTABLE, SC. JURIDIQ., D'ANGLAIS
Gde expérience tous contrôles, organisation dont budgétaire, gestion prévisionnelle, paies, législat. sociale, droit travail, droit des sociétés et fiscal. Toutes assur., banques, com. ext. Ecr. n° 8.383, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

J.H. 25 ans, licence droit privé, dégagé O.M., libre immédiatem., étudier. toutes propositions. — Téléph. VOL. 27-21, ou écrire REGIE-PRESSE, n° T 84.507 M, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2e.

Jne fme portugaise parl. franç., garderait enfts la journée. Réf. S'adresser Mme RODRIGUEZ, 29, rue Veron, 75018 PARIS.

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET DU PERSONNEL

44 ans - Lic. en Droit - I.C.G. - Anglais excellent
Nombreux séjours aux U.S.A.
Expérience approfondie de la moyenne entreprise :
— Gestion financière, relations bancaires ;
— Affaires sociales : recrutement, formation, négociations avec partenaires sociaux, syndicats professionnels, organismes de prévoyance ;
— Administration générale : investissements, immeubles, services généraux, assurances, prop. industrielle ;
— Administration des ventes et publicité.

Actuellement en poste, recherche situation similaire pouvant déboucher sur D.G.A. moyenne entreprise région parisienne. Libre sous 3 mois. Excellentes références professionnelles et morales.
Ecrire à n° 5.559.

COFAP 40, rue de Chabrol 75010 Paris q.tr.

CADRE II (26 ans)

FORMATION SUPERIEURE TECHNIQUE PETROLE - ECONOMIE

Références 3 ans Chef Service Administratif, actuellement rattaché Direction Services Techniques. Société 1.000 personnes, pratique établissement, suivi du budget, étudie toutes propositions poste à responsabilités (gestion, organisation) dans société dynamique, région parisienne de préférence. Possibilité déplacements courts ou moyenne durée France ou étranger.

Ecrire : HAVAS CONTACT - 156 bd Haussmann. 75008 PARIS - Réf. n° 67.810, qui transmettra.

DIRECTEUR GÉNÉRAL

38 ANS. Société de Productions et d'Importations. Chiffres d'affaire : 40.000.000
cherche situation
— de niveau équivalent ou supérieur ;
— dans le secteur pharmaceutique ;
— ou para-pharmaceutique.

Ecrire : N° T 084.363 M - REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS (2e), qui transmettra.

CADRE 42 ans

15 ans expérience direction commerciale prêt-à-porter chaussures maroquinerie France et étranger.
Trilingue : français, anglais, italien.
Etudes comptable marketing gestion.
Etudie toutes propositions direction commerciale même référence France ou étranger.

Ecrire n° 1.653 « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 Paris (9e).

CHEFS D'ENTREPRISE

L'Agence Nationale Pour l'Emploi vous propose une sélection de collaborateurs :
- INGENIEURS toutes spécialisations
- CADRES administratifs, commerciaux
- JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

POLYTECHNICIEN. — Sup. Télécom. C.P.A., 40 ans, ayant assumé direction filiale société internationale, spécialiste commercialisation biens industriels, trilingue anglais, allemand, français.
Propose son expérience niveau Direction Générale (P.S.A.).

INGENIEUR THERMICIEN. — 50 ans, spécialiste climatisation, ayant assumé responsabilité totale conditionnement d'air importante entreprise et ingénierie.
RECHERCHE : poste comportant responsabilités techniques et de gestion (sec. A).

CADRE SUPERIEUR FINANCIER « Spécialiste en micro-économie ». — Anglais courant, grande expérience (contrôle de gestion, analyse financière « méthode européenne »). Bonnes connaissances du financement international, habitué aux contacts de niveau élevé.
RECHERCHE : poste de conseil financier « dans équipe pluridisciplinaire », PARIS, déplacement accepté (B.C.O.).

CADRE SUP. ADMINISTRATIF ET FINANCIER. — 43 ans, P., expérience financement et gestion à l'exportation, contrôle de gestion, comptabilité. Formation E.S.C., gestion (I.C.G.), parfaitement bilingue allemand, anglais.
Etudie toutes propositions (sec. E).

s'adresser à: ANPE
AGENCE SPÉCIALISÉE DES INGÉNIEURS ET CADRES 12, rue Blanche, 75436 PARIS CEDEX 09 tél. : 280.61.46 poste 71.

CADRE COMMERCIAL

Pour Afrique et France, 29 ans, RTS Electron, Maîtrise Gestion + Sc. Po, Niv Lic., Info 3e cycle Gestion mark. 7 a. exp. Techn. et Gestion. Cherc. Import. Sté pour orient. comm. fil. Angl. Ecr. n° 1.634, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

DIRECTEUR GÉNÉRAL

recherche par cooptation Conseil Administration Société type : RHONE-POULENC HACHETTE BOUSSAC - PROUVOST
Ecr. n° 1.660, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Vous désirez aborder les MARCHES de

SUD-EST-ASIATIQUE

Ingénieur E.C.P.-INSEAD familier de ces pays, y ayant fait ses preuves, nombreuses introductions, étudierait ttes propositions.
Ec. Régie-Presse, n° 35.575 M. 85 bis, r. Réaumur, 75002, q. tr.

Secrétaire exécution connaissant budgets et règles, comptab. facturation, sept ans référence agence publicité, cherche place stable. Ecr. CLOIREC, 26, rue de Villiers, 92300 LEVALLOIS.

CHEF DE PERSONNEL

51 ans, formation supérieure, possède longue pratique des problèmes de gestion du personnel dans entreprise + de 2.000 personnes, recrutement, formation, information, relations avec les partenaires sociaux et organisme extérieures, définition et application politique du personnel, recherche Paris ou Province DIRECTION de PERSONNEL dans entreprise industrielle tertiaire ou organisme professionnel ou patronal.
Ecr. n° 45.873, Contesse Pub., 20, av. Opéra, Paris-1er, q. tr.

CADRE BELGE ARCHITECTE, CONDUC. CIVIL
— 10 années expér. Afrique ;
— Fonctionnaire dirigeant directeur de chantier ;
— Rompu aux problèmes d'organisation et de gestion ;
recherche situation correspondante en Afrique francophone, GABON, COTE-D'IVOIRE, SENEGAL.
Ecr. n° 8.377, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

N. 28 a., dynamiq., R.T.S. commercial, exp. bancaire, cciale, conn. angl., cyle A.G.E. INFAC, ch. poste resp. SECT. SOCIAL. Ecr. n° 8.371, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIEES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.

l'agenda du Monde

Offres de particuliers

Duplicateur GESTETNER 330 Très bon état. Prix : 3 000 F. Tél. : 533-82-54.

Neuf - Couverture grand lit Fourrure ALPAGA orig. Pérou 533-13-85

1 bahut, 1 table av. 4 chaises + 2 fauteuils, 1 meuble bas, 1 cuis. mixte, 1 réfrigérateur, 1 divan velours. L'ensemble : 1 200 F. Vaisselle en prime : 749-20-45 H. B.

Agencement

Rangement. La solution la plus élégante et économique avec PRISM'ALL créateur du système T, structure d'aluminium design à rayonnages, toutes adaptations mobilier de living, chaîne stéréo, bibliothèque magasin, etc. Remise 10 % et 6 mois de crédit grat. Paris 14e, 101, av. du Général-Leclerc. Tél. : 540-86-46.

Animaux

2 chatons « Bleu-Russe » 800 F. Chaque mâle + f. 3 mois 1/2. Gris argent. Vacc. Pédigrée. Primes expo. Paris. Mère champ. internat. beauté. Père 2 C.A.C. Mme Noe. T. (37) 78-92-19 pers.

Artisan

NETTOYAGE SUR PLACE Moquette - Fauteuil. Tél. : 202-40-40.

A LA BONNE PEINTURE Devis. Exécution rapide. Prix imbattables. 878-95-13.

Tous corps d'état. Moquette, peinture, plomberie, menuiserie. 874-32-25.

Arts

RECHERCHE pour installation : commode, buffet, bureau, siège, tableau marine, paysage fleurs XVIIe à 1900. Letourneur, 28, bd Raspail 75007 Paris. 548-07-58.

Beauté

ÆGINA (7e ARRT)

Mise en forme, relaxation, bains d'algues, massages, douche au jet. Tél : 551-65-70.

Bijoux

Jean DELOR

Brillant 1 carat 50. Moitié prix. Tél. : 627-01-27.

Bijoux anciens et bagues romantiques se choisissent chez Gillet, 19, r. d'Arcole, Paris-4e. 033-00-83.

Cours

Angl. Alle. Ital., etc. part. entr. tous niveaux. Tél. 633-37-85.

Décoration

LOCATAIRES - PPTAIRES Transformation, rénovation et ameublement de votre appt. Payable sur 7 à 15 ans. Devis gratuit. - 357-43-41.

Toile de lin - molleton + galon 35 F le m2 pose comprise - rideaux, moquette et tous travaux peinture - devis gratuit. Décoration - Conseil E.D.P. Tél. 580-84-91.

Gourmet

Particuliers, pr tes réceptions, déjeuners, dîners, dîners-buffets de 4 à 30 pers. une jne femme d'excell. éducat., présent. et mentalité, se chargera de vous servir une très bonne cuis. bourg. Conditions à débattre. Tél. 722-70-66 de 9 h. à 12 h.

Hi-Fi

SPECIAL SALON HI-FI EMILHENCO HI-FI 143, bd Lefebvre - Paris-15e 10 % moins cher.

Homes d'enfants

62155 MERLIMONT-PLAGE. Les Marmousets. Tél. 09-72-58, 10 km Touquet. Pâques, grdes vacances. Parents, confiez vos enfants 3 à 12 ans. Ouvert tte l'année, scolarité. Amb. familiale. Voyage accompagné.

Institut de beauté

SI VOUS DESIREZ perdre de 1 à 15 kg sans contrôle médical. Téléphonez à l'INSTITUT 92 - 825-93-67.

Mode

PRIX DE GROS : fabricant vend sacs de luxe : reptile, peaux diverses : NELLER 257, r. St-Honoré-1er. 260-91-08.

Moquette

Discount de 30 à 70 % sur ttes moquettes, grande largeur, spécialiste belle qualité. Tél. 757-25-18.

Pêche

Rég. CAPY-PERONNE Part. rech. Actions à l'année pour rivières et étangs. (très poissonneux). Ecrire n° 6166 « le Monde » Pub. 5, rue des Italiens, 75427 Paris-9e ou tél. 820-67-77.

Photos

MECAPHOT, 5, rue de Lancry, PARIS-10e - 208-56-29 Réparations photos, ciné.

Psychologie

Psychologue conseil domicile traitement des difficultés psycho-affectives. T. 366-19-33.

Sécurité

Il se produit 1 cambriolage toutes les 2 minutes 35 : il faut vous protéger. Serrures 5 points éclat Alarme : depuis 1900 F YC pose. Dpt sécurité 140, av. V.-Hugo 92140 - CLAMART. Tél. 237-69-43 — 24 h sur 24.

Spécialités régionales (vins)

VOUS RECHERCHEZ UN VIN DE PAYS ! de la propriété ! En vrac ou en bouteille ?

DEPOT PARIS, 2, rue Leblanc 75015. Téléph. : 828-49-77
CONCOURS AGRICOLE Porte VERSAILLES 7-14 mars Bâtiment 3. Allée F. Stand 651.
DEGUSTATION GRATUITE
CAVE COOPERATIVE LABASTIDE -TARN

Vacances Tourisme Loisirs

PAQUES. Enfants 4 à 12 ans Ski, patins, natation en Suisse. GAI-MATIN : Tél. 242-46-68.

VACANCES PASCALES et VACANCES D'ETE

dans la paix d'un beau paysage des Pyrénées A LOUER Appartements dans chalets Ecrire « ANGLES PLEIN SUD » 66230 - Les Angles. Tél. 04-42-36.

A DOS DE MULET dans le haut **ATLAS MAROCAIN** -Pâques - Mai - Juin - Sept.
CLUB NORD - SUD 27, rue Gay-Lussac, 75005-Paris Tél. : 033-97-88.

ANGLETERRE. Professeur organise séjours équestres ou en famille. Tél. 350-35-25.

RISOUL 1850 (Htes-Alpes) Séjour de neige au hôtel 720 F par semaine. Pension complète. (Pens. forfait skieur). PARIS 583-30-70 RISOUL 45-02-47/45-04-21.

Séjours 25 jours Angleterre Kent Hertfordshire Buckinghamshire Warwickshire comprenant cours 3 heures par jour, sports, exc., pension complète, pension fam. angl. 2 juillet, 27 juillet, 29 juillet, 23 août. Px : à part. 1514 F, voyage compris. Dép. Paris-Nord accompagné M.S.C.S. 949, Bristol Road Birmingham B29 6ND. Téléphone : 021-472-1497.

CAMARGUE. Locat. mai à sept. Mais. bord du Rhône, pr. Arles. tt confort. 10 lits. Parc. Calme. Alain Albaric. 30-Aigues-Mortes.

Le mercredi et le vendredi nos lecteurs trouveront la rubrique l'agenda du Monde

Les annonces peuvent être adressées soit par courrier au journal, soit par téléphone au 233-44-21, postes 364 et 392.

L'immobilier

appartements vente

La belle Résidence auprès du bois de Vincennes

PANORAMIS

22, av. des Canadiens à Saint-Maurice (94).
• STATION R.E.R. JOINVILLE-LE-PONT A 300 M.

4.600 F/m2 (du studio au 6 pièces en duplex). Exemples :
4 pièces + cave et 2 parkings en s/s à partir de 377.600 F
5 pièces + cave et 2 parkings en s/s à partir de 435.200 F
• Appartements-modèles sur place tous les jours de 14 h à 19 h.
2 Livraison rapide Tél. 368.73.13

Paris - Rive droite

FNIEDLAND. 400 m2 tt conft. 12 P. Imm. exceptionnel. Parfait médecin, laboratoire, avocat, architecte, divis. Calme. Soleil. 553-34-24, matin. 231-04-18 après-midi - S.D.F.

QUARTIER BOURSE
Dans petit immeuble en cours de ravalement
STUDIOS Cuisine, s. bns, w.-c. A partir de 100.000 F
2 PCES Cuis., s. de bs, w.-c. A partir de 210.000 F
Refaits neuf avec matériaux de qualité - Rentabilité 10 % assurée par mes soins.
Tél. : pptaire 236-57-40 ou écr. BOURSE IMMOBILIERE 48, rue Vivienne, PARIS (2e).

16e Av. Foch - V.-HUGO Plusieurs très beaux appts 400 et 500 m2 Catégorie exceptionnelle 742-06-69 et 05-87

MARAIS Imm. XVIIe, rénové Caract. Liv. 45 m2. S. à mang. 2 ch. 2 bns. Cuis. équipée. Luxe. 125 m2+terrasse 66 m2. Px 680.000 F. 742-36-24.

17e Près Avenue des TERNES Situation exceptionnelle sur grand jardin. Ravissant APPARTEMENT 140 m2. Tél. 924-96-17 (poste 26)

REPUBLIQUE SOL. 39-16
Appt 100 m2 à rénover, 5e étage, balc., asc., tél. Imm. p. de taille Poss. commercial. 325.000 F.

TRES RARE A PARIS
AV. SAINT-MARDE
APPT NEUF. Luxueux 8e et dernier étage
3 PIECES 77 M2 + Terrasses 80 m2
Tout installé et décoré. Vue imprenable. Soleil maxim. 700.000 F - Crédit possible. TEL. 345-84-41 (heures bureau)

VOLTAIRE
IDEAL PLACEMENT
Ravalement et toiture payés par le vendeur
STUDIO tout confort 63.000 F
Location assurée : 7.200 F l'an
LE PROPRIETAIRE, s/place : mercredi, jeudi, 14-19 h ;

[illegible]

Paris - Rive gauche

CONTRESCARPE · PANTHEON · AVENUE RAPP · M° MONGE · RESIDENTIEL · PRES PL. PEREIRE · 64, RUE RENNEQUIN · EXCEPTIONNEL AV. FOCH (8e étage) · PARC MONTSOURIS · GD LIVING + 3 CHBRES · 142 M² · ALESIA TIFFEN · QUAI SEINE

[illegible]

Région parisienne

[illegible]

locations non meublées Offre

Paris

LOCATIONS SANS AGENCE par « FLURI-CONTACTS » OFFICE des LOCATAIRES 18, r. La Michodière. M° Opéra. 8, r. Ph.-Dangeau, Versailles. Frais abonn. 300 F. - 742-78-93.

QUARTIER LATIN
Imm. rénové, asc., moquette. STUDIO, bns, 900 F., ch. comp. ANJOU GESTION - 265-41-03.

Petit imm. neuf standing. — 8 Studios 43 m2, 1.150 F — 2 Studios, 45 m2 + Terrasse 11 m2, 1 225 F., cave, parking, ss-sol, ch. compris. Sur place, 78, rue de la Villette, PARIS-19e.

XVIe POMPE, gd standing. Studio, tél., 730 F + charges. XVIe PTE ST-CLOUD, neuf, Studio, c., bns, cave, 660 + ch. NEUILLY Sainte-Foy, standing, studio, c., bns, balc., 850 + ch. ANJOU GESTION - 265-41-03.

PARIS XIIIe
SANS INTERMEDIAIRE
Immeuble neuf tout confort face métro Porte d'Ivry
Studio 34 m2, 620 F à 680 F, charges 169 F, parking 118 F.
2 Pces 44 m2, 750 F à 800 F, charges 229 F, parking 118 F.
3 Pces 65 m2, 1.045 F à 1.106 F, charges 338 F, parking 118 F.
S'adresser au Régisseur 82-84, boul. Masséna. 583-62-85.

XVe s/jardin plein Sud, 5 P. 120 m2 (neuf) et balcon 30 m2, tél., park., 3.000 F - 555-01-25.

D.R.T.F. 8 P., tt cft, tél., imm. réc. 1.700 F. - 770-55-84.

PARIS (12e) SANS COMMISSION

[illegible]

Rue MOLIÈRE
Propriétaire loue directement Appartements jamais habités luxueux, téléph., parking, cave, cuisine équipée, bains Moquette. Placards
70 - 80 - 150 m2 + terrasse de 2.000 F à 4.400 F
Tél. : 720-83-04

M° DUPLEIX Dans imm. nf, gd stdg. Stud. tt cft. Park. 850 F + ch. - 566-59-46.

Région parisienne

SEVRES, p. à p., beau 8 pces de PARC, 5e ét., calme, park., tél. 1.200 F + ch. Tél. à partir de 10 hres. - 027-42-73.

DEFENSE Studio 630 F. 2 Pces 1.200 F. - 834-56-72.

SAINT-CLOUD
LES COTEAUX
5 PIECES 135 m2 + terrasse 100 m2 s/2 niveaux
VUE EXCEPTIONNELLE
Séjour dble + 3 chbres, 8 bns, cuis. équipée, tél., parking. 4.200 F charges comprises

JOHN ARTHUR ET TIFFEN
SERVICE LOCATIONS
PLUS DE 50 APPARTEMENTS
disponibles en permanence Paris et proche banlieue
VISITE SUR RENDEZ-VOUS
174, bd Haussmann (8e)
924-93-33

LA DEFENSE R.E.R.
CHOISISSEZ VOTRE ETAGE

[illegible]

NEUILLY ST-JAMES. Luxueux 85 m2, super cft + 45 m2 jard. Privat. Park. 885.000. ELY. 27-48

CHATOU APPT neuf 7 Pièces, tout confort, 115 m2. Prix ferme et définitif. 277.000 F H. LE CLAIR - ALM. 13-72

locations meublées Offre

Paris

Porte Orléans, 2 P., Soleil, tt confort. Tél. 850 F. 588-56-75.

locations non meublées Demande

Paris

UNIVERSITAIRE cherc. studio insonorisé, climatisé. - 588-99-46.

Région parisienne

INGEN. ch. ss agce 3 ou 4 p. Versailles ou envir. - 953-08-79.

Etude cherche pour CADRE villas, pavillons ttes ban. Loyer garanti 4.000 F max. - 283-57-82.

Rech. DIRECT. PAVILLON banlieue indiffér. - 702-85-05.

viagers

9e CHAPTAL - Bel immeuble 4e ét. 3/4 PCES. 95 m2. OCCUPE 1 T. 80 a. 160.000 F + 1.040 F mensuel 266-32-35 FONCIAL

DENFERT PARC PRIVE 4 P., 98 M2 TT CFT OCCUPE 83-90 ans - 120 000 + rente. ODE 42-78.

PRES PLACE DES VOSGES 130 m2 - CARACTERE. 3/4 pces + services. Charme, soleil. Occ. 1 tête/73 ans, 100.000 F + rente 4.000 F par mois. Téléphone : 266-32-35 FONCIAL

XVIe - Appt r. de Jdin, 3 pces + 2 serv., 95 m2, Calme, ensol. Occupé, 73 ans, 85.000+2.000 rte. LODEL - 355-61-58.

LIERE, GEORGE-V. 8 p.+cR 125.000 + 1.800, 1 tête 69 ans F. CRUZ 8, rue La Boétie 266-19-00

Conseil Expertise Indexation gratuits. Etude LODEL, 35, bd Voltaire, Paris (11e) - 700-00-09. RICE, 37, av. Foch - 80-69-85.

Près Champs-Elysées. 3 p., tt cft. 150.000+1.370, 1 tête 76 a. F. CRUZ 8, rue La Boétie 266-19-00

Eure-et-Loir - 120 km de Paris autoroute - Fermette rénovée tt conft - Occupé 1 Tête 72 ans. Comptant 18.000 F, rente 900 F. LE VIAGER 130, r. de Rivoli 221-05-75

5e VAL-de-GRACE. 3 p. tt cft. 175.000 + 1.500 F. Occupé 71 ans F. CRUZ 8, rue La Boétie 266-19-00

constructions neuves

UNE CLÉ POUR VOUS LOGER OU POUR INVESTIR
525 25-25
Centre Etoile
Centre Nation : 346-11-74 - Centre Maine : 539-22-17
vous proposent :
— 30.000 appartements et pavillons neufs à l'achat,
— une documentation précise sur chaq. programme,
— un entretien personnalisé avec un spécialiste,
— des conseils juridiques, fiscaux et financiers.
Sans aucun engagement de votre part. Service gratuit de la Compagnie Bancaire.
INFORMATION LOGEMENT

INVESTISSEURS ACHETEZ UN 3 PIÈCES A MELUN AU MEME PRIX QU'UN STUDIO A PARIS
à partir de 170.000 F parking compris.
AVANTAGES
— location immédiate ;
— situation exceptionnelle ;
— locataires stabilisés ;
— charges locatives réduites ;
— moyens de liaison avec Paris nombreux et rapides ;
— CREDIT REELLEMENT PERSONNALISE.

NEUILLY
65, BD DU CHATEAU
STUDIOS, 2 P., 5 et 6 P.
TRES GRAND STANDING
GRAND JARDIN
Tous les jours de 14 h 30 à 18 h.
HABITABLES DE SUITE
Prix FERME ET DEFINITIF
P. DOUX - Tél. 553-16-62.

12e DAUMESNIL

[illegible]

pavillons

Limite ERGRIER. Plain-pied. Séjour, 2 chbres. Gar. Impec. Jard. 500 m. PRIX : 560 000 F. PERARD. 989-69-42.

propriétés

Vallée CHEVREUSE, 25' Paris, près forêt : belle demeure 8 P.

[illegible]

villas

[illegible]

maisons de campagne

[illegible]

domaines

[illegible]

châteaux

[illegible]

manoirs

[illegible]

terrains

[illegible]

crédit foncier de france

tous crédits immobiliers

JUSQU'A 80 % DU PRIX

— ancien ou neuf
— achat, construction, travaux
— avec ou sans prime

● RÉGION PARISIENNE
PARIS 2è 14, rue des Capucines Tél.260-35-30
PARIS 15è 8-10, bd de Vaugirard Tél.273-88-00
CERGY place de la Préfecture Tél.030-43-48
CRETEIL 5, rue Charles-Gounod (Près Préfecture) Tél.898-12-80
EVRY face Préfecture Tél.077-26-97
MEAUX 6, pl. Henri-IV Tél.433-35-45
MELUN 4, rue de Ponthierry Tél.437-11-85
VERSAILLES 32, rue du Mal Foch Tél.950-10-66
● EN PROVINCE
A la Direction Départementale du Crédit Foncier de France la plus proche de votre domicile.

Province

CANNES 100 M2 FACE MER (93) 45-43-65

CANNES RESIDENTIEL BEAU STUDIO, 86.000 F (93) 45-43-65

A AIX-EN-PROVENCE
Dans immeuble bourgeois entièr. restauré, très beau Type 1, av. plafonds à la française et cheminée, gde cuisine, salle bains, rangements, très ensoleillé

[illegible]

appartem. achat

[illegible]

bureaux

7e - RAPP - A LOUER 1.272 m2 bureaux divisibles FORCIF - ARJ. 90-73

PUTEAUX GARE
Petit immeuble neuf 600 m2 en 1 ou plusieurs lots
LOCATION

[illegible]

locaux commerciaux

Cédons bail ccial au 1-4-76 2 salles de cours, moquette, tentures, 35-40-45 m2. 2 lignes téléph. SUF. 75-30 ou 567-95-27. aux heures de bureau.

LOCATION ou VENTE

[illegible]

fonds de commerce

[illegible]

immeubles

[illegible]

locaux indust.

ENTREPÔTS
- A LOUER
GENNEVILLIERS, 3.000 m² à 10.000 m², avec embranchement fer.
MANLY-LA-VILLE, 4.800 m² embranchés fer.

[illegible]

appartements occupés

[illegible]

échanges

[illegible]

villégiatures

[illegible]

forêts

BOIS 96 HA

[illegible]

À PROPOS DE... AIDES
Fonctionnaires en

[illegible]

TRANSPORTS
Dans une lettre à M. Cavaillé
les routiers menacent d'abandonner la politique de concertation

[illegible]

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

— A PROPOS DE... —

LA RÉFORME DES AIDES RÉGIONALES

Fonctionnaires en province

« Le nouveau régime des aides régionales qui sera connu dans quelques semaines, sera pour le secteur tertiaire beaucoup plus incitatif que le régime précédent », a déclaré le mardi 9 mars M. François Essig, délégué à l'aménagement du territoire, à l'occasion d'une réunion sur les centres d'affaires en province organisée par l'association Bureaux-Province et par la Banque nationale de Paris.

Le nouveau dispositif retiendra un seuil d'emplois plus faible pour bénéficier de la prime et permettra d'aider les opérations réalisées aussi bien à partir des locations que des acquisitions de bureaux. En outre, la DATAR va désormais intégrer les programmes de bureaux et d'emplois tertiaires (services de marketing, d'exportation, de comptabilité, bureaux d'études) dans les contrats de localisation qu'elle passe avec les grandes entreprises industrielles.

Parallèlement, la politique restrictive d'agréments pour les bureaux dans la région parisienne sera maintenue : 500 000 mètres carrés ont été autorisés en 1975 (au lieu de 1 600 000 en 1971) et « il faudra garder cet ordre de grandeur dans les prochaines années », a dit M. Essig.

Ce dernier a aussi annoncé que M. Michel Poniatowski, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, présenterait prochainement devant le conseil des ministres une communication sur les programmes de décentralisation des ministères parisiens, programmes qui, depuis plusieurs années, marquent le pas.

Déjà certaines entreprises du secteur public ou nationalisé ont opté pour la décentralisation et la déconcentration. C'est le cas de la B.N.P. qui, selon son directeur général, M. Jacques Calvet, emploie plus des deux tiers de ses effectifs totaux en province et règle 80 % des dossiers de crédits sur place.

Depuis 1974, une nouvelle étape a été franchie par la B.N.P., qui décentralise des échelons de sa direction générale. En 1974 et 1975, des « directions de réseaux décentralisés ont été installées à Lille et à Lyon : en janvier 1976 a été créée celle de Marseille, tandis qu'étaient rénovées celles de Paris et du Bassin parisien. Cette année, deux directions seront créées couvrant la Bretagne et les Pays de la Loire, puis l'Alsace et la Franche-Comté. En 1977 et 1978, l'Est et le Sud-Ouest seront à leur tour pris en compte.

Pour sa part, M. Pierre Chatenet, président de l'association Bureaux-Province, qui est une « filiale » de la DATAR, a déclaré : « L'Etat se doit de donner l'exemple pour être convaincant. Il faut procéder à une réduction de l'extraordinaire amas de services administratifs de toute sorte à Paris, sans lien direct avec l'action gouvernementale qu'un siècle et demi de centralisation a entassés au-delà du simple bon sens. »

Tout le monde a déduit de ces propos sans ambiguïté que l'association Bureaux-Province, et peut-être même la DATAR, avaient pris la décision de quitter la capitale pour se décentraliser soit dans une ville nouvelle soit dans une ville de province...

TRANSPORTS

Dans une lettre à M. Cavaillé

Les routiers menacent d'abandonner la politique de concertation

Le Comité national routier (C.N.R.) vient de remettre à M. Marcel Cavaillé, secrétaire d'Etat aux transports, une demande d'augmentation complémentaire de 7,78 % des tarifs de marchandises à dater du 1er juin prochain. Il justifie cette nouvelle demande par « *l'insuffisance* » de la majoration de 5,12 %, accordée à partir du 1er mars dernier. Les transporteurs réclamaient en effet un premier relèvement de 7,78 % le 1er février, et un second de 5,12 % en juin prochain, « *pour rattraper l'augmentation des coûts d'exploitation chiffrés à 14,5 % en 1975* ».

Dans une lettre adressée à M. Cavaillé, M. Edmond Renaud, président de la Fédération nationale des transports routiers (F.N.T.R.), apporte son appui à la demande du C.N.R. A son avis, la décision des pouvoirs publics « *dénote une volonté délibérée de nier l'évidence économique* ».

« *La situation intolérable à laquelle nous sommes parvenus en matière tarifaire*, écrit-il notamment, *qui aggrave les nombreux griefs que la profession accumule devant l'irréalisme avec lequel sont traités l'ensemble des problèmes du transport routier, tant de voyageurs que de marchandises, va conduire inéluctablement, si aucune décision immédiate n'est prise, à l'abandon de la politique de concertation avec les pouvoirs publics et à des manifestations qui pourraient devenir difficilement contrôlables* », conclut M. Renaud.

De leur côté, les entreprises de transport de voyageurs distribuent à leur clientèle un tract les incitant à demander la suppression des taxes sur le gas-oil utilisé par les autocars. Ce tract rappelle que ceux-ci desservent 28 000 communes, qu'ils sont pour un très grand nombre d'habitants le seul moyen de transport. Il souligne que le montant des taxes sur le gas-oil représente environ 7 % du prix du billet.

« Ces taxes, souligne la F.N.T.R., *constituent une surcharge importante et artificielle des prix de revient dont les effets sont inflationnistes. Leur suppression serait un moyen de stimuler le développement des transports en commun et une mesure d'équité en faveur de l'usager de l'autocar, puisque les autorails peuvent utiliser du carburant détaxé.* »

[On ne connaît pas d'exemples où les routiers se soient déclarés satisfaits des augmentations de tarifs que leur ont consenties les pouvoirs publics. On ne connaît pas d'exemples non plus où les autorités de tutelle aient mis tant de lenteur à étudier certaines revendications, justement posées par les professionnels. Ceux-ci réclament notamment que les autocars bénéficient d'une détaxe sur le gas-oil à l'instar des autorails. M. Cavaillé ne laisse pourtant échapper aucune occasion de célébrer « le temps de la revanche », la revanche des transports en commun sur les transports individuels. — J.-J. B.]

● TRENTE-TROIS MILLIONS DE FRANCS POUR L'« UNITED STATES ». — Comme le *France*, le paquebot *United States*, qui fut le fleuron des U.S. Lines, est à vendre. Le ministère des transports en demande au minimum 7,5 millions de dollars (33,75 millions de francs) et exige qu'il continue à naviguer sous pavillon américain. Il avait été lancé en 1952. — *(A.P.)*

TOURISME

LE KLÉBER 76 : DEUX PROMOTIONS

J'y reviendrais plus longuement. Mais le Kléber 1976 paraît ce mercredi et il m'est agréable, en avant-première, de signaler deux belles promotions. D'abord le Coq rouge couronné (consécration suprême) vient récompenser Alain Senderens (l'Archestrate, 84, rue de Varennes, tél. 551-47-33), et le lecteur sait combien j'aime cette maison d'enrichissement gourmand perpétuel.

Ensuite, le challenge de l'académie Kléber-Colombes, qui avait cette année pour thème « les Maisons de province conservatrices de la cuisine régionale folklorique », va à André Daguin (Mapotel de France, à Auch, tél. 05-00-45). Distinction combien méritée à celui qui, à la tête des Mousquetaires de l'Armagnac, a redonné vie à toute une cuisine. Mais encore il faut dire que, dans les six premiers se trouvent quatre cuisinières. Bravo !

Statu quo *en ce qui concerne les « grands » dans le nouveau Michelin, qui, à vrai dire, n'apporte aucun élément de surprise notable. Deux nouveaux deux étoiles en province, dont* l'Hostellerie Lenoir, *à Auvilliers-les-Forges, et* la Côte Saint Jacques, *à Joigny.*

Des étoilés parisiens, dont le cher Ty Coz *de la rue Saint-Georges, et* les Champs d'or *de la rue du Champ-de-Mars, bien connus de nos lecteurs. On parlera certainement plus de la perte d'une étoile par* Drouant, *encore que cela ne devrait pas étonner les gourmets...*

LA REYNIÈRE.

QUALITÉ DE LA VIE

Les suites du rapport Labrusse

En 1978, les régions fixeraient librement le calendrier des vacances scolaires

Nous présentons ci-dessous les mesures que M. André Fosset, ministre de la qualité de la vie, devait proposer au conseil des ministres.

AMENAGEMENT DE LA JOURNEE :

● *Généraliser les horaires variables.* — Dans les entreprises publiques et privées, la pratique des horaires à la carte va être encouragée. Les membres du personnel pourront choisir dans deux fourchettes horaires le moment de leur arrivée en travail et de leur départ, à condition de totaliser, en fin de semaine ou en fin de mois, le nombre d'heures de travail prévu.

● *Travail à mi-temps.* — Le ministère de la qualité de la vie ne veut pas rester sur l'échec des tentatives de généralisation du travail à mi-temps. Il veut relancer ces expériences, en particulier dans les centres de tri postaux de la région parisienne.

● *Ouverture de services publics au-delà des heures traditionnelles.* — A l'instar des grands magasins, certains bureaux de postes prolongeraient leur activité « en nocturne », jusqu'à 22 heures.

AMENAGEMENT DE LA SEMAINE :

● *Réanimer les centres-villes* pour qu'il y fasse « bon vivre » pendant les week-ends : espaces verts, jeux, rues piétonnières, activités culturelles, etc.

● *Assouplir les congés de fin de semaine.* Le ministère de la qualité de la vie suggère de modifier les conventions collectives de manière que le second jour de repos de fin de semaine soit le samedi ou le lundi.

● *Jours de congé en semaine.* Il s'agit de permettre, par exemple aux mères (ou aux pères) de famille, de prendre un congé supplémentaire le mercredi pour s'occuper de leurs enfants. Ce serait le travail au quatre cinquièmes de temps.

● *Activité du samedi.* L'éducation nationale maintiendra dans ses établissements une activité le samedi matin pour étaler la semaine scolaire et libérer les parents.

● *Permissions décalées.* Pour éviter la surcharge des trains, l'armée essaierait d'organiser les départs et les retours des permissionnaires de manière qu'ils ne coïncident pas avec les aller et retour de week-end.

AMENAGEMENT DE L'ANNEE :

● *Etalement des congés dans les entreprises.* — le départ par roulement tout au long de l'année est souhaitable, mais difficile à organiser, dès lors que les vacances durent un mois. Fiat et Volkswagen l'ont abandonné. Néanmoins, le ministère de la qualité de la vie propose de soutenir et de faire connaître les expériences menées par certaines entreprises. Pour les autres, et en particulier pour les usines d'automobiles, on souhaite qu'elles étalent au moins leurs dates de fermeture sur les mois de juillet et d'août. Comme il est trop tard pour les vacances 1976, ces aménagements seraient négociés entre le ministère de la qualité de la vie, celui de l'industrie et les grandes firmes automobiles à partir de l'automne pour les départs de l'été 1977.

● *Locations à la quinzaine.* — Pour briser la rigidité des locations au mois, qui oblige des centaines de milliers d'estivants à se déplacer en début et en fin de mois, un texte interdirait les locations de plus de quinze jours.

● *Animation des stations hors saison.* — Les contrats d'étalement conclus entre les pouvoirs publics et les stations de vacances seront multipliés. Ils prévoient des avantages financiers pour les localités qui acceptent de maintenir leur potentiel d'accueil et d'animation en dehors des mois de « haute saison ».

● *Encouragement aux départs « hors pointe ».* — Les sociétés d'autoroute pourraient consentir des réductions de péages pour les caravaniers partant en dehors des jours de pointe. La S.N.C.F. étudiera une extension du système des rabais qu'elle consent aux clients des trains auto-couchette partant en période « creuse ».

● *Dessynchronisation des vacances et des week-end.* — Il s'agit de fixer les dates de vacances scolaires de manière qu'elles ne coïncident pas avec des débuts ou des fins de week-end. Première tentative à la Toussaint 1976. Sortie le mercredi 27 octobre, rentrée le jeudi 4 novembre. Si l'expérience réussit, extension possible aux vacances de Pâques 1977.

● *Décalage des congés scolaires.* Pour les vacances de mardi gras 1977 l'académie de Paris serait divisée en deux zones. Chacune laissant partir écoliers, lycéens et étudiants à une semaine d'intervalle.

Pour les vacances de Pâques 1977, c'est l'Hexagone tout entier qui serait découpé en zones donnant congé à des dates différentes.

● *Etalement des grandes vacances scolaires.* Les onze semaines des vacances d'été 1978 pourraient être « logées » par chaque région entre le 1er juin et le 15 septembre (et même le 30 septembre). Jours de sortie et de rentrée ne seraient plus fixées par Paris, mais laissés à l'initiative des rectorats et des assemblées régionales. Cela supposerait un décalage concomitant des petites vacances, afin de ménager des trimestres de travail conséquents.

● *Etalement des congés dans les services publics.* Ceux-ci devraient appliquer plus strictement l'obligation de présence de la moitié au moins des agents pendant les périodes de vacances.

● *Etalement des vacances ministérielles.* Les conseils des ministres ne connaîtraient aucune interruption, même pendant le mois d'août. Les ministres en congé se feraient remplacer par leur directeur de cabinet.

ORGANISMES D'AMENAGEMENT DU TEMPS :

● *Une cellule centrale d'aménagement du temps* chargée de mener à bien et de suivre l'application des mesures adoptées serait créée au ministère de la qualité de la vie.

● *Des groupes locaux d'aménagement du temps (GLAT)* seraient installés dans une quinzaine de villes d'importance moyenne (par exemple Grenoble, Dijon, Auxerre, Montceau-Le Creusot) à l'initiative de leurs conseils municipaux. Des équipes mobiles du ministère de la qualité de la vie les aideront à démarrer. Les résultats obtenus seront largement diffusés.

Ce sont au total à peine une vingtaine de mesures qui ont été retenues par M. Fosset sur les cent qui avaient été suggérées par le rapport Labrusse. Ont été écartées, en particulier, toutes celles qui imposaient aux entreprises ou aux finances publiques une charge nouvelle. Les réformes sont acceptées à condition de ne rien coûter. Même acceptées par le gouvernement, elles se heurteront à de puissantes résistances au sein de l'éducation nationale comme dans les entreprises. Car elles bousculent de vieilles habitudes. Les syndicats d'enseignants, les associations de parents d'élèves, n'aiment pas qu'on touche au régime immuable des congés scolaires. Les syndicats de travailleurs n'apprécient guère les horaires variables et les départs par roulement qui diminuent la cohésion du personnel et affaiblissent les structures syndicales. C'est pourquoi, M. André Fosset devra, avant toute chose, amadouer les grandes organisations syndicales.

Il devra les convaincre qu'il est de l'intérêt de chaque citoyen comme de la nation tout entière de briser le carcan qui tient lieu d'organisation du temps de travail et de loisirs. Un peu plus de souplesse, un brin de liberté dans les horaires et les calendriers, voilà un nouvel aspect de la qualité de la vie.

MARC AMBROISE-RENDU.

FAITS ET PROJETS

Aménagement du territoire

● LE LIMOUSIN, POLE NUCLEAIRE. — Le groupe de travail chargé d'étudier les possibilités d'industrialisation du Limousin dans le domaine des industries liées au nucléaire, vient de se réunir sous la présidence de M. François Essig, délégué à l'aménagement du territoire. Selon les représentants du C.E.A., dans un avenir très proche, il serait possible d'envisager l'implantation en Limousin, d'une usine de fabrication de combustibles nucléaires, et aussi d'une usine de fabrication de composants céramiques pour la séparation isotopique. Le Limousin a, d'autre part, posé sa candidature pour l'implantation du futur « Institut de protection et de sûreté nucléaire ». — *(Corresp.)*

Paris

● M. PIERRE BAS, PRESIDENT DU GROUPE « PARIS MAJORITE ». — M. Pierre Bas, député U.D.R. du 6e arrondissement et conseiller de Paris, a été élu, à l'unanimité, président du groupe « Paris Majorité », qui rassemble dans l'assemblée municipale U.D.R., C.D.P. et Union du centre.

MSL

DIRECTEUR DE FILIALE
Afrique Francophone

Un groupe spécialisé dans la distribution de véhicules (voitures de tourisme et camions) d'une grande marque internationale et la vente de biens d'équipement en afrique francophone recherche un directeur pour une de ses filiales (C.A. 1,5 milliard de francs CFA - effectif 100 personnes). Dépendant de la direction générale du groupe et disposant sur place d'un encadrement compétent, il sera pleinement responsable de l'animation commerciale (vente et après-vente) et de la gestion de son centre de profit (bilan, budget, trésorerie, relations avec les banques, recouvrement des créances, paiement des fournisseurs, etc...). Il disposera de l'assistance technique des directions fonctionnelles du groupe. Agé d'au moins 33 ans, de formation supérieure, il aura assumé des responsabilités de vente et de gestion dans une entreprise commerciale de la branche automobile et plus particulièrement outre-mer. A la rémunération s'ajoute la fourniture gratuite d'un logement meublé et climatisé et d'une voiture de fonction. Congés annuels de deux mois en France. Ecrire à Y. Blanchon, Réf. B.9.206.

DIRECTEUR COMMERCIAL
120.000 F.
Profilés métalliques
70 Kms Ouest de Paris

Filiale d'un des premiers groupes financiers français, une petite société (C.A. 10 millions de francs) spécialisée dans la production et la vente de profilés en métal principalement destinés au bâtiment, recherche son directeur commercial. Sous l'autorité du Président Directeur Général, et responsable du secteur commercial, il prendra personnellement en charge les relations avec la clientèle existante qu'il aura pour mission de développer et recherchera de nouveaux débouchés. Egalement chargé des achats et du calcul des prix, il participera en outre progressivement à la gestion en étroite collaboration avec la maison mère. Le candidat retenu, âgé de 35 ans au moins, justifiera d'une expérience commerciale de plusieurs années vécue dans le domaine de la transformation des métaux. Il aura acquis la connaissance de l'élaboration des prix de revient et, si possible, de la gestion générale et administrative d'une petite unité de production. Ecrire à P. Vinet, Réf. B.3.767.

CHEF DE REGION TRAVAUX PUBLICS
110/130.000 F
+ Voiture
Axe Ile de France Morvan

Filiale d'un groupe européen, employant 7.000 personnes, une société française (C.A. 35 millions de francs) spécialisée dans les travaux publics (assainissement urbain, terrassement, V.R.D., drainage et hydraulique rurale) crée pour renforcer ses structures de direction, un poste de chef de région. Sous l'autorité du président, le titulaire bénéficiant d'une large délégation, supervisera le calcul des prix, la remise des offres, le suivi des coûts des chantiers et, sur le plan technique, l'organisation, la coordination et la qualité d'exécution de ces chantiers. Il assurera les relations commerciales avec la clientèle et cherchera à développer régionalement les activités de la société. Il gérera administrativement sa région (actuellement 2 secteurs - 120 personnes) en liaison avec le siège social. Le poste conviendrait à un ingénieur diplômé, âgé de 35 ans au moins, ayant assumé des fonctions analogues ou comparables dans une société de travaux publics, routiers ou de génie civil. Ecrire à P. Vinet, Réf. B.3.766.

INGENIEURS CONSEILS
PARIS

Une société internationale de conseil en management, principalement axée sur la solution des problèmes d'efficacité opérationnelle des entreprises, de développement économique et humain et d'assistance aux directions générales recherche, pour faire face à son expansion, plusieurs ingénieurs conseils. Ceux-ci auront pour tâches, individuellement ou au sein d'équipes pluridisciplinaires, de procéder à l'analyse détaillée des problèmes des clients, de proposer des améliorations, de présenter les solutions envisagées, de mettre en place après justification la nouvelle organisation. Ils seront responsables de la formation des personnels nécessaires pour une exploitation efficace des systèmes et structures mis en place. Ils devront accepter la responsabilité éventuelle de la maintenance des services prestés au client. Agés d'au moins 30 ans, ingénieurs diplômés, parlant impérativement anglais, ils auront quatre à cinq ans d'expérience industrielle à des postes de responsabilités dans des services méthodes, ordonnancement, fabrication, entretien, achats, études, services administratifs et accepteront des déplacements quasi permanents (France et étranger). A la rémunération s'ajoutera un intéressement. La fonction requiert des qualités de créativité et d'initiative, le goût du travail en groupe et l'aptitude à oeuvrer efficacement dans le cadre de structures flexibles et évolutives. Ecrire à Y. Blanchon, Réf. B.9.205.

Pour chacun de ces postes, adresser un bref curriculum vitae à Paris en spécifiant bien la référence. Aucune information ne sera transmise à quiconque sans autorisation expresse des candidats donnée au cours d'un entretien personnel avec le consultant.

AUSTRALIE - IRLANDE - AMERIQUE DU SUD - GRANDE-BRETAGNE - ALLEMAGNE - FRANCE - ITALIE - SUISSE - BELGIQUE - AFRIQUE DU SUD - CANADA

73, Bd HAUSSMANN 75008 PARIS. Tél. 265-37-00
11, Pl. A. BRIAND 69003 LYON. Tél. (78) 62-08-33

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

CONJONCTURE

L'O.C.D.E. relève ses prévisions officieuses de croissance pour la France...

Le comité de politique économique de l'O.C.D.E., qui s'est réuni mardi 9 mars, estime que sa précédente prévision d'une croissance de la production intérieure brute (PIB) de 3 % en France en 1976 (*le Monde* du 5 mars) serait très vraisemblablement dépassée.

On apprend officieusement que le taux retenu par l'O.C.D.E. serait désormais de 4 à 4,5 % par rapport à 1975. Aucun chiffre ne devrait cependant être publié mercredi à l'issue de la deuxième journée de travail du comité, l'O.C.D.E. préférant ne pas modifier trop fréquemment ses prévisions publiques.

Les chiffres officieux de l'O.C.D.E. se rapprochent maintenant beaucoup de ceux du gouvernement français, qui tablu sur une croissance de 4,7 % en 1976. Compte tenu du *recul* enregistré par la production intérieure brute en 1975 (2,5 ou 3 %), le taux de 4 à 4,5 % maintenant envisagé par l'O.C.D.E. en 1976 correspond à une croissance de seulement 1,5 à 2 % par rapport à 1974. On peut d'ailleurs penser que, compte tenu de la vigueur actuelle de la reprise de la production industrielle (plus de 6 %) en quatre mois), ces taux seront vraisemblablement dépassés. La Rue de Rivoli s'apprête d'ailleurs à réviser en hausse ses propres pronostics ; la progression de la PIB, cette année, serait désormais évaluée à 5 %, voire davantage.

L'O.C.D.E. continue, en revanche, de penser que l'inflation en France dépassera très sensiblement les 7,5 % prévus par le gouvernement pour la période allant de janvier à décembre, où les 8,2 % prévus pour la moyenne annuelle (l'ensemble de 1976 étant comparé à celui de 1975). Selon elle, la hausse des prix serait de 11 % entre janvier et décembre, soit 10,3 % en moyenne annuelle.

AL. V.

...et recommande au Royaume-Uni de « donner à nouveau la priorité au freinage de l'inflation »

La chute de la livre risque de mettre à mal les prévisions des experts de l'O.C.D.E. (Organisation de coopération et de développement économiques) qui figurent dans leur étude consacrée au Royaume-Uni. « Les présentes prévisions — l'examen annuel de la situation britannique a eu lieu le 23 janvier dernier — supposent que le taux de change effectif restera le même qu'à la fin de 1975 », soulignent les experts, ajoutant : « En raison du marasme de la demande intérieure, la croissance du produit intérieur brut en termes réels dépendra beaucoup, cette année, de la demande extérieure. »

Le PIB britannique, en l'état actuel des estimations de l'O.C.D.E., « ne changera guère entre 1975 et 1976. Il devrait toutefois, au cours de l'année, marquer une certaine progression, dont le rythme annuel pourrait atteindre 2 % au second semestre ». Au total, le produit intérieur brut (aux prix du marché) augmenterait de 0,25 % en 1976, après avoir diminué de 1,75 % l'an dernier. Les dépenses privées baisseraient de 1,5 %, le revenu disponible des ménages reculant, en termes réels, de 2,5 % ; la consommation du secteur public augmenterait, elle, de 2 %, mais « il se pourrait que la formation brute de capital fixe diminue de 4 % ».

Cependant, le chômage continuerait d'augmenter, « plus lentement toutefois » qu'en 1975. « Il n'est pas impossible, indique l'étude, que le nombre de chômeurs atteigne 1,5 million (6,75 % de l'ensemble des salariés) vers la fin de 1976 ». Enfin, dans le domaine du commerce extérieur, les exportations augmenteraient en volume de 2,75 %, alors que les importations s'accroîtraient de 3,25 %. Compte tenu d'une amélioration légère des termes de l'échange, le déficit de la balance des paiements courants diminuerait quelque peu, pour s'établir aux environs de 3,25 milliards de dollars (3,75 milliards en 1975).

En fait, l'évolution de la situation économique du Royaume-Uni dépendra « dans une large mesure », en 1976 comme en 1975, de celle des prix et des salaires, notamment des arrangements qui prendront le relais, en juillet prochain, de la politique actuelle limitant à 6 livres par semaine l'augmentation des salaires. Selon l'O.C.D.E., qui table sur le maintien de cette politique, les prix à la consommation augmenteraient cette année de 13 % en Grande-Bretagne (24 % en 1975), mais au dernier trimestre leur taux annuel se situerait aux environs de 8 % seulement. Cette prévision dépend, il est vrai, de l'évolution des taux de change, dont la baisse pourrait entraîner une hausse des prix à l'importation et relancer l'inflation.

« Plus le rythme de l'inflation sera rapide, souligne l'étude, plus graves seront les répercussions sur le niveau de l'emploi et sur la balance des paiements, par le biais d'une diminution de compétitivité des exportations et d'une détérioration de la confiance des milieux industriels. » Aussi les experts de l'O.C.D.E. écrivent-ils : « Pour renforcer l'économie britannique en 1977 et au-delà, il convient de donner à nouveau la priorité au freinage de l'inflation et à la réduction du déficit extérieur courant. »

SELON L'INSEE

Les Français sont nettement moins pessimistes

Ils sont moins nombreux à croire que le chômage va augmenter

Les Français sont moins pessimistes, indique l'INSEE au vu d'une enquête menée par ses services entre le 15 janvier et le 5 février auprès de huit mille neuf cent quatre-vingt-sept ménages représentatifs de l'ensemble de la population française.

D'après les réponses, la situation financière des ménages s'améliore depuis janvier 1975 — après la brusque et forte dégradation enregistrée en 1974 — et poursuit son mouvement ascendant : les résultats de janvier-février se situent au même niveau que ceux de 1973. Le mouvement va continuer dans les mois qui viennent. Toutefois, cette évolution favorable n'est pas ressentie par tous : si les agriculteurs et les ouvriers constatent bien une amélioration, il n'en va pas du tout de même pour les commerçants et les artisans, qui estiment que leur situation financière se dégrade.

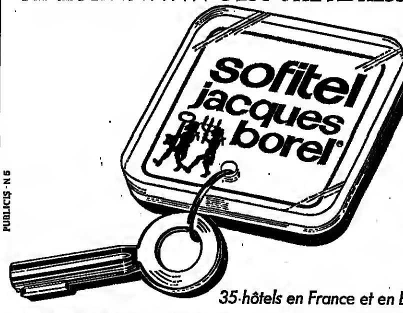
En ce qui concerne le niveau de vie, 20,5 % des ménages interrogés estiment que les choses se sont améliorées depuis un an contre 17 % des personnes interrogées en janvier 1975. Il faut remonter à janvier 1974 pour trouver une réponse aussi favorable.

En revanche, la perception de la hausse des prix se fait un peu plus vive : 59 % estiment que, depuis six mois, « *les prix ont beaucoup augmenté* » contre 56,5 % en novembre 1975 (mais 73,5 % en janvier 1975). Les prévisions faites par les ménages confirment ce mouvement : le pourcentage des réponses tablant sur une hausse des prix plus rapide au cours des prochains mois passe à 7 % contre 6 % en novembre, 4 % en mai (mais 5 % en janvier 1975 et 8,5 % en novembre 1974).

L'opinion des ménages sur la situation de l'emploi s'est très nettement améliorée en janvier par rapport à toutes les enquêtes faites entre novembre 1974 et novembre 1975 (les réponses pessimistes restant cependant beaucoup plus nombreuses qu'au cours des années euphoriques 1972-1973). Le mieux enregistré devrait se poursuivre, estiment les personnes interrogées, qui ont répondu à l'INSEE que la situation de l'emploi allait continuer de s'améliorer. A la question « Pensez-vous que, dans les mois qui viennent, le nombre des chômeurs diminuera ou augmentera ? », 14,5 % (contre 9 % en novembre) ont choisi la première option, et 37,5 % (contre 51 % en novembre) la seconde.

Conséquence logique : les ménages estiment le moment favorable pour faire des achats, non pour épargner. Les intentions de commande d'automobiles par les particuliers sont, entre autres, nettement supérieures à celles des années précédentes.

UN HOTEL ★★★★ C'EST UNE ADRESSE UTILE.



AVIGNON
tél. : (90) 31.16.43
BORDEAUX
tél. : (56) 50.90.14
(56) 50.83.80
GRENOBLE
tél. : (76) 09.54.27
(76) 87.29.11
MULHOUSE
tél. : (89) 44.75.75
NANCY
tél. : (28) 28.01.28
NANTES
tél. : (40) 47.61.03
NÎMES
tél. : (66) 84.40.44

35 hôtels en France et en Belgique.

RESERVATION CENTRALE PARIS 657.11.43 TELEX 200-432

PUBLICIS - N 5

AFFAIRES

LES INDUSTRIELS D'ÉQUIPEMENT SUGGÈRENT LE LANCEMENT D'UN EMPRUNT DE 10 MILLIARDS DE FRANCS POUR RELANCER LES INVESTISSEMENTS PUBLICS

Pour les industries d'équipement M.T.P.S. (1), l'année 1975 aura été fort médiocre, puisqu'elle se solde par une progression de 3,5 % de leur chiffre d'affaires (7,7 milliards de francs), qui correspond en fait à une diminution de 8 % en volume par rapport à 1974. Pour ce secteur, très affecté par le recul du marché intérieur, les exportations, qui ont représenté 55 % du chiffre d'affaires, soit 4,3 milliards de francs, ont été l'élément moteur.

Que sera 1976 ? Les industriels restent fort prudents. Le plan de relance, lancé en septembre 1975, et surtout la déduction fiscale accordée aux investissements, ont largement profité aux industries d'équipement qui, dans certains cas, ont enregistré en un mois (décembre) quatre à six mois de commandes. Ces commandes, le plus souvent livrables très rapidement, devraient permettre aux entreprises de tourner à un rythme satisfaisant pendant les six premiers mois de l'année. Au-delà, c'est l'incertitude. Et ce, d'autant que les industriels de l'équipement constatent, comme bien d'autres, une lente dégradation du marché — les Anglais, qui avaient disparu du marché, sont par exemple revenus en force ces derniers mois — qu'au fléchissement de la compétitivité des produits français.

Pour pallier ces difficultés, les responsables des industries d'équipement M.T.P.S. suggèrent donc, en accord avec la Fédération des travaux publics, le lancement d'un emprunt de 10 milliards de francs qui serait consacré au développement des équipements collectifs. Les entreprises verraient ainsi leur plan de charge conforté, ce qui, entre autres choses, permettrait une relance de la recherche, qui a beaucoup souffert de la crise récente.

(1) Manutention, levage, travaux publics, préparation des matériaux, sidérurgie, fours et équipements thermiques (40 000 salariés).

ÉLECTRONIQUE : BONNE ANNÉE 1975 MAIS INQUIÉTUDE POUR LA RECHERCHE

C'est un bilan très favorable qu'a présenté, mardi 9 mars, au cours d'une conférence de presse, le Syndicat des industriels de matériel professionnel électronique et radioélectrique (SPER). Cette profession a en effet remarquablement passé la crise, comme en témoignent les chiffres de l'année 1975, qui se solde par une progression de 28 % du chiffre d'affaires (6.6 milliards de francs) et une progression de 49 % des exportations, qui ont atteint 2,7 milliards de francs, alors que les importations n'ont représenté que 407 millions de francs. Plus important encore : la profession a créé quatre mille cinq cents emplois supplémentaires, ce qui porte à cinquante-huit mille cinq cents personnes ses effectifs.

La crédibilité technique des produits français a rendue possible cette performance, a souligné M. Guigonis, vice-président du SPER, qui s'inquiète de l'évolution de la recherche dans un secteur où elle est déterminante. Actuellement, près de 50 % des études de la profession sont financées par des clients étrangers. Situation dangereuse, qui amène les industriels à demander une augmentation des dépenses de recherche des organismes publics et de l'administration.

« *Si les entreprises françaises se trouvent dans l'impossibilité de soutenir l'effort de créativité nécessaire, elles perdront les positions conquises face à une industrie américaine bénéficiant sur son marché national d'un financement d'études incomparablement plus favorable* », a lancé M. Guigonis en manière d'avertissement.

● EN GRANDE-BRETAGNE, le nombre de chômeurs atteindrait 1,4 million à la fin de 1976 et 1,5 million à la fin de 1977 (après correction des variations saisonnières), indique l'Institut national de recherche économique et sociale.

POURQUOI 600 SOCIETES INTERNATIONALES* ONT-ELLES CHOISI D'IMPLANTER EN IRLANDE LEUR CENTRE DE PRODUCTION POUR L'EUROPE ?

Parce que la politique du gouvernement de la République d'Irlande (Membre de la CEE) repose sur une volonté délibérée de développer la fabrication de produits destinés à l'exportation en les rendant compétitifs.

Parce que la République a su maintenir un équilibre harmonieux entre le patronat et la main-d'œuvre. Les produits fabriqués en Irlande bénéficient sur les marchés internationaux d'une compétitivité accrue grâce au coût raisonnable de la main-d'œuvre et des charges sociales.

Parce que la République apporte aux sociétés qui créent des industries exportatrices une aide financière inégalée en Europe. Leurs bénéfices ne sont pas imposables.

Une large part du montant des investissements est couverte par des subventions non remboursables.
Les taux de leasing sont exceptionnellement bas.
La constitution du capital et du fonds de roulement peut être réalisée à peu de frais.
Ces avantages peuvent également s'appliquer à certaines sociétés de services.

LES BONNES NOUVELLES VIENNENT D'IRLANDE

IDA Ireland, chargée d'exécuter le programme d'industrialisation massive prévue par le gouvernement, peut vous faire une proposition détaillée (avec plan de financement) adaptée à chaque projet.

IDA IRELAND, 45 rue Pierre-Charron, 75008 PARIS
Tél. 359.77.67 - Télex : 660416.
Veuillez m'envoyer tous les renseignements concernant le programme de financement exceptionnel proposé par la République d'Irlande.
nom : ____
fonction : ____
société : ____
adresse : ____

IDA Ireland
INDUSTRIAL DEVELOPMENT AUTHORITY

Siège social : Lansdowne House, Dublin 4 • 77, rue Joseph 11, Bruxelles 1040 • 28, Bruton Street, Londres W1X7DB • 5, Köln Marienburg 51, Bayenthalgürtel 13, Cologne • Nyropsgade 47, 1602 Copenaghe V.

* Quelques-unes de ces sociétés : Essilor, Poclain, Digital, Syntex, Gillette, Courtaulds, Asahi, Snia Viscosa, Akzo, Borg Warner, Plessey, Pfizer, etc. Liste complète sur demande.

PARIS
ORONTO
PLUS RAPIDE,
PAR
CANADA.

AIR CANADA

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

LA LUTTE CONTRE LES ACCIDENTS DU TRAVAIL

BILLET

LE PLAN D'ACTION DU GOUVERNEMENT

Quelques innovations et beaucoup d'ambiguïtés

Il aura fallu six mois de réflexion et d'hésitations pour que le gouvernement fasse connaître son plan d'action en faveur de la sécurité dans les usines et les bureaux (le Monde du 10 mars). Tout le monde sera certes d'accord avec le ministre du travail pour admettre qu'il n'y a ni solution simple ni solution miracle pour résoudre l'intolérable problème des accidents du travail. Mais les quelque trente mesures qui ont été annoncées, mardi 9 mars, manquent particulièrement d'audace et demeurent limitées, voire ambiguës, même si certaines d'entre elles ont le mérite d'ajouter aux sanctions ou dispositions répressives, ce que M. Durafour a qualifié de « sanctions préventives ».

L'insertion dans les programmes scolaires et l'enseignement des ingénieurs d'initiation à la sécurité, la prise en compte de celle-ci dès la conception des usines, des bureaux et des machines, ainsi que le droit de dresser procès-verbal, qui est accordé à l'inspecteur du travail sans qu'il y ait préalablement mise en demeure, sont autant d'initiatives positives dont il ne faut pas attendre cependant des résultats spectaculaires.

L'idée de pénaliser les entreprises, où le nombre des accidents est élevé, par l'obligation d'accroître les mesures de prévention est, en revanche, beaucoup plus novatrice, encore que les caisses d'assurance-maladie avaient déjà la possibilité d'agir de la sorte, mais utilisaient peu le système des injonctions, cotisations supplémentaires, ristournes et même subventions. Plusieurs des mesures qui ont été annoncées traduisent le souci des pouvoirs publics d'ajouter à l'action répressive des contraintes positives : obligation de consacrer à la formation des membres du comité d'hygiène et de sécurité des sommes proportionnelles au coût des accidents dans les entreprises à haut risque ; variation plus grande des cotisations en fonction du nombre des accidents, mais aussi efficacité plus grande des ristournes consenties aux firmes qui ont accompli un effort de prévention ; possibilité accordée au juge pénal de condamner l'entreprise — indépendamment des poursuites personnelles — à investir dans l'amélioration des conditions de travail.

Mais le gouvernement, qui, ici et là, innove, n'a pas su sortir du cercle vicieux qui consiste à renforcer le rôle de certains organismes ou institutions sans leur donner les moyens et l'indépendance nécessaires. Le rôle accru des inspecteurs du travail ? Ils sont en nombre notoirement insuffisant, visitent peu et trop rapidement les usines et surtout ils sont gênés dans leur action par des connaissances trop juridiques et un souci, trop marqué, de demeurer des arbitres, leur temps, en grande partie, étant consacré au règlement de conflits collectifs ou individuels.

L'audace, scabreuse il est vrai, aurait pu consister à créer un nouveau corps d'inspecteurs ou à confier ce rôle à des ingénieurs et médecins de la Sécurité sociale. De même, l'importance, qui est justement donnée aux comités d'hygiène et de sécurité, ne se concrétise pas par des sanctions accrues contre les nombreuses entreprises qui n'en possèdent pas ou, lorsqu'elles en ont, les mettent peu à contribution. De même encore pour les médecins du travail : comment revaloriser leur fonction sans leur donner une véritable indépendance par rapport aux directions dont ils sont les salariés et les subordonnés ?

Quant à la personnalisation accrue des responsabilités qui consiste soit à « interdire à l'auteur d'une infraction d'exercer la même fonction dans l'entreprise ou dans une entreprise similaire », soit à autoriser le licenciement d'un salarié, elle comporte le grave danger de viser tous les salariés, du chef d'équipe au directeur d'usine, sans nommer celui qui détient « la » responsabilité, c'est-à-dire le chef d'entreprise. En outre, la notion de « non-respect délibéré » des règles de sécurité n'est, pour l'instant, pas précisé.

Prenons le cas récent d'un grave accident survenu à une femme O.S. qui travaillait devant une presse et a eu une main sectionnée : épuisée et couverte de sueur, elle a ôté les chaînes qui, par sécurité toute médiévale, emprisonnaient ses poignets afin d'essuyer son visage, et ce fut l'accident. Non-respect délibéré ? Sans doute, mais est-il normal que, faute de remplaçants et de temps de repos suffisant, de nombreux O.S. soient condamnés, pour respecter la sécurité, à rester enchaînés ?

Aux insuffisances et ambiguïtés de mesures parfois novatrices, il faudrait encore ajouter la liste des mesures qui ont été abandonnées. Non seulement les délégués du personnel n'auront pas le droit d'arrêter les machines, comme cela est reconnu en Suède, mais l'idée, un moment avancée, d'accorder ce droit automatique à l'inspecteur ou au directeur départemental du travail, a été repoussée... à Matignon, semble-t-il. Quant à l'amélioration de l'indemnisation des victimes d'accidents, elle est limitée aux cas assez exceptionnels de faute inexcusable (quelques centaines), qui donnent lieu, en outre, à d'interminables procédures. Tous les millions d'autres accidents du travail demeurent assujettis à une loi de 1898 et, pour la plupart des victimes, le revenu n'est garanti qu'entre 50 et 70 % de leur ancien salaire, soit moins, en général, que le montant des réparations accordé à d'autres accidentés... de la route ou non.

Enfin, le ministre du travail n'a guère abordé, sinon par de rapides allusions, la réduction des cadences, l'amélioration des horaires et des conditions de travail, alors que la mauvaise organisation de la vie en usine est « à l'origine de la plupart des accidents », comme le rappelle la Fédération des mutilés du travail. Il est vrai qu'il existera désormais un délégué à la sécurité, lequel s'ajoute à tous les délégués que le gouvernement a déjà nommés dans d'autres domaines...

JEAN-PIERRE DUMONT.

Le châtiment des victimes

(Suite de la première page.)

Pour la mère de la victime, pour sa veuve et ses deux enfants en bas âge, c'était, brusquement, le malheur. Mais les humbles ont le malheur modeste et silencieux. Au besoin, pour qu'ils se taisent, on paie les frais de l'enterrement : les gens y sont toujours sensibles dans ce pays de mines et de chantiers, marqué par le *fatum* des guerres et des catastrophes. Pour les obsèques, la famille Delalleau a touché 1 000 francs, représentant l'aide immédiate de la Caisse nationale de l'assurance-maladie des travailleurs salariés (C.N.A.M.) aux familles des victimes.

Aujourd'hui, la veuve — une jeune femme mince et nerveuse, au visage fatigué — ne veut surtout pas revendiqué quoi que ce soit. « *Le délégué,* déclare-t-elle, *m'a dit de ne pas causer avec les journalistes...* » Quel délégué ? « *Je ne sais pas. Mais je ne veux voir personne. Je renvoie toutes les lettres à la direction.* » Elle ne veut plus entendre parler d'Usinor, ce happe-chair. La mère de Jean Delalleau approuve, petite vieille tout habillée de noir.

Les deux femmes viennent de rentrer ensemble d'une course à Béthune. On imagine leur existence rétrécie, bréaillée par mille soucis, la solitude, la peur des dépenses inutiles, la crainte, peut-être, de quitter un jour ce château des Dames où il y a tant de souvenirs, où des enfants se font signe derrière les fenêtres, d'un côté à l'autre du coron, avec des lampes de poche ou des bougies. Le loyer (200 F par mois) est versé à la Compagnie des houillères, c'est-à-dire à quelque chose de lointain et d'inaccessible, appartenant au même monde qu'Usinor.

Depuis le 1er janvier, la pension de veuve minimum — pour un salaire de base du défunt d'environ 2 000 F par mois — a été portée à 640 F par mois ; celle des orphelins, pour le premier et le deuxième enfants, à 320 F, soit 640 F pour les deux. Au total, 1 280 F par mois, plus les allocations familiales et l'allocation-logement. Est-ce assez pour vivre ? « *Je travaille,* dit la veuve de Jean Delalleau, *j'épargne, j'en sors toujours. Avant aussi, j'en sortais. Mes enfants ne manquent de rien.* »

Mais ne « *manquer de rien* » n'est-ce pas, en quelque sorte, manquer un peu de tout ? Combien de veuves ont-elles l'énergie, la santé suffisante, pour faire face à leur sort, surtout lorsqu'elles doivent supporter des charges familiales ? (1).

Un nom sur une tombe

Autre cas : un nom sur une tombe dans un cimetière flamand : « *Hamdame Sebbane* ». Une photo dans une H.L.M., rue du 11-Novembre à Dunkerque. L'ouvrier peintre Hamdame Sebbane était père de huit enfants, âgés de dix à vingt-huit ans. Il est mort deux semaines après Jean Delalleau, également aux aciéries Usinor. Il a fait une chute de cinq mètres, alors qu'il procédait à des travaux d'étanchéité au haut fourneau numéro un.

En somme, un simple fait divers. L'histoire est pourtant significative. D'abord, la biographie d'un immigré : d'origine algérienne, a servi dans l'armée française de 1939 à 1948, avec le grade de sergent-chef ; vient en France en 1949 ; acquiert la nationalité française en 1964 et travaille comme maçon jusqu'en 1967, époque à laquelle il se brise le talon lors d'une première chute ; subit une greffe osseuse et reprend aussitôt le collier pour éviter le chômage. Un mois après sa sortie de l'hôpital, nouvelle chute, nouvelle opération qui le laissera invalide à 30 %, avec la pension adéquate, c'est-à-dire insuffisante pour nourrir sa nombreuse famille.

Que faire, sinon continuer ? Le voilà, au contact de produits toxiques, atteint d'ulcérations : nouvelle intervention chirurgicale, nouveau séjour en clinique. C'est un homme diminué qu'embauche l'entreprise de travail temporaire, aux conditions habituelles : un peu plus du S.M.I.C. pour trois jours en « diurnes » et en « nocturnes » successivement, puis trois jours de repos forcé — chômage « technique » ou parfois chômage non déclaré — selon les besoins d'Usinor, et pratiquement hors du contrôle des comités d'hygiène et de sécurité. « *On lui disait : « Tu grimpes ou c'est la porte »,* déclare l'un de ses fils, Rachid, vingt-trois ans, aujourd'hui soutien de famille, *et mon père grimpait malgré sa patte folle.* » Hamdame Sebbane est mort au champ d'honneur d'une nouvelle forme de guerre.

Comme un million d'autres travailleurs intérimaires en France, M. Sebbane n'était qu'un pion sur le grand échiquier de la production, un « *bouche-trou* » exclu, de ce fait, comme la plupart de ses collègues, des avantages conventionnels ou d'entreprise. Après l'accident aussi.

« *Nous n'avons pas perçu immédiatement les frais d'enterrement,* explique Rachid. *Celui de mon père a coûté à 550 F : il y avait la tombe, et tout le reste... Pourtant, un capital-décès est retenu sur le salaire des travailleurs intérimaires. Mais il s'agit d'un contrat civil. La compagnie d'assurances nous a expliqué que nous n'y avions pas droit, parce que mon père n'avait pas travaillé un an d'affilée dans l'entreprise, mais seulement du 26 juin 1973 jusqu'au 18 juin de l'année suivante, date du décès. On m'a dit : « Votre » père est mort huit jours trop » tôt.* »

« *En attendant,* dit à son tour Mme Sebbane, *nous n'avions pas d'argent. Le compte en banque de mon mari est resté bloqué pendant trois semaines, ainsi que les allocations familiales, versées à son nom : il a fallu faire un transfert. Quant aux allocations de veuve et d'orphelin, nous n'en avons pas vu un centime pendant presque cinq mois.* » Odieuse ou courtelinesque, à l'ère des ordinateurs, la règle voulait, en effet, que ces versements aient lieu en fin de trimestre, à compter du premier jour de chacune de ces périodes. Or, M. Sebbane ayant eu la mauvaise idée de décéder « *à cheval sur un trimestre* », ce n'est qu'en octobre 1974 que la famille toucha son dû.

A cette époque, Mme Sebbane n'avait plus à sa charge, officiellement, que sa plus jeune fille, mais elle s'occupait aussi d'une fille plus âgée, alors mère célibataire, et des enfants de cette dernière. Comment faire vivre cette maisonnée ? « *Pendant ces semaines d'attente,* affirme-t-elle, *nous n'avons reçu, pour tout secours, qu'une allocation-logement de 60 F par mois et les allocations familiales.* » L'aide à l'enfance avait été entre-temps refusée par la préfecture en raison du taux « *suffisamment élevé* » de la rente-décès qui devait être accordée aux ayants droit.

Cette rente se montait, ces dernières semaines, à 2 154,87 F par trimestre (718,29 F par mois) pour la veuve et à 1 077,44 F par trimestre (359,14 F par mois) pour l'enfant, au prorata du salaire du défunt. A ces indemnités mensuelles, d'un montant global de 1 077,43 F, venaient s'ajouter l'allocation de salaire unique (38,90 F), l'allocation de logement (196,70 F) et l'allocation d'orphelin (88,80 F), totalisant 324,40 F par mois. Soit 1 401,83 F de ressources mensuelles pour la veuve et la fille d'un homme qui a élevé huit enfants, qui n'a jamais beaucoup émargé au chômage, et qui a payé son travail de sa propre vie.

Moins de 100 F par mois

Un cas exceptionnel ? Dans le dossier des accidents du travail, les cas « exceptionnels » sont malheureusement légion. En voici un autre, qui n'est pas moins scandaleux : celui d'une famille de six enfants dont l'un, Mamar Abed Nourine, subvenait aux besoins de sa mère, de ses frères et sœurs et de son père, invalide au deuxième degré.

Les Nourine habitent Cauroir, près de Cambrai. Le 27 mars 1972, Mamar Abed Nourine, âgé de dix-sept ans, fut tué accidentellement alors qu'il travaillait comme maçon qualifié, premier échelon, au salaire imposable de 1 500 francs par mois. La famille reçut une pension de 14 francs par mois, parce qu'à cette époque la caisse primaire d'assurance maladie de Cambrai refusait de reconnaître l'invalidité du père. On prétendit ensuite que, du fait des allocations familiales et de la pension d'invalidité enfin accordée à M. Nourine père, un relèvement de l'indemnité de décès ne se justifiait pas. Un procès eu lieu, sur l'intervention de la Fédération nationale des mutilés du travail (quatre cent soixante-mille adhérents) (2). La décision de refus fut confirmée en appel, puis en Cassation. L'an dernier, la famille Nourine a reçu, pour la mort de ce jeune homme, une pension s'élevant à 97,80 francs par mois.

Tout se passe comme si les victimes, directes ou indirectes, d'un accident devaient être les premières à en subir les conséquences : une sorte de châtiment.

JEAN BENOIT.

Prochain article :

MEURTRIS, TROMPÉS ESCROQUÉS...

(1) Le conjoint survivant reçoit une rente (minimum : 640 F pour une veuve ayant moins de cinquante-cinq ans) égale à 30 % du salaire perçu par la victime au cours de l'année précédant l'accident. Dans certains cas, ce taux peut être porté à 50 % si la bénéficiaire a atteint l'âge de cinquante-cinq ans et n'exerce aucune activité professionnelle, ou si, ayant atteint ou non l'âge de cinquante-cinq ans, il est frappé d'une incapacité grave et ne peut travailler. Quant aux orphelins de père ou de mère, ils ont droit, pour chacun des deux premiers enfants, à une rente égale à 15 % du salaire annuel de la victime, et, pour chacun des suivants, à une rente égale à 10 % de ce salaire. Seuls les enfants doublement orphelins, c'est-à-dire ayant perdu père et mère, ont droit chacun à une rente égale à 20 % du salaire.

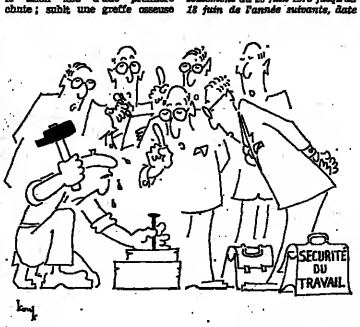
(2) Fédération nationale des mutilés du travail, assurés sociaux, invalides civils et leurs ayants droit : Maison des mutilés du travail, avenue Emile-Loubet, 42029 Saint-Etienne.

DES CHIFFRES TROMPEURS

En introduction à sa conférence de presse, le ministre du travail a rappelé, le 9 mars, les statistiques les plus récentes sur les accidents, statistiques provisoires qui datent de... 1974 et qui, en outre, sont toujours incomplètes et donnent ainsi une image faussée de la réalité.

Le bilan qui a été présenté ne porte, en effet, que sur les salariés affiliés au régime général de la Sécurité sociale. A l'exception des accidents mortels dont le nombre a diminué de 1973 à 1974 (2 117 au lieu de 2 246), la situation s'est en fait aggravée. Alors que le nombre des salariés ne s'est accru que de 0,62 %, celui des accidents avec arrêts (1 154 376) a augmenté de 1,45 %, celui des accidents graves (119 796) de 3,62 %, celui des journées perdues (38 414 758) de 4,83 %.

Mais ces statistiques sont doublement incomplètes. Les évolutions des accidents sont comparées à celle de l'ensemble des salariés du régime général (ouvriers et employés) et ne sont pas classées selon les catégories socio-professionnelles : sur plusieurs années le bilan paraît aussi positif en raison de l'énorme accroissement des effectifs du tertiaire alors que le nombre des accidents rapportés aux seuls ouvriers de l'industrie révélerait la stagnation inquiétante, voire l'aggravation, de la sécurité dans les usines. En outre, aucune statistique n'est donnée sur les accidents du travail, dans les Charbonnages, à l'E.D.F., à la S.N.C.F., etc.



(Dessin de KONK.)

SÉCURITÉ SOCIALE

LE CONSEIL D'ÉTAT REJETTE DE NOUVEAU LES RECOURS DE Mme VEIL CONTRE LA CRÉATION DE PHARMACIES MUTUALISTES.

Le Conseil d'État vient de rejeter les recours du ministre de la santé contre le projet de création de deux pharmacies mutualistes, l'une à Paris, l'autre à Clermont-Ferrand. Le Conseil a estimé que le motif invoqué par Mme Simone Veil — la présence d'officines privées à moins de 450 mètres des emplacements choisis par les mutuelles — ne pouvait justifier le refus d'ouverture.

Déjà, voilà deux mois, le Conseil avait tranché dans le même sens en faveur d'un projet de pharmacie mutualiste à Libourne, laquelle devrait être le cinquante-huitième établissement de ce type (*le Monde* du 31 janvier).

Cependant, la décision finale appartient à Mme Veil, qui se trouve soumise à de fortes pressions. D'un côté, les dix-huit mille officines privées menacent de déclencher une grève nationale. De l'autre les mutualistes, qui parlent de « *déni de justice* », vont relancer la semaine prochaine leur campagne de protestation. Face à ces pressions, les dossiers de ces deux nouvelles affaires pourraient être transmis à Matignon, comme ce serait déjà le cas de celle de Libourne.

● LE SYNDICAT NATIONAL INTERPROFESSIONNEL DES EXPOSANTS DE SALONS, EXPOSITIONS ET FOIRES vient de fonder l'Académie nationale d'encouragement à la créativité industrielle et artistique, association de la loi de 1901, placée sous le patronage de la Ville de Paris.

Le premier palmarès sera proclamé le mardi 16 mars, à 14 h. 30, sur la péniche du Touring Club de France, quai des Champs-Elysées.

PARIS TORONTO

UN VOL PLUS RAPIDE, PAR AIR CANADA.

Si vous désirez aller à Toronto, et y aller vite, prenez Air Canada. Cet hiver, au départ de Paris-Charles-de-Gaulle, Air Canada assure 4 vols par semaine pour Toronto. 4 vols directs : vous passerez toujours par Montréal, mais sans descendre d'avion - il n'y a plus qu'une escale technique. Et vous passerez la douane en arrivant, à Toronto : ce qui va beaucoup plus vite.

Vous le voyez, pour aller au Canada, Air Canada vous simplifie vraiment les choses. Et en plus des 4 vols hebdomadaires Paris-Toronto, il y a aussi, chaque semaine, 5 vols Paris-Montréal assurés par Air Canada.

Nous serions tellement contents de vous accueillir.

AIR CANADA

Paris-9e: 24, bd des Capucines - Tél. 273.84.00
Lyon-2e: 63, rue du Pt E.-Herriot - Tél. 42.43.17

LA VIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

— Libres opinions —

Les entreprises publiques Les communistes — Les luttes

par JEAN COLPIN (*)

L'AMPLEUR du mouvement revendicatif exprimant le mécontentement et la combativité des travailleurs du secteur public, le rôle important que jouent les communistes dans le développement et la popularisation des luttes inquiètent fortement Giscard d'Estaing et ses ministres.

Incapable qu'il est de satisfaire leurs revendications sans s'attaquer au profit des grands monopoles, l'Etat-patron adopte envers ses salariés une attitude de plus en plus dure et hermétique. Il n'a pour leur répondre qu'invectives et menaces.

Pourtant, face à la détérioration du niveau de vie, à l'insuffisance des effectifs, aux cadences épuisantes, à la fatigue physique et nerveuse, n'est-il pas urgent et nécessaire de relever le pouvoir d'achat, de réduire les horaires, d'ouvrir le droit à la retraite à soixante ans, d'obtenir des changements dans l'organisation du travail ?

C'est pour cela que les salariés du secteur public luttent !

Pour comprendre pleinement la signification des mouvements en cours et de ceux qui se développent, il faut être attentif à l'évolution de la politique du pouvoir à l'égard du secteur public.

Face à l'aggravation de la crise du système capitaliste, nous assistons, non à une simple poursuite des tendances antérieures, mais à des changements, des tentatives d'adaptation qui accentuent certains des aspects les plus négatifs de cette politique.

Pendant près d'une décennie, pour favoriser la concentration du grand capital et réserver une part toujours croissante du financement public à l'accumulation et à l'internationalisation des monopoles, un objectif essentiel a consisté à réduire les aides budgétaires au secteur public.

Aujourd'hui, le pouvoir est contraint de procéder à une certaine adaptation. Parce que le freinage des investissements des sociétés nationales, de mettre celles-ci plus activement encore au service de (Gaz de France, S.N.C.F., Télécommunications). Parce que les luttes contre une exploitation insupportable gagnent en force. Parce qu'avec la récession et la contraction du commerce mondial le problème des débouchés prend une ampleur nouvelle.

Pour soutenir les profits monopolistes, il devient indispensable, dans certains secteurs, d'accroître les marchés offerts par les sociétés nationales ; de mettre celles-ci plus activement encore au service de l'internationalisation des trusts et d'une politique étrangère rétrograde.

C'est dans ce cadre qu'interviennent l'éclatement du Commissariat à l'énergie atomique, ouvrant plus largement la voie du nucléaire à Péchiney et à la C.F.P. ; la signature d'une convention entre le C.N.R.S. et Rhône-Poulenc, par laquelle une société privée, pour la première fois, se voit reconnu un droit de regard sur les activités d'un organisme public ; la réorganisation de la régie Renault, prélude à une diversification abandonnant à Citroën-Peugeot une position dominante pour les voitures particulières (l'efficacité du milliard accordé à Michelin sera ainsi démontrée).

C'est dans ce contexte qu'intervient un renforcement sensible de l'autoritarisme de l'Etat giscardien dans le secteur public : court-circuitage des organismes élus ; atteintes aux libertés syndicales, poursuites en justice non contre les pétroliers ou les responsables d'accidents du travail, mais contre les travailleurs et leurs syndicats.

C'est parce qu'elles sont au cœur de l'action que les travailleurs du secteur public se battent pour les libertés et la démocratie, pour le plein exercice des droits syndicaux si chèrement acquis, pour le droit à l'organisation et à l'expression des partis politiques à l'entreprise.

Et, comme leurs intérêts se confondent avec ceux de la nation, ils défendent l'entreprise nationalisée contre l'entreprise tentaculaire des sociétés multinationales à base française ou étrangère.

Ils luttent pour le maintien et le développement du potentiel scientifique et technique de la France.

Par leurs dimensions politiques, leurs luttes s'inscrivent dans les perspectives démocratiques du socialisme tracées par le vingt-deuxième congrès de notre parti.

Comment s'étonner, dans ce cas, que les militants et les élus communistes, soucieux de l'intérêt des travailleurs et de celui de la nation, soutiennent sans réserve le mouvement et participent pleinement aux actions que mènent les travailleurs du secteur public et nationalisé ?

(*) Membre du bureau politique, secrétaire du comité central du P.C.F.

La grève des services publics a été très suivie

La consigne de grève de vingt-quatre heures, donnée aux quelque deux millions de fonctionnaires par les syndicats C.G.T., C.F.D.T., F.O., C.F.T.C., FEN et autonomes, avec l'appui de la C.G.C., a été très largement suivie mardi 9 mars.

Point fort de la semaine d'action revendicative, organisée du 8 au 12 mars par la C.G.T. et la C.F.D.T., cette grève, déclenchée pour protester contre les dernières propositions, jugées insuffisantes, de M. Gabriel Péronnet, secrétaire d'Etat à la fonction publique, relatives à l'augmentation des salaires en 1976, a perturbé de nombreux services dans le secteur public et nationalisé.

Le trafic S.N.C.F., qui est redevenu normal dans la matinée de mercredi, n'a été assuré qu'à 50 % sur les grandes lignes comme sur les réseaux de banlieue.

Dans l'enseignement primaire et secondaire, le taux de participation à la grève a été de 90 % selon les syndicats, et, selon le ministère de l'éducation, de 75 % chez les instituteurs, et de 60 % chez les professeurs.

Dans les P.T.T., les postiers du tri et de l'acheminement du courrier ont répondu en force aux mots d'ordre syndicaux, ainsi, notamment, que les personnels communaux et hospitaliers, les agents des collectivités locales et des impôts, les douaniers, les travailleurs des arsenaux, etc. En revanche, à l'E.D.F.-G.D.F., les débrayages ont été faibles, n'entraînant ni coupures de courant ni baisse de pression du gaz, et le trafic de la R.A.T.P. a été normal.

De nombreuses manifestations, qui n'ont donné lieu à aucun incident, ont marqué cette journée nationale d'action. A Paris, un cortège de quelque trente-cinq mille personnes — vingt mille selon la police, quatre-vingts mille selon *l'Humanité*, et... près de cent mille selon *le Figaro*, — conduit par MM. Georges Séguy et Edmond Maire, a défilé, durant deux heures, de la place de la Bastille au Palais-Royal, aux cris de « *Augmentez nos salaires de misère !* », « *2 000 francs minimum, 300 francs pour tous !* », « *Indice INSEE, indice truqué !* », et « *Union ! Action ! Programme commun !* ». Seules, la C.G.T. et la C.F.D.T. avaient appelé à cette manifestation.

En province, des défilés semblables ont été organisés un peu partout, rassemblant au total des centaines de milliers de personnes.

M. Gabriel Péronnet a assuré, mardi, que le gouvernement était « *prêt à reprendre à tout moment les négociations* ». « *C'est un premier recul du pouvoir*, a répondu au micro de France-Inter M. André Henry, secrétaire général de la FEN. *Ce qui est important, c'est de voir ce que le gouvernement nous proposera.* »

Votre femme a emprunté votre voiture ? Louez-en une chez
europcar
645.21.25

LES QUESTIONS AGRICOLES

M. Fourcade : l'agriculture française est sortie plus forte de la crise

Invité mardi 9 mars des journalistes agricoles, M. Jean-Pierre Fourcade a affirmé que l'agriculture française était sortie de la crise « *plus forte qu'elle n'y était entrée* ». Le gouvernement a obtenu, selon lui, ce résultat grâce aux aides directes aux paysans (6 milliards de francs en 1974 et 1975) et au freinage des prix des produits achetés par les exploitations (machines, engrais), dont la hausse a été ramenée de 24 % en 1974 à 7,8 % en 1975.

Pour les trois dernières années (1973, 1974, 1975), on a enregistré, selon M. Fourcade, une stabilisation du revenu des agriculteurs. Grâce aux aides directes exceptionnelles, aux mesures fiscales et aux dépenses budgétaires (35 milliards de francs pour 1975), le gouvernement a pris en compte le tiers du revenu des producteurs de lait, le quart de celui des viticulteurs, le cinquième de celui des producteurs de viande bovine. Concernant l'élevage, M. Fourcade a précisé que la crise économique avait démontré l'efficacité des mécanismes d'intervention « *tout à fait exceptionnels* », puisque le prix de la viande bovine a progressé de 13 % en 1975.

Selon le ministre, le pouvoir d'achat des producteurs de viande et de lait, généralement inférieur à celui des céréaliers, a progressé respectivement de 7,4 % et de 9 % par an, au cours des cinq dernières années.

« *Les viticulteurs maltraités jusqu'à présent par la réglementation communautaire vont bientôt se rendre compte à l'examen des décisions de Bruxelles qu'ils disposent désormais d'avantages particuliers par rapport aux autres agriculteurs* », a ajouté M. Fourcade, qui a précisé n'être pas intervenu en faveur de M. Ramal, négociant à Meximieux (Ain), lors d'une récente affaire de fraude sur les vins. (M. Benet, président des viticulteurs méridionaux, avait porté une telle accusation.)

[L'évolution du pouvoir d'achat des agriculteurs avait été l'un des points de divergences entre M. Fourcade et M. Mitterrand lors de leur récent débat télévisé. En 1974, ce pouvoir d'achat a, en moyenne, baissé de 10 % ; en 1975, il a de nouveau reculé de 3,0 %.]

● SATISFACTION RELATIVE DES RESPONSABLES AGRICOLES FRANÇAIS à la suite du récent accord de Bruxelles. Pour M. Maffre-Baugé, le ministre de l'agriculture, M. Christian Bonnet, a obtenu pour le vin « *le maximum de ce qui pouvait être obtenu* ». Le président des producteurs de vin de table s'est toutefois inquiété au micro de Radio-Monte-Carlo, le 9 mars, des positions à venir des Italiens et du négoce français.

Pour M. Marcel Deneux, président de la Fédération nationale des producteurs de lait, « *l'essentiel a été sauvegardé à Bruxelles* » pour le lait. Néanmoins, pour assurer un revenu satisfaisant en 1976 aux 650 000 producteurs, il manque entre 800 millions et 1 milliard de francs.

FEMMES DE 35 à 45 ANS

UN STAGE CONVENTIONNÉ DE 23 SEMAINES

du 6 avril au 20 novembre (vacances scolaires exclues)

SUR LA GESTION DES ENTREPRISES

108, boulevard Malesherbes 75017 Paris - Tél. 267-32-40

AU CENTRE PARISIEN DE MANAGEMENT DE LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

DEMANDE DE PROGRAMME

NOM : ....

ADRESSE : ....

(PUBLICITÉ)

RÉPUBLIQUE TUNISIENNE

U.C.C.V.T.

APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

L'Union des Caves Coopératives Vinicoles de Tunisie — Route de Mornag - Djebel-Djelloud (Tunisie) — se propose d'acquérir une installation de traitement de vins par le froid :

1) Stabilisation par le froid ;
2) Fourniture de 6 cuves INOX de 200 hectolitres chacune ;
3) Filtration.

1) STABILISATION PAR LE FROID

Elle doit comprendre la fourniture et l'installation d'une unité complète pour le traitement 30/35 hecto/heure, y compris la fourniture de l'armoire électrique et des pompes.

L'installation doit être prévue complète de tous les accessoires permettant le réglage et le contrôle.

2) CUVERIE ISOTHERME POUR STABILISATION DES VINS

Fourniture et installation de six cuves de 200 hectolitres chacune en acier inoxydable N.S.M.C. de type cylindrique, vertical, diamètre extérieur avec calorifuge 2.800 mm.

Hauteur totale (sans socle) 5.850 mm.

Les cuves recevront une isolation thermique en mousse de polyuréthane de 200 mm d'épaisseur, densité de 25 kg/m3, protection de l'isolation par habillage en tôle inoxydable.

Les cuves devront être équipées de 4 rampes de liaison inox D.N. 40, de 2 colonnes de remontage, des robinets nécessaires et du tableau centralisateur, et de l'équipement nécessaire à leur fonction. La fourniture comprendra également les passerelles et l'escalier d'accès en tôle striée.

3) FILTRATION

Fourniture et installation correspondant à l'installation du froid d'un équipement de filtration nécessaire pour alluvionnage permanent avec pompe doseuse, bac d'alluvionnage, bac de recyclage et lavage automatique par circulation d'eau.

Le prix de la présente installation devra être donné : matériel rendu cif Tunis, montage compris.

Les soumissions doivent parvenir sous plis recommandés portant la mention « NE PAS OUVRIR - APPEL D'OFFRES N° 1/76 », et ce avant le 30 mars 1976, à l'adresse sus-indiquée.

Les événements de Montredon constituent une provocation

estime le conseil régional du Languedoc-Roussillon

De notre correspondant

Montpellier. — Convoqué en session extraordinaire, le conseil régional du Languedoc-Roussillon s'est réuni le 9 mars, à Montpellier. La majorité du conseil (radicaux de gauche, socialistes et communistes) a voté une motion déclarant notamment que « *faute de pouvoir apporter des solutions aux problèmes, le gouvernement fait payer cette crise [de la viticulture] à ceux qui essaient de vivre de leur travail. Il ne compte que sur la répression pour consolider son autorité. Les événements de Montredon constituent une provocation. En effet, depuis plusieurs mois, les dirigeants viticoles déclaraient : le désespoir des viticulteurs est tel qu'en cas d'affrontement il risque à chaque instant d'y avoir des morts* ».

La majorité du conseil régional estime que les viticulteurs sont exaspérés de ne pas être écoulés, d'être renvoyés de promesse non tenue en promesse non tenue. L'Office du vin doit répondre à leurs espoirs, s'il peut contrôler la garantie des revenus, le monopole des vins et des importations et la qualité du produit.

En début de séance, M. Marcel Blanc, préfet de région, avait déclaré : « *Je me suis rendu au chevet d'un C.R.S. blessé qui a reçu une deuxième décharge de sang-froid.* » Le préfet a encore ajouté que la 26e compagnie de C.R.S. était tombée dans un traquenard sous un feu croisé de balles et de mitraille. Il s'est refusé à toute autre précision en raison du secret de l'instruction.

La motion votée, qui réclame « *le retrait des forces de répression et l'arrêt des poursuites pour garantir le calme* », est mot pour mot celle que le Comité régional d'action viticole, les unions régionales C.G.T., C.F.D.T. et FEN, le CID-UNATI, et les unions départementales des artisans avaient déjà présentée au préfet, qui l'avait refusée en raison du mot « *provocation* » qu'elle comporta.

MM. Delmas, maire socialiste de Montpellier ; Brousse, sénateur radical, maire de Béziers ; et Mouly (modéré majorité), maire de Narbonne, n'assistaient pas à la réunion.

● PRECISION. — Un membre de phrase, omis dans la relation de l'allocution prononcée par M. Michel Poniatowski aux obsèques du colonel Le Goff, a quelque peu modifié le sens de la déclaration du ministre de l'intérieur (*le Monde* du 10 mars). Il fallait lire : « *Rien ne peut justifier le drame de voir des Français tirer délibérément sur d'autres Français... qui ont la responsabilité et l'honneur de défendre la paix publique.* »

● *A Toulouse*, trois cents étudiants environ ont manifesté, mardi soir 9 mars, dans les rues de la ville pour protester contre la présence de M. Michel Poniatowski, ministre de l'intérieur, venu assister aux obsèques du colonel Joël Le Goff, tué le 4 mars, à Narbonne, lors d'un affrontement avec des viticulteurs (*le Monde* du 10 mars).

Les étudiants, qui répondaient à l'appel d'organisations d'extrême gauche, ont scandé des slogans hostiles au ministre de l'intérieur et ont distribué des tracts dans lesquels ils affirment leur « *soutien total aux viticulteurs* ». Les manifestants se sont dispersés au bout d'une heure sans que la police ait à intervenir. — (*Corresp.*)

LE PARTI SOCIALISTE ENTEND DÉVELOPPER SON IMPLANTATION EN MILIEU RURAL

Le parti socialiste a réuni le 8 mars dans les nouveaux locaux de l'Assemblée nationale quelque deux cents responsables ou spécialistes des problèmes agricoles. Au moment où le P.S. entend donner une impulsion nouvelle à son action dans ce secteur, cette réunion avait pour but de faire le point de la situation à la suite du récent accord de Bruxelles. M. Pierre Joxe, député de Saône-et-Loire, secrétaire national du parti socialiste, chargé des problèmes agricoles, a présenté le rapport général d'ouverture.

La réunion, à laquelle participaient les représentants de soixante-dix départements, a porté sur quatre points : la question foncière, l'agriculture de montagne, l'élevage, et les salariés agricoles. La discussion s'est notamment engagée sur la réforme du statut du fermage et la création d'offices fonciers, cantonaux et départementaux, qui était préconisée dans le programme commun. Le principe de ces offices, qui « *auront priorité pour tout achat de terre à utilisation agricole* », a fait l'objet d'un certain consensus, mais des divergences sont apparues en ce qui concerne les modalités d'application.

L'activité du P.S. doit se développer dans trois directions : en juin sera créée une grande commission nationale agricole composée de quatre-vingts membres — dont soixante désignés à l'échelon régional, — qui, lors de deux sessions annuelles, aura à organiser l'action des militants ; en novembre, le P.S. déposera une proposition de loi sur les questions foncières dans l'agriculture, les différentes commissions du parti étant chargées de formuler des suggestions ; enfin, en janvier 1977, sera lancée une campagne nationale visant à développer l'implantation du parti socialiste en milieu rural.

INDUSTRIE

CHAUSSURE : des décisions qui vont dans le bon sens, estiment les professionnels.

Les professionnels de la chaussure sont relativement satisfaits des mesures de soutien prises en leur faveur par les pouvoirs publics (*le Monde* du 10 mars). « *Ces mesures vont dans le bon sens*, affirme la Fédération de la chaussure, *elles permettront à la profession de ne pas perdre le bénéfice des efforts qu'elle a réalisés pour créer des réseaux commerciaux à l'étranger.* » Les professionnels attendent cependant avec impatience les résultats de la démarche faite par le gouvernement français auprès de la Commission de Bruxelles, afin qu'elle mette en œuvre des mesures temporaires en application de l'article 107 du traité de Rome.

Les syndicats devaient être reçus lignent que le plan gouvernemental profitera surtout aux grandes entreprises du secteur et ne résoudra pas le problème de l'emploi. « *Fondamentalement, les mesures prises par le pouvoir vont dans le sens voulu par la fédération patronale (...)* », affirme la C.G.T., qui regrette qu'« *aucune mesure ne soit prise pour la relance de la consommation* » et ajoute que ces décisions « *risquent d'aggraver encore la dégradation de l'emploi pour 1976* ». La C.F.D.T. déplore « *l'absence totale de plan social* » et souligne que « *ce n'est pas la libération des prix qui aidera les industriels à améliorer leurs exportations.* »

Les syndicats devaient être reçus ce mercredi 10 mars au ministère du travail, afin d'examiner les propositions de reprises partielles des travailleurs licenciés à Fougères.

L'accord des syndicats est en effet indispensable. L'industriel qui avait proposé de reprendre deux cent trente salariés de l'entreprise Rehault a lancé, le 9 mars, un ultimatum, menaçant de renoncer sous quarante-huit heures à son projet si l'occupation de l'usine se poursuivait.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'INVESTISSEMENT EN FRANCE ET A L'ÉTRANGER (S.F.I.)

Au 31 décembre 1975,

— L'actif net de la Société française d'investissement en France et à l'étranger atteignait 62 832 768,30 F, se répartissant comme suit :

— Actions françaises ..... 14,8 %
— Actions étrangères .... 39 %
— Obligations françaises :
classiques .... 15,5 %
indexées .... 13 %
convertibles .... 5,8 %
— Obligations étrangères :
convertibles .... 5,3 %
— Liquidités et autres éléments d'actif .... 6,5 %
— Le capital était représenté par 431 286 actions.
— La valeur liquidative de l'action était de 145,68 F (136,95 F au 1er juillet 1975, date de transformation de la société en SICAV).

Le conseil d'administration, réuni le 10 mars 1976, a décidé de proposer à l'assemblée générale des actionnaires, qui se tiendra le mercredi 28 avril, la distribution d'un dividende de 6,20 F, auquel s'ajoutera un crédit d'impôt de 0,99 F, soit un total de 7,19 F (contre 5,80 F, 1,05 F et 6,85 F respectivement pour l'exercice précédent).

ACIER INVESTISSEMENT

Valeur liquidative fin février 1976

A fin février 1976, la valeur liquidative globale d'Acier Investissement ressortait à 218,35 millions de francs, soit 124,77 francs par action.

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS
9 MARS

Marché calme et sélectif

Résistant lundi, le marché de Paris s'est montré calme et sélectif, mardi. Les échanges ont été peu nourris, les ventes peu nombreuses, tandis que l'intérêt des opérateurs se portait sur un certain nombre de valeurs : Ferodo et Peugeot dans le secteur de l'automobile, Dumez et Maisons Phénix dans celui du bâtiment et des travaux publics, Hachette et Presses de la Cité dans l'édition, en y ajoutant Usinor, Institut Mérieux et U.T.A.

Tassement, en revanche, des banques (Financière de Paris, Compagnie bancaire, Crédit foncier).

En cette seconde séance de la semaine, le marché a continué à méditer sur les résultats du premier tour des élections cantonales, dont le bilan avait déjà été anticipé dans les cours. Il s'est montré désagréablement impressionné par la nouvelle montée des taux sur le marché monétaire (+ 1/8 %), la Banque de France utilisant cette arme afin de défendre le franc sur le marché des changes.

Le retour au calme sur ledit marché, même s'il risque de n'être que provisoire, a eu néanmoins un effet positif, de même que la vive hausse de Wall Street, abondamment commentée autour de la corbeille.

Aux valeurs étrangères, vive reprise des américaines, en liaison avec leur place d'origine, et bonne tenue des hollandaises.

Aux pétroles internationaux, avance d'Exxon.

Repli général des mines d'or, suivant les avis de Londres. Sur le marché du métal, le lingot gagne 80 F à 19 660 F, et le napoléon 0,90 F à 225,20 F, la valeur des transactions se maintenant autour de 8 millions de francs.

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE, Base 100 : 31 déc. 1975.)

	8 mars	9 mars
Valeurs françaises ..	111,8	111,1
Valeurs étrangères ..	104,6	105,4

Cie DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 29 déc. 1961.)

Indice général	81,7	81,7

LONDRES

Le marché est calme et indécis à la suite de la nouvelle chute de la livre. Bonne tenue des mines d'or et recul de De Beers.

OR (ouverture) (dollars) : 133 30 contre 132 60

VALEURS	CLOTURE 8/3	COURS 10/3
War Loan 3 ½ %	28 1/2	28 1/2
Beecham	355 1/2	354 1/2
British Petroleum	602 1/2	600 1/2
Shell	030 1/2	401 1/2
Vickers	172 ...	171 ...
Imperial Chemical ..	006 ...	304 ...
Courtaulds	152 ...	151 ...
De Beers	218 1/2	217 1/2
*Western Holdings ..	21 3/4	22 1/8
Rio Tinto Zinc Corp ..	168 ...	168 ...
*West Driefontein ..	21 7/8	22 3/8

(*) En livres.

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	8/3	10/3
1 dollar (en yens) ...	301 125	301 325

Taux du marché monétaire
Effets privés .... 7 13/16 %

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

FERODO. — La société vient de conclure un important accord de licence avec la Mc Cord Corporation de Detroit, important fabricant américain d'équipement automobile. Selon cet accord, Mc Cord pourra exploiter les brevets de fabrication des radiateurs de chauffage sans soudure Sofica.

DE BEERS. — Après impôts, le bénéfice attribuable par action ressort à 61,60 cents sud-africains en 1975, contre 55,00 cents en 1974. Le dividende final est fixé à 20 cents par titre, soit un total annuel de 28 cents, contre 25 cents en 1974.

Avant impôts, le bénéfice de l'exercice s'est établi à 286,2 millions de rands, contre 312,9 millions de rands. Le revenu des ventes de diamants a également baissé à 216,8 millions de rands, contre 242,6 millions de rands. Pour l'exercice en cours, et selon les indications disponibles, les ventes de diamants poursuivent leur mouvement de reprise, après la sérieuse dépression du marché durant le second semestre de 1974. Rappelons qu'en janvier 1976 les prix des diamants ont augmenté de 3 %.

S.C.R.E.G. — Sur environ 4,2 milliards de francs de chiffre d'affaires consolidé en 1975, 20 % auraient été réalisés à l'étranger. A structure comparable, la progression du chiffre d'affaires global ressort à 13,5 %. Le bénéfice net consolidé sera également en augmentation, indique la société.

NEW-YORK

Pour la première fois depuis janvier 1973, l'indice Dow Jones a franchi mardi le seuil de 1 000, mais seulement en cours de séance, car il n'a pu s'y maintenir en clôture. L'événement s'est produit trois quarts d'heure après l'ouverture de la séance, une avance de 11,42 points permettant d'atteindre un niveau très légèrement supérieur à 1 000. Par la suite, d'abondantes ventes bénéficiaires amputaient cette avance, de sorte qu'en clôture l'indice ne s'établissait plus qu'à 993,70, en hausse de 4,98 points. La performance n'en reste pas moins intéressante et très révélatrice de l'état d'esprit des opérateurs, dont l'optimisme se renforce de jour en jour, au fur et à mesure que les nouvelles favorables affluent : baisse du taux de chômage et du rythme d'inflation, accroissement de la consommation, de la production et des commandes, progression probable de 6,5 % des investissements en 1976. Le gonflement des transactions au niveau de 31,77 millions de titres échangés contre 25 millions précédemment est significatif à cet égard.

Sur l'évolution future du marché, les pronostics sont nombreux et divers : débordement rapide du seuil fatidique des 1 000, comme en janvier 1973 où l'indice avait atteint 1 051, ou, au contraire, piétinement autour de ce même seuil, préludant à une poussée en avant qui pourrait intervenir en avril. Déjà, à la fin de février, l'indice 1 000 n'avait pu être franchi sous l'effet de prises de bénéfice. Des observateurs relèvent que beaucoup de fonds de placement désirent présenter un bilan trimestriel favorable au 31 mars, et que cela pourrait perturbé l'évolution des cours.

VALEURS	COURS 8/3	COURS 9/3
Alcoa	48 3/4	47 1/2
A.T.T.	55 5/8	55 ...
Boeing	27 1/4	28 3/8
Chase Manhattan Bank ..	28 7/8	28 3/4
Du Pont de Nemours....	164 7/8	168 ...
Eastman Kodak	109 1/2	108 1/4
Exxon	88 ...	87 3/8
Ford	60 1/8	58 5/8
General Electric	52 3/8	51 ...
General Foods	88 ...	29 1/4
General Motors	69 7/8	66 1/2
Goodyear	23 1/4	23 1/8
I.B.M.	259 5/8	257 1/2
I.T.T.	25 3/4	28 ...
Kennecott	35 7/8	35 1/4
Mobil Oil	51 3/4	51 1/2
Pfizer	26 3/4	25 5/8
Schlumberger	71 5/8	71 ...
Texaco	25 ...	24 3/4
U.A.L. Inc.	24 7/8	25 ...
Union Carbide	74 1/4	76 3/4
U.S. Steel	65 ...	66 7/8
Westinghouse	17 1/8	18 3/4
Xerox	84 1/4	88 5/8

BOURSE DE PARIS — 9 MARS — COMPTANT

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
[illegible]											

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
E.D.F. parts 1953	433	435
E.D.F. parts 1950	428	428
Ch. France 3 %	141	148
Abeille-I.G.A.R.D.	488	429
Abeille (Vie)	195	198
A.G.F. (Sté Centr.)	402	403
Ass. Gr. Paris Vie	1142	1100
Concorde	270	278
Epargne France	257	283
Fonc. T. I.A.R.D.	110	110 50
Foncière (Vie)	248	247 50

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
[illegible]											

HORS COTE		
[illegible]		

SICAV		
[illegible]		

*Cours précédent

MARCHÉ A TERME

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, des erreurs peuvent parfois figurer dans les cours. Elles sont corrigées le lendemain dans la première édition.

La Chambre syndicale a décidé, à titre expérimental, de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant fait l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
528	4,50 % 1973	530	529 80	528 70	529 ..
1370	C.N.E. 3 %	1396	1300	1396	1336 ..
485	Afrique Occ.	428 50	436	435	479 10
375	Air Liquide	398 50	399 80	399 80	839 80
74	Als. Part. ind	77 ..	78	78	78 ..
300	Als. Superm.	290	290	290	285 ..
[illegible]					
760	Cie BM Eaux	755 ..	756	755	756 ..
480	Eng. Matra	509	518	818	815 ..
240	E. I. Lefebvre	232 20	232 40	232 40	227 80
86	Esso S.A.F.	87 50	87 50	85 ..	88 20
195	Euratrance	287 ..	284 ..	285 50	285 ..
375	Europe N° 1	384 ..	385 ..	384 50	377 80
[illegible]					
205	Olida-Caby.	203 ..	206 50	207 ..	202 50
88	Opfi-Paribas	90 ..	89 40	88 40	88 40
114	Paris-France	121 ..	121 10	121 50	118 ..
[illegible]					
640	T.R.T.	613	603	608	604 ..
756	Tél. Elect.	797	775	775	776 ..
129	— (obl.)	129	128 80	128 50	180 50
780	Tél. Ericss.	808	800	809	809 ..
72	Terres Roug.	72 10	72 10	72 10	71 ..
250	Thomson-Br	250 ..	250 ..	250 ..	249 40
266	— (obl.)	274 50	275 40	275 40	274 ..
[illegible]					
235	Gen. Electric	234 90	242 ..	242 ..	242 ..
285	Gen. Motors	313 50	322 10	323 50	320 ..
10	Goldfields	14 80	14 25	14 10	14 50
23	★ Harm. Co.	21 15	20 55	20 80	20 15
300	Hoechst Akt.	297 ..	293	294	293 50
84	Imp. Chem.	34 80	34 75	34 75	34 40
104	Imperial Oil	109	108 80	108 50	108 50
[illegible]					
66	Buffelsfont.	66 10	62 50	62 50	63
14	Charter	12 65	12 60	12 65	12 80
132	Chase Manh.	129 10	130	160 ..	131 06
405	C.F.Fr.-Can.	410	409	409 ..	411 ..
10	De Beers (S.)	10 35	12 95	12 80	12 06
570	Deuts. Bank	..	575	580	580 ..
166	Dome Mines	160	195 90	182 90	160 ..
600	DuPont Nem.	697	701	701	701 ..
480	East. Kodak	487 50	504	504	502 ..
24	East Rand	19 45	19	19 20	19 35
205	Ericsson	201 90	204 80	202 50	208 06
395	Exxon Corp.	401 50	407	c407	408 60
230	Ford Motor	241	251	250 ..	243 06
10	Free State	107 60	104 90	106 ..	104 06
100	St-Helena	106	98 10	98 30	99 60
335	Schlumberger	325 10	330	336 60	330 70
34	Shell Tr (S.)	34 15	34 45	34 70	34
540	Siemens A.G.	560	550	550	558
66	Sony	39 ..	38 10	38 10	38 10
14	Tanganyika	13 55	13 75	13 75	13 85
210	Unilever	210	210 ..	210 50	210 ..
20	Union Corp.	17 20	18 00	18 00	18 00
164	U. Min. 1/10	160 10	149 50	151 ..	190 ..
157	West Driel.	168 ..	160 80	161 10	161 ..
66	West Deep.	66 10	58	57 25	58 ..
133	West Hold.	168 50	125 06	126 20	123 60
1	Zambia Cop.	1 65	1 65	1 66	1 67

• VALEURS DONNANT LIEU A DES OPERATIONS FERMES SEULEMENT
o. : offert ; c. : coupon détaché ; d. : demandé ; * droit détaché. — Lorsqu'un « premier cours » n'est pas indiqué, il y a eu cotation unique, portée dans la colonne « dernier cours ».

COTE DES CHANGES

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 9/3	COURS DES BILLETS échange de gré à gré entre banques
Etats-Unis ($ 1)	4 529	4 536	4 527
Canada ($ can. 1)	4 572	4 595	4 57
Allemagne (100 DM)	176 400	178 400	176 50
Belgique (100 fr.)	11 526	11 517	11 18
Danemark (100 krd.)	70 400	75 420	70 06
Espagne (100 pes.)	6 786	6 797	6 72
Grande-Bretagne (£ 1)	8 830	8 842	8 87
Italie (1 000 lires)	6 073	6 308	6 525
Norvège (100 krn.)	82 070	81 010	81 76
Pays-Bas (100 fl.)	169 200	168 050	168 76
Portugal (100 esc.)	16 100	16 215	15 45
Suède (100 krs.)	103 170	103 150	160 ..
Suisse (100 fr.)	175 800	176 308	176 ..

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 9/3
Or fin (kilo en barre)	19520 ..	19540 ..
Or fin (kilo en lingot)	19580 ..	19660 ..
Pièce française (20 fr.)	224 30	225 20
Pièce française (10 fr.)	176	175
Pièce suisse (20 fr.)	194 20	196 06
Union latine (20 fr.)	180 60	180 ..
Souverain	157 06	160 ..
Pièce de 20 dollars	902 60	906 06
Pièce de 10 dollars	470 ..	471 60
Pièce de 5 dollars	300 ..	... ..
Pièce de 50 pesos	797 ..	797 ..
Pièce de 10 florins	193 06	194 ..

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2-3. EUROPE
— GRANDE-BRETAGNE : M. Wilson met en cause des « organisations sud-africaines ».
— ESPAGNE : quarante mille personnes ont assisté aux obsèques de l'ouvrier tué au Pays basque.

4. ASIE
— CHINE : la presse insiste sur la nécessité de ne troubler ni l'ordre public ni la production.

4-5. AMÉRIQUES
— BRÉSIL : « L'Amazonie en train de naître » (III), par Charles Vanhecke.

6. PROCHE-ORIENT
— ISRAËL : la rentrée de Mme Golda Meïr.

6. AFRIQUE
— RHODÉSIE : les zones de guérilla s'étendent.

7 à 10. POLITIQUE
— Avant le deuxième tour des élections cantonales.
— LIBRES OPINIONS : « Lutte des classes et dictature du prolétariat », par François Missoffe et Francis Doré.

11. ÉDUCATION
— La situation universitaire : rentabilité et sélection.

12. MÉDECINE
— La recherche sur le cancer : fin de la polémique entre Mme Veil et le professeur Mathé.

12. ARMÉE
— Le coût d'un appelé.

12. AÉRONAUTIQUE
— Rolls-Royce propose de monter deux réacteurs sur l'Airbus franco-allemand.

LE MONDE DES ARTS ET DES SPECTACLES
PAGES 15 A 23
— CINEMA : « La Terre de la grande promesse », d'Andrzej Wajda.
— EXPOSITIONS : Archéologie de « Mare Nostrum » à Dijon et à Rome; Les Anamorphoses au Musée des arts décoratifs.

24. JUSTICE
— COUR D'ASSISES DES BOUCHES-DU-RHONE : la peine de mort est requise contre le meurtrier d'une fillette.

24. FAITS DIVERS
— LYON : la mort « précipitée » de Jean-Pierre Marin.
— M. Guy Thodorof a été relâché par ses ravisseurs.

25. CULTURE

26. SOCIÉTÉ
— Le tribunal sur les crimes contre les femmes à Bruxelles.

31. ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS
— A PROPOS DE... : la réforme des aides régionales.

32 à 34. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE
— CONJONCTURE : selon l'INSEE, les Français sont nettement moins pessimistes.
— LIBRES OPINIONS : « Les entreprises publiques, les communistes, les lettres », par Jean Colpin.

LIRE ÉGALEMENT
RADIO-TELEVISION (25)
Annonces classées (27 à 30) ; Aujourd'hui (25) ; Carnet (14) ; « Journal officiel » (25) ; Météorologie (25) ; Mots croisés (25) ; Finances (35).

Le franc de nouveau à son « plancher » par rapport au deutschemark

Une certaine nervosité régnait mercredi matin sur le marché des changes. La livre sterling et le franc restaient faibles. A Paris, le cours du deutschemark se retrouvait au niveau le plus haut autorisé par les règles en vigueur au sein du « serpent », ce qui signifie que le franc est à son niveau le plus bas (plancher).

Le retour au calme constaté dans la journée de mardi n'aura pas duré longtemps. Dès mardi soir, après la fermeture des marchés européens, on constatait sur le marché de New-York, très étroit il est vrai, de nouvelles et fortes tensions sur la livre sterling, dont le cours s'abaissait jusqu'à 1,9175 dollar. Après des interventions portant sans doute sur des montants importants de la Banque d'Angleterre, la livre sterling s'est quelque peu redressée. Cependant, elle cotait mercredi matin sensiblement plus bas que la veille à la clôture du marché de Londres : aux alentours de 1,9350 dollar (contre 1,9415 dollar).

Il semble que les banques aient reçu d'importants ordres, qui s'exécuteront dans les jours suivants, de couverture contre le franc émanant de détenteurs à la fois français et étrangers. Le cours du mark à Paris, baromètre de la tenue de la devise française, est à nouveau à son plafond : 176,425 FF pour 100 DM. La Banque de France se tient prête à intervenir à tout moment. Au milieu de la matinée, ses achats de francs (contre dollars et marks) n'avaient pas été, semble-t-il, importants. La défiance contre le franc peut se mesurer par la forte tension sur le taux d'intérêt de l'eurofranc : 30 % au jour le jour et 20 % à un mois. Les eurofrancs (dépôts en francs détenus par des non-résidents) sont rares sur le marché, étant donnée l'interdiction faite aux banques françaises de prêter aux non-résidents. On cherche à emprunter ceux qui sont en circulation afin de les revendre dans l'espoir d'un gain de change. Notons cependant que les périodes de fiévreuse spéculation sont marquées par des taux d'intérêt encore nettement plus élevés. Le dollar, qui sert toujours d'intermédiaire aux transactions entre les monnaies européennes, reste à peu près stable.

Participant à Paris à la réunion du comité de politique économique de l'O.C.D.E., M. Otmar Emminger, vice-président de la Bundesbank, a déclaré qu'il n'y avait pas de crise monétaire au sein du « serpent » européen, ni du reste au sujet de la livre sterling. A Bâle, les gouverneurs des banques centrales ont considéré très calmement la nouvelle poussée spéculative. Les banques centrales, a-t-il ajouté, peuvent s'opposer pendant longtemps à la spéculation.

Dans une émission radiodiffusée, le gouverneur de la banque centrale du Nigéria, M. Mallam Adamu Ciroma, a déclaré que son pays avait diversifié ses réserves de change, mais conservait des livres sterling. Selon le *Financial Times*, les avoirs en sterling du Nigéria auraient été ramenés au cours des derniers mois d'environ 1 milliard de livres sterling à 700 millions.

On apprend d'autre part que la société Gulf Oil a confirmé qu'elle venait de verser quelque 125 millions de dollars d'impôts et de redevances au gouvernement de la République populaire d'Angola.

NOUVELLES BRÈVES

● *M. Michel Poniatowski*, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, répondant à une invitation du gouvernement tunisien, séjournera en Tunisie à partir du jeudi 18 mars. En outre, il dirigera la délégation française aux fêtes qui marqueront le vingtième anniversaire de l'indépendance de la Tunisie, le 20 mars.

● *M. Ibrahima Sarr*, syndicaliste et ancien ministre sénégalais, est mort mardi 9 mars, à Dakar. La notoriété d'Ibrahima Sarr datait de la grande grève des cheminots de 1946, restée célèbre dans les annales du syndicalisme ouest-africain.

[Membre fondateur du Bloc démocratique sénégalais, parti dont est issue l'Union progressiste sénégalaise, au pouvoir au Sénégal, M. Sarr fut ministre de la fonction publique du gouvernement de M. Mamadou Dia. Emprisonné avec l'ancien président du conseil lors de la crise de décembre 1962, il fut condamné à vingt ans de détention criminelle. Libéré en avril 1974, en même temps que M. Dia, il devait bénéficier de l'amnistie en avril prochain, comme les autres condamnés politiques.]

● *Le Portugal et la République populaire de l'Angola* ont décidé d'établir des relations diplomatiques au niveau d'ambassades, annonce un communiqué officiel du ministère portugais des affaires étrangères, du mercredi 10 mars. — *(A.F.P.)*

● *La cour d'assises du Puy-de-Dôme* a condamné, mardi 9 mars, M. André Chaud, vingt-cinq ans, accusé du meurtre d'une septuagénaire, à vingt ans de réclusion criminelle. Son complice, Joao Mesuita, un ressortissant portugais âgé de vingt-six ans, en fuite, a été condamné à la peine capitale par contumace.

● *Au « Figaro »*, M. André Audinet a été désigné, le 8 mars, comme président du conseil de surveillance et non vice-président, comme l'avait indiqué lui-même par erreur *le Figaro* dont nous avions reproduit l'information (*le Monde* du 10 mars). Le vice-président est M. Marcel Gabilly et le secrétaire M. Jean Cuburu.

● *L'aide exceptionnelle à certains quotidiens d'information* fait l'objet d'un décret publié au *Journal officiel* du 10 mars 1976. Cette aide exceptionnelle, calculée sur la bas de 0,05 F par exemplaire vendu, sera accordée, pour l'année 1975, aux journaux d'information politique et générale de langue française imprimés sur papier journal, paraissant au moins cinq fois par semaine, dont le tirage n'a pas excédé deux cent mille exemplaires par jour pendant l'exercice 1975 et dont les recettes de publicité ont représenté, en 1975, moins de 30 % de leurs recettes totales.

● *En Italie*, aucun quotidien n'a paru, ce mercredi 10 mars, en raison de la grève observée, pendant vingt-quatre heures, par les ouvriers d'imprimerie. Le mot d'ordre lancé par les trois centrales syndicales est une manifestation pour la défense de l'emploi et du niveau d'investissement dans ce secteur d'activité. — *(A.F.P.)*

En Corée du Sud

PLUSIEURS PERSONNALITÉS DE L'OPPOSITION SONT INCULPÉES DE « COMPLOT »

Séoul *(A.P.)*. — M. Kim Dae Jong, ancien candidat de l'opposition à la présidence, et dix autres personnes ont été inculpés de complot en vue de renverser le gouvernement du président Park, et ont été incarcérés. L'ancien président Yun Po Sun et huit autres personnalités, qui font l'objet de la même inculpation, n'ont pas été appréhendés.

Les autorités avaient procédé à une série d'arrestations dans les milieux d'opposition à la suite de la diffusion, le 1[er] mars, d'un manifeste demandant le départ du président Park et le rétablissement des libertés.

La femme de M. Kim, qui a fait en prison une grève de la faim de quarante-six heures, celle de M. Yun, ainsi que deux autres personnalités, MM. Chyung Il Hyung et Hahm Suk Hun ont été relâchées.

LE VICE-PRÉSIDENT ROCKEFELLER SERA REÇU PAR M. GISCARD D'ESTAING

M. Nelson Rockefeller, vice-président des Etats-Unis, sera reçu à déjeuner, lundi 22 mars, par le président Giscard d'Estaing. La visite de M. Rockefeller se situe dans le cadre du programme des célébrations du bicentenaire des Etats-Unis. Venant de Tunis, il passera la journée de dimanche au château de Rochambeau, près de Vendôme. Lundi matin, il déposera une gerbe sur la tombe de La Fayette, au cimetière du Picpus, et sera, le soir, l'hôte d'honneur du comité français du bicentenaire de l'indépendance des Etats-Unis. Il partira, mardi, pour Israël.

A Paris

LE CONSEIL DES MINISTRES DU 18 MARS SERA CONSACRÉ AUX INSTITUTIONS EUROPÉENNES

Le conseil des ministres qui se réunira le jeudi 18 mars (et non le mercredi en raison de l'élection des présidents des conseils généraux), sera consacré « *essentiellement, sinon exclusivement* », aux institutions européennes, indique-t-on de source autorisée.

Les délibérations de ce conseil des ministres auront lieu sur la base d'une communication du ministre des affaires étrangères, M. Sauvagnargues et donneront lieu à un tour de table qui permettra à tous les ministres de s'exprimer.

Un conseil restreint a préparé le mardi 9 mars les délibérations du 18. Y ont participé le premier ministre M. Chirac, le ministre d'Etat, ministre de la justice M. Lecanuet, le ministre des affaires étrangères, le ministre de l'économie et des finances M. Fourcade, le ministre du commerce extérieur M. Barre et le représentant permanent de la France auprès des communautés M. Soutou. M. Poniatowski qui devait y participer, avait dû se rendre à Toulouse pour les obsèques du commandant Le Goff.

Le numéro du « Monde » daté 10 mars 1976 a été tiré à 571 813 exemplaires.

A CAVALESE (ITALIE)

Quarante-deux personnes périssent dans un accident de téléférique

La cabine du téléférique de Cavalese, près de Trente, en Italie, s'est écrasée mardi 9 mars en fin d'après-midi. Quarante-deux personnes ont péri. C'est l'accident de téléférique le plus meurtrier qui se soit produit en Europe au cours des quinze dernières années.

(De notre correspondant.)

Rome. — Peu de commentaires sont faits en Italie sur ce dramatique accident, les journaux ne paraissant pas en raison d'une grève. Les causes de la catastrophe paraissent être d'une tragique banalité : l'affaissement d'un pylône, la rupture d'un câble. La cabine a été précipitée dans un ravin, où elle devait s'écraser plusieurs dizaines de mètres plus bas. Sur les quarante-trois passagers, seule une adolescente milanaise luttait encore contre la mort dans la matinée de mercredi. Tous les autres ont été tués sur le coup ou ont succombé durant leur transfert à l'hôpital. Le groupe comprenait notamment dix-sept écoliers allemands venus de Hambourg pour passer des vacances dans cette station alpine du Haut-Adige.

L'accident s'est produit vers 17 heures, c'est-à-dire peu avant la fin du service du téléférique; celui-ci avait accompli normalement une cinquantaine de voyages depuis le début de la journée. Quarante-trois personnes à bord constituaient la charge maximum autorisée. Le nombre des victimes aurait pu être moins lourd si le chariot n'était resté attaché à la cabine, l'écrasant à terre du poids de ses 3 tonnes.

Entré en fonction il y a dix ans, le téléférique avait subi, en octobre dernier, à l'ouverture de la saison, les vérifications habituelles. Les experts devront établir si rien d'irrégulier n'avait été constaté. Ils ont fait savoir, d'ores et déjà, que leur enquête risquait d'être longue.

L'accident du 9 mars est le plus mortel, souligne-t-on, qui soit survenu en téléférique en Europe au cours des quinze dernières années. Les précédentes catastrophes n'avaient jamais fait plus d'une quinzaine de victimes. La plus grave s'était produite le 13 juillet 1972, à Betten-Bettherahp, en Suisse (treize morts). Six années plus tôt, au Puy-de-Sancy, une coupure de courant avait précipité dans le vide dix-sept skieurs : sept d'entre eux étaient tués. On évoque aussi le drame survenu le 29 août 1961, à l'aiguille du Midi, quand un avion militaire volant à basse altitude, brisa le câble d'un téléférique, causant la mort de six personnes. — R. S.

Dans les Yvelines

LE MEURTRIER PRÉSUMÉ D'UN P.D.G. SE CONSTITUE PRISONNIER

Un président-directeur général de société, M. Lucien Montillet, cinquante-cinq ans, a été tué d'un coup de carabine par un inconnu, mardi 9 mars vers 20 h. 30, alors qu'il rentrait à son domicile au Pecq (Yvelines).

Son meurtrier présumé, M. Antonio Ferra, soixante-quatorze ans, s'est présenté, ce mercredi 10 mars dans la matinée, à la brigade de gendarmerie de Chaville (Hauts-de-Seine), où il demeure. Il a été aussitôt transféré au siège du service régional de police judiciaire de Versailles, chargé de l'enquête. M. Lucien Montillet était président-directeur général de la société de mécanique générale Montiège, à Bouafle, dans les Yvelines. Selon les premiers éléments de l'enquête, son assassinat serait consécutif à un différend d'ordre commercial.

UNE CHARTE CULTURELLE POUR L'ORNE

MM. Michel Guy, secrétaire d'Etat à la culture, Jacques Le Cornec, préfet de l'Orne, et Hubert d'Andigné, président du conseil général de ce département, ont signé une charte culturelle. Celle-ci est différente des dix premiers accords de ce genre passés avec les municipalités de grandes villes. Elle concerne un département rural et non plus une métropole, et elle a pour objet de mettre en valeur la culture locale, traditionnelle ou contemporaine. Les subventions figurant dans ce texte (d'un montant total de 1 920 000 F), accordées par le département, la région, le secrétariat d'Etat à la culture, et la DATAR, ont pour propos de « *soutenir les associations locales, la vie culturelle à l'échelle communale* ». De plus, le château de Carrouges sera restauré et aménagé en centre d'accueil pour les manifestations artistiques et les fouilles du site archéologique du camp de Bierry seront poursuivies.

A Francfort

UN HOMME ARMÉ A PRIS DEUX OTAGES AU PALAIS DE JUSTICE

(De notre correspondant.)

Bonn. — Un homme armé a pris en otages, le mardi 9 mars, un employé de justice et un spectateur, dans une salle du tribunal de Francfort, où était jugé Gerhard Linden, accusé d'avoir dérobé 2 millions de deutschemarks en 1974, lors d'une attaque à main armée contre un transporteur de la Dresdner Bank.

Il était un peu plus de 13 heures quand l'homme, masqué et armé de deux pistolets, a fait irruption dans la salle du tribunal en criant : « Liberté pour Linden. » Il n'a pourtant pas réussi à libérer l'inculpé. Profitant d'un instant de panique, il s'est barricadé dans une autre salle du palais de justice avec ses deux otages. L'homme, qui n'a pu être identifié, mais qui pourrait être un complice de Linden, impliqué dans l'attaque du transporteur de la Dresdner Bank, réclame, contre la libération des deux otages, une rançon d'environ 5 millions de deutschemarks en diverses monnaies, ainsi que la libération de Linden, et un Boeing-707 qui les mènerait à Cuba.

Après une nuit de « trêve », l'attente passive a repris dans la matinée. Le gouvernement de Hesse a mis 3 millions de dollars à la disposition du bandit, et un Boeing-707 est prêt à décoller pour Cuba. — D.-V.

DECORATION
TISSUS D'AMEUBLEMENT IMPRIMES
Toiles de lin, de coton. Satins et chintz imprimés. Motifs de style, floraux, cachemires, géométriques, contemporains, etc. Importations directes de tissus américains, anglais suédois et italiens, une multitude de dessins et de coloris originaux.
les prix: de 12 F à 87 F le mètre
(tous nos tissus sont en stock)
RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

Royaume de Chitral
En jeep, au Nord Pakistan, à la rencontre des Kalash, à travers d'impressionnantes vallées parmi les plus hautes du monde. Prix : 7 500 FF - 17 jours - 10 participants - 5 départs été 1976.
EXPLORATOR
16, place de la Madeleine 75008 Paris Tél 266 66.24
Documentation sur demande

COURS AZ
Méthode audiovisuelle
198, rue Saint-Honoré, Paris (1er)
Tél. 261-47-04 - 261-46-85
M° Palais-Royal
DACTYLO
cycles de 15 h.
(Débutants, Perf. recyclage)
Entraînement machine électrique
STÉNO en 50 h.
Système PREVOST-DELAUNAY
LANGUES
en laboratoire, avec professeurs
de 8 h à 20 h toute l'année sf samedi

L'ETE PASSE L'HIVER AU BYBLOS
phone: (94) 97.00.04 / télex: 470.235 à S^t TROPEZ

piano center
500 pianos et orgues, Funmachine, Plus de 20 marques sélectionnées. Crédit de 2 à 5 ans exclusivité PIANO-BAIL.
Je désire recevoir sans engagement de ma part et à titre totalement gracieux votre luxueux catalogue en couleurs.
pianos ☐ orgues ☐ Funmachine ☐
M. ....
Adresse ....
PIANOS : Paris-Ouest 71, rue de l'Aigle 92250 La Garenne • 242.26.30 et 782.75.67
PIANOS ORGUES : Paris-Est 122. 124, rue de Paris 93100 Montreuil • 857.63.38

des horaires pratiques pour NEW YORK
PARIS NEW YORK
Mardis Samedis
ORLY SUD 17 h
NEW YORK JFK 19 h
ALLER & RETOUR
NEW YORK JFK 22 h 30
ORLY SUD 11 h 40
Mercredis Dimanches
NEW YORK PARIS
PIA
Pakistan International
Great people to fly with
et toutes Agences de Voyages

COUVERTS ARGENTÉS
garantie 25 ans
Fabricant - Vente directe
FRANOR 78, rue Amelot Tél. : 700-87-94
M° St-Sébastien. Ouv. ts les jrs et samedi

A C D E F G H